

Trente personnes impliquées dans le putsch de février ont été exécutées au Nigéria

LIRE PAGE 48

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauvè-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 fr. ; Canada, 50 c. ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 200 l. ; Japon, 120 y. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS
75237 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4367-21 Paris
Tél. Paris 06 536572
Tél. : 770-91-29

Coup de force militaire au Liban

Une entreprise incertaine

Rien n'est encore joué au Liban. Malgré les nombreux ralliements d'officiers chrétiens ou musulmans à l'entreprise du général Aziz El Ahdab, les réticences au sein des forces armées et du monde politique demeurent tout aussi importantes. Le haut commandement s'est abstenu de prendre position, tout comme l'état-major de l'armée arabe du Liban, force dissidente animée par le lieutenant Khatib.

De même, la plupart des hommes politiques observent le silence. Dans le camp chrétien, seul M. Camille Chamoun, le ministre de l'Intérieur, a dénoncé le « coup de force » en proclamant son soutien au président de la République, M. Souleiman Frangié, dont la démission a été exigée dans les vingt-quatre heures par le général Ahdab lors de sa proclamation diffusée le jeudi soir 11 mars.

De côté musulman et progressiste, seul M. Kamal Joumblatt, le leader socialiste, s'est prononcé, il est vrai d'une manière ambiguë. Il ne renie pas le principal objectif que s'est assigné le général Ahdab — à savoir l'élection d'un nouveau chef de l'Etat la semaine prochaine — mais il désapprouve, comme il se doit pour un homme de gauche, l'irruption des militaires sur la scène politique.

Il n'en demeure pas moins que les chances de succès du général Ahdab ne sont pas insignifiantes. Les observateurs estiment que son entreprise a été accueillie avec soulagement par une grande partie de l'opinion, lassée de l'état d'insécurité et d'anarchie qui règne dans le pays, indignée aussi par l'attitude du président Frangié, que beaucoup n'hésitent pas à qualifier de « scandaleux ». Le chef de l'Etat a démissionné promptement, jeudi soir, le caractère « illégal » du putsch, en déplorant la désagrégation de l'autorité militaire, alors qu'il entretenait lui-même une milice privée, et que ses partisans ont pris part activement à la guerre civile. Refusant d'assumer son rôle d'arbitre, il a gardé le silence pendant des mois, tandis que les deux camps se poursuivaient.

Quand la partie lui paraît perdue, il abandonne ses alliés pour donner sa caution à la « médiation » syrienne, qui prit la forme de l'entrée au Liban d'unités de l'Armée de libération de la Palestine. En échange de quoi, Damas et l'O.L.P. soutinrent sa prétention de demeurer à la tête de l'Etat jusqu'à la fin de son mandat, en septembre prochain.

Cependant le président Frangié ne tarda pas à décevoir ses nouveaux amis. Il se réfugia dans la passivité, s'abstenant de réformer le haut commandement de l'armée, de promouvoir une loi d'amnistie à l'attention des déserteurs et de favoriser la formation d'un gouvernement d'union nationale. Quelques heures avant le coup d'Etat, il rejetait une combinaison ministérielle que lui proposait le ministre syrien des affaires étrangères, M. Kléddam, lequel, exaspéré, repartait bredouille pour Damas.

Ainsi le président Frangié, retranché dans son palais transformé en forteresse, paraît-il aujourd'hui plus isolé que jamais. Cependant, si la majorité des chrétiens et des musulmans, et les principaux partis de droite et de gauche souhaitent que son départ fraye la voie à une normalisation, les divergences demeurent vives au sujet de sa succession. Ce sont précisément ces divergences qui pourraient faire échouer l'entreprise du général Ahdab et prolonger le règne du président Frangié. Dans ce cas, le Liban continuera à sombrer dans l'anarchie.

Le président Frangié refuse de démissionner

Au lendemain du coup de force du général Ahdab, commandant de la garnison de Beyrouth, qui s'est proclamé jeudi soir 11 mars gouverneur militaire du Liban, la plus grande confusion règne dans la capitale. Sommé par le général Ahdab de quitter le pouvoir dans les vingt-quatre heures, le chef de l'Etat libanais, le président Frangié, a répondu qu'il demeurerait à son poste, « même au prix de sa vie ».

A Tel-Aviv, le ministre israélien de la défense, M. Shimon Peres, a affirmé vendredi matin que son gouvernement suivait « de très près » les événements et prenait « les mesures de précaution qui s'imposent ».

De notre correspondant

Beyrouth. — Jeudi 11 mars, dans la soirée, les télespectateurs ont brusquement vu surgir sur leur petit écran un militaire en grand uniforme, à la poitrine bardée de décorations, lunettes fumées aux épaisses montures, les yeux braqués sur les caméraman, attendant leur signal pour lire un message écrit. C'est alors que les Libanais ont eu connaissance du « communiqué n° 1 » annonçant le putsch.

Le général de brigade Aziz El Ahdab, commandant de la place de Beyrouth, a adressé un message en treize points au peuple libanais.

EDOUARD SAAB.
(Lire la suite page 2.)

La Banque de France continue à sacrifier des devises pour soutenir le franc

La Banque de France continuait vendredi matin, avec l'aide de la Bundesbank, de soutenir le franc, afin de l'empêcher de sortir du « serpent » monétaire européen. Le cours du deutschemark à Paris est toujours à son plafond (par conséquent, le cours du franc au plancher à Francfort). La veille, l'institut d'émission français avait dû engager dans la bataille, dit-on, au moins un demi-milliard de dollars, tandis qu'après la fermeture des marchés en Europe, les autorités monétaires américaines soutenaient le franc à New-York.

Après avoir déclaré qu'il n'était pas question de fermer le marché des changes, et que « la faiblesse du franc — est une conséquence lointaine de la chute de la livre », M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, a exprimé le vœu au micro d'Europe 1 que « nous trouvions des modalités pour faire revenir la lire et la livre dans le « serpent », afin que celui-ci soit un véritable mécanisme communautaire et que nous soyons protégés de ces variations sauvages qui sont toujours très dangereuses ». On peut se demander si cette déclaration ne risque pas de convaincre les spéculateurs que le gouvernement français envisage la possibilité d'un rajustement des parités au sein du « serpent ».

Déclaration et spéculation

Après les importantes interventions de la Banque d'Angleterre, le cours de la livre s'est un peu redressé, vendredi, tout en restant à un niveau très bas : aux environs de 1,835 dollar (à Paris 8,7975 francs). Le fait marquant reste la faiblesse persistante du franc, qui ne décolle pas de son plancher au sein du « serpent » monétaire européen. Cependant, une certaine détente semble se manifester sur le marché de l'euro-dollar où les opérateurs peuvent emprunter le franc pour le vendre au comptant (et non pas, comme une erreur d'impression nous l'a fait écrire hier, à terme). Le taux au jour le jour, sur ce marché, s'établissait, vendredi matin, à 20 % et à 21 % à un mois (contre, respectivement, 35 % et 36 % la veille).

Le deutschemark continue à être fortement demandé, ce qui a pour conséquence de faire baisser aussi le dollar. Des pressions sérieuses s'exercent également au sein du « serpent » contre le franc belge. Les marchés des changes en période de spéculation sont des choses délicates à manier, notamment parce qu'il n'est pas facile d'en faire accroire aux opérateurs. Il n'est pas sûr que le ministre français de l'économie et des finances s'en soit suffisamment avisé. M. Jean-Pierre Fourcade vient de déclarer qu'à la suite des troubles qui viennent d'avoir lieu sur les monnaies, il souhaite que la livre sterling et la lire reviennent dans le « serpent ».

PAUL FABRA.
(Lire la suite page 45.)

M. Kissinger durcit ses mises en garde contre la participation communiste à des gouvernements européens

Durcissant, dans un discours à Boston, ses mises en garde contre la participation de partis communistes au pouvoir dans les pays européens, M. Kissinger a déclaré, mercredi 11 mars : « Personne ne peut s'attendre que ce problème intéresse pas le gouvernement américain. » Dans une telle éventualité, a-t-il ajouté, « la solidarité politique et la défense collective de l'Ouest seraient inévitablement affaiblies sinon réduites à néant ».

Malgré la mise au point de M. Sauvagnargues, rejetant, à propos des déclarations du général Haig, « toute immixtion » dans les affaires intérieures françaises, Le Monde du 6 mars 1976, M. Kissinger ne désarme pas : il juge même nécessaire de préciser avec beaucoup plus de détails que par le passé, les raisons pour lesquelles l'éventuelle participation de communistes au pouvoir dans un pays de l'alliance atlantique ne peut pas ne pas intéresser le gouvernement américain.

Plus que l'organisation interne des partis communistes et les tentatives à la démocratie qui pourraient en résulter dans le fonctionnement des gouvernements, M. Kissinger a toléré pas mal de ces entorses lorsqu'elles avaient lieu au Portugal et en Grèce. — C'est bien évidemment la question des liens de ces partis avec Moscou qui préoccupe M. Kissinger. Le secrétaire d'Etat ne croit pas à leur conversion à l'indépendance, et il est vrai qu'en matière de politique étrangère, au moins, les P.C. de France comme d'ailleurs ne se sont pas écartés jusqu'à présent des grandes orientations de la diplomatie soviétique. Comme toutefois il s'agit d'orientations générales peu contestées par M. Kissinger lui-même (coexistence, détente, recherche du désarmement, etc.), le procès est difficile à « monter » à l'avance. Sur des points précis, en revan-

che, comme l'Angola, le Proche-Orient, comme sur la guerre du Vietnam, naissent des divergences nettes sont à prévoir. Mais on est d'accord, sur tous ces points, la « solidarité atlantique » ?

En tant que membre d'une alliance, M. Kissinger a de bonnes raisons de se dire « intéressé » à d'éventuels changements de politique chez ses partenaires. C'est à lui, après tout, d'apprécier si la « base morale » de l'engagement américain en Europe fera défaut en cas de victoire des coalitions de gauche en Europe et aux parlements américains de décider du maintien de leur participation à l'alliance. Mais la question est encore plus compliquée que ne la présente le secrétaire d'Etat :

1) L'engagement américain repose sur une base morale certes, mais aussi, comme le précise lui-même M. Kissinger, sur le besoin de maintenir l'équilibre moral des forces. Le secrétaire d'Etat confirme ainsi que cet engagement répond à l'intérêt américain, sans renoncer pour autant à en faire un moyen de pression sur les Européens. La querelle n'est pas nouvelle, mais elle illustre une contradiction de la politique américaine et l'une des équivoques les plus anciennes de l'alliance atlantique.

MICHEL TATU.
(Lire la suite page 3.)

Le C.E.T., « déjà l'usine » ?

I. — Une violence mal refoulée

par GUY HERZLICH

A gauche, la mécanique : une série de tours sur lesquels se penchent des jeunes gens en cotte bleue. En fond sonore, un roulement continu traversé de grincements lorsque l'outil attaque le métal ou que la machine s'arrête. A droite, du côté de la chaudronnerie, le bruit est encore plus fort : deux garçons martèlent des plaques de tôle, en face un autre manie la lampe à souder. Au centre trône une grande cuve ovoïde déjà terminée... Il suffit d'entrer dans un atelier pour s'en convaincre : le C.E.T., ce n'est plus l'école, c'est un autre univers, proche de l'usine. Mais pour les élèves, ce n'est pas seulement le décor qui a changé, c'est tout un mode de vie.

La lourdeur des horaires d'abord, malgré les réductions

intervenus depuis la rentrée 1973. « Trente-six heures, c'est beaucoup, même si l'on n'a guère de travail à faire. Le soir, dit un élève qui vient d'achever son C.A.P. de mécanique. Il faut s'y habituer. » A quinze ans, quelques-uns ne s'y « font » pas, comme ce collègue qui déclare : « Je ne puis plus me lever le matin. Je ne peux plus voir les copains. Je bosse le dimanche... »

Plus souvent, ce que dévient les élèves, c'est l'alternance de longues journées de travail et de l'ennui. Dans beaucoup d'établissements, en particulier ceux qui ont un internat, on tend depuis plusieurs années à regrouper les cours sur cinq jours (du lundi au vendredi soir) ou même sur quatre

jours et demi. « Il y a des jours où l'on arrive à huit heures du matin et on sort à sept, huit heures le soir, dit un collègue d'une section de mécanique. Lorsque la tension se relâche, on se trouve désemparé. On travaille huit heures par jour, sauf le mercredi. Le mercredi après-midi, on s'ennuie. Le soir, on s'ennuie. En ville, le cinéma est trop cher, pour le coût même, on n'a pas toujours assez d'argent. »

Dans l'établissement, la plupart du temps, même dans les collèges à internat, il n'y a pas de foyer, pas d'endroit où se retrouver. C'est dans les « centres d'apprentissage », ancêtres des C.E.T., actuels, que sont nés, durant les années 1960, les foyers socio-éducatifs. Mais le mouvement n'a pas suivi la multiplication des établissements techniques : malgré leur intégration dans le système éducatif, ceux-ci sont restés en arrière. Lorsque les foyers existent, il s'agit bien souvent encore de l'association de quelques clubs procurant des « loisirs utiles » à un petit nombre d'élèves.

(Lire la suite page 11.)

Le « décollage » du parti socialiste

Par MAURICE DUVERGER

Le parti socialiste est-il en train d'accéder à la position dominante que les sociaux-démocrates scandinaves ont conquise entre 1920 et 1940 ? La question se pose après les élections cantonales, malgré le caractère partiel du scrutin, sa nature locale, sa faible incidence sur les décisions nationales. La nouvelle progression du P.S. est plus importante en elle-même que ses résultats immédiats.

Son score au premier tour de scrutin correspond à celui que des analyses de simulation faites à la fin de 1975 prévoyaient pour les élections de 1978 (entre 28 et 30 %) (1). L'ascension du P.S., continue depuis cinq ans, semble donc s'accroître. Des recherches plus récentes le confirment, qui élèvent de quelques points le niveau précédent. Bien entendu, ces études expérimentent seulement une tendance qui n'est pas réellement mesurable et qui peut se modifier suivant les aléas d'une conjoncture toujours imprévisible.

Rapprochées du résultat des cantonales, elles suggèrent simplement que le parti socialiste a des chances sérieuses d'atteindre bientôt le seuil des 30 % de suffrages exprimés.

Les autres partis ne semblent pas capables de réaliser une telle performance. L'U.D.R. l'avait fait en 1962, appuyée par les républicains indépendants. La rééquilibration en cours dans la majorité tend à l'en éloigner fortement, en la rapprochant de la bande des 20 %, où elle retrouverait le P.C.F. qui tourne autour de ce niveau depuis dix-huit ans. On peut douter que celui-ci ne le dépasse très sensiblement dans un proche avenir : certaines études suggèrent plutôt qu'il risque de tomber au-dessous. A l'heure actuelle, les quatre principaux partis français évoluent vers le schéma suivant : l'un d'eux plane dans la zone des 30 %, les trois autres se situent dans la zone des 20 % ou au-dessous.

(Lire la suite page 6.)

(1) Un sondage publié par « France-Soyez » donne, en cas d'élections législatives, 30 % des voix aux socialistes et radicaux de gauche et même 32 % s'il n'y avait qu'un candidat de majorité. Dans les deux cas, le sondage donne 21 % au P.C. et 3 % au P.S.D. et à l'extrême gauche sur un total de 56 % des voix à l'ensemble de la gauche.

Lire pages 21 à 28
le supplément sur
L'ILE MAURICE
Huit ans d'indépendance

LES MAISONS DE LA CULTURE EN CRISE

Dix ans après Malraux

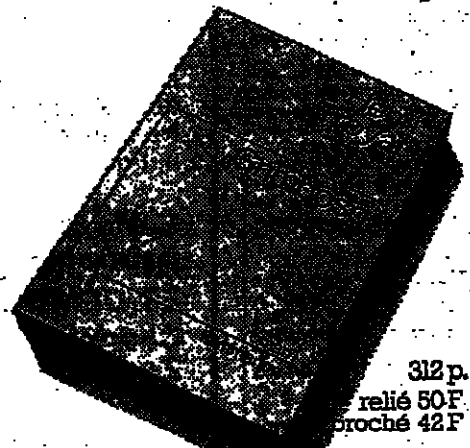
Les syndicats du spectacle C.G.T., réunis à Amiens en assemblée générale en marge d'un colloque national sur les maisons de la culture, ont adopté le principe d'une grève générale des professionnels du spectacle et de la radio-télévision de vingt-quatre heures, pour le 8 avril, afin de protester notamment « contre la diminution des subventions accordées aux maisons de la culture et contre le chômage qui les frappe ». La Fédération du spectacle exprime une inquiétude générale.

« Les maisons de la culture vont disparaître, on n'a pas de gants à prendre. » En fait, personne n'avait pratiqué la filote pour dénoncer, avant M. Muriand, responsable du SNETAS (Syndicat national des employés, techniciens et administratifs du spectacle, C.G.T.), les menaces qui pèsent, dès cette année, sur les établissements d'action culturelle décentralisés. C'était le troisième et dernier des colloques : « Maisons de la culture et vie politique », organisés à l'occasion du dixième anniversaire de la Maison d'Amiens, par M. Dominique Queheucq, qui dirige la M.C.A. et préside l'ATAO (Association technique pour l'action culturelle). Point d'orgue d'une semaine de réflexion sur l'insertion des cathédrales fondées par André Malraux dans la Cité.

MARTIN EVEN.
(Lire la suite page 35.)

« UNE SACREE FRESQUE - UNE FRESQUE SACREE »
D. Decoin Les Nouvelles Littéraires

GRIMBOSQ.
un roman d'Henri Troyat



312 p.
relié 50 F
broché 42 F

FLAMMARION

AU JOUR LE JOUR

LA RELEVÉ

Dans la guerre au chômage, il n'y a pas de petite victoire. Tout bénéficiaire d'un conseil doit être invité à choisir pour laisser la place à un demandeur d'emploi.

Ainsi, en considérant la liste des membres du gouvernement, il est aisé de constater que chacun d'eux a une situation, une carrière, des mandats, des moyens d'exercice en dehors de ses fonctions ministérielles.

La conclusion est claire : il y a assez de faibles à la recherche d'une insertion sociale pour assurer la relève. Cela fera au moins une amélioration de 0,003 % du taux de chômage.

ROBERT ESCARPIT.

Le Monde

publiera demain
un supplément de 9 pages
sur

LA SYRIE

PROCHE-ORIENT

LE COUP DE FORCE MILITAIRE AU LIBAN

Le président Frangie refuse de démissionner

(Suite de la première page.)

Il demandait au gouvernement de présenter sa démission dans les vingt-quatre heures et accordait le même délai au chef de l'Etat — en précisant que l'armée s'engageait à protéger sa vie — pour qu'il suive l'exemple de son « grand prédecesseur », Bichara El Khoury, qui, en 1952, avait renoncé au pouvoir pour sauvegarder l'unité nationale. S'il ne se retirait pas, ajoutait le message, il serait l'un et l'autre démis de leurs fonctions. Le général Ahdab a lancé, d'autre part, un appel à toutes les unités de l'armée pour qu'elles rallient son mouvement « réformiste », décrète l'état d'urgence sur tout le territoire, le couvre-feu s'installe à Beyrouth, et invite le Parlement à élire, dans un délai maximum de sept jours, le nouveau président de la République, qui « formera immédiatement un nouveau gouvernement ».

Dans le même message, il est demandé aux directeurs généraux des différents départements ministériels d'assurer l'expédition des affaires courantes, et aux forces armées de servir une extrême rigueur contre « les anarchistes et les pillards ». Le général Ahdab approuve sans réserve la proposition, annoncée la veille par le général Hanna Sidé, commandant en chef de l'armée, de proclamer une amnistie en faveur des militaires déserteurs. Il rend hommage à la Syrie pour les efforts qu'elle déploie « afin de sortir le

Liban des affres de la guerre civile ». Il s'engage, en outre, à tenir à l'esprit et à la lettre des accords antérieurs conclus entre l'Etat libanais et la résistance palestinienne. Il assure, pour l'avenir, qu'il ne nourrit aucune ambition politique, qu'il est contre le régime militaire, et qu'il demeure à son poste de commandant de la place de Beyrouth. Néanmoins, et durant la période intermédiaire, le général Ahdab assumera les fonctions de gouverneur militaire du Liban.

Les premières réactions populaires ont été plutôt mitigées. Les Libanais craignent moins l'avènement des militaires au pouvoir que leur échec, qui risque de compromettre une fois de plus l'effort d'une normalisation qui ne s'est fait que trop attendre.

Le principal obstacle à l'entreprise est l'attitude du chef de l'Etat, qui a opposé qu'il démissionnera à son poste, vaillamment, pour, a-t-il dit, défendre la légalité au prix de sa vie.

Une radio clandestine émettant sur ondes moyennes a diffusé tard dans la nuit l'appel du président de la République, et incite le peuple à s'opposer à la dictature. M. Camille Chamroun, ministre de l'Intérieur, a déclaré pour sa part : « J'appelle le peuple libanais à résister de glorieux, devant ce mouvement qui porte atteinte à la volonté et à l'unité des Libanais. Je suis aux côtés du pouvoir légitime ».

Pour M. Kamal Joumblatt.

leader des forces progressistes, le coup de force est barbaque et absurde. Il s'est étonné du comportement du général Ahdab, « qui s'est attribué sans coup férir le titre de gouverneur militaire ». Le leader socialiste a ajouté qu'il était favorable, certes, à la démission du chef de l'Etat, mais uniquement selon une procédure constitutionnelle. Cependant, des officiers druses de l'armée réputés acquis à M. Joumblatt ont déjà fait savoir par la radio qu'ils approuvaient le mouvement.

Quant aux autres leaders politiques, islamistes, progressistes, et chrétiens de droite, ils se sont refusés à toute déclaration, se réservant un temps de réflexion avant de porter un jugement sur « l'événement très grave qui vient de se produire ». Tous reconnaissent que la situation au sein de l'Etat libanais est devenue intolérable, et se demandent si l'initiative du général Ahdab constitue le plus sûr moyen pour sauver le pays.

Dans le convoi de voitures blindées qui faisaient partie jeudi soir de l'escorte du nouveau gouverneur militaire du Liban, il y avait deux autochenilles portant les plaques de l'armée de libération palestinienne et de la Saïda, organisation de résistance druze syrienne. Damas n'aurait, dit-on, donné le feu vert pour cette opération qu'après avoir perdu tout espoir dans le pouvoir politique.

EDOUARD SAAB.

Une suite de péripéties confuses

Jeudi 11 mars

11 HEURES. — Le lieutenant Ahmed El Khatib, chef de l'armée du Liban arabe, affirme que les mesures d'urgence proposées le veille par le chef de l'armée de terre sont insuffisantes.

11 H. 30. — Le colonel musulman Abdel Majid Chehab, commandant de la région militaire du Nord-Liban, de Hama et Chama (Nord-Liban), est cité par des phalangistes, alors qu'il circulait dans un secteur contrôlé par les forces chrétiennes.

14 HEURES. — Trois nouvelles casernes de l'armée sont tombées aux mains des militaires dissidents de l'armée du Liban arabe, annonce un porte-parole libanais. Il s'agit de la caserne de Nabatieh (Sud-Liban), de Hama et Chama (Nord-Liban).

15 HEURES. — M. Karamé, premier ministre, laisse entendre que sa démission pourrait être lue, mais il rejette sur le chef de l'Etat la responsabilité de la déstabilisation de la situation. « J'ai tenu jusqu'à maintenant l'espoir que tout le monde prendrait conscience de la situation et réagirait conformément aux intérêts supérieurs de la nation, mais j'ai fini par désespérer face à des attitudes hésitantes et négatives et cela m'a incité à prendre une décision grave », déclare-t-il. L'initiative d'un ultimatum est venue des médiateurs syriens.

16 HEURES. — Les médiateurs syriens (le ministre des affaires étrangères, M. Abdel Halim Khadham, et les généraux Najj Jamil, vice-ministre de la défense, et Khalil Chehab, chef d'état-major de

l'armée) regagnent Damas. On apprend que plus de soixante autres officiers syriens, appartenant à des commissions locales de maintien de la paix, ont été réunis à Beyrouth en vue de leur rapatriement à Damas.

19 H. 40. — La télévision diffuse une allocution du général Aziz Ahdab qui demande la démission du chef de l'Etat. Selon des témoins, le général n'a eu aucune difficulté pour s'emparer de la station de télévision, où il était présent accompagné de quelques dizaines de soldats et de deux blindés.

20 H. 30. — Des soldats occupent, après un violent échange de coups de feu, la station de radio située dans les bâtiments du ministère de l'Information, dans le quartier moderne de Beyrouth. Dix minutes plus tard, la radio diffuse le texte de l'allocution du général Ahdab.

22 HEURES. — La radio et la télévision diffusent des messages de soutien au général Ahdab qui est « l'officier musulman de l'armée, met en garde contre « les communistes émanant d'un groupe de dissidents » et invite la population à circuler librement dans les rues.

23 HEURES. — La radio du Liban libre (phalangiste) qualifie l'opération du général Ahdab de « coup de poignard dans le dos de la Constitution ».

9 HEURES. — Selon un porte-parole militaire, des fusillades ont éclaté entre soldats républicains et loyalistes à proximité d'un cantonnement militaire, à Salda, dans le Sud.

10 HEURES. — Le trafic aérien est nul à l'aéroport international de Beyrouth. Toutes les routes menant à l'aéroport ont été coupées par des éléments armés palestiniens.

Vendredi 12 mars

4 HEURES. — Les tirs et explosions, très violents au moment de l'intervention du général Ahdab, se sont progressivement calmés. A l'aube, la capitale est tranquille et silencieuse, et ses rues désertes. Dans un communiqué diffusé par Radio-Liban, contrôlée par les partisans du général Ahdab, le « gouverneur militaire provisoire » affirme « ne pas faire de coup d'Etat ». « Nous n'avons pas l'intention de limiter les libertés », ajoute le général Ahdab. Le Parlement libanais a rapidement élu un nouveau président, qui poursuivra la marche constitutionnelle légale.

5 HEURES. — Une autre Radio-Liban, contrôlée par les loyalistes, met en garde contre « les communistes émanant d'un groupe de dissidents » et invite la population à circuler librement dans les rues.

7 HEURES. — La radio du Liban libre (phalangiste) qualifie l'opération du général Ahdab de « coup de poignard dans le dos de la Constitution ».

9 HEURES. — Selon un porte-parole militaire, des fusillades ont éclaté entre soldats républicains et loyalistes à proximité d'un cantonnement militaire, à Salda, dans le Sud.

10 HEURES. — Le trafic aérien est nul à l'aéroport international de Beyrouth. Toutes les routes menant à l'aéroport ont été coupées par des éléments armés palestiniens.

AFRIQUE

Sénégal

EN CAS DE VACANCE DU POUVOIR

Le premier ministre succédera au chef de l'Etat jusqu'à l'expiration du mandat

De notre correspondant

Dakar. — Sept députés, représentant chacun une des sept régions du Sénégal, ont déposé jeudi 11 mars, sur le bureau de l'Assemblée nationale, un projet de réforme constitutionnelle, relatif à la succession du chef de l'Etat en cas de vacance du pouvoir.

Actuellement, en cas de démission, de décès ou d'empêchement définitif du chef de l'Etat, le président de l'Assemblée nationale assure son intérim, avec pour mission d'organiser une nouvelle élection présidentielle dans un délai maximum de deux mois. Désormais, le premier ministre lui succéderait automatiquement, jusqu'à l'expiration du mandat en cours.

Ce projet fait de l'actuel chef de gouvernement, M. Abdou Diouf (quarante-deux ans), qui était jusqu'à présent le secrétaire général adjoint de l'Union progressiste sénégalaise (U.P.S.), le second personnage politique du pays, le successeur désigné du président Senghor. Ainsi se trouve consacrée la prééminence sur ses pairs d'une personnalité qui n'a cessé de s'affirmer depuis plusieurs années. Le projet de réforme constitutionnelle prévoit aussi la suppression d'une disposition importante de la loi fondamentale du pays, aux termes de laquelle, jusqu'à présent, le président de la République sénégalaise, comme son prédécesseur, ne pouvait se représenter qu'une fois aux suffrages de ses concitoyens.

Désormais, il pourra solliciter autant de mandats qu'il le désirera. En l'occurrence, M. Senghor pourra braver à nouveau la magistrature suprême, non seulement dans deux ans, en janvier 1978, mais aussi, s'il le désire, cinq ans plus tard, en 1983.

En donnant son accord au dépôt de ce projet de réforme constitutionnelle, M. Senghor, qui aura bientôt soixante-dix ans, mais qui est en pleine possession de ses moyens, entend assurer sa succession dans les meilleures conditions, mais n'envisage pas pour autant de se retirer dans un délai prévisible.

Ces mêmes calculs ont conduit le président Houphouët-Boigny, de Côte-d'Ivoire, à faire adopter l'an dernier une réforme constitutionnelle analogue en faveur du « grand baobab » du régime, M. Philippe Yacé, président de l'Assemblée nationale.

PIERRE BIARNES.

M. GISCARD D'ESTAING REÇOIT A DÉJEUNER M. SENGHOR

M. Valéry Giscard d'Estaing, après avoir donné audience vendredi matin 12 mars à M. Jean-Claude Groussin, directeur du livre au secrétariat d'Etat à la culture, devait recevoir à déjeuner M. Léopold Sédar Senghor, président de la République du Sénégal.

Gabon

De notre envoyé spécial

hauts administratifs et de certains membres du gouvernement, qui se sont laissés prendre dans les filets de leur fallacieux généralisme en acceptant des cadeaux et en touchant des commissions au mépris de l'intérêt général. Ces difficultés à mener à bien le développement de l'économie du pays, la croissance, la lutte contre l'inflation, nous devons ralentir l'activité de secteurs de notre économie qui nous paraissent les plus inflationnistes, donc du bâtiment et des travaux publics. Il veut porter l'effort sur les équipements collectifs et ouvrir une nouvelle voie qualifiée de « programme démocratique et concerté ». D'ailleurs, l'activité du secteur des travaux publics semble déjà se ralentir. On ignore toutefois si le nouveau palais présidentiel, dont le devis est passé de six milliards à quarante-six milliards de francs C.F.A., sera concerné par ces mesures.

A ce propos, le président Bongo a accusé ceux qui dénoncent dans ce palais une prodigalité de « monter contre lui le peuple gabonais ». Certaines phrases ont vivement

Algérie

APRÈS L'APPEL DE MM. FERHAT ABBAS ET BEN KHEDDA

L'agence A.P.S. dénonce « les éléments réactionnaires à l'intérieur du pays »

De notre correspondant

Alger. — Les autorités algériennes ont réagi, le jeudi 11 mars, à travers un communiqué autorisé de l'A.P.S. (Agence algérienne de presse service) à l'appel lancé par MM. Ferhat Abbas et Ben Khedda, anciens présidents du G.P.R.A. (le Monde du 12 mars).

« Au moment où notre pays et sa révolution sont la cible de tentatives particulièrement impudiques et de ceux qui croient habile et profitable jouer le rôle de pion, il fallait prévoir, et il était prévu, que des éléments réactionnaires à l'intérieur du pays chercheraient à saper la confiance pour tenter de remettre en cause les options fondamentales du peuple algérien ».

Evocant la participation des signataires à la lutte de libération nationale en 1958, l'A.P.S. souligne que l'action qu'ils ont menée à cette époque ne leur « confère ni l'immortalité ni la prééminence ». Elle rappelle la conscience de l'unité nationale, d'ailleurs à Alger, qu'ils étaient prêts à accepter, à l'époque, des compromis qui faisaient la compréhension de la situation et qui est restée pour tout le monde, affirme l'agence, dont le texte est repris dans le communiqué en première page d'El Moudjahid.

A la question de savoir à qui pourrait profiter leur « opération », l'A.P.S. répond : « Si aucun doute existe, c'est de briser le développement de l'Algérie et mettre fin à son action pour un nouvel ordre économique international. Après quoi on se partagerait ses dépouilles en restaurant des frontières, en réintroduisant le capitalisme étranger, en donnant libre cours au capital d'Etat national et en faisant des Algériens des gens dociles... » Il y a une révolution en Algérie qui, comme toute révolution, dérange et se heurte à des combats d'arrière-garde.

Le communiqué de l'A.P.S. rappelle que les signataires n'ont pas été arrêtés, mais qu'ils ont été assignés à résidence chez eux pour les besoins de l'enquête en cours. Dans la capitale, on ne décide aucun dispositif particulier de sécurité, et depuis deux jours les responsables politiques vaquent normalement à leurs occupations. Les signataires ont été profités, pour lancer leur appel de la « grogne » qui règne à Alger devant certaines hausses abusives de prix. Depuis que les journaux ont été débloqués, une vaste campagne anti-inflation et anti-speculation. Pour la seule journée du jeudi 11 mars, deux cent et quelques dizaines de commerçants ont fait l'objet de procès-verbaux et ont été convoqués à la wilaya (préfecture). — P. B.

M. FIDEL CASTRO FAIT A ALGER « UNE VISITE AMICALE DE TRAVAIL »

Alger. — M. Fidel Castro est arrivé ce vendredi 12 mars à Alger pour une visite amicale de travail. Le président Boumedienne s'est rendu à La Havane en avril 1974.

La présence de l'ancien premier ministre cubain, tout comme celle du général Gilaï, y a deux mois, a valeur de symbole. La révolution cubaine a toujours bénéficié d'une sympathie particulière en Algérie. Les dirigeants algériens estiment que ce sont les Américains qui, par des pressions de toute sorte, ont tenté de faire échouer la révolution cubaine. M. Fidel Castro, en tant que dirigeant de la M.P.L.A. en Angola, on par le Front de libération nationale au Mozambique, et par le Front de libération nationale en Angola, a été l'un des premiers à reconnaître la révolution cubaine.

Cuba, d'autre part, fait partie des pays qui se sont engagés à reconnaître la République arabe saoudienne démocratique. M. Fidel Castro annonce-t-il, à l'occasion de ce voyage, de nouvelles relations diplomatiques avec Israël, lors du « sommet » des non-alignés en septembre 1975 ? — P. B.

● RECTIFICATION. — Une erreur de transcription nous a fait écrire dans une note au bas de l'article consacré à l'Appel au peuple algérien, de MM. Ferhat Abbas et Ben Khedda (le Monde du 12 mars), que M. Houine, à l'heure de l'un des animateurs de la tendance « centraliste » du M.P.L.A. Il s'agissait, bien entendu, du M.P.L.D. Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques créé par Messali Hadj, et dont M. Lahouel était secrétaire général.

Portrait

Le général Ahdab

Nationaliste et intellectuel

Né en 1916, à Tripoli, seconde ville du Liban, d'une famille petite-bourgeoise, le général Aziz Ahdab a fait ses études primaires et secondaires à l'Ecole française de Beyrouth. Il a obtenu son baccalauréat à dix-sept ans, il entre à l'Académie militaire de Homs pour en sortir, trois ans plus tard, avec le grade d'aspirant. Depuis lors, selon son oncle qui l'a élevé, il n'a cessé de fréquenter les écoles militaires, de participer aux sessions d'études et de collectionner les diplômes et les décorations.

Le général Ahdab possède les diplômes de l'Ecole de commandement des armées françaises et anglaises. Il s'est rendu célèbre par ses études de l'Académie militaire de Paris-Bas, des brevets d'état-major acquis en France et en Grande-Bretagne, sans parler des diplômes de géographie, de langue et littérature anglaises, et même de journalisme.

Soldat discipliné, il occupe différents postes, et rien de ce qui concerne l'armée, depuis l'enseignement jusqu'à l'état-major et la responsabilité de chef d'état-major. Promu officier, il a d'abord été inspecteur d'athlétisme et de tir, puis directeur de la police libanaise, dont il a formé la brigade 16, unité d'élite.

Attaché militaire à Bagdad, puis à New-Delhi, directeur des affaires militaires palestiniennes, commandant de bataillon, directeur de l'école militaire de Fayadieh, avant de devenir commandant de la place de Beyrouth, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont la Défense liba-

naise contre Israël, l'importance du golfe arabe au plan politique, économique et militaire, l'écologie militaire libanaise, la Guerre de six jours. Il est spécialiste dans l'étude de l'Armée, émir de la montagne, fondateur du Liban.

La stature haute, la mine grave, le regard perçant, les cheveux très noirs (visiblement teints), Modeste et d'une grande simplicité, ce militaire a néanmoins toujours fait preuve d'une certaine assurance. Il avait été l'un des premiers à dénoncer l'attentisme du pouvoir politique face aux menées subversives qui minent le pays de l'intérieur. Il s'est rendu célèbre pour ses tirades contre la « malintentionnée palestinienne sur le Liban », les leaders de la Résistance ont toujours apprécié sa franchise.

Musulman sunnite, originaire de la ville réputée « la moins libanaise du Liban » ou la plus arabe et la plus progressiste, le général Aziz Ahdab est connu pour son nationalisme qui d'aucuns parmi ses coreligionnaires lui ont souvent reproché, parce qu'il rappelle celui qui prône les chrétiens de M. Pierre Gemayel.

Peu soucieux du qu'en diront, l'homme s'est toujours défendu de faire de la politique, à l'instar de ses camarades de promotion sous le régime du général Chehab. Ces dernières années, il était peu à peu désintéressé de l'armée et de ses « faux problèmes » pour se consacrer à ses ouvrages, dont il est très fier. — E. S.

La «mondialisation» progressive des problèmes met en lumière de nouvelles formes de contradictions et de conflits entre les puissances (politiques et d'argent). Cet ouvrage nous montre comment et pourquoi les impérialismes demeurent, et qu'il appartient au citoyen des temps nouveaux de rejeter les combinaisons de l'équilibre et la diplomatie du «réalisme». Par l'un des principaux spécialistes français des relations internationales.

Clefs pour demain
IMPERIALISMES
ET DEMOCRATIE
Charles
Zorgbibe

SEGHES

L'engagement américain et les communistes partisans

Le général Ahdab, chef de l'armée libanaise, a déclaré que le peuple libanais, sous le régime du général Ahdab, se sont progressivement calmes. A l'aube, la capitale est tranquille et silencieuse, et ses rues désertes. Dans un communiqué diffusé par Radio-Liban, contrôlée par les partisans du général Ahdab, le « gouverneur militaire provisoire » affirme « ne pas faire de coup d'Etat ». « Nous n'avons pas l'intention de limiter les libertés », ajoute le général Ahdab. Le Parlement libanais a rapidement élu un nouveau président, qui poursuivra la marche constitutionnelle légale.

La mise en œuvre de la politique de l'Union progressiste sénégalaise (U.P.S.) a été l'un des principaux thèmes de la conférence de presse de M. Senghor à Paris. Le président sénégalais a souligné l'importance de la coopération internationale pour le développement du Sénégal. Il a également évoqué les défis posés par la lutte contre l'inflation et la croissance économique.

Le général Ahdab a été reçu par le président Boumedienne à Alger. Cette visite a été qualifiée de « visite amicale de travail ». Le général Ahdab a présenté ses vives salutations au président algérien et a souligné l'importance des relations entre les deux pays.

Le président Bongo a reçu M. Senghor à Libreville. Cette rencontre a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation politique et économique en Afrique. Le président Bongo a souligné l'importance de la coopération internationale pour le développement du Gabon.

GRIFFSOLDE DEGRIFFE LES GRANDS DU PRET-A-PORTER

BOUTIQUE POUR ELLE
1, rue de la plaine (nation)
BOUTIQUE POUR LUI
3, rue de la plaine (nation)

les boutiques
Griffsolde

CHEZ PHOTO-PLAIT LE NEUF EST SOLDÉ JUSQU'À 50 %

Du 25 février au 10 mars, PHOTO-PLAIT soldé avec des remises allant jusqu'à 50 % des appareils neufs de démonstration ou de réserve. Faites des affaires exceptionnelles sur des appareils photo, caméras, projecteurs, 16-35. Neufs, garantis, livrés en emballage d'origine. Liste sur simple demande. Crédit (financement 100 %).

Stock Central PHOTO-PLAIT
3739, rue La Fayette PARIS 9^e

EUROPE

Portugal

M. Mario Soares compte profiter pour sa campagne électorale de la rencontre des socialistes européens à Porto

Lisbonne. — Succès personnel pour M. Mario Soares et véritable cadeau offert au parti socialiste portugais trois semaines avant l'ouverture officielle de la campagne pour les élections législatives : telle est la signification que donnent les milieux politiques à la rencontre à Porto, le samedi 13 et le dimanche 14 mars, des principaux dirigeants socialistes européens.

La conférence d'Elseigneur avait fait apparaître de nombreuses divergences au sein de l'Internationale socialiste, les partis sociaux-démocrates du Nord ayant en effet contesté rudement les partis socialistes français et italien, favorables à une entente avec les partis communistes de leur pays. Peu après, à Paris, la réunion des partis socialistes de l'Europe du Sud, convoquée par M. François Mitterrand, marquait son intérêt pour l'union de la gauche.

Toutefois, la position du P.S. portugais n'a jamais été claire. A Elseigneur, M. Mario Soares est parti avant la fin des travaux; il n'a pas assisté à la vive polémique qui a opposé M. Mitterrand

De notre correspondant

à M. Schmidt. A Paris, une « erreur de calendrier » a justifié son absence. Alors que la délégation portugaise était présidée à tour de rôle par des représentants des courants socialiste et social-démocrate du parti, M. Soares s'envolait vers les Etats-Unis afin de s'entretenir avec M. Kissinger. Socialisme ou social-démocratie ? Devant cette option, le P.S. préfère éviter de choisir.

Son secrétaire général multiplie les déclarations selon lesquelles le Portugal pencherait plutôt vers les pays du nord de l'Europe. Pourtant, à l'Assemblée constituante, un grand nombre de députés socialistes n'oublient pas les « principes marxistes » du programme du parti. Majoritaires, ils sont à l'origine d'une Constitution déjà dénoncée par d'autres formations plus modérées comme ne correspondant pas à ce qui aurait été promis à l'électorat.

Dans ce contexte, la rencontre de Porto pourrait permettre à M. Soares d'obtenir un double succès. D'une part, il réunit les représentants des deux « tendances » opposées au sein de l'Internationale socialiste; d'autre part, il tentera, à cette occasion, de résoudre les contradictions qui pourraient séparer à l'intérieur même de son parti, dont la cohésion tenait dans le passé à la « menace communiste », aujourd'hui inexistante.

La réunion des leaders socialistes fournira aussi au P.S. portugais l'occasion de lancer une vaste campagne de propagande dont les objectifs électoraux sont évidents. Le samedi 13 mars, ce parti organise un meeting auquel assisteront des personnalités connues, comme le chancelier Kreisky, MM. Willy Brandt, Olof Palme. M. Mitterrand ne participera pas à ce meeting; n'arrivant que dimanche, il se fera représenter par M. Daniel Mayer.

Dimanche, les participants à la réunion seront reçus à dîner par l'amiral Pinheiro de Azevedo. Cette invitation du premier ministre portugais est l'objet de vives critiques de la part du parti populaire démocratique. « Le premier ministre représente-t-il un gouvernement de coalition ou un des partis de la coalition ? » demande-t-on au siège du P.P.D.

D'ailleurs, le parti de M. Sa Carneiro, dont l'entrée dans l'Internationale socialiste n'a jamais été possible en raison, paraît-il, de l'opposition de M. Soares, ne reste pas indifférent à la réunion de Porto. Il organisera de son côté un meeting samedi après-midi, également à Porto, sur le thème de l'« indépendance nationale ».

M. Sa Carneiro cherche à « repousser à gauche » les socialistes afin de rassembler autour du P.P.D. l'ensemble des courants modérés.

JOSÉ REBELO.

Italie

A propos du licenciement de huit travailleurs italiens

LE P.C.I. CRITIQUE LES METHODES DE RADIO-PRAGUE

(De notre correspondant.)

Rome. — Le licenciement de huit personnes à Radio-Prague provoque un conflit mineur mais significatif entre les P.C. tchécoslovaque et italien. Ces huit employés, communistes de nationalité italienne, qui travaillaient comme techniciens ou techniciens aux services radio-phoniques pour l'étranger, avaient refusé d'exécuter une note de service leur enjoignant de rendre compte par écrit de leurs contacts, épistolaires et téléphoniques, avec des amis ou des parents vivant hors de Tchécoslovaquie.

Ils s'étaient au préalable concertés avec les instances du P.C.I. Celui-ci leur a confirmé son appui dans un communiqué de presse publié Rome le jeudi

11 mars : « Les organes dirigeants du parti » estiment injustifié d'avoir à « rendre compte de contacts et rapports personnels ». Le *Corriere della Sera* écrit que « cet épisode a une certaine importance » parce qu'il est « un premier exemple pratique de contacts directs » entre le P.C.I. et le communisme tel qu'il est en fait. La première divergence n'est pas la plus importante qui se manifeste au grand jour, mais elle confirme que le parti italien n'entend pas sacrifier les principes à l'unité. — R. S.

Espagne

LES GREVES CONTINUENT AU PAYS BASQUE

Madrid (A.F.P., Reuter, U.P.I.).

Des dizaines de milliers de travailleurs sont encore en grève en Espagne, et notamment dans les provinces basques de Biscaye, de Guipuzcoa et d'Alava. A Vitoria, capitale de l'Alava, les aciéries ont rouvert leurs portes le jeudi 11 mars, mais les ouvriers n'ont pas repris le travail.

Le comité de grève, dans lequel dominent des éléments maoïstes et des séparatistes basques, a présenté une liste de revendications qui, pour l'Espagne, sont très avancées. Il réclame la liberté de réunion pour les travailleurs des aciéries, l'indemnisation des victimes des récents troubles et le paiement intégral des jours chômés. D'autre part, les ouvriers de l'usine Michelin de Lasarte, au Pays basque, ont décidé, jeudi, au scrutin secret, par 2103 voix contre 15 et 12 abstentions, de poursuivre la grève commencée à mi-février.

Les comités de Madrid des deux principaux groupes espagnols d'opposition, la Junta democrática, dominée par les communistes, et la Plate-Forme démocratique, d'inspiration socialiste, ont lancé jeudi un appel commun en faveur d'une « révolution démocratique ». Ils estiment que les troubles et manifestations qui ont fait sept morts en deux semaines sont dus à l'impossibilité de s'exprimer par des voies démocratiques. De son côté, le parti communiste espagnol a lancé un appel pressant à « l'union de toutes les forces démocratiques au sein d'un organisme politique capable de négocier un changement de pouvoir avec les institutions permanentes de l'Etat ».

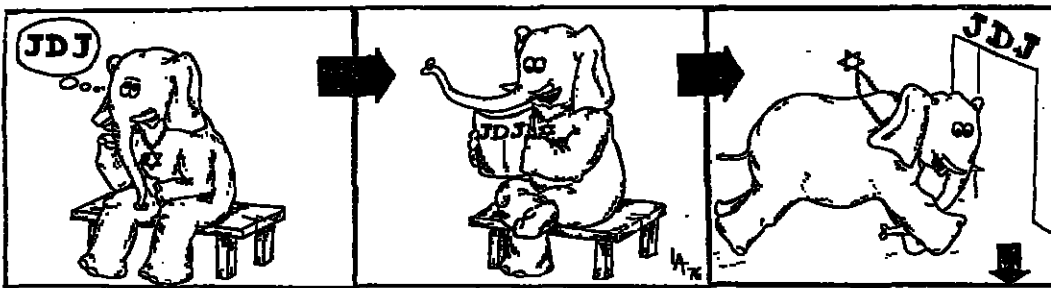
PANORAZUR RESIDENCES DE PRESTIGE

GRASSE COTE D'AZUR / CANNES à 15 minutes
VUE MER PANORAMIQUE PLEIN SUD - PISCINE - TENNIS

Chauffage électrique intégré, individuel
Isolations thermiques et phoniques sérieuses
Tous commerces à 150 mètres / Cuisines et salles de bains aménagées
PRIX NETS NON REVISABLES / CAUTION BANCAIRE
LIVRAISON ETE 1977

visites - renseignements - ventes - documentation gratuite / demande au
Constructeur promoteur 5, Av. de Latre-de-Tassigny, Poste 22
Roger BAS GRASSE Tél. (93) 36.40.76

FINI LE SKI TRISTE : Pâques 76 avec Jeunesse Détente Judoisme



Bénéficiaires et inscriptions :
J.D.J., 63, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 PARIS. Tél. 770-85-42
OUVERT DU DIMANCHE AU VENDREDI DE 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. 30

11 MODELES

6 cylindres

BMW

25, rue
cardinet
PARIS 17^e

GAP



WAGRAM

Les Etats-Unis avec Air France: des tarifs moins chers sans les contraintes du charter.

BOSTON
1750F

CHICAGO
2050F

HOUSTON
2845F

LOS ANGELES
2585F

NEW YORK
1775F

WASHINGTON
1955F

Voici les nouveaux tarifs Apex* de printemps aller-retour, au départ de Roissy, et sur les vols réguliers 707 et 747.

Ils existent également, tout aussi avantageux, pour les autres grandes villes des Etats-Unis, au départ de Paris. Par exemple : Dallas 2805 F, Miami 2135 F, Phoenix 3050 F, San Francisco 2585 F.

les avantages:

Vous partez à la date de votre choix (**), vous voyagez sur vols réguliers et vous bénéficiez ainsi du service complet Air France.

Si vous voulez avancer la date de votre retour, vous pouvez reporter la valeur de votre billet, à valoir sur un tarif régulier, ce qui n'est pas le cas avec le charter.

les conditions:

Quand on veut économiser jusqu'à 50 % du prix d'un voyage, il faut bien accepter quelques conditions.

Les tarifs Apex sont valables pour des séjours de 22 à 45 jours.

Pour en bénéficier, vous devez acheter votre billet deux mois avant la date de départ.

En cas d'annulation, il vous sera retenu 256 F ou 10 % maximum du prix du voyage.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à votre Agent de Voyages agréé ou à Air France (Tél. 535.61.61).

AIR FRANCE

* Ces tarifs sont publiés sous réserve d'homologation gouvernementale.
** Supplément pour les traversées effectuées du 1^{er} juillet au 30 septembre et légère majoration (77 F par sens) pour les vols de week-ends.

DEUX

LA REVOLUTION

HERMAN

pour les
travaux de
réparation
des machines
à vapeur
et des
appareils
électriques
et électroniques
à l'usage
des entreprises
industrielles
et commerciales
et des
services
publics



HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

HERMAN

صلى الله عليه وسلم

OPERATION REPRISE 200 F

la Maison
Cineaste
Amateur

la Maison
Cineaste
Amateur

la Maison
Cineaste
Amateur

la Maison
Cineaste
Amateur

la Maison
Cineaste
Amateur

la Maison
Cineaste
Amateur

la Maison
Cineaste
Amateur

la Maison
Cineaste
Amateur

la Maison
Cineaste
Amateur

la Maison
Cineaste
Amateur

la Maison
Cineaste
Amateur

la Maison
Cineaste
Amateur

la Maison
Cineaste
Amateur

EUROPE

A L'ASSEMBLÉE DE STRASBOURG

L'élection européenne divise le groupe gaulliste et le groupe communiste

De notre correspondant

Strasbourg. — L'Assemblée européenne a demandé avec insistance, jeudi 11 mars, à Strasbourg, au Conseil européen de se prononcer lors de sa réunion des 1^{er} et 2^e avril à Luxembourg pour la fixation définitive au printemps 1976 des élections européennes au suffrage universel direct. Le débat a en même temps délimité nettement partisans et opposants à cette élection directe et a fait apparaître des clivages dans le groupe gaulliste et dans le groupe communiste à l'Assemblée.

Deux demandes de discussion d'urgence étaient à l'origine de ce débat. L'une émanait des groupes socialiste, démocrate-chrétien, libéral et conservateur et demandait au Conseil européen de se prononcer de façon définitive sur la date de l'élection en s'inspirant de la convention adoptée en janvier 1975. L'autre, présentée par M. de La Malène (démocrate européen de progrès, appellation « européenne » de l'U.D.R.), allait dans le même sens, mais faisait référence à l'article 138, paragraphe 3, du traité de Rome, qui prévoit des procédures uniformes d'élection dans les différents pays membres, disposition difficilement applicable actuellement et que les neuf gouvernements ont envisagé d'ignorer. Le Parlement

n'en a pas prononcé sur la proposition des quatre groupes puisque M. de La Malène retirait la sienne en déclarant que certains de ses amis politiques allaient voter en faveur de la première, alors que d'autres, trouvant son texte ambigu, préféraient s'abstenir.

Dans une intervention passionnée, M. Patin, député néerlandais, porte-parole des quatre groupes, mit le Conseil européen devant ses responsabilités : « Nous devons au conseil : le 1^{er} avril prochain vous devez prendre une décision que nous attendons depuis quinze ans. Sans cette élection l'Europe restera celle des technocrates. »

Comme les gaullistes, les communistes ne purent adopter une attitude commune. M. Sandri déclara que les communistes italiens étaient favorables à cette élection, tandis que Mme Goutman, au nom des communistes français, se prononça résolument contre cette consultation. « L'élection supra-nationale dit-elle, mettrait directement en cause la souveraineté de la France et permettrait la mainmise des sociétés multinationales sur l'Europe. (...) La Communauté doit préserver le droit de chacun de ses pays membres de choisir le régime qu'il souhaite et la politique étrangère dont il a besoin. »

La résolution des quatre groupes fut finalement adoptée par acclamation, gaullistes et communistes ne prenant pas part au vote.

JEAN-CLAUDE HAHN.

Allemagne fédérale

LE « PRIX CHARLEMAGNE INTERNATIONAL » pour 1976 a été conféré, jeudi 11 mars, au premier ministre belge, M. Leo Tindemans, désigné à l'unanimité des membres du directoire. Ce prix est remis chaque année, depuis 1950, à une personnalité qui a acquis des mérites particuliers dans l'œuvre d'unification européenne. Cette distinction sera remise à M. Tindemans le 27 mai. Le Prix international Charlemagne, qui n'a pas été attribué en 1975 « en raison de la situation peu satisfaisante au sein de la Communauté européenne », est doté de 5 000 marks (8 500 francs). — (A.F.P.)

Jocelyn
PARIS



134 bd St-Jermain Paris 6 - 033.44.10
76/78 ch.-élisées (arcades) 6 - 225.38.33
5 rue du Cherche-Midi 6 - 546.75.47

Georges Sokoloff

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIQUE

L'économie obéissante

Le pouvoir soviétique a-t-il domestiqué les "forces aveugles" de l'économie?

CALMANN-LÉVY

POLITIQUE

M. J.J. SERVAN-SCHREIBER : un coup de semonce.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député de Meurthe-et-Moselle, président du conseil régional de Lorraine, a déclaré, mercredi 10 mars, au micro d'Antenne 2, au cours de l'émission « C'est à dire » : « Je suis très en colère : depuis vingt mois que le gouvernement travaille et que les Français se sont défaits pour le changement, il apparaît que le gouvernement n'est pas le président de la République n'ont senti la nécessité d'un vrai programme. Ils ne reformulent pas assez ni assez clairement ni assez rapidement, et cela ne concerne pas suffisamment la vie des Français. »

L'ancien président du parti radical a ajouté : « Le premier tour de scrutin des élections cantonales constitue pour le gouvernement un coup de semonce, un avertissement, une incitation à transformer ses méthodes et son rythme. »

M. SUANT : une « rupture d'ordre affectif » avec M. Baldis.

Dans le canton d'Antony, M. Georges Suant, maire, conseiller sortant (majorité), nous écrit au sujet du maintien de la candidature de son premier adjoint, M. Baldis (socialiste indép.). « En substance, mon adversaire d'aujourd'hui déclare combattre les conditions de la ville... depuis 1970. Rien de plus inexact. Par quelle aberration l'aurait-il, en 1970, pris sur ma liste et fait être élu ? Baldis fut mon compagnon de lutte depuis 1947. »

« Membre de la S.F.I.O. comme moi, il la quitta avec moi pour entrer au P.S.A. et nous fûmes ensemble au P.S.U. durant quelques mois, après la fusion P.S.A.-U.G.S. »

« Il n'a rompu avec le maire et la municipalité qu'en 1975. Il a voté, au premier tour, pour le budget de la commune, fut jusqu'en 1975 vice-président de la commission des finances et rapporteur des finances. Il a été le premier vice-président de la Société d'aménagement pour la rénovation de la ville jusqu'en juillet 1975. Il a défendu cette rénovation avec enthousiasme (c'est un fait) et a combattu avec vigueur ceux avec qui il est aujourd'hui allié. »

« Sa rupture est d'ordre affectif. Pratiquement maire d'octobre 1971 à avril 1972, pendant ma grave et longue maladie, il n'a accepté qu'à contre-cœur que le maire en titre reprenne la direction de la ville. »

Dans ce canton, la candidature unique de la gauche est M. André Aubry, sénateur communiste (le Monde du 12 mars).

MISES AU POINT

MOSELLE. — Dans le canton de Metz 3, contrairement à ce que le Monde du 9 mars a indiqué dans son commentaire concernant les résultats du premier tour, le total des voix obtenues par M. François Mitterrand, Mlle Arlette Lagulier et Alain Krivine, le 5 mai 1975, représentait 38,02 % des suffrages exprimés, et au second tour, M. Mitterrand avait recueilli 40,8 % des voix (et non 46,2 %, pourcentage obtenu par le candidat de la gauche unie dans l'ensemble du département).

HAUTE-LOIRE. — Le mouvement Voilem viure au pays nous précise qu'il avait investi les candidats auxque, dans nos éditions du 9 mars, nous avons attribué l'étiquette du P.S.U. (cantons de Bas-en-Basset, Retournac, Saint-Dizier et Vorey). Le parti socialiste unifié avait toutefois accordé son soutien aux candidats de V.V.A.P.

Le P.C.F. a normalisé la situation en Seine-Maritime et dans la Haute-Loire

Si l'on a souvent répété, avant le premier tour, du côté de la majorité que les élections cantonales n'ont qu'un intérêt local, le jeu des désistements pour le second tour prouve en tout cas que les états-majors parisiens n'exercent qu'une autorité relative sur leurs fédérations départementales. C'est ainsi, par exemple, qu'à la suite de la publication dans le Monde, du 12 mars, de quatre cas d'indiscipline communiste, le secrétaire de ce parti a déclaré : « Le Parti communiste français ne maintient au second tour aucun de ses candidats contre des candidats investis par le Parti

socialiste et le Mouvement des Radicaux de gauche. Partout où les candidats du Parti socialiste ou des Radicaux de gauche sont arrivés en tête, ils ont reçu le désistement loyal et l'appui du candidat communiste. »

En fait, la direction du parti a rappelé à l'ordre ses fédérations de Seine-Maritime et de la Haute-Loire. Les candidats communistes ont en conséquence décidé de retirer leurs bulletins de vote de leur bureau de vote, à Caudebec-en-Caux et au Puy nord et sud-ouest. En revanche, à Sedan, le conflit reste entre le P.S. et le P.C.F. Il est vrai qu'à Caudebec-en-Caux la

situation reste encore des plus complexes puisque, compte tenu du maintien au moins provisoire du P.C.F., les socialistes avaient décidé de soutenir leur candidat.

Dans le Lot-et-Garonne également, la fédération départementale du P.S. a choisi d'ignorer purement et simplement les décisions du comité de liaison. Alors que les communistes se désistent à Penned'Agagnan, en faveur de M. Bordeneuve, sénateur radical de gauche, les socialistes maintiennent leur candidat. La direction du P.S. n'envisage de prendre aucune sanction.

Le « décollage » du parti socialiste

(Suite de la première page.)

La différence des dynamismes accentue l'écart des chiffres. L'U.D.R. a perdu son ressort essentiel en perdant de Gaulle : elle n'offre plus de perspectives claires, elle survit par la force de son appareil. Le P.C.F. conserve l'organisation la plus puissante et les militants les plus dévoués ; mais on continue à se méfier de lui, même à gauche, et il donne l'impression de piétiner malgré les ouvertures du vingt-deuxième congrès. Les républicains indépendants demeurent un groupe de notables, incapables d'occuper le terrain conquis par Valéry Giscard d'Estaing. Seul vainqueur réel des

cantonales, le P.S. a seul le vent en poupe.

Notre système de partis se rapproche ainsi d'une situation bien connue des politologues : celle qui conduit au parti dominant. Quand un parti se détache du peloton, quand son niveau de suffrages le place nettement au-dessus des autres, quand ceux-ci paraissent moins dynamiques, il attire pas mal de voix flottantes d'élections en élections. L'écart s'accroît ainsi entre lui et les autres. Le niveau de 30 % de suffrages semble constituer un seuil très important, à cet égard. De lui, part le « décollage » vers le parti dominant. On l'a observé en France, après 1962,

au profit de l'U.D.R. On l'a surtout observé en Scandinavie, voici un demi-siècle, au profit de la social-démocratie. D'élections en élections, celle-ci a augmenté son pourcentage de voix pendant que tous ses rivaux voyaient diminuer le leur, à quelques exceptions près. Avant franchi la barre des 30 % dans les années 30, elle atteignait celle des 40 % au début des années 50. En 1940, elle dépassait celle des 50 % en Suède.

Il reste peu probable que le parti socialiste français devienne un jour aussi puissant que la social-démocratie scandinave. En rapprochant leurs évolutions à un demi-siècle de distance, on ne peut pas augurer que la seconde sera calquée sur la première. Les traditions politiques, les institutions, le système de partis, sont trop différents chez nous pour qu'on puisse penser que le modèle nordique s'y développera de la même façon. La présence d'un puissant parti communiste rend beaucoup plus difficile qu'un parti socialiste puisse devenir majoritaire à lui seul, même si la faiblesse des organisations de droite lui facilite la tâche, d'un autre côté.

Mais un parti dominant n'est pas nécessairement majoritaire à lui seul. Est dominant un parti qui se situe nettement au-dessus des autres pendant une certaine période. Cela lui confère une position d'arbitrage par rapport au jeu politique. Le parti radical a occupé cette place pendant plusieurs décennies de la III^e République. La social-démocratie a fait de même en Scandinavie, une fois dépassées les 30 % de suffrages, et avant d'être devenue majoritaire (d'ailleurs, elle ne l'est restée longtemps qu'en Suède). Le parti socialiste français approche d'une situation dominante. Elle lui donnerait plus de moyens d'action, plus de possibilités stratégiques, plus d'influence en profondeur. Même dans l'opposition, il passerait lourdement sur la vie politique. De telles perspectives n'excluent nullement le maintien de l'union de la gauche, qui a mis le P.S. sur l'orbite de sa trajectoire actuelle. La domination ne supprimerait pas nécessairement la bipolarisation. Elle la rendrait plus complexe, plus souple et moins impérative.

MAURICE DUVERGER.

DÉBATS ET RÉUNIONS

M. Alexandre Sanguinetti, ancien ministre U.D.R., participera, mardi 16 mars, à 21 heures, 44, rue de Rennes, Paris-6^e, à un débat organisé par le Centre d'études pour l'indépendance nationale sur le thème : « Non à l'Europe supranationale. »

« Démocratie et université, et Socialisme et entreprise, mouvements associés au parti socialiste, organisent un débat sur : les socialistes d'Europe face aux multinationales », qui aura lieu mercredi 17 mars, à 20 h. 30, à la Mutualité (salle G), 34, rue Saint-Victor, Paris-5^e.

ARDENNES : le conflit entre le P.S. et le P.C. peut sauver la majorité

De notre correspondant

Charleville. — Le maintien dans le canton de Sedan Ouest de M. Soulet, conseiller sortant communiste, arrivé au premier tour avec 2 260 voix derrière M. Stevenin, candidat socialiste (2 329 voix), crée un malaise certain entre les deux fédérations du P.C.F. dont chacune soutient son candidat.

Les dirigeants communistes justifient leur position en mettant en avant le fait que le scrutin de dimanche dernier a été décalé dans des conditions anormales, en raison de la disparition de la candidate de la majorité, Mme Wauthier, décédée la veille du premier tour.

La fédération socialiste, de son côté, rappelle les accords conclus au plan national entre les partis signataires du programme commun, et demande aux électeurs de reporter leurs suffrages sur M. Stevenin, candidat de la gauche, arrivé en tête au premier tour.

Au plan national, le comité de liaison de la gauche ne s'est pas préoccupé de ce problème particulier lors de sa réunion du 9 mars. Cette situation ne constitue pas un cas d'indiscipline individuel, mais plus largement un désaccord entre les deux fédérations ardennaises. Ce conflit

risque de faire le jeu du nouveau candidat de la majorité, M. Loupe (Centre démocrate). Elle réduit, par là même, les espoirs de la gauche de reconquérir au conseil général la majorité qu'elle a perdue en 1973, et cela malgré une progression spectaculaire des voix des candidats de la gauche, qui ont obtenu, dimanche dernier, 61,31 % des suffrages exprimés contre 50,74 % au précédent scrutin dans les mêmes cantons.

Sans doute la rigueur du P.C.F. s'explique-t-elle par le fait que, tout en ayant progressé de plus de 31 % sur les dernières élections cantonales, ce parti risque de perdre deux de ses quatre sièges soumis au renouvellement. En effet, outre le cas de Sedan Ouest, à Mézières Est, M. Pétriot, conseiller général sortant communiste, a dû se retirer au profit de M. Mas, candidat socialiste. Dans le même temps, les candidats socialistes ont fait progresser de plus de 55 % les voix de leur parti, qui est ainsi en passe de détenir plus du tiers des trente-six sièges de l'assemblée départementale, alors que, malgré la progression de ses listes, sa représentation communale serait réduite à trois ou quatre élus au maximum. — P. Ch.

républicain indépendant, conseiller sortant dans le 6^e canton, qui a recueilli 4 907 voix et qui affronte M. Perrier, P.S. (2 508 voix), pour qui s'est désisté le candidat communiste (2 306). Demeurent aussi en lice MM. Jean-Pierre Olivier, C.N.L.P. (878 voix) et Philippe Mollet, candidat de la majorité silencieuse (1 927 voix).

PAS-DE-CALAIS. — Sur onze cantons en ballottage, il n'y aura qu'une « triangulaire » à Samer, où un candidat du Mouvement des démocrates, M. Etienne Huret, s'est inscrit pour le second tour. Le débat n'en reste pas moins ouvert entre le socialiste, M. Raymond Spingard, conseiller sortant et le candidat de la majorité, Mme Quéval.

des élections cantonales

ESSONNE : un mal...

LOIRE : des...

En Sa...

Un fonctionnaire...

par le profit de sa...

En Sa...

Un fonctionnaire...

par le profit de sa...

En Sa...

Un fonctionnaire...

par le profit de sa...

En Sa...

Un fonctionnaire...

par le profit de sa...

En Sa...

Un fonctionnaire...

par le profit de sa...

En Sa...

Un fonctionnaire...

par le profit de sa...

En Sa...

Un fonctionnaire...

par le profit de sa...

En Sa...

Un fonctionnaire...

par le profit de sa...

En Sa...

Un fonctionnaire...

par le profit de sa...

En Sa...

Un fonctionnaire...

par le profit de sa...

En Sa...

Un fonctionnaire...

par le profit de sa...

En Sa...

Un fonctionnaire...

par le profit de sa...

En Sa...

Un fonctionnaire...

des élections cantonales

ESSONNE : un mélange détonant dans l'éprouvette

Grâce à la progression de 10 % des suffrages du parti socialiste par rapport aux élections cantonales de 1970, la gauche est en passe de devenir majoritaire au sein du conseil général de l'Essonne, qui pourrait être présidée, le 17 mars, par un communiste. En effet, dans aucun des dix-sept cantons en ballottage, le candidat de la majorité n'est mécaniquement bien placé pour l'emporter au second tour. Dans certains cas les électeurs peuvent en décider autrement.

Le parti communiste est pratiquement assuré de remporter six sièges : celui de Brétigny-sur-Orge, où M. Alain Bill, P.C., affronte M. Jean de Botbasse, candidat de la majorité ; celui de Palaiseau, où M. Robert Vizek, député, conseiller sortant et maire, P.C., n'aura aucun rival à l'emporter sur M. Patrick Louis, majorité ; celui de Ris-Orangis, où M. Daniel Perrin, conseiller sortant et maire, P.C., devrait éliminer M. Michel Marcon, majorité ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Jean-Loup Angelier, maire P.C., est en bonne position pour prendre le siège de M. Pierre Perrin, conseiller sortant U.D.R., celui de Savigny-sur-Orge, où M. Raymond Brousseau, sénateur, conseiller sortant et maire P.C., devance M. Claude de Carli, majorité, et enfin, celui de Vigneux, où M. Robert La-kota, secrétaire fédéral du P.C., n'aura pas de mal à se faire élire contre M. Georges Charles Bernard (divers gauches).

De son côté, le parti socialiste est bien placé dans quatre cantons : à Chilly-Mazarin, M. Gérard Fumès, secrétaire de la fédération du P.S., doit espérer devancer M. Claude Ehrhart, maire (majorité) à Montgeron, M. Jean Hardouin, P.S., peut tirer son épingle du jeu grâce à la « triangulaire » qui l'opposera à M. Jean-Claude Fortuit, ancien député U.D.R., et conseiller sortant, et M. Claude Fernet, radical ; à M. Armand Cachat, maire (majorité) de Montgeron, qui s'était inscrit pour le second tour, vient de se retirer ; à Saint-Germain-lès-Corbeil, M. Francis Despière, P.S., devrait l'emporter sur M. Guy Saint-Juvin, U.D.R., enfin, à Yerres, M. Albert Gailhant, P.S., est bien placé pour battre M. Jacques Edmond Grandé, maire R.I. de Croissy.

Sept sièges se joueront au plus juste. Il s'agit de ceux de Ebléville, où le conseiller sortant, M. Jean Simonin, maire U.D.R., de Verrières-le-Buisson, peut encore espérer conserver face à M. Gabriel Roger, P.S.; Etampes où M. Gérard Lebrun, P.C., menace sérieusement M. Jacques Calley, conseiller sortant, réformateur ; Gif-sur-Yvette où M. Robert Trimbach, maire,

majorité, n'est pas assuré de l'emporter sur M. Michel Pelchat, P.S.; Limours où la victoire est à M. Jean-Michel Dupuy, maire P.C. de Gometz-le-Châtel, sur M. Robert Beauperrain, conseiller sortant, majorité, dépend du report des voix obtenues par M. Doré, exclu du parti socialiste. Longjumeau où rien ne permet de prédire qui sera élu de M. Jean Colin, sénateur, conseiller sortant et maire centriste ou de M. Claude Aulourt, P.C. La situation est aussi confuse dans le canton de Saint-Chéron où M. Bourge, conseiller sortant, majorité, affronte M. René Sanvoisin, P.S. Enfin, dans le canton de Villebon-sur-Yvette, M. Jean-Marc Bernard, P.C. et M. Jean Condat, R.I. se trouvent face à face.

Nombres sont les explications à la spécificité poussée du parti socialiste constatée dans l'Essonne. Pour M. Claude Ehrhart, maire de Chilly-Mazarin, candidat de la majorité, « le phénomène de politisation fond et les élections cantonales confirment à plus ou moins les résultats des élections présidentielles ».

LOIRE : deux sièges de la majorité sérieusement menacés

Sur les onze cantons en ballottage le 7 mars, sept verront se dérouler dimanche un duel entre candidat unique de la gauche et candidat unique de la majorité présidentielle. Dans deux cantons, le candidat de la majorité, à Boen et à Saint-Germain-Laval, deux candidats modérés restent en présence face au candidat unique de la gauche, mais la dispersion des voix modérées ne donne aucune chance à la gauche dans ces cantons. Dans ceux de Grand-Croix et de Saint-Etienne-Sud-Est 1, en revanche, les sortants, M. Charnol, maire et député (réformateur), et Mme Dorne (C.N.I.P.), sont menacés par une élection triangulaire. L'Union des jeunes pour le progrès (U.J.P.) a décidé, en effet, de maintenir ses deux candidats, respectivement M. Ma-chieu et Mme Rousson, soutenus par le Mouvement des démocrates, de M. Michel Jobert.

L'U.J.P. ne cache d'ailleurs pas son intention, en agissant ainsi, de « contribuer à la défaite des deux sortants menacés ».

A Grand-Croix, les résultats du 7 mars étaient les suivants : M.M. Chazalon, 3.011 ; Franck, P.S., 1.870 ; Bruyère, P.C., 1.644 ; Michélin, U.J.P., 2.131.

A Saint-Etienne-Sud-Est 1, on enregistre le score suivant : M. Vennin, P.S., 2.137 ; Mme Dorne, C.N.I.P., 2.131 ; Mme Chabannes, P.C., 1.716 ; Mme Rousson, U.J.P., 800.

A Saint-Etienne-Sud-Est 2, l'U.J.P. a décidé de soutenir Mme Nami, conseiller sortant U.D.R., suppléant de M. Lucien Neuwirth, député de la circonscription. Le mouvement des démocrates a condamné ce soutien, estimant qu'« il n'est pas raisonnable, même au nom de l'amitié, de soutenir dans un canton un candidat se réclamant des mêmes idées politiques que ceux que l'on combat ailleurs ».

En Seine-et-Marne

Un fonctionnaire gaulliste est dissuadé par le préfet de se présenter au second tour

En Seine-et-Marne, le service des élections de la préfecture a publié, jeudi 11 mars, le communiqué suivant : « Par lettre en date du 11 mars 1976, M. Jacques Blache, qui avait fait acte de candidature pour le second tour dans le canton de Donnemarie-Donville, vient de faire connaître officiellement qu'il se retire de la compétition. En conséquence, restent seuls en présence dans ce canton, pour le second tour, M. Etienne Pinte, député, et le docteur Prégurvic, maire de Donnemarie-Donville ».

M. Jacques Blache, inspecteur des impôts à Provins, qui n'était pas candidat au premier tour, avait en effet fait acte de candidature pour le second. Avant cette décision, il avait été convoqué par le directeur des services fiscaux de Seine-et-Marne, qui lui avait reproché de s'être laissé filmer dans une émission - antérieure à l'ouverture de la campagne électorale du second tour - du « Petit Rapporteur » de Jacques Martin sur T.F. 1.

Après avoir fait acte de candidature, M. Blache a été convoqué par M. Jacques Solier, préfet de Seine-et-Marne qui lui a fait valoir qu'il risquait de provoquer l'échec de M. Pinte, député, ancien suppléant de M. Peyrefitte, maire de Provins et candidat de la majorité, qui devait se trouver seul au second tour face à

Pour son adversaire socialiste, M. Gérard Fumès, il ne faut pas négliger les facteurs locaux : « Nous avons été très frappés, en janvier dernier, de voir que nos concitoyens étaient encore plus critiques que nous à l'égard du projet de plan d'occupation des sols de Chilly, qui prévoyait de faire passer la population de seize mille à vingt-cinq mille habitants. Ils en ont marre de la circulation automobile, et ils sont furieux de faire la queue chez le boulanger ».

M. Jean Colin, sénateur et maire de Longjumeau (centriste), estime pour sa part que la majorité paie ses erreurs en matière d'urbanisme. « Nous sommes un département ultra-sous-développé en matière d'équipements publics, dit-il. De plus, les pouvoirs publics s'y sont livrés à des expériences dangereuses en laissant se multiplier les zones pavillonnaires et les grands ensembles sans oublier la ville nouvelle d'Evry. On est ainsi parvenu à composer dans l'éprouvette « Essonne » un mélange politiquement détonant ».

ALAIN FAUJAS.

TARN-ET-GARONNE : les rapatriés, arbitres du duel entre la gauche et la majorité

De notre correspondant régional

Toulouse. — Ayant compté leurs voix sur des candidats spécifiques au premier tour, les électeurs rapatriés du Tarn-et-Garonne peuvent prétendre jouer le rôle d'arbitre dans le duel qui, dimanche, va opposer les candidats « politiques » de la gauche aux candidats « gestionnaires » de la droite. Dans la plupart des cantons de ce département, l'élection s'est en effet nettement différenciée dès le premier tour, où les quarante candidats de gauche ont obtenu 33 723 suffrages sur 48 888 exprimés (soit 69,2 %), et ceux de la majorité présidentielle ont apparentés 12 465 voix (soit 25,5 %).

Avec douze candidats « investis », les socialistes ont obtenu, à eux seuls, un tiers des suffrages, ce qui renforce leur position dans un département où leur influence électorale est manifestement prépondérante. Ce mouvement peut encore s'accroître au second tour, pour lequel treize sièges restent à pourvoir.

Dans neuf cantons, les électeurs auront à choisir entre vingt-cinq candidats uniques de la gauche et les candidats se réclamant de la majorité présidentielle ou de la défense des intérêts communaux.

A Verdun-sur-Garonne, par exemple, un seul candidat, M. Jean Roger (mouvement des radicaux de gauche) aura l'appui des socialistes et des communistes. Les électeurs des autres cantons politiques ne pourront que s'abstenir. Par contre, à Avillar,

le P.C. soutient le candidat du Mouvement des radicaux de gauche, M. André Vidalot, contre M. René Dautry, présenté par la fédération départementale du P.S.

A Bourg-de-Visa, c'est un progressiste, M. André Richard, qui aura l'appui des socialistes et des communistes, contre M. André Messines, radical de gauche, qui devrait recueillir les voix modérées et de droite. A Castelsarrasin, M. Maurice Bonnal, socialiste indépendant, qui au premier tour avait reçu l'appui massif mais conditionnel des socialistes, va affronter le radical de gauche, M. Pierre Larroque, qui doit recueillir les voix du P.S. et du P.C. A Nègrepelisse, M. Charles Bourdaries, du Mouvement des radicaux de gauche, se battra seul contre M. Robert Battut, candidat de la majorité présidentielle.

Pour ce second tour, et dans le cadre des accords passés au sein de la gauche, les socialistes ont sacrifié leur candidat, M. Jean Dussol, maire de Verdun-sur-Garonne, au profit d'un radical de gauche, M. Jean Roger.

Dans ces différents affrontements, qui risquent d'être plus passionnés qu'au premier tour, les nombreux électeurs rapatriés du département, plus disciplinés qu'on pouvait le croire et qui ont largement utilisé le téléphone arabe pour faire leur campagne électorale, ne vont probablement pas laisser passer l'occasion de

donner une leçon aux candidats se réclamant de la politique présidentielle. Leur rôle sera tout particulièrement important à Moissac-1 où M. Antoine Devolve, indépendant, affronte M. André Rigal (M.R.G.) ; à Montech, dans le duel entre M.M. Jean Angé (P.S.) et Jean Gondalme (R.I.) ; et à Villebrunier, où ils auront à choisir entre un communiste, M. Alain Vigouroux, et son homonyme giscardien M. Louis Vigouroux.

Les neuf candidats rapatriés, du premier tour, déclarent notamment : « Ce premier tour n'a été qu'un test. Pour la réussite du but que nous recherchons, nous demandons à ceux qui nous ont fait confiance de reporter inconditionnellement leurs voix sur les candidats de l'opposition, quelle que soit leur appartenance ».

Au cours d'une conférence de presse, le porte-parole des candidats rapatriés a témoigné sa satisfaction.

« Au vu des résultats de cette élection, nous considérons que dans l'ensemble du département, nous disposons d'une masse de mille cinq cents à mille six cents voix par circonscription. Ceci nous permettra à l'avenir, dans la perspective de prochaines élections législatives, de déplacer la majorité à notre gré pour la défense de nos droits. Il est regrettable que l'ensemble des rapatriés, depuis trente ans, n'ait pas songé jusqu'ici à faire appel à cette méthode pour le respect de nos droits ».

LEO PALACIO.

NORD : le Mouvement des démocrates se désiste en faveur du P.S.

(De notre correspondant.)

Lille. — Dans le département du Nord, la majorité et la gauche s'opposent dans seize cantons sur les dix-huit restant à renouveler dimanche. Deux triangulaires auront lieu à Lille Nord, où le député U.D.R., M. Claude Dhinnin (3 384 voix au premier tour), affronte un jeune candidat socialiste, M. Yvan Vandebratzen (2 633 voix ; P.C. 1 861). Un candidat du Rassemblement pour l'Europe, M. Rodond, s'est maintenu bien qu'ayant fait un score très faible au premier tour (404 voix sur 9 753 exprimés). En revanche, le représentant du C.N.I.P., M. Louis Lefebvre (1 511 voix) s'est retiré. A Bailleville-Sud-Ouest, un candidat sans étiquette, M. Guy Ledoux (1 873 voix au premier tour) se maintient face au conseiller sortant républicain indépendant, Mme Protin (3 302 voix), la gauche, qui a totalisé 2 241 voix, se voit offrir une chance de succès.

C'est à Tourcoing Sud que la lutte sera la plus serrée. En effet, le candidat de la majorité présidentielle, M. Stéphane Desnoes (R.I.) a obtenu au premier tour 8 822 voix, alors que le P.S. et le P.C. en rassemblaient 8 744. Le candidat du Mouvement des démocrates, de M. Robert M. Théodore Cluch, qui avait obtenu 1 156 voix, vient de prendre officiellement position pour M. Chailles (P.S.), candidat de la gauche, pour le deuxième tour.

Le général François Binoche, placé à la retraite d'office le 8 août dernier (le 8 août, du 8 août) pour avoir manqué, par ses écrits, à l'obligation de réserve des fonctionnaires, appelle les électeurs ayant voté pour les candidats du Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert à reporter leurs suffrages sur les candidats « qui mettent les nécessités de l'indépendance nationale au-dessus de toute autre considération ».

PROMOTION POCHÉ

EDITIONS SOCIALES

Collection NOTRE TEMPS

M. VINCENT Femmes, quelle libération ? 13 F

Claude QUIN Classes sociales et union du peuple de France 13 F

H. SEGRE Les entreprises publiques en France (ouvrage collectif sous la direction de Henri Segre) 13 F

R. REDJAH et J. RODRIGUE Pourquoi nous payons trop d'impôts La fiscalité giscardienne 8 F

S. PAGANELLI et M. JACQUIN Peugeot. La dynastie s'accroche. 8 F

A. VIEUGUET Français et immigrés 13 F

A. SPIRE et J.P. VIALA La bataille du livre 13 F

J. et J. STEINBACH Pnom-Penh libérée 13 F

J. ELLEINSTEIN Histoires de l'URSS Les quatre volumes : 52 F

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

MATELAS ■ SOMMIERS ■ ENSEMBLES

TRECA

EPEDA

SIMMONS

Modèle TRECA

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

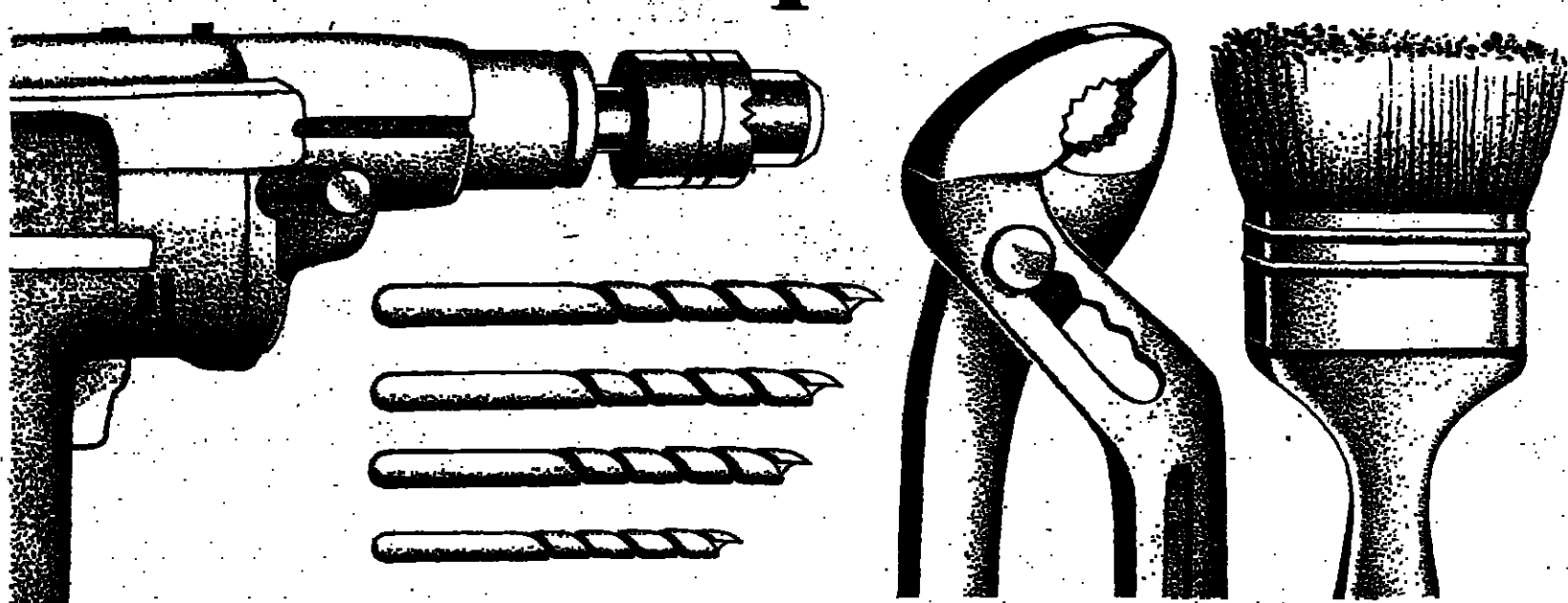
Seule adresse de vente

37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE

PARIS XI^e ■ Métro Parmentier

Tél. 357.46.35

Nous avons tout pour les réaliser.



Sur les 4 niveaux de notre centre de bricolage et de décoration nous avons tout le nécessaire pour réaliser vos idées : les accessoires de pose pour moquette, carrelage ou papier peint, les perceuses, les pinces, l'outillage à main... Jusqu'au 27 mars prix promotionnels sur tout le centre de bricolage.

Galeries Lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE ÉPINE

POLITIQUE

Libres opinions

Les inconscients qui nous gouvernent

par JACQUES RIBS (*)

LES tragiques événements de Montredon, succédant à ceux d'Alger, à l'affaire des harkis de Saint-Laurent-des-Arènes et à tant d'autres depuis plusieurs années, mettent en relief, de façon dramatique, les vices du système qui nous régit depuis 1958.

L'interprétation constitutionnelle, imposée par les présidents de la République, a été une puissance particulière depuis leur élection au suffrage universel à partir de 1962. A eu pour effet de réduire le premier ministre à une position d'exécutant des volontés présidentielles, et le Parlement à un rôle politique pratiquement nul, dès lors qu'il n'investit plus le chef de l'exécutif et n'a d'autre possibilité que de ratifier le choix présidentiel.

Cet effacement du Parlement est renforcé par le scrutin d'arrondissement majoritaire qui a pour effet de surreprésenter le courant majoritaire et d'affaiblir la représentation des forces minoritaires, ce qui élimine la représentation proportionnelle. Certes, ce scrutin présente l'avantage de réduire la distorsion entre majorité parlementaire et majorité présidentielle. Mais, en revanche, en faisant coïncider les deux, il nourrit une tendance obligatoire à faire du Parlement une chambre d'enregistrement des options de l'exécutif. De plus, le domaine propre de l'exécutif a été législativement réduit par la Constitution qui nous régit au profit du domaine réglementaire. Enfin, le scrutin d'arrondissement et ses servitudes, pour qui veut être élu, font d'un député une sorte de super-conseiller général, plus préoccupé des petits problèmes locaux et des intérêts individuels de ses électeurs que des grands sujets nationaux, concourant à un absentéisme parlementaire dans les discussions des textes législatifs importants qui atteignent les limites de l'admissible. L'absence du Parlement est, dès lors, totale.

L'exécutif, dirigé et mis en place par le président de la République, a donc les mains totalement libres, sans même les contre-poids organiques existant en régime purement présidentiel, et le danger est d'autant plus grand lorsque les maîtres de l'exécutif ne sont pas issus de grandes formations politiques à base populaire, mais procèdent d'une équipe de professionnels de la politique, plus habiles à manipuler les machines électorales qu'à écouter la voix du peuple.

L'efficacité technique dans la gestion étatique étant la règle d'or pour ces maîtres du pouvoir, le lit de la technocratie se trouve ainsi fait, surtout si, comme c'est le cas aujourd'hui, l'équipe politique, qui s'est ainsi emparée du pouvoir, est elle-même de recrutement essentiellement technocratique, du président à tous les principaux ministres.

Il se produit alors une tragique rupture entre le pays réel et les maîtres de l'appareil d'Etat. Le Parlement éliminé, les élus locaux réduits à un rôle de figurants sur le grand théâtre de la médiocrité publique, plongeant le genou devant les détenteurs du pouvoir pour obtenir quelques maigres subsides. Comme le disait François Mitterrand à un récent colloque, ils font penser aux chefs de tribus africaines face aux anciens gouverneurs des colonies.

Il n'y a plus rien entre les citoyens et les technocrates. Les grands problèmes économiques, politiques et sociaux de la France de notre temps ne se traitent plus alors que sous la forme d'incroyables marchandages entre le pouvoir et les groupes de pression, les solutions ne découlent plus de plans préétablis ou d'une vision politique du destin national, mais des hasards de telle ou telle palabre, ou de la force, ou de l'astuce de tel ou tel groupe intéressé.

Et lorsque le problème est trop brûlant, que les hommes sont réduits au désespoir par l'incompréhension, l'incompétence, la suffisance ou simplement le manque de cœur d'un haut fonctionnaire ou d'un ministre, alors naît la tentation de la violence, ultime recours.

A cette violence répond une répression qui permet d'écarter les vertus de l'ordre casqué, tentation de tout régime autoritaire, et d'affaiblir les populations paillardes dont on espère qu'elles se rangeront comme des poussins effrayés sous les ailes protectrices des maîtres du pouvoir.

Il est ainsi mis en place une méthode de gouvernement détestable parce qu'antidémocratique, et une situation malsaine. Les Français prennent la conscience que l'on est en train, de la sorte, de détruire le tissu social de la nation, et que progressivement, malgré une apparence formelle de liberté, nous sortons de la démocratie pour entrer dans l'aventure au bout de laquelle nous risquons de trouver le chaos.

Les gens qui nous gouvernent sont inconscients et dangereux. Il est temps de pousser un cri d'alarme dans l'intérêt de tous les Français, y compris le leur. Il est temps de mettre fin à la dictature de la technocratie et de rendre la France au jeu normal de la démocratie.

(*) Avocat à la cour, président de Droit et Démocratie.

RELIGION

LE COMITÉ PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS A TRAITÉ DE LA SEXUALITÉ ET DU MARXISME

Le conseil permanent de l'épiscopat français, réuni à Paris du 8 au 10 mars, sous la présidence de Mgr Roger Etchegaray, archevêque de Marseille, a traité de plusieurs questions d'actualité.

● **L'ÉTHIQUE SEXUELLE.** Face aux nombreuses réactions provoquées par le document de la congrégation romaine pour la doctrine de la foi sur l'éthique sexuelle (de *Monde* du 16 janvier), le conseil permanent a décidé d'engager une réflexion approfondie sur cette question. Cette réflexion, qui se veut positive, sera entreprise avec des chrétiens mariés et des théologiens.

● **FOI CHRÉTIENNE ET MARXISME.** Mgr Gabriel Matagrin, évêque de Grenoble et vice-président de la conférence épiscopale, a rappelé les motifs de son intervention sur le marxisme et le capitalisme dans son bulletin diocésain daté du 7 janvier (de *Monde* daté 11-12 janvier). Il est intervenu à titre personnel pour souligner, avec le pape, l'imperméabilité à la « bonne nouvelle » de l'Évangile d'une civilisation marquée par le matérialisme pratique de la société de consommation, et aussi par le matérialisme idéologique du marxisme.

Évoquant les problèmes, pastoraux et doctrinaux, posés par la présence et l'action des catholiques dans le monde marqué par le marxisme et le communisme, le conseil permanent a fait la distinction entre deux approches différentes : la première, plus concrète, par des personnes, chrétiennes ou non, pour qui le marxisme est une référence et représente une espérance ; la seconde met l'accent sur la contradiction entre la foi chrétienne et l'idéologie marxiste. On a souligné enfin la nécessité complémentaire entre ces deux approches.

● **LE CELIBAT SACERDOTAL.** Sous la responsabilité de Mgr Joseph Duval, évêque auxiliaire de Rennes, qui dirige la sous-commission du clergé au sein de la commission du clergé et des séminaires, les travaux du bureau d'études sur le célibat sacerdotal (BECS) ont été repris, suite aux décisions de Lourdes. La question est envisagée dans une double perspective : comment permettre aux prêtres fidèles à leur engagement de vivre mieux leur ministère et leur célibat ; quels services dans l'Eglise pourraient être confiés aux prêtres qui, ayant quitté le ministère, restent en accord avec l'Eglise ?

[Le BECS, créé en 1969 et composé d'évêques, de prêtres et de quelques femmes, comprend quatre sections : biblique, historique, psychologique et philosophico-théologique. Lors de la dernière assemblée plénière à Lourdes, en novembre 1975, les évêques, réunis à huit, ont pour discuter du célibat, ont décidé de prolonger les études entreprises par le BECS depuis 1970, et d'examiner « la situation dans l'Eglise des prêtres qui, ayant quitté le ministère, restent attachés à la foi et à la vie chrétienne ».]

Le déjeuner à l'Élysée de NN. SS. Etchegaray et Matagrin

« Nous sommes venus comme évêques... »

A en juger par la houleuse « sans précédent » dont ont été victimes Mgr Roger Etchegaray, archevêque de Marseille, et Mgr Gabriel Matagrin, évêque de Grenoble, respectivement président et vice-président de la conférence épiscopale française, dans la cour d'honneur de l'Élysée, à la sortie de leur déjeuner, le 11 mars, avec Valéry Giscard d'Estaing, la rencontre entre un évêque et un chef d'Etat est devenue, en France, un « événement ».

Harcelés, mitraillés de caméras et de questions, les prélats ont eu du mal à se faire entendre. Les relations entre l'Eglise et l'Etat ? « Nécessaires mais difficiles. » Les problèmes ? « Les problèmes dont l'Evangile témoigne. Nous avons surtout été heureux de faire part au président de ce que nous portons dans notre cœur d'évêque. »

Une visite à signification politique ? « Je pourrais vous répondre, avec Soljenitsyne, que je ne sais même pas qu'il y a des élections nationales. » Mgr Matagrin malicieusement. On est toujours tenté de tout interpréter politiquement, car on est toujours entre deux élections ou entre deux campagnes électorales. « Nous sommes venus comme évêques et non comme hommes politiques », ajoute alors Mgr Etchegaray.

Et le rendez-vous manqué avec M. Chirac ? Un malentendu. Acceptez-vous de vous rendre chez le premier ministre ? « Si nous sommes invités, nous irons. » Sur ce, les deux évêques regagnent, avec soulagement, leur Ami 6 bleu ciel.

L'Eglise et les ingénus

Hommes d'Etat et partis politiques cherchent désespérément le dialogue avec l'Eglise, une Eglise qu'ils ne parviennent plus à saisir depuis Vatican II.

Le déjeuner à l'Élysée du 11 mars, auquel le président de la République avait convié Mgr Etchegaray et Mgr Matagrin, est de l'ordre des rencontres normales entre le chef de l'Etat et les chefs de la conférence épiscopale. Mais les mésaventures du premier ministre, le 12 février dernier, son repas manqué avec des évêques qui se hâtaient à Malignon dans le secret, non sans candeur : la mission, elle aussi quelque peu ingénue, confiée par le parti radical valoisien à l'un de ses dirigeants, M. Pierre Simon (1), ont inspiré ces considérations qui pourraient prendre forme d'apologue.

Pendant des siècles, l'Eglise catholique est restée le garant d'un ordre social qui était, pour elle, voulu par Dieu. Elle a mérité le compliment que lui adressait Charles Maurras, d'avoir « débarrassé l'Evangile de son venin révolutionnaire ». Quand César le respectait, l'Eglise le lui rendait, et au-delà de « ce qui est dû à César », jusqu'à l'oltrance d'hostie.

Alain Guichard.

(1) M. Pierre Simon, membre du bureau national du parti radical, a été chargé, par cette instance, des contacts et relations avec l'Eglise et les « grandes familles de pensée ». M. Pierre Simon a été grand maître de la Grande Loge de France de 1969 à 1971 et de 1973 à 1975.

PRESSE

VIVE CAMPAGNE CONTRE LA TAXE PARAFISCAL DANS L'IMPRIMERIE DE L'ABEILLE

Les imprimeries de labeur, par décret paru le 31 décembre 1975, sont assujetties à une taxe parafiscale (de 0,5 % de la valeur ajoutée), destinée « à contribuer à la rénovation des structures et à l'amélioration de la compétitivité des entreprises industrielles du secteur labeur ».

Cette taxe, suggérée par le rapport Leclat sur l'imprimerie, est recouvrée par la Fédération française des syndicats patronaux de l'imprimerie et des industries graphiques au profit d'un comité de gestion doté de la personnalité morale.

Avant même que les membres de ce comité soient nommés, cette taxe suscite une assez vive réaction dans la corporation, surtout parmi les dirigeants des petites et moyennes entreprises. Un « comité national contre la taxe parafiscale de l'imprimerie » (5, rue de Crussol, 75011 Paris), présidé par M. Ivan Glinoux, vient de se constituer et a déjà reçu l'adhésion de quelques huit cents imprimeurs parisiens. Le mouvement gagne maintenant la province.

« Aucune garantie, déclare le comité, n'existe sur l'utilisation du produit de cette taxe, qui risque d'être utilisée pour financer des dépenses de la profession, les entreprises bien gérées en faisant les frais une fois de plus. »

M. André Astoux, ancien directeur du Centre national du cinéma, commis récemment à l'étude du problème de l'imprimerie, est resté sourd jusqu'ici aux doléances du comité, qui souhaite cependant engager le dialogue et demande, dans un premier temps, la suspension de l'application du décret pendant quelques mois. D'autre part, le comité a décidé d'attaquer le décret en Conseil d'Etat.

● Au groupe Hachette, M. Joseph Pasteur, ancien rédacteur en chef d'« Information première », animateur de certains « Dossiers de l'écran » à la télévision, vient d'être nommé conseiller de la direction générale de la librairie Hachette pour l'information et la communication extérieures. Il conserve son poste de directeur des programmes de Canal 80, filiale d'Hachette spécialisée dans le développement des moyens audiovisuels.

SPECIAL CANTONALES

2 rounds exceptionnels face aux journalistes d'Europe 1

FRANÇOIS MITTERRAND

JEAN LECANUET

vendredi 12 mars
19h 20h

sur **EUROPE 1**

avec Jumbo, vous faites

Pas celui des autres

23 relais pour voyager hors des hordes.

2600 F^{lem}2

à st-germain en laye

“Faites vos calculs”
et venez visiter les appartements-modèles des Gerboises, 3-4-5 pièces.
Prêts PIC et PSD possibles.

Accès en venant de Paris soit par N13, soit par autoroute de l'Ouest, soit par RER et autocar.

Renseignements et vente :
2, rue Jacques-Offenbach, Quartier du Bel-Air, 78 Saint-Germain-en-Laye. Samedi, dimanche, lundi et jours fériés : 11h-18h.

PRIX FERMES ET DEFINITIFS

Et boutique OCIL :
55, bd Malesherbes
75008 PARIS. 3879020

Les Gerboises

OCIL

Non ☐ Je désire sans engagement de ma part une brochure « Gerboises »

Prénoms _____ Adresse _____ Tél. _____

صلى الله عليه وآله

JUSTICE

A LYON

Un insoumis entame une grève de la faim après treize mois de détention

Un insoumis, M. Dominique Ditsier, condamné en février 1975 à deux ans de prison par le tribunal permanent des forces armées de Metz, et transféré à Lyon, a commencé le 8 mars dernier une grève de la faim. Dans une lettre adressée au directeur de la prison Saint-Joseph, où il se trouvait depuis le mois de janvier, il explique les raisons de son attitude par le fait qu'ayant bénéficié d'une permission de vingt-quatre heures il lui a été humainement impossible de supporter le retour en prison.

Entendant exprimer son désarroi et manifester sa révolte et devant l'injustice que représente le fait d'enfermer pendant deux ans des jeunes gens non violents, M. Dominique Ditsier a décidé de ne plus s'alimenter. Transféré aussitôt à la prison de Montluc, il a été placé dans un isolement total. Selon son avocat, M. Myriam Ploot, il ne recevrait même pas le courrier que celle-ci lui adresse.

A la prison de Gradien, près de Bordeaux, un autre insoumis, M. Thierry Auber, observe lui aussi une grève de la faim depuis le 26 février.

Les avocats de Nantes protestent contre leur exclusion du procès (à huis clos) de deux éducateurs

Après les incidents survenus, mercredi 10 mars, au tribunal correctionnel de Nantes — où le procès de deux éducateurs inculpés d'incitation de mineurs à la débauche s'est déroulé à huis clos, sur décision du tribunal (le Monde du 12 mars) — le conseil de l'ordre des avocats du barreau de Nantes a rendu publique une motion dans laquelle il rappelle que « l'avocat est chez lui dans toute enceinte judiciaire ».

La présidente du tribunal, Mme Delarochette, avait en effet ordonné l'évacuation totale de la salle, empêchant ainsi les journalistes et les avocats présents dans le prétoire de suivre l'audience. Dans leur motion, les avocats nantais admettent que « le tribunal dispose du pouvoir souverain pour apprécier l'opportunité de huis clos », mais qu'il « peut le limiter à une catégorie d'assistants. Selon un usage constant, rappelle la motion, le huis

clos ne s'applique ni aux magistrats ni aux avocats, fussent-ils étrangers à la cause jugée. (...) Exclure un avocat d'une audience tenue à huis clos reviendrait à le soupçonner d'être capable de porter, par sa présence, une atteinte à l'ordre. Or l'avocat a prêté serment d'exercer la défense et le conseil avec dignité, dans le respect des tribunaux, des autorités publiques et des règles de son propre ordre ».

« C'est la première fois, conclut la motion, que, dans l'histoire du barreau, des avocats sont exclus d'une audience. »

Les magistrats du tribunal de grande instance de Mâcon ont déposé une nouvelle demande de plainte en diffamation auprès du garde des sceaux après la publication par M. Philippe Maland, président du conseil général de Saône-et-Loire (R.L.), ancien ministre d'un texte intitulé « Une menace pour les libertés » (le Monde du 12 mars).

A Sainte-Nathalène (Dordogne)

LES OIES NE PROVOQUENT QUE DES « NUISANCES ORDINAIRES »

Le tribunal de grande instance de Bergerac a jugé « mal fondée » une plainte déposée par un industriel parisien, M. Poylescot, propriétaire d'une résidence secondaire à Sainte-Nathalène (Dordogne), qui s'était déclarée « incommodée » par le bruit continu et fort désagréable — ainsi que par l'odeur nauséabonde — d'un troupeau d'oies appartenant à sa voisine, Mlle Renée Valade (le Monde du 15 janvier).

Celle-ci rétorquait pour sa part qu'il n'y avait là que des nuisances ordinaires dans ce type d'élevage de trente à cinquante menées cet élevage deux ans avant que M. Poylescot n'achète sa propriété en 1971.

Le tribunal a débouté M. Poylescot et l'a condamné aux dépens. Il a, en effet, estimé que Mlle Valade ne se livrait pas à un élevage industriel, mais qu'elle possédait une cinquantaine d'oies, chiffre qui correspond aux besoins d'une exploitation agricole moyenne. Le tribunal a également considéré que le hangar, voisin de la propriété de l'industriel, répondait aux règles sanitaires en vigueur.

Pour fonder ses conclusions, le tribunal s'appuie d'ailleurs sur ces raisons, précisant : « M. Poylescot devait normalement s'attendre dans la partie rurale de cette région à se trouver à proximité de troupeaux d'oies correspondant aux besoins d'exploitations agricoles très moyennes. »

Le tribunal a débouté M. Poylescot et l'a condamné aux dépens. Il a, en effet, estimé que Mlle Valade ne se livrait pas à un élevage industriel, mais qu'elle possédait une cinquantaine d'oies, chiffre qui correspond aux besoins d'une exploitation agricole moyenne. Le tribunal a également considéré que le hangar, voisin de la propriété de l'industriel, répondait aux règles sanitaires en vigueur.

Darty et la Hi-Fi.

Si nous n'étions pas sûrs de nos prix,

nous ne vous vendrions pas de Hi-Fi.

Nous avons fait notre réputation sur les prix Darty garantis par le Contrat de Confiance. En Hi-Fi, aussi, vous bénéficiez des prix Darty sur les plus grandes marques mondiales. Nos spécialistes de la Hi-Fi ont composé pour vous

des chaînes performantes en sélectionnant les meilleurs éléments parmi les marques les plus réputées. Vous pouvez comparer ailleurs. Si vous trouviez la même chaîne moins chère dans le mois qui suit votre achat, nous vous remboursons la différence.

Des prix à la Darty, ça ne se copie pas : quelques exemples :

	Ampli	Platine	2 Enceintes	Éléments complémentaires	Prix Darty
Chaîne 11	Ampli-tuner KENWOOD KR 2400 2 x 16 watts AM/FM	ERA 1000 Entraînement par courroie Cellule JELCO	K.L.H. 101 2 voies 40 watts		2.980 F
Chaîne 12	KENWOOD KA 1400 B 2 x 15 watts Façade noire	LENCO L 65 Automatique Cellule SHURE M94	EPB. M 30 2 voies 25 watts	Tuner KENWOOD KT 1300 B AM/FM Façade noire	3.490 F
Chaîne 15	Ampli-tuner SCOTT 316 L 2 x 18 watts FM/PO/GO	SONY PS 5011 Cellule SONY Type L.M.	CELESTION DITTON 33 3 voies 40 watts		3.950 F
Chaîne 16	Ampli-tuner PIONEER SX 636 2 x 27 watts FM/GO	LENCO L 80 Cellule M94	JB LANSING L 26 2 voies 35 watts		5.380 F
Chaîne 17	Ampli-tuner MARANTZ 4230 2 x 30 watts AM/FM - DOLBY	THORENS TD 145 Cellule SHURE M91 ED	ESS. LAB 2 2 voies 50 watts		6.650 F
Chaîne 18	SCOTT A 436 2 x 42 watts	THORENS TD 166 Cellule SHURE 75/6-S	MARTIN SUPER LABORATORY 3 voies 50 watts	Tuner T 526 L Sensibilité 1,9 µV FM/PO/GO	7.450 F
Chaîne 19	Ampli-tuner PIONEER SX 939 2 x 75 watts AM/FM	LENCO L 90 Cellule M94/E	MARTIN EXORCIST 3 voies 75 watts 4 Tweeters à pavillon	Platine-cassette BELTECK M 1150 changement frontal DOLBY	8.995 F

Darty, le seul spécialiste Hi-Fi, électroménager, TV, qui ose vous signer le Contrat de Confiance.

Home-Centers Darty et Réal regroupant : Darty, spécialiste de l'électroménager, Hi-Fi, TV et Réal, spécialiste en ameublement, décoration et cuisines.

75 - PARIS 11^e : 25 à 35, bd de Belleville - M^o Couronnes ①
75 - PARIS 14^e : Centre Commercial Gaîté-Montparnasse, 80, av. du Maine - Entrée directe par le M^o Gaîté ①②
93 - BAGNOLET : Pte de Bagnelet, M^o Gallieni ①②
93 - BONDY : 123 à 155, av. Gallieni, RN 3 ①②③
95 - CERGY-POISSONVILLE : Centre Régional "3 Fontaines" ①②③
92 - CHATILLON : 151, av. Marcel-Cachin, RN 306 ①②③④⑤
93 - PIERREFITTE : 102-114, av. Léonie, RN 1 ①②③④
76 - ROUEN : 47, av. de Caen ①②③④



Magasins Darty spécialiste de l'électroménager, Hi-Fi, TV.

75 - PARIS 8^e : Darty-sous-la-Madeleine, Parking place de la Madeleine ①
75 - PARIS 13^e : 168, av. de Choisy-M^o Pl. d'Italie ②③④
75 - PARIS 18^e : 128, av. de St-Ouen, M^o Pte de St-Ouen ②
75 - PARIS 20^e : 3-5-7 av. de la Pte de Montreuil, M^o Pte de Montreuil ①②③
78 - ORGEVAL : Centre Commercial "Art de Vivre" ②③④
78 - PARY 2 : Centre Commercial ②③④
91 - THIAIS-RUNGIS : Centre Régional de la "Belle Epine", RN 7 ②③
92 - ASNIERES : Carrefour des 4 Routes, RN 309/RN 186 ②③④
94 - CHAMPIGNY : 12, av. R. Solengra, La Fourchette, RN 4 ②③④
94 - CRETEIL : Centre Régional "Créteil-Soleil" ②③④
69 - LYON : Centre Commercial de la Part-Dieu, 3^e niveau ②③④
69 - LIMONEST : Route Nationale 6 ②③④

① Nourriture le Mardi jusqu'à 21 h 30 - ② Nourriture le Mercredi jusqu'à 21 h 30 - ③ Nourriture le Jeudi jusqu'à 21 h 30 - ④ Nourriture le Vendredi, le Samedi et le Dimanche jusqu'à 22 h 00 - ⑤ Nourriture le Vendredi jusqu'à 21 h 30 - ⑥ Nourriture le Vendredi jusqu'à 22 h 00 - ⑦ Ouvert le Dimanche matin - ⑧ Ouvert le Dimanche toute la journée - ⑨ Fermé le Dimanche - ⑩ Fermé le Lundi - ⑪ Fermé le Lundi matin - ⑫ Fermé le Mardi - ⑬ Fermé le Mercredi - ⑭ Nourriture le Mardi jusqu'à 22 h 00 - ⑮ Nourriture le Vendredi jusqu'à 21 h 00.

DE CASSATION

Les frais des avocats payés devant les tribunaux correctionnels ne sont pas des « frais de

procès

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

de justice

FOOTBALL

LE MATCH NUL (1-1) DE SAINT-É

Un résultat faussé par

De notre envoyé spécial

Le match nul (1-1) de Saint-Étienne contre le FC Metz, qui a permis à l'équipe de l'Alsace de se maintenir en première division, a été marqué par une série de incidents. Les joueurs de Saint-Étienne ont été sanctionnés à plusieurs reprises pour des fautes, ce qui a influencé le déroulement du match. Malgré cela, les deux équipes ont fini par se séparer sur un score nul.

Le match a été marqué par une série de incidents. Les joueurs de Saint-Étienne ont été sanctionnés à plusieurs reprises pour des fautes, ce qui a influencé le déroulement du match. Malgré cela, les deux équipes ont fini par se séparer sur un score nul.

Le match a été marqué par une série de incidents. Les joueurs de Saint-Étienne ont été sanctionnés à plusieurs reprises pour des fautes, ce qui a influencé le déroulement du match. Malgré cela, les deux équipes ont fini par se séparer sur un score nul.

Le match a été marqué par une série de incidents. Les joueurs de Saint-Étienne ont été sanctionnés à plusieurs reprises pour des fautes, ce qui a influencé le déroulement du match. Malgré cela, les deux équipes ont fini par se séparer sur un score nul.

Le match a été marqué par une série de incidents. Les joueurs de Saint-Étienne ont été sanctionnés à plusieurs reprises pour des fautes, ce qui a influencé le déroulement du match. Malgré cela, les deux équipes ont fini par se séparer sur un score nul.

Le match a été marqué par une série de incidents. Les joueurs de Saint-Étienne ont été sanctionnés à plusieurs reprises pour des fautes, ce qui a influencé le déroulement du match. Malgré cela, les deux équipes ont fini par se séparer sur un score nul.

Le match a été marqué par une série de incidents. Les joueurs de Saint-Étienne ont été sanctionnés à plusieurs reprises pour des fautes, ce qui a influencé le déroulement du match. Malgré cela, les deux équipes ont fini par se séparer sur un score nul.

Le match a été marqué par une série de incidents. Les joueurs de Saint-Étienne ont été sanctionnés à plusieurs reprises pour des fautes, ce qui a influencé le déroulement du match. Malgré cela, les deux équipes ont fini par se séparer sur un score nul.

Le match a été marqué par une série de incidents. Les joueurs de Saint-Étienne ont été sanctionnés à plusieurs reprises pour des fautes, ce qui a influencé le déroulement du match. Malgré cela, les deux équipes ont fini par se séparer sur un score nul.

Le match a été marqué par une série de incidents. Les joueurs de Saint-Étienne ont été sanctionnés à plusieurs reprises pour des fautes, ce qui a influencé le déroulement du match. Malgré cela, les deux équipes ont fini par se séparer sur un score nul.

Le match a été marqué par une série de incidents. Les joueurs de Saint-Étienne ont été sanctionnés à plusieurs reprises pour des fautes, ce qui a influencé le déroulement du match. Malgré cela, les deux équipes ont fini par se séparer sur un score nul.

JUSTICE

FAITS DIVERS

A LA COUR DE CASSATION

Les frais des avocats partie civile devant les tribunaux correctionnels ne sont pas des « frais de justice »

Les magistrats de plusieurs cours d'appel de France estiment que les émoluments perçus par les avocats ayant assisté des victimes d'accidents parties civiles devant le tribunal correctionnel où l'on jugeait les responsables des accidents, devaient être mis à la charge du condamné et inclus dans les dépens comme l'étaient les droits alloués en pareille matière aux avocats en vertu de l'article 63 du décret du 2 avril 1960.

Pourvoi

La cour de Bordeaux notamment, le 16 octobre 1973, un arrêt dans ce sens, en déclarant que l'article 63 du décret du 2 avril 1960 n'avait pas été abrogé par la loi du 31 décembre 1971 relative à l'organisation de la nouvelle profession d'avocat.

Cet arrêt ayant été cassé le 20 mai 1974 par la chambre criminelle de la Cour de cassation, l'affaire a été renvoyée à la cour de Poitiers, qui ne s'est pas inclinée devant la thèse de la Cour suprême et s'est prononcée en faveur de l'inclusion dans les dépens des émoluments de l'avocat de la partie civile.

M. Casset, auteur de l'accident,

ayant formé un pourvoi contre cette décision, le premier président de la Cour de cassation a décidé de soumettre le problème à l'assemblée plénière groupant toutes les chambres de la Cour suprême.

Cette assemblée, réunie le 20 février sous la présidence de M. Monégault, premier président, a opté pour la jurisprudence de la chambre criminelle. Statuant sur le rapport du conseiller Lemerrier, elle a donc cassé l'arrêt de la cour de Poitiers, conformément aux observations de M. Talamon et aux conclusions de M. Schmeck, premier avocat général.

A l'appui du pourvoi, l'avocat avait fait valoir que l'article premier du décret du 25 août 1972 — permettant à titre provisoire aux nouveaux avocats de la nouvelle organisation judiciaire de percevoir les émoluments, droits et remboursements dans les mêmes conditions que celles qui étaient ouvertes aux avocats — ne concernait que les instances se déroulant devant la juridiction civile.

Faisant référence à l'article 10 de la loi du 31 décembre 1971, l'assemblée plénière déclare, pour motiver la cassation : « Il résulte de ce texte, relatif à l'organisation de la nouvelle profession d'avocat que si la tarification de la prestation et des actes de procédure demeure régie par les dispositions sur la procédure civile, il n'en est pas de même pour les droits qui étaient alloués à l'avocat en cas d'assistance devant les juridictions criminelles ou correctionnelles, ainsi que devant les tribunaux de police, par l'article 63 du décret du 2 avril 1960, et que les honoraires d'assistance — comme ceux des consultations et des plaidoiries — sont fixés d'accord entre l'avocat et son client ».

L'affaire a été renvoyée devant la cour d'Angers.

AU TRIBUNAL DE DIJON

« Avec des gens comme vous... »

De notre correspondant

Dijon. — A la barre du tribunal correctionnel de Dijon, une femme de ménage âgée de quarante-cinq ans, Mme Thérèse Bello, d'origine espagnole, s'exprime naïvement, maladroitement, tout étonnée d'être poursuivie pour fausse déclaration à la Sécurité sociale. Poursuite assez sérieuse qui consiste en général à se procurer indûment des prestations auxquelles on n'a pas droit.

Au mois de juillet 1975, Mme Bello a un léger accident à l'œil. Elle consulte un ophtalmologiste qui ne juge pas nécessaire un arrêt de travail. Elle part en vacances dans sa famille en Espagne et revient au mois de septembre. Son œil lui fait toujours souffrir. Mme Bello se rend alors à la Sécurité sociale « pour se renseigner » et se résout ensuite à consulter un médecin généraliste ; celui-ci lui prescrit un arrêt de travail de quatre-vingt-dix jours qui part du mois de juillet...

« Pas étonnant dit le président, M. Pierre Richard, qui dirige les débats, qu'avec des

gens comme vous la Sécurité sociale soit en déficit. »

La prévenue tenté de justifier, se bonne fol. « Mais, dit-elle, c'est le docteur G... qui m'a signé le certificat... »

« Vous n'avez pas à donner le nom du médecin », rétorque le président.

M. Jean-Amédée Lathoud, substitut du procureur, ne prend pas de réplique, se bornant à faire remarquer que « c'est tout le problème des certificats de complaisance qui est posé ». Il ajoute : « La parole est libre, mais la plume est servie. Dans cette affaire, il est exact qu'un médecin a rempli un faux certificat. Je ne peux que regretter qu'il n'ait pas été poursuivi, mais cela est un autre problème. »

Mme Bello sera pourtant condamnée à 500 francs d'amende avec sursis. Alors qu'elle ne lui a pas versé de prestations, la caisse de Sécurité sociale, partie civile, obtiendra 100 francs de dommages-intérêts...

DEUX MÉDECINS SONT CONDAMNÉS POUR FRAUDE FISCALE

La onzième chambre correctionnelle de Paris a condamné jeudi 11 mars deux médecins pour fraude fiscale. Le docteur Yves Sibaud, soixante et un ans, anesthésiste, à qui le ministère des finances reprochait de ne pas avoir déclaré, pour les exercices 1970 et 1971, 376 000 francs, représentant environ 45 % de ses revenus, grâce à des versements sur le compte bancaire de sa

femme, — a été condamné à six mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende.

Les docteurs Yves Sibaud, quarante-six ans, et Louis Sage, cinquante ans, qui exercent dans le même clinique de Montrouge, ont été d'autre part condamnés chacun à 30 000 francs d'amende pour avoir porté sur leurs déclarations de revenus, de 1969 à 1971, les chiffres des bordereaux de la Sécurité sociale alors que ces bordereaux comportaient d'importantes lacunes. C'est ainsi que le premier a omis 399 000 francs de revenus et le second 358 000 francs.

Après l'explosion d'une bombe sur un campus de Toulouse

Les vingt-trois personnes interpellées ont été relâchées

De notre correspondant régional

Toulouse. — L'enquête ouverte après l'explosion, dans la nuit du 8 au 9 mars, d'une bombe à retardement sur le campus de la faculté des sciences de Toulouse-Rangueil, quelques heures avant la venue dans la ville du ministre de l'Intérieur (le Monde du 12 mars), n'a pas permis de conclure jusqu'ici d'une façon certaine qu'un attentat se préparait contre M. Michel Poniatowski, lorsque l'engin a explosé prématurément, tuant deux des personnes qui le manipulaient.

Cependant, la seconde victime a été identifiée : il s'agit d'un étudiant espagnol, Juan Duran Escrivano âgé de vingt-trois ans. Il semble qu'avec Robert Touati, l'autre victime de l'explosion, il menait une action isolée, sans aucun rapport avec les milieux anarchistes régionaux.

Si l'on n'a pas non plus permis de déterminer si un lien existe entre cet accident et la fusillade de Montredon-les-Corbières, le 4 mars, au cours de laquelle un officier de C.R.S. et un visicoureur furent tués. Vingt-trois personnes ont été appréhendées au cours

de rafles dans toute la région. Une perquisition au château d'En-Marnac, à 25 kilomètres de Toulouse, a abouti à la découverte d'une carabine 22 long rifle avec lunette de visée et cinq cartouches, ainsi que des bouteilles d'essence et d'acétone qui servaient en fait pour des travaux d'imprimerie. Complètement mises hors de cause, les personnes interpellées étaient toutes relâchées dans la soirée du 11 mars.

« Nous ne voulons pas porter le chapeau pour les rufes, nous a déclaré, après sa libération, l'un des membres de la communauté qu'habite le château d'En-Marnac. Aucun d'entre nous — la police l'a établi — ne se trouvait à Montredon-les-Corbières pendant la fusillade. En revanche, le bruit court dans la région que le meurtrier du commandant de C.R.S. est connu dans le pays aussi bien de la police et de la gendarmerie que de la population viticole. Le même bruit prétend que l'arrestation pourrait ne se faire qu'au lendemain du deuxième tour des cantonales. » — L. P.

POLICE

POINT DE VUE

LES C.R.S. ET LE MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC

« Nous vivons tous dans une fausse sécurité »

par ROGER COUSIN (*)

UNE fois de plus, en plein jour, délibérément et avec préméditation on a tiré sur les forces de l'ordre, comme à Bastia, les C.R.S. sont tombées dans une véritable embuscade, à Montredon-les-Corbières.

Il faut bien admettre cependant que les avertissements n'avaient pas manqué, depuis plusieurs mois, sur les antennes de radio et de télévision : les représentants des viticulteurs déclaraient qu'ils disposaient d'armes et que, le cas échéant, ils n'hésiteraient pas à s'en servir. Eh bien, c'est fait !

Nous déplorons que l'on n'ait pas cru devoir prendre toutes les précautions d'usage, telles que des reconnaissances par hélicoptère munis de radio en contact avec les forces de l'ordre au sol, et prendre seulement ensuite les mesures adéquates. Dans ce domaine, il y aura lieu de rechercher les responsables de cette légèreté dans l'emploi des C.R.S. qui, rappelez-le, sont avant tout des gardiens de la paix. Cela dit, nous ne nions pas que notre mission principale est d'assurer le maintien de l'ordre public tant que le gouvernement restera légitime et républicain.

Lors des événements de Corse, nous avons voulu nous convaincre qu'il ne s'agissait que d'actes isolés dans un climat passionné ; cette fois, la situation nous paraît bien plus grave. Nous prenons conscience qu'en fait, nous vivons tous dans une fausse sécurité, que nos institutions, nos libertés, bref la République, sont dangereusement menacées, et puisque nous sommes les premières victimes, nous nous arrogeons le droit d'analyser froidement la conjoncture.

D'une part, il semble que le gouvernement ait tendance à laisser pourrir les situations dans l'espoir que les choses s'arrangeront d'elles-mêmes ; de nombreux exemples prouvent surabondamment qu'il n'en est rien, bien au contraire. D'autre part, que dans l'indéfectible escalade de la violence, l'on soit arrivé au point terminal : l'usage des armes à feu. Si cela continue, il sera préférable d'envoyer nos enfants au champ de tir plutôt qu'à l'école ; celui qui tirera le plus vite aura raison, ce sera la jungle !

Avant les événements sanglants de Corse, en trente ans, les C.R.S. n'avaient été amenés à riposter par les armes que deux fois sur le territoire métropolitain et encore, une fois pour se dégager, une autre fois, après avoir été pris sous le feu de tireurs isolés. A Montredon, il s'est agi d'une bataille rangée.

Ce sont des actes indignes de notre pays et de notre civilisation dite avancée. Quoi qu'il en soit, nous exigeons que toute la lumière soit faite et que les assassins soient punis conformément à la loi. Certes, les C.R.S. ne se laisseront pas massacrer sans riposter, mais nous nous garderons de tout geste incontrôlé d'autodéfense qui ferait le jeu des provocateurs et tuerait des innocents ; partant de là, nous exigeons qu'à l'avenir, nous disposions de toutes couvertures et de définition de conditions d'engagement véritablement adaptées à la situation.

Si le nécessaire n'était pas fait dès à présent, nous dégageons solennellement notre responsabilité sur les conséquences extrêmement graves qui, inévitablement, découleront des événements.

* Secrétaire général du Syndicat national indépendant et progressiste des C.R.S.

SPORTS

FOOTBALL

LE MATCH NUL (1-1) DE SAINT-ÉTIENNE A NICE

Un résultat faussé par l'arbitrage

Nice. — La vision du jeu de M. Wurtz, arbitre du match Nice - Saint-Étienne, a complètement faussé le résultat de ce petit « sommet » du football français dont dépendra peut-être en partie l'issue du championnat. Passe encore que M. Wurtz ait estimé une première fois qu'il n'était pas nécessaire de siffler un penalty après une irrégularité commise en fin de première mi-temps par Saint-Etienne. On peut à la rigueur lui faire crédit d'avoir interprété à sa manière une action litigieuse. Mais rien ne peut, semble-t-il, excuser son inertie devant la faute de Lopez, en fin de match, — une main franche sur le ballon — eu égard à l'importance de l'enjeu et surtout à l'équité sportive.

De notre envoyé spécial

Le malheur pour les Nipols voulut que le seul avantage de la soirée ait été à cet instant l'arbitre, bien secondé, dans les ténèbres il est vrai, par ses juges de touche. Rien ne permet bien sûr de trop laisser l'imagination vagabonder et de croire à quelque complot ourdi délibérément, mais dans ce match nul (1 à 1), il y a eu finalement un grand battu. C'est le corps arbitral dans son entier puisque beaucoup font l'honneur à M. Wurtz de le considérer comme le meilleur spécialiste français.

Cela dit, au-delà du seul résultat d'un match de championnat, l'intérêt de la rencontre tenait dans le comportement des

Stéphanois avant leur match retour contre Dynamo de Kiev. Il n'était naturellement pas question pour eux, en déplacement, de faire le jeu on de se livrer à une débauche d'énergie à moins d'une semaine d'un match capital. Aussi est-il bien difficile de porter un jugement, et au vu de la rencontre de reconsidérer les chances stéphanoises en Coupe d'Europe. Tout dépendra, comme souvent en pareil cas, de ce que seront les corps arbitraux dans les rencontres de France dans une ambiance survoltée et dans la capacité, qu'ils ont quelquefois démontrée, d'atteindre l'extrême de leurs possibilités dans les grandes occasions.

FRANÇOIS JANIN.

ATHLÉTISME

Trente-six énarques en culottes courtes

Aux regards médusés des automobilistes bloqués aux feux verts et invités par quelques gardiens de la paix à céder le passage à une bande de jeunes gens en culottes courtes, il faut bien convenir du caractère anachronique des courses pédestres à travers Paris. Pourtant, l'augmentation constante de la circulation et des embouteillages n'empêchent pas l'Association sportive de l'université de Paris-XI de rester fidèle à la tradition des affrontements

entre facultés et grandes écoles en organisant avec un succès sans cesse croissant, son annuel relais pédestre universitaire entre Paris et Orsay.

Ainsi le jeudi 11 mars, vingt-deux équipes de vingt-cinq coureurs ont pris part à la septième édition de ce relais. Réunir cinq cent cinquante participants dans une académie d'élite, l'Association du sport scolaire et universitaire (ASSU) groupe quelques dizaines de milliers de licenciés semble ne pas entraîner de difficultés, mais ce chiffre prend une autre importance quand on sait que le championnat de Paris ASSU de cross-country a rassemblé seulement deux cents athlètes.

Pour participer à ce relais, certaines écoles doivent en effet faire appel à toutes les bonnes volontés. Ainsi l'Ecole normale d'instituteurs d'Etrolles (Seine-et-Marne) était représentée par deux filles et treize garçons, et l'Ecole nationale d'administration (ENA), dont l'équipe de football disputait ce même jour une rencontre du championnat ASSU, a battu un record en alignant à la même heure trente-six sportifs en compétition.

Se surpasser !

De ce rassemblement occasionnel et hétéroclite d'athlètes de footballeurs, de handballeurs, de nageurs, de rugbymen, de tennis-men, de volleyeurs, etc., naît toutefois un étonnant esprit d'équipe. Il suffit pour s'en convaincre d'observer le comportement de certains énarques pour un relais du soldat de Marathon : volonté tenace mais jurets flagolants, sprints camoufflés et crispés par l'effort, regards obstinément fixés

sur les derniers mètres de leur parcours. Ils ne s'effondrent, épuisés, qu'après avoir transmis leur témoin.

Cette faculté de se surpasser explique le temps remarquable réalisé par les étudiants de Paris-XI (Orsay, Sceaux, Châtenay-Malabry), vainqueurs en 1 h 19 min. 40 sec pour les 25 kilomètres, devant ceux des Hautes Etudes commerciales (H.E.C.), le personnel des laboratoires d'Orsay et les élèves de Centrale.

Si on ajoute que l'épreuve se terminait par un gigantesque buffet, campagnard réunissant tous les participants, on comprend mieux encore l'esprit et la tradition de ces défis étudiants, dont un nouvel exemple sera donné le 16 mars, avec le relais qui mettra aux prises entre Jouy-en-Josas et la rue Saint-Guil-laume, à Paris, les étudiants d'E.C.E. et de l'Institut d'études politiques de Paris.

GERARD ALBOUY.

CYCLISME. — Le Belge Freddy Maertens a gagné au sprint la quatrième étape Valence-Orange de Paris-Nice. Devant l'Allemand de l'ouest Charau et le Néerlandais Raaij. Vainqueur de trois des quatre premières étapes, Maertens conserve la première place au classement général.

HIPPISME. — Le prix de Dormans, disputé à Saint-Cloud et réservé pour les paris couplés gagnant et placé, a été gagné par Salsau, trait de Valpôlar et de Crampou. La combinaison gagnante est : 5-2-7.

l'Amérique de votre choix



avec LOFTLEIDIR

Quelle que soit votre destination finale aux Etats-Unis, profitez des tarifs transatlantiques LOFTLEIDIR, particulièrement intéressants sur New York ou Chicago :

- vol quotidien New York aller-retour. F. 1.367 (*)
- 2 fois par sem. Chicago aller-retour. F. 1.622 (*)

De même, le toujours très populaire « Tour Auto » : transport Jet + voiture « Avis » en kilométrage illimité + hébergement Chaîne Travelodge (par ex. F. 2.210 par personne pour une semaine sur la base de 4 personnes) lic. 345 A.

Pour tout renseignement et documentation, adressez ce coupon à :

LOFTLEIDIR ICELANDIC

32, rue du 4-Septembre 75002 Paris
tél. 073.75.42 - 742.52.26
32 bis, rue du MI Joffre 06000 Nice
tél. 88.73.41

Nom _____
Adresse _____

vous pourrez ainsi utiliser les « tarifs Visit USA » au départ de New York ou Chicago vers la ville américaine de votre choix.

Demandez à votre agent de voyages de vous parler aussi des forfaits New York, de 4 à 21 jours, à partir de F. 1.690 comprenant le transport aller-retour Luxembourg New York en Jet Loftleidir et le séjour à l'hôtel Century Paramount (lic. 345 A).

(*) tarif excursion 22/45 jours ou F. 1.644 pour New York et F. 1.991 pour Chicago, excursion 1/21 jours, sans minimum de séjour.

ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

BASKET-BALL

En Coupe d'Europe

VILLEURBANNE BATU DE 36 POINTS PAR LE REAL DE MADRID

Battu par 113 à 77 en match aller des demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs champions, par le Real de Madrid, les basketteurs de Villeurbanne n'ont pratiquement plus aucune chance de remonter leur handicap le 16 mars prochain à Lyon. Nettement dominés par leurs adversaires — cinq fois vainqueurs de l'épreuve, les champions de France se sont approchés une mi-temps (50 à 40) avant de s'effondrer en fin de partie.

Dans l'autre demi-finale, les Italiens de Varese, tenants du titre, ont battu ceux de Cantù 98 à 85.

DEVENIR PROPRIÉTAIRE A PARIS POUR 1.700 F PAR MOIS

(les 2 premières années pour un 3 pièces) et un apport personnel de 20 %

Appartement modèle : 131, rue de Flandre 75019 Paris ouvert de 10 h à 19 h sauf le mardi. Tél. : 205.31.68



ODOUL Garde-meubles 208 10-30

Savez-vous que Camino peut vous offrir les Bahamas pour 2240 F ?

(et même 1990 F à partir du 1^{er} mai 76)

voilà votre Agent de Voyages le sait, demandez-lui le programme complet Camino: des séjours, dans une sélection d'hôtels et d'îles, pour satisfaire tous les goûts, tous les budgets en toutes saisons.

Camino, 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris, tél. 755.77.90/360.55.58

(*) comprenant transport Paris-Bahamas et retour, hôtel 1 semaine et transferts.



Cette année, les Bahamas!

POUR ETRE "CHEZ VOUS" en week-end, en vacances...

Commencez par acheter : RESIDENCES SECONDAIRES ET PRINCIPALES

Vous trouverez votre résidence de vacances, votre maison de campagne, votre terrain à bâtir

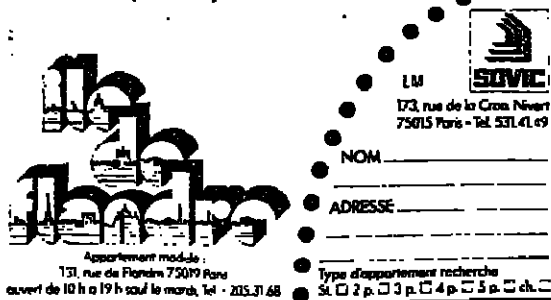
En vente chez votre marchand de journaux



Éditée par : CONSTRUCTION NEUVE ET ANCIENNE, 8, rue de Richelieu - 75001 Paris

VIVRE A PARIS AU PRIX DE LA BANLIEUE 3.400 le m²

prix moyen ferme et définitif



ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

Les responsables de l'aéroport de New-York interdisent Concorde pour six mois

Concorde est interdit de vol à New-York pendant au moins six mois. M. William Roman, président du Port Authority of New York and New Jersey, qui a pris cette décision le jeudi 11 mars, s'est déclaré prêt à se battre devant les tribunaux pour empêcher Air France et British Airways

d'entreprendre cette interdiction. Les deux compagnies avaient annoncé, dans la journée, leur intention de commencer des vols d'entraînement la semaine prochaine et confirmé leur volonté d'inaugurer un service régulier sur New-York vers le 10 avril.

« Selon notre opinion, avaient écrit au Port de New-York Air France et British Airways, la décision (de M. Coleman) constitue une autorisation fédérale d'exploiter le Concorde vers et à partir de l'aéroport Kennedy selon les conditions énoncées par le secrétaire aux transports quatre fois quotidiens pour une période probatoire de seize mois. Notre conseil nous avise que l'autorité portuariaire n'a pas le droit légal de refuser de nous autoriser à exploiter (Concorde) sur l'aéroport Kennedy à la lumière de l'autorisation qui nous a été accordée par le gouvernement fédéral. »

Sitôt la décision du Port de New-York connue, les deux compagnies se sont déclarées très déçues et ont laissé entendre qu'elles allaient se pourvoir en justice pour défendre leurs intérêts. De son côté, M. Roman a précisé : « Si les deux compagnies veulent nous mettre au défi, qu'elles aillent devant la justice. Nous sommes prêts à engager une action légale. Nous sommes les propriétaires de l'aéroport, et comme tels en assumons les responsabilités. »

La résolution du Port de New-York, adoptée à l'unanimité des dix commissaires présents sur douze, « refuse l'autorisation d'opérer à tout appareil supersonique, y compris le Concorde, sur l'aéroport Kennedy pendant au moins six mois », en attendant que le directeur de l'aviation du Port Authority procède à une étude sur le comportement de

l'appareil à Washington-Dulles, ainsi qu'à Londres-Heathrow et à Paris-Charles-de-Gaulle. « A l'issue de cette période d'étude de six mois, fondée sur l'analyse des données portant sur le bruit et les réactions de la population, le directeur exécutif et le directeur de l'aviation feront au conseil une recommandation pour lui indiquer si les opérations du supersonique peuvent être acceptées à J.F. Kennedy. »

M. Roman a indiqué que cette décision se fonde sur des critères d'environnement et de responsabilités civiles. « Nous n'avons pas porté de jugement sur cette chose, a-t-il dit, et nous nous sommes concentrés sur les problèmes de navigabilité de l'appareil et de trafic, qui sont du ressort de l'administration fédérale de l'aviation. De l'avis de tous les observateurs, la rapidité de la décision du Port Authority et l'apreté des propos tenus par M. Roman s'expliquent en grande partie par la démarche commune

entreprise par les deux compagnies. »

Les autorités américaines, tout particulièrement new-yorkaises, soumettent depuis quelque temps leurs correspondants français et britanniques à une rude épreuve de nerf. On doit constater qu'elles ont réussi à créer un certain désarroi chez leurs adversaires. Ceux-ci ont choisi, en définitive, de pratiquer la manière forte, de jouer l'intimidation plutôt que la conciliation.

Bien, M. Carallé, secrétaire d'Etat aux transports, annonçait prématurément l'intention de la partie française d'interdire une action en justice contre la décision — pourtant aléatoire — de la législature de l'Etat de New-York d'interdire le Concorde à l'aéroport Kennedy. Au journal, Air France et British Airways font mine d'ignorer l'existence du Port de New-York et d'en contester l'autorité. Est-ce la meilleure attitude pour préserver les dernières chances de l'aviation supersonique aux Etats-Unis ? — J.-J. B.

Paris

LE PANDA CHINOIS EST A L'ORIGINE DE L'ÉPIZOOTIE DU JARDIN DES PLANTES

Le couple de pandas géants offert par la Chine à la France en 1973 est sans doute responsable de l'épidémie de mélioirose qui a entraîné la fermeture, depuis trois mois, de la ménagerie du Jardin des plantes à Paris. Le panda mâle était mort en avril 1974. Or on vient de découvrir le bacille de Whitmore dans son pelage et la moelle de ses os qui étaient conservés au laboratoire d'anatomie du Muséum.

L'Institut Pasteur procède à de nouvelles analyses du sol de la ménagerie. Si elles se révèlent favorables, les visiteurs pourraient être admis à nouveau — peut-être pour les congés de Pâques — à contempler les collections vivantes du Jardin des plantes. Cependant, on craint que le bacille de Whitmore même éradiqué de la ménagerie du Muséum n'ait déjà contaminé les herbes de la région parisienne et même certains zones de province. On l'aurait détecté à Lyon et à Mulhouse.

QUALITÉ DE LA VIE

Qui cherche le désordre au Larzac ?

par LOUIS BALSAN (*)

camp militaire. Ignorant les intérêts primordiaux d'une région, il a jugé que les atteintes portées par cette extension « ne sont pas excessives en regard de l'importance que présente cette opération pour la défense nationale. »

Si, dans cet arrêt, la question de la route nationale 9 est superficiellement évoquée, le problème du tourisme, qui, après la mort de ses industries, reste la seule richesse du pays, n'est pas soulevé. Ce qui est le camp de Canjuers a été pour l'admirable pays du Verdon — la ruine — le camp militaire du Larzac agrandi le serait pour le non moins merveilleux pays des gorges du Tarn et des causses. Rien sur le problème primordial de l'eau : ignoré, ce formidable réservoir qu'est le Larzac, apte à alimenter un Languedoc asséché, mais qui reste très sensible à toute contamination. On a bien vu, dans l'Hérault et le Var, combien les terrains militaires peuvent être néfastes aux eaux souterraines. Rien sur la destruction d'une richesse naturelle « incomparable », comme l'ont souligné des spécialistes hautement qualifiés. Rien sur l'absence d'intérêt d'un fond archéologique « unique ». Rien, bien entendu, sur le problème « humain » et sur le drame qui se prépare. Veut-on renouveler les malheurs criminels de la Bretagne, de la Corse, aujourd'hui du Languedoc ?

Qui cherche le désordre ? Car nous connaissons trop nos agriculteurs enracinés à leurs terres, et nos confrères caussenards amoureux de leur pays, pour ne pas avoir peur.

Ve-t-on nous traiter encore d'antimilitaristes ? Non, nous ne le sommes pas, mais il faut reconnaître, on l'a fait tout pour que nous le devenions. L'arrêt parle de « l'importance que représente pour la défense nationale cette extension » : mais les généraux ne sont pas d'accord là-dessus. Et d'ailleurs, à quel bon défendre un pays si on l'a rendu inhabitable, si l'on a déjà détruit ses biens les plus précieux, si l'on a anéanti son âme, c'est-à-dire

l'amour du sol natal ! Ce projet n'a que trop bouleversé l'opinion publique du Rouergue. Il a plus fait contre l'armée que les manœuvres de tous les gauchistes réunis. Il a mieux fait que les plus acharnées propagandes pour faire basculer à gauche l'opinion d'un pays qui se voulait libéral et favorable au gouvernement.

Nos libertés ayant été bafouées, nous n'avons plus confiance en nos dirigeants : homme d'ordre, nous le disons avec regret. Et si un jour le meilleur devait fondre sur nous comme hier sur le Languedoc, les amis des causes pourrissent à gauche l'opinion d'un pays qui se voulait libéral et favorable au gouvernement.

(*) Ancien conservateur des antiquités de l'Aveyron, conservateur du musée Penallie à Rodez.

FAITS ET PROJETS

Transports

● POUR UN AXE BORDEAUX-SÈTE. — Le Consortium pour la modernisation et le développement des voies navigables Atlantique-Méditerranée réclame le lancement de travaux sur le canal Toulouse-Sète. « Cette portion de voie d'eau est actuellement une soucouffière, estime-t-il, et la volonté de l'investissement déjà réalisé entre Bordeaux et Toulouse est incomplète. »

Urbanisme

● L'APPLICATION DE LA LOI FONCIÈRE. — La circulaire du 13 janvier préparant l'application de la loi foncière du 31 décembre 1975, est publiée au Journal officiel du 12 mars. Ce texte précise comment doivent être traitées les demandes de permis de construire en attendant les décrets d'application de la loi dont la « sortie » est prévue pour le fin du mois et que le Conseil d'Etat examine en ce moment. La circulaire indique notamment que le prix du terrain doit figurer dans la demande de permis (le Monde du 22 janvier).

A PROPOS DE...

Les propositions de regroupement des activités maritimes

Un ministère de la mer ?

Un ministère de la mer ? Belle appellation, belle fonction en tout cas. L'idée, qui n'est pas neuve, avait été agitée il y a deux mois au moment du réaménagement du gouvernement. Elle réapparaît ces jours-ci dans les milieux politiques à la faveur de trois événements.

Lundi prochain 15 mars s'ouvre à New-York la quatrième session de la conférence du droit de la mer.

On s'achemine vers la délimitation par les Etats maritimes d'une zone dite « économique » exclusive de 200 milles dans laquelle le pays riverain aurait des droits presque équivalents à ceux que lui donne sa souveraineté territoriale : exploitation des produits de la pêche, des hydrocarbures, des richesses minérales, pouvoirs de police à l'égard de la pollution. Au-delà des 200 milles, qui va gouverner l'océan, le patrimoine commun de l'humanité ? Sur ce point, les pays industrialisés tendent une thèse tout à fait opposée à celle des « 77 ». La France, dont la délégation sera dirigée par M. Carallé, n'aurait-elle pas plus de poids à l'égard des 77 et à l'ONU si son porte-parole était un ministre de la mer à part entière et non un secrétaire d'Etat aux transports ?

Autre raison. Dans un rapport remarqué adopté au Conseil économique et social, M. Joseph Marry préconise la création de ce ministère de la mer. Il explique : « On remédierait ainsi à la querelle des compétences administratives en regroupant dans un même ministère la marine marchande (et les pêches maritimes (actuellement aux transports), les ports (équipement), l'exploitation des ressources énergétiques (industrie et recherche, coopération), l'aménagement du littoral (équipement), la lutte contre la pollution des mers (environnement), la plaisance (équipement), etc. Il resterait sans doute un certain nombre de services à l'extérieur (par exemple les douanes) mais la simplification serait cependant considérable. »

Enfin, le Nouveau Contrat social, que préside M. Edgar Faure, vient, au terme d'une étude exhaustive sur les problèmes de la mer, de demander que « devant la diversité et l'interdépendance des problèmes liés à l'océan, on réunisse sous une seule autorité ministérielle l'ensemble des attributions concernant la mer. Cette autorité permettrait notamment une meilleure coopération internationale politique et technique pour prévenir la pollution et combattre ses effets, définir un nouveau droit de la mer et

éviter les abus des monopoles. »

Le président de la République, qui a récemment déclaré à Brest : « Les grandes périodes de développement de notre pays ont été avant tout des périodes de développement maritime », ne devrait pas être délaissé, dans son pays, à la création d'un tel ministère. Cela implique, évidemment, la suppression de l'actuel secrétariat général de la marine marchande qui joue un rôle de sous-secrétariat d'Etat opérationnel pour la pêche, la marine marchande, la construction navale et, surtout, le régime social des marins.

Ce qui n'est qu'une éventuelle préoccupation de « naturalisme » des craintes chez les principaux intéressés. Au secrétariat général de la marine marchande — où la marche des services n'est pas critiquée, — on explique que les raisons qui ont conduit le gouvernement à supprimer le secrétariat général à l'aviation civile ne sont pas nécessairement applicables pour la « maison des marins ». On ajoute que le statut très particulier des marins à la pêche et au commerce (immédiatités, retraite, sécurité sociale, etc.) justifie à soi seul le maintien d'une administration autonome.

Personne n'ignore, toutefois, que, dans plusieurs milieux, on aimerait que les pêches connaissent le même régime que l'agriculture. D'autres se demandent si la construction navale justifie un traitement différent des autres grandes branches industrielles. Surtout depuis que, il y a vingt-quatre heures, les Chantiers de l'Atlantique ont annoncé leur fusion avec une grande société — on ne peut plus terrestre, — Alsthom.

Aussi, loin de balayer les bras, les responsables du secrétariat général de la marine marchande vont de l'avant et laissent entendre : « Si l'on veut renforcer les structures maritimes et le poids de la mer dans le gouvernement, faisons du secrétariat d'Etat aux transports un grand ministère auquel seraient rattachés les ports maritimes (actuellement à l'équipement), et le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), actuellement au ministère de l'Industrie. »

Belles batailles en perspective... pour une belle cause. FRANÇOIS GROSCHARD.

EN PLEIN PARIS un demi hectare de JARDIN

de la chambre au 5 pièces avec téléphone, salle de bains décorée, dressing, pour

3.400 F le m²

prix moyen ferme et définitif



Appartement modèle : 131, rue de Flandre 75019 Paris ouvert de 10 h à 19 h sauf le mardi, tél. : 205.31.68

Tourisme

LES GRANDS DE L'HOTELLERIE

SHERATON: les Bruxellois trouvent la note trop salée

SOUFRANTE depuis plusieurs mois, l'hôtellerie belge part en guerre contre les investisseurs étrangers en général et contre le Sheraton en particulier, parce que cet hôtel, selon la Fédération des hôteliers, restaurants et cafés bruxellois, fait aux Belges « une concurrence déloyale ».

Construit il y a quatre ans, le Sheraton Bruxelles compte cinq cents chambres. Il se dresse dans un quartier où les travaux d'urbanisme sont considérables, donc d'un accès difficile et peu agréable. Pour l'aider à survivre, pour éviter la mise au chômage d'un grand nombre d'employés, pour soutenir la vie d'un quartier « sinistré » où un autre hôtel, le Lendi, avait déjà fermé ses portes, l'administration communale et l'Etat ont accordé au Sheraton des subventions de 30 millions de francs belges (8 800 000 de nos francs). Les experts de l'hôtellerie ont calculé que cette subvention, compte tenu d'un taux d'occupation de 40 %, correspond à 1 000 francs belges (110 francs

français) par jour et par client, ce qu'ils estiment abusif. « Il existe quatre mille cent chambres de la même catégorie dans la capitale », disent-ils, « et l'on veut donner la concurrence déloyale, il faut donc distribuer 600 millions (66 millions de francs français) aux autres hôteliers ».

Les professionnels belges déplorent que les promoteurs aient parié sur l'avenir de Bruxelles — centre de l'Europe en bâtissant deux mille chambres de catégorie « luxe » de trop dans la capitale. « L'Europe, dit-on à la Fédération, n'a pas tenu ses promesses. Il faut donc élargir la profession. » Et de souligner que cette opération ne soit pas faussée par « des interventions intempestives de l'Etat-patron, qui jette dans la concurrence le poids insupportable des finances de la collectivité ».

Si les pouvoirs publics cessent de subventionner le Sheraton, ses concurrents seront-ils sauvés ? C'est peu probable. Au cours des derniers mois, plusieurs hôtels ont fermé leurs portes. Outre le

Lendi (430 chambres), il y a eu l'hôtel Plaza et, surtout, le Westbury (350 chambres), situé à l'Air Terminal. Le Grand Hôtel a disparu, et l'Albert-Tout n'est plus exploité qu'à raison de 20 % par les employés eux-mêmes. Et d'autres encore sont menacés de faillite.

La fédération estime qu'il faut « réparer les erreurs d'une mauvaise analyse du marché ». D'où vient l'erreur de calcul ? Les visiteurs européens et américains de Bruxelles semblent peu attirés par des séjours dans la capitale. Ils « fuient » vers Paris plutôt qu'ils le peuvent. Le vendredi, les trains vers Paris sont bondés ; c'est l'exode de ceux qui reviennent dans la capitale le lundi.

Bruxelles n'est pas seule à souffrir d'une surcapacité hôtelière. A Liège, le Holiday Inn est menacé de fermeture et, à Tournai, un hôtel de cette même chaîne a déjà fermé ses portes, tandis que dans plusieurs autres régions l'hôtellerie moderne est en difficulté.

PIERRE DE VOS.

P.L.M.: moins d'affaires avec les hommes d'affaires

LA société touristique et hôtelière du P.L.M. et Etip Hotels International ont récemment signé un accord avec les termes duquel l'hôtel P.L.M. Saint-Jacques de Paris — qui faisait ces tout derniers jours ses quatre ans d'existence et son 150 000^e client — devient membre d'E.H.I.

La société Etip Hotels International, dont le président est M. Maurice Grimaud, a pour vocation la promotion et la vente des hôtels et motels de ses membres. A son livre de références, quatre-vingt-dix établissements totalisant treize mille membres, répartis sur vingt-deux pays d'Europe et de la Méditerranée. E.H.I. a actuellement des bureaux à Amsterdam, Copenhague, Francfort, Madrid, Paris et Zurich, et, par le jeu des accords passés avec British Transport Hotels, elle est

également représentée à Londres, Glasgow, Manchester, Stratford-sur-Avon et New-York.

D'autre part, P.L.M. poursuit son développement dans le secteur de l'hôtellerie de séjour. Ainsi vient-elle de signer avec la Calise de dépôts et de gestion du Maroc (homologue de notre caisse des Dépôts et Consignations) un contrat de prise en gestion qui a pris effet au 1^{er} mars, portant sur cinq hôtels totalisant ensemble quatre cent-vingt chambres.

Les établissements, pour lesquels des extensions sont d'ores et déjà prévues, sont respectivement situés à Fès, Marrakech, Beni-Mellal, Ksar-El-Souk et Ouarzazate.

Ces nouveaux accords confirment l'orientation de la chaîne vers l'hôtellerie de séjour, déjà amorcée l'an dernier par la prise

en gestion par P.L.M. d'hôtels en Grèce, en Iran et aux Antilles (Le Monde du 10 janvier 1976).

La chaîne dispose aujourd'hui de trois mille quatre cent quatre-vingt-dix chambres réparties en vingt-deux établissements, dont 48 % seulement désormais entrent dans la catégorie « affaires », les 52 % restant étant des hôtels de tourisme/séjour.

Enfin, P.L.M. gèrera dès le 1^{er} avril prochain l'ensemble immobilier de Port-Desauville (deux cent quarante studios et appartements de deux pièces), dont une tranche de soixante studios pourrait ultérieurement fonctionner en service hôtelier, la majeure partie restant soumise au principe de la « résidence-hôtel » (accueil, fourniture et entretien du linge, vaisselle et batterie de cuisine fournies, nettoyage hebdomadaire de l'appartement, etc.).

un restaurateur et non pas un hôtelier ».

Quant aux responsables du groupe Borel-Sofitel, ne affirmant que « ces bruits sont dénués de tout fondement », que leur société est « victime d'une campagne de presse » et qu'elle demeure « les contrats qui lient les hôtels Sofitel au groupe Borel continuent de courir jusqu'à nouvel ordre ».

DEUX DAMES
SUR
LE CHEMIN
DES CROISADES

ENVIROn deux ans après avoir tenté et réussi en compagnie de sa sœur Corinne le voyage de Paris à Jérusalem à cheval, « Sur le chemin des croisades », Evelyne Coquet publie l'histoire vécue dans le vent de la passion d'une chevauchée de six mille kilomètres couverts en sept mois à travers dix frontières, certaines sur le pied de guerre, en attendant des jours meilleurs.

Au départ, un fameux coup de trompette bravement tenu jusqu'à l'arrivée en Terre sainte, où les demoiselles de Nevers seront étouffées sous les roses.

Echapper coûte que coûte au carcan de la vie de bureau, devenir, au milieu de tant de disgrâces, une autre que soi par l'ivresse des facultés morales, chausser les bottes des croisades, se sentir enfin, au plus dur de l'épreuve, dans leurs superbes guenilles, telle semble avoir été l'idée directrice de notre mémorialiste, la tête, le cœur, le bras tout ensemble d'une aventure, somme toute, assez prodigieuse.

Tres vite, nous sommes fixés. Nous n'avons pas affaire à des casse-cou jouant à pile ou face leur destin. En fait, une brouille à mort avec toutes les formes de routine est à l'origine de la « croisade » des sœurs Coquet, par ailleurs comblées dans leurs affections : heureuses natures qui en conviennent sans détour, ne rougissent pas, à l'heure de tous les reniements, de posséder un père et une mère modèles. Mais, visiblement, un feu les brûle, réduisant en cendres les oraisons familiales.

Cela dit, l'ouvrage d'Evelyne intitulé *Le Bonheur à cheval*, titre rarement en accord avec la réa-

lité, se dévore comme un roman frôlant à chaque nouvel épisode le drame noir, mais dont l'issue ne laisse place à aucun doute, nos héroïnes ayant atteint la Terre sainte « en tirant la langue », mais saines et sauvées. Un mot résume familièrement mais équitablement la performance. Les deux amazones en tee-shirt et blue-jean, style duchesse d'Uzès, on le voit, et transportant par monts et par vaux un barda de cent kilos sur les reins de leurs montures chères qui, miraculeusement, le tendon d'Achille n'est pas vulnérable, ces filles bien de chez nous ne manquent pas d'« estomac ».

S'il faut applaudir, il ne convient pas outre mesure de s'étonner. Les écuries débordent aujourd'hui de Clorinde infatigables, prêtes à se lancer sur les traces des sœurs Coquet et si possible, sous le fouet de l'émulation, de faire mieux. Le tourisme équestre, le sport équestre dans toutes ses disciplines, la haute compétition exceptée, accuse, à la lumière des statistiques, une activité féminine largement majoritaire. Les hommes traînent en deuxième ligne. Belle occasion d'observer cette translation galande de tout pouvoir d'un sexe à l'autre.

Son idole ? Godefroi
de Bouillon...

A l'époque de leur départ bien orchestré, fin septembre 1973, sur le parvis de Notre-Dame, les « Coquet Sisters », le terme est de l'auteur, étaient âgées respectivement de vingt-six et dix-huit ans. L'aînée, Evelyne, travaillait à Paris dans une « boîte » de publicité. Il est certain qu'elle s'y ennuyait ferme et vous le plus clair du temps qu'elle doit à ses patrons ne s'y trompe. C'est une révérence étroitement attachée au concret, une petite comptable avisée et prudente, un as en calcul mental.

Un chapitre consacré à la préparation, minutieusement élaborée, du voyage, elle pose carrément la question. Qui financera l'expédition et, pour commencer, qui achètera les deux chevaux capables de mettre un pied devant l'autre et de porter les voyageuses jusqu'au bout de leur périple ? En toute circonstance, ni sa sœur ni elle-même, qui ne possèdent pas un fireball. L'image de son idole, Godefroi de Bouillon, constamment à l'esprit, elle ne cherchera pas longtemps les subsides, et la façon dont elle tranche les nœuds les plus embrouillés, astucieux, étonnants, manœuvre son baillier de fonds en puissance, un magat de la littérature enfantine rompu aux affaires, prouve que

cette jeune personne n'est pas venue au monde, il s'en faut, pour caresser des chimères.

L'argumentation soutenue devant son interlocuteur ravira les hommes de plein air. « Je lui ai raconté, écrit-elle dans une allusion à ses galopades de week-end à la campagne, comment j'ajustais des centaines d'heures d'équitation classique que j'avais passées à travailler dans un manège à mettre un cheval sur la main ou dans les jambes, à lui apprendre à sauter, à faire des pirouettes sur ordre. Je me suis indignée contre ce conditionnement imposé à ce noble ami de l'homme. « Feu à rouge, arrêter ; feu vert, avancer. » J'ai proclamé mon désir de griller tous les feux rouges du monde. »

Le chèque de 50 000 F empoché, l'intéressée s'engageant en échange à retracer, à intervalles réguliers, ses impressions de voyage pour le compte d'un périodique lu par des centaines de milliers d'enfants, tout devient facile, tout se précipite. Voici les sœurs Coquet disposées sur le plan sportif à faire face à l'adversité. Celle-ci est présente partout. Deux exemples en témoignent parmi une foule d'autres.

En territoire yougoslave les jeunes cavaliers, imprudemment conseillés, se sont engagés un beau matin sur un tronçon du grand axe Paris-Istanbul surnommé par des « moulins » en défilé, des polders lourds les serrant à mort. « D'un côté, écrit Evelyne, il y a, perpendiculairement à l'asphalte, une paroi rocheuse, de l'autre un ravin au fond duquel gargouille un torrent. » Impossible de quitter ce lieu maudit, la prochaine bretelle étant à 40 kilomètres. Cinq tunnels seront franchis, la baraka pour compagnie, le plus long n'ayant pas moins de 370 mètres, le plus court, et non le moins périlleux, en comptant 80. Le chapitre s'intitule « Terreur sur l'autoroute ». Le lecteur en sort les nerfs en charpie. Et puis, il y a l'épisode relatif aux chiens turcs s'acharnant en bandes affamées sur les deux sœurs et leurs fidèles compagnons. Il y a l'horrible marmaille les criblant de pierres...

J'allais oublier. Le livre est signé d'une authentique cavalière, monitrice et titulaire du troisième degré d'équitation. Si les admirables servitudes dont elle avait la charge tendent aujourd'hui paisiblement le bras à l'adversité, c'est bien grâce à elle qui, à force de diplomatie, les sauva d'un sort les condamnant en Israël à l'oubli.

ROLAND MERLIN.

* Le Bonheur à cheval par Evelyne Coquet, Robert Laffont, éditeur, prix : 29,25 F.

LES LOISIRS

VOYAGES

ENTRE LES PAGES

Pour l'Angleterre

Traverser la Manche à la car



Avec Sealine et Seaspeed vous avez le plus grand choix de voitures d'importation et de location. Choisissez votre mode de transport (la diligence) en fonction de votre budget. Choisissez votre mode de transport (la diligence) en fonction de votre budget. Choisissez votre mode de transport (la diligence) en fonction de votre budget.

Sealine
Seaspeed

6 LIGNES
TOUTE L'ANNEE
7 LIGNES EN ETE

Avec Jaltour, découvrez l'Indonésie des Indonésiens.



Et si vous connaissez déjà l'Indonésie, partez au Népal, à Bali, à Hong-Kong, aux Philippines, au Japon, en Birmanie, en Inde, en Corée, au Vietnam, en Malaisie, en Thaïlande...

Jaltour vous a préparé plusieurs séjours étonnants sur tout l'Extrême-Orient. Et à des prix particulièrement intéressants: Bangkok à partir de 3.050 Francs, Hong-Kong à partir de 4.100 Francs et le Japon à partir de 5.100 Francs.

Pour en savoir plus sur tous ces séjours, rendez visite à votre agent de voyages ou retournez ce bon à Jaltour, 75, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Nom _____
Adresse _____

Tél. _____

Jaltour

5014 من الامال

Tourisme

ENTRE LES PAGES

Les cent visages de Mme Tussaud

QUELLE était la véritable personnalité de M^{me} Tussaud, dont le Musée des Figures de cire (« Madame Tussaud's Waxworks Museum ») est l'un des fleurons de Regent's Park à Londres ? Avant de la suivre dans son aventure outre-Manche, son historiographe, Gabrielle Wittkop-Ménardau, nous décrit son implantation à Paris sous la Révolution, et cette première mise en situation, donnant froid dans le dos, est celle qui retient l'attention « des chercheurs et des curieux ».

Les modèles grandeur nature en cire, maquillés et habillés pour donner l'illusion de la vie, ont de tout temps hanté les imaginations morbides plus ou moins avouées, ce pourquoi ils ont incarné les personnages essentiels des films d'épouvante (« Crime au Musée des horreurs », « le Cabinet des figures de cire », de Paul Lénit). A titre d'imagerie populaire, voire historique, cette gazette de la plastique attire chaque jour encore les foules parisiennes au musée Grévin ou au très intéressant Historial montmartrois de la place du Tertre : c'est dire qu'elle ne passera jamais de mode.

Marat dans sa baignoire

M^{me} Tussaud était née Maria Grossholz en 1761 à Strasbourg, fille naturelle du fameux Curtius qui tenait boutique dans les galeries du Palais-Royal sous l'Ancien Régime et « modelait les rois, les grands seigneurs, les jolies femmes et les voleurs ». A ses côtés, elle avait appris à étendre la cire sous les ébouchoirs de bois, à piquer les cheveux un par un, à trier et à fixer les yeux, à orner Cléopâtre, Vénus ou la reine Marie-Antoinette de linon, de satin, de passementeries, voire des faux diamants de Al. Strauss, le bijoutier du quel des Orfèvres. En 1778, Marie avait été initiée à un « travail » plus délicat où elle allait faire merveille, ayant de nature le cœur bien accroché : le masque mortuaire. Avec de l'huile de lin mêlée de litharge, puis avec du plâtre gâché, elle s'était même fait la main sur un gisant illustre : Jean-Jacques Rousseau.

Curtius, comme sa « nièce », avait compris que, vu les événements qui s'annonçaient, « la famille royale en train de dîner », son

groupe le plus couru, risquait bientôt de fondre dans la fournaise révolutionnaire. Déjà, à l'instigation de Camille Desmoulins, les bustes en cire du duc d'Orléans et de Napoléon avaient été décapités et promenés à travers les jardins du Palais-Royal. Une conversation s'imposait.

Curtius fit alors l'acquisition d'une maison de deux étages sis au 20, boulevard du Temple, et installa Marie dans ce quartier grouillant de monde où les cafés lyriques, les montreurs de marionnettes, les diseurs de bonne aventure côtoyaient les petits théâtres pour « enfants du paradis », et qu'on allait appeler le « boulevard du Crime ». L'époque était aux assassins, détraqueurs et autres égorgeurs, la future M^{me} Tussaud eut sa première idée de musée des horreurs : spéculant sur le goût du frisson pour la canaille, elle créa là la « caverne des grands voleurs », qui devint une sorte de Saint-Denis des rois de la pègre.

Mais voici que la sinistre machine du Dr Guillotin entre en fonction, et brusquement Marie a une idée : pourquoi ne pas présenter les anciens modèles du cabinet Curtius d'une manière plus tragique, plus actuelle ? D'abord la citoyenne Grossholz sautoie le porte-clefs de la Congrégation pour entrer en possession des cheveux des condamnés, tendus avant de monter dans la charrette. Ensuite elle s'abouche avec les aides de Sanson pour se faire « communiquer » les têtes extraites des paniers d'osier dont, telle une abeille sécrétant sa cire, elle va relever nuitamment les empreintes au charnier de Picpus. Enfin, elle obtient une délégation officielle de la Convention pour modeler, au nom de l'histoire, la dépouille de Marat dans sa baignoire, et, au nom de la vindicte publique, tous les masques mortuaires des Girondins, terminant ses basses œuvres par l'incorruptible à la mâchoire fracturée.

Le masque de Bonaparte

C'est à ce moment-là que Marie Grossholz épouse François Tussaud, né à Mécon, de six ans son cadet, dont elle aura deux garçons.

Un matin de 1802, M^{me} Tussaud connut sa dernière consécration parisienne : elle fut appelée aux Tuileries à l'heure par Joséphine qui désirait conserver une effigie vivante du Premier Consul. Celui-ci se prêta, paraît-il, d'assez bonne grâce à l'opération.

Peu après, Marie décida de s'expatrier en Angleterre et s'embarqua à bord de la malle de Douvres. Son musée, du boulevard du Crime, qui présentait de nouveau en bonne place « la famille royale en train de dîner », ne faisait plus à ses yeux suffisamment recette. Sous l'enseigne de Cabinet Curtius, il allait connaître encore un certain succès sous la Restauration. Il ne devait fermer ses portes qu'en 1848, à la mort de Tussaud, auquel elle avait légué son exploitation et dont elle portait à Londres le nom de nos jours universellement célèbre.

OLIVIER MERLIN.

* Madame Tussaud, par Gabrielle Wittkop-Ménardau. Ed. France-Empire. 29 F.

CHAINES à NEIGE en LOCATION

et SKIS - Chaussures
Pistolets - Remorques - Ets
Rapides - Echanges

Tél. 27-01 DETHY Arg. 20-47

CAMPING - Ski - MONTAGNE
20, place des Voages - PARIS

LES VOYAGES CORSES

Organisation pour
GROUPES, CONGRÈS, etc.

35, cours Napoléon, AJACCIO
Tél. : (95) 21-32-42

MANDELIEU-LA NAPOULE

(Côte d'Azur) à quelques minutes de Cannes

LES RÉSIDENCES DE PORT

Studios et appartements ouverts toute l'année.
Situé directement au bord de la mer, parking souterrain, piscine
et tennis, golf (18 trous), la voile, le ski nautique, la pêche,
excursions, etc. Direction Suisse.

Informations pour la location :
NEOFIDEM VACANCES S.A., Hühweg 82 B,
CH-3800 INTERLAKEN - Tél. : 1941/36/228800.

NOS PRIX-CHARTERS : JUSQU'A 70% DE RÉDUCTION SUR VOTRE BILLET D'AVION

GRÈCE	790 F	MEXIQUE	1950 F
TUNISIE	820 F	PÉROU	2200 F
USA	1050 F	INDE	2400 F

Vol Aller-Retour

le point
85

Voyages 85 / COR.LICA 728
85 bd saint michel paris 5
tel. 325.00.76, 033.05.80

GRATUIT
brochure Voyages 85
Nom _____
Rue _____
Ville _____

Pour l'Angleterre...

traversez la Manche "à la carte"



Avec Sealink et Seaspeed vous avez le plus grand choix de moyens, d'itinéraires et de tarifs.

- Choix entre deux moyens de traversée, le car-ferry (la détente) ou l'aéroglossier (la vitesse).
- Choix entre plusieurs itinéraires au départ de Dunkerque, Calais, Boulogne, Dieppe et l'été, Cherbourg.
- Choix entre plusieurs moyens de déplacement, votre voiture (votre caravane ou votre moto) ou le train, ou encore le train et votre voiture avec les Trains Autos-Couchettes Motorail.
- Choix entre plusieurs tarifs avantageux : excursion, mini-tour, billets Paris-Londres train + bateau, train + aéroglossier.

Pour traverser la Manche "à la carte", demandez la brochure 76 dans les gares et les agences de voyages.

CAR-FERRIES
Sealink
aéroglossiers
Seaspeed

6 LIGNES
TOUTE L'ANNÉE.
7 LIGNES EN ÉTÉ.

Pour recevoir
la brochure
Sealink-Seaspeed 1976,
envoyez ce coupon
à Air Transport
4, rue de Surène - 75008 Paris.

nom _____
adresse _____
SNCF

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York sans escale.

Le premier 747 de la journée. Vol quotidien. Départ : 12 h. Arrivée : 13 h 55.

Boston sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 13 h 25. Arrivée : 15 h 15.

Washington sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 11 h 45. Arrivée : 14 h 40.

Los Angeles San Francisco.

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle.
Départ : 11 h 40. Arrivée Los Angeles : 16 h 05.
Arrivée San Francisco : 18 h 45.

TWA

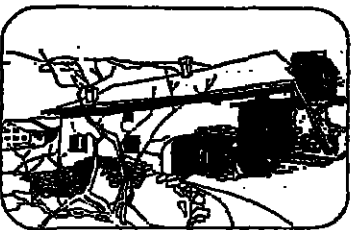
TWA. N°1 sur l'Atlantique.

DE L'ALTITUDE

AVEC LES «ÉCRIVAINS PUBLICS» DE L'ARCHITECTURE

LA SAVOIE NE GACHERA PLUS SES VILLAGES

Il n'y a pas de chalets en Savoie. Les maisons traditionnelles y sont de pierre et de lauzes. Un peu de bois dans les combles ou en pignon, une galerie devant le grenier. C'est tout. Pour les maisons riches, un enduit de couleur claire. Partout, des hautes chaudières serrées à flanc de pente, face au soleil, à l'abri des avalanches. A l'intérieur, un volume simple où les bêtes réchauffent les hommes. Peu de fenêtres. D'une vallée à l'autre, des variantes, des détails originaux. Tout un langage architectural qui exprime des besoins et des usages.



Ce rappel en forme de paradoxe donne toute la mesure du travail de formation et d'information nécessaire pour améliorer la qualité architecturale des constructions actuelles : chalets de cartes postales (suisses), maisons à terrasses et grandes baies vitrées posées sur une dalle impeccablement horizontale, alors qu'en montagne le terrain est en pente, balcons de fer forgé ou bardages de bois qu'imaginent les constructeurs d'aujourd'hui, parfois avec les meilleures intentions «régionalistes» du monde.

La tâche est rude : banlieue des grandes villes aux allures de forte exposition ; lotissements où le terrain est découpé comme les concessions dans un cimetière ; grandes stations de sports d'hiver nées des rêves de grandeur d'un architecte-démurge et des colonnes de chiffres d'un promoteur-équarisseur ; villages, enfin, que le progrès technique et le confort moderne dénaturent plus lentement mais plus sûrement. Responsabilités multiples dont le « mauvais goût » de nos contemporains n'est qu'un élément.

« Nous ne sommes pas répressifs »

Pour ceux qui veulent se lancer dans la difficile entreprise de l'assistance architecturale, l'expérience tentée en Savoie depuis quelques années est intéressante à plus d'un titre : rôle important des élus locaux, intervention des architectes consultants sur le terrain, discrétion de l'administration, mais soul d'abord le problème sur plusieurs fronts. Autant de caractères qui rendent cette tentative exemplaire.

Dans certains départements, comme le Lot ou la Corse, l'assistance architecturale, « inventée » par l'administration, s'est installée au chef-lieu. Ici, en Savoie, l'histoire est toute différente. Né du besoin ressenti par les élus des vingt-sept communes qui bordent le parc de la Vanoise, où quatre groupements d'urbanisme avaient été créés, la consultation architecturale a été financée au départ par les quatre syndicats intercommunaux. On avait fait des plans d'urbanisme pour assurer le développement harmonieux de ces villages proches du parc ; il fallait quelqu'un de compétent pour les lire, les interpréter, les appliquer. On engagea des architectes consultants, qui jouent un peu le rôle de l'architecte public dans les pays où l'école est un luxe. Vis-à-vis de l'architecture, nous sommes dans une sorte de Moyen Âge : chacun s'investit architecte, on préfère s'adresser au rebouteux plutôt qu'au médecin.

Qui dessine les projets ? « Tout le monde », répond M. Jean-Pierre Hardy, l'un des dix architectes consultants. Les ingénieurs des ponts et chaussées, les géomètres du cadastre, les dessinateurs de Pechnéy. Ils ne vont pas sur place, ne connaissent pas le terrain. Ils font cela pendant leurs heures de travail, avec le matériel de l'administration. Quand nous rencontrons le client, celui qui habitera la maison, nous avons affaire à un projet abstrait, dont le véritable auteur est anonyme.

L'architecte consultant assure une permanence dans les matrices, annoncée par affiche. Il n'est pas obligatoirement de le faire, mais il est souhaitable de le faire le plus tôt possible avant toute démarche, et même avant d'avoir définitivement choisi le terrain. « Il n'y a pas d'équipage », explique M. Hardy. Nous ne faisons pas partie de l'administration. Nous ne sommes pas répressifs. Si on bruite les gens, ils trichent. S'ils trichent, c'est qu'ils n'ont pas été convaincus. Un dialogue, la confiance, une intervention donc. Mais aussi, à l'extrême, on s'interdit de construire dans la commune ; on évite ainsi la tentation du « faites-le pour moi ».

Désarmé et mal préparé à cet acte essentiel qui ne lui arrivera qu'une fois dans sa vie — bâtir sa maison — le futur propriétaire oscille entre deux attitudes : ou bien il a en tête un projet très défini, nourri de souvenirs d'enfance et de voyages, empreint de naïveté ou de grandiloquence ; ou bien il implore : « Dites-moi ce que je dois faire ». Les consultants s'interdisent d'être trop directs, d'imposer leur modèle ; ils veulent aider le constructeur à exprimer sa vérité propre. Difficile.

Une seule exception, Saint-Martin-de-Belleville, où un homme exceptionnel, l'architecte Jean-Claude Pauchard, joue vraiment depuis cinq ans le rôle d'assistant architectural d'écritain public. A ceux qui viennent le voir, souvent pour restaurer ou aménager une maison ancienne (Saint-Martin compte vingt-cinq hameaux, dont dix-sept encore « vivants »), il fournit, au-delà des simples conseils, un relevé de la maison et un avant-projet.



Grâce à cette action, l'ouverture de larges baies dans les murs de pierre, les transformations aggrégées et les modernisations agréées ont pu être évitées. « Les touristes ont souvent des idées bien arrêtées. Quant aux gens du pays, ils essaient de casser au maximum pour retrouver des angles droits. Sauf les monteurs, qui commencent à comprendre. »

L'épine du pied

A Saint-Martin, dans cette vallée des Bellevilles où le maire, M. Fontanet, ancien ministre, a voulu aménager deux stations d'altitude, les constructions nouvelles ont été bloquées dans les villages (le premier ensemble de maisons groupées se prépare). Mais les restaurations vont bon train, surtout que les maisons anciennes sont plus élégantes que les immenses sans grâce des stations.

Une intervention comme celle de M. Pauchard pose un problème de fond. La collectivité (en l'occurrence la commune, qui rembourse à l'architecte une partie minimum actuellement de ses frais) doit-elle mettre ce service gratuitement à la disposition de tous, y compris des touristes qui auraient, pour la plupart, les moyens de payer eux-mêmes ces conseils ? Comment inciter les constructeurs à s'adresser aux spécialistes compétents quand ils ont oublié depuis si longtemps le chemin qui mène à l'architecte ? Comment admettre enfin que cette œuvre exemplaire, le sauvetage des villages malgré eux, repose sur la bonne volonté et le quasi-bénévolat d'un architecte convaincu et militant ?

Et les élus ? Sincères ou non, la plupart jouent le jeu. Ils ont payé, par l'intermédiaire du syndicat intercommunal, et l'architecte leur rend service. Il est là, sous la main. Et au pire, il servira de bon-émisaire. « Il nous retient une épine du pied quand on voit qu'on ne peut pas dire oui », avoue M. Renaud, maire de Champagny. Il faut voir, dans un village des Bauges, au-dessus de Cham-

béry, l'architecte négocier sur le terrain le plan d'un lotissement, avec le maire et son neveu, associé dans une entreprise de construction. Quelques terrains disponibles à proximité du village, une route. Il n'en faut pas plus pour diviser l'ensemble en lots où chacun pourra construire sa maison. La pente, la route déjà construite. Comment éviter, à cet endroit, l'alligement des maisons, chacune bien plantée au milieu de sa parcelle ? L'architecte est embarrassé. Il rétorque, avance une idée. L'entrepreneur, déjà averti des obsessions des urbanistes, en résume certaines, fait quelques concessions. Mais, pour lui, aucun doute : les hameaux de maisons groupées, c'est, à la rigueur, « vendable » à des résidents secondaires ; impossible de l'imposer aux autres, ceux qui votent.

Un succès de la consultation, c'est d'arriver, après des débats difficiles, à ce que les responsables d'une construction en soient fiers. Par exemple, à Bosel, le bourg qui occupe avec son usine de dynamite la vallée au pied de Courchevel, on a construit des villas. Les premières réunions avec les responsables, prescrites par les listes d'attente, prêts à faire la commune ailleurs, ce qu'ils savaient faire, fut houleuse. Le maire a tenu bon ; l'architecte de l'immeuble a fait un effort. Aujourd'hui, tout le monde est, selon l'architecte consultant, fier de cette réalisation.

« Fichés par personne »

Enfin, il y a les maires convaincus, qui utilisent à plein l'assistance technique du consultant au service d'un développement autonome de leur commune. « A l'écart des grands emplacements touristiques et des grandes démolitions. Ainsi, M. Renaud, maire de Champagny, qui se distingue, en Tarentaise, pour avoir résisté aux appétits de puissance du promoteur d'une grande station, La Plagne. La commune de Champagny (le Bas et le Haut) s'étale sur un versant ensoleillé en face de Courchevel. Trop de soleil, pas assez de neige pour faire une vraie station.

Mais elle possède, sur son territoire, le glacier de Bellefleur, convoité par les promoteurs de La Plagne installée sur un autre versant de ce massif. Au lieu d'accorder au promoteur ce qu'il demande — une route (300 millions de francs), l'équipement du glacier et la construction d'une station d'altitude au-dessus de Champagny-le-Haut — M. Re-

naud, le maire, qui fait aussi les 3 x 8 à l'usine de dynamite de Bosel, refuse de voter la commune de toute substance et retourne les termes de l'échange.

Contre l'équipement du glacier, il obtient un téléski de 2 kilomètres de long (coût : 130 millions de francs) qui permettra à ceux qui logent dans son village de skier là-haut, sur le glacier. En bas, au pied du remonte-pente, il aménage un lotissement communal, extension harmonieuse du village dont les plans sont confiés à M. Hardy, l'architecte consultant. Entreprise complexe, où l'architecte a tenté de recréer l'ambiance des villages anciens avec leurs maisons col-



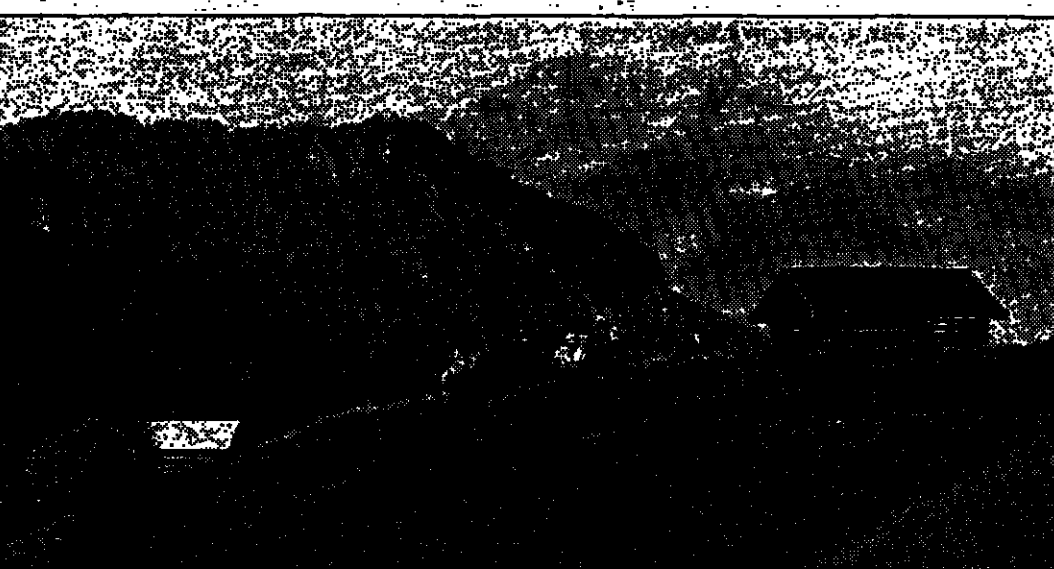
lées les unes aux autres. Un développement sur mesure, réalisé par des entreprises locales, la multiplication des gîtes ruraux (il y en a déjà cinquante) : Champagny montre l'exemple. « Nous ne sommes pas pressés », dit le maire. Si on met vingt ans, cela ne regarde personne. Vous comprenez, on reste chez nous. On veut fichés par personne. L'exemple sera-t-il suivi, par exemple, à Naves, près d'Aiguebelle, qui nourrit des projets à la fois modestes et ambitieux ?

La présence d'architectes compétents, que les maires ont « sous la main », qu'ils paient de département intervient pour un tiers, mais l'Etat pas du tout, est un élément essentiel sur le chemin d'une certaine autonomie locale.

L'administration de l'équipement, qui coordonne depuis quelques temps ces actions nées sans elle, a eu l'intelligence de ne pas les récupérer tout à fait. Les responsables, M. Marcel Faure, directeur de l'équipement, et M. Jean-Pierre Maillard, chef du Groupe études et de programmation (GSEP), ont entrepris, à leur niveau, les actions d'ensemble nécessaires : négociations avec les constructeurs de maisons sur catalogue pour qu'ils modifient leurs modèles les plus choquants ; avec les fournisseurs de matériaux pour qu'ils sélectionnent ceux qui conviennent à la région ; avec les géomètres, experts tout puissants, pour la préparation des lotissements. Les responsables envisagent d'intervenir en ville ou dans les banlieues (ce sera difficile) ; d'inciter les collectivités à créer de nouveaux postes de consultants ; de financer les réunions d'information dans les communes, etc.

Mais surtout, l'exemple de la Savoie montre qu'il serait dangereux de vouloir figer au niveau national le mode d'intervention des architectes consultants, comme l'avait prévu le projet de loi sur l'architecture. Plus ils sont proches des « fauteurs de trouble » du cadre de vie, plus les architectes-écrivains publics ont de chances d'être efficaces et reconnus.

MICHELE CHAMPENOIS.



Une découverte de notre expert en voyages

Bavière. Partez à la conquête de la montagne. A pied, à cheval ou en téléphérique.

Vous ne jurez que par la voile ? Le cheval est votre passion ? Vous ne souhaitez passer de vacances sans avoir amélioré votre revers lité ? Le voyage vous tente ? Alors choisissez la Bavière. Elle vous donnera de que vous lui demandez. Vous aimerez votre fantaisie à travers prairies et forêts, découvrir de vieux châteaux, déjeuner dans des jardins ombragés, ou vous mêler à de joyeuses fêtes. Essayez la Bavière. C'est un pays où le mot vacances veut encore dire quelque chose. Les montagnes imposantes, les vallées profondes, les lacs clairs comme le cristal, les forêts profondes, les maisons romantiques à colombages sont toujours là. Comme la bière blonde et chaleureuse. Laissez-vous tenter, c'est tellement facile la Bavière en chemin de fer.

L'Allemagne. Le pays du romantisme.

Voici 3 propositions parmi beaucoup d'autres pour réaliser vos vacances en Allemagne :
- 1 semaine en pension complète dans une cabane avec 2 excursions à partir de 650 F.
- 1 semaine en hôtel avec pension complète et 2 excursions à partir de 845 F.
- Week-end de 3 jours : Munich et les Châteaux de Louis II de Bavière. Paris/Paris tout compris : 866 F.
Nous serons heureux de vous adresser gratuitement notre brochure complète en couleurs. N'hésitez pas à nous la demander.

Nom : _____
Rue : _____
Code postal et ville : _____

République Fédérale d'Allemagne
Office Allemand de Tourisme
4, Place de l'Opéra 75002 Paris

ESPAÑE
CANARIAS
MAROC
SPECIAL
3^e AGE
CROISIÈRE
DECOUVERTES
VOYAGES & RESIDENCES

voyages vacances tourisme
2, bd de Vaugouin 75015 Paris Tél. 532.12.48
11, quai des Calvaires 93002 Lys Tél. 31.82.55
Des pour 1 brochure gratuite

partez en
you go
la vie
vous rendrez
ravis

Individuel 1 personne 2 personnes
Bourse 228 775 1135
Hors bourse 406 1145 1675

OFFICE DU TOURISME YUGOSLAVE
et de l'Albanie
31 rue des Indes 75002 PARIS, Tél. 292.10.59
2 rue du P-Corcoran 69002 LYON, Tél. 42.40.75
Des pour une documentation gratuite
Nom : _____
Adresse : _____
Code VBS : _____

FRESH
FRUIT
VITAMINE

LE LABEL
VOYAGES
ETAT.

SPECIAL 3 AGE
CROISIERE LIBERTE
DU 5 AU 18 JUIN
Voyages & Résidences
Voyages vacances tourisme
11, bd de Valenciennes 75015 Paris Tél. 538.28.40
11, quai des Châtaignes 69002 Lyon Tél. 37.62.83
11, rue de la République 69001 Lyon Tél. 37.62.83
11, rue de la République 69001 Lyon Tél. 37.62.83

CORSE
Louez un studio ou appartement
avec possibilité de naviguer
sur voilier croisière
Spécial Juin-Septembre
Hubaud
2, bd du Trillemont, 13008 MARSEILLE
Tél. : (91) 73-11-29

EN GASCOGNE
LES PAYS VERTS DE FRANCE
(label de qualité), l'authentique
hospitalité paysanne dans une
chaîne locale d'accueil et de
tourisme propre à chaque pays.
De mai à octobre
FORFAIT VACANCES
en hôtel de campagne, gîtes,
chambres d'hôtes ou camping, y
compris libre accès à tous les
restaurants du pays vert choisis
LARGES POSSIBILITÉS EN MAI,
JUIN, SEPTEMBRE ET OCTOBRE.
Réductions de 10 à 20 %.
Renseignements réservations :
COMITÉ DÉPARTEMENTAL
DE TOURISME DU GERS
B.P. 69 - 32002 AUCH
Tél. (63) 65-37-62

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur
CANNES
LE SAINT-YVES *** N.N. 48, boulevard
d'Alsace, proximité Croisette. Jardin.
Parking, terrasse. Tél. 35-65-29.
FREJUS PLAGE
IL ÉTAIT UN FOIS *** N.N. boulevard
Frédéric-Mistral. Tél. 93-33-65.
JUAN-LES-PINS
HÔTEL CYRANO *** av. Louis-Gallot,
50 m. mer 45 à 112 F. Chambre, petit
déj. Cab. toil. Douche ou bain. Réser-
ver dès maintenant. Réouverture 15 avril.
Prix réduits : avril, mai, juin, sep-
tembre, sur demande.
MONTENOT (06)
HÔTEL MODERNE *** N.N.
Près mer. Sans pension. Tél. 35-71-57.
HÔTEL DU PARC *** N.N. Près mer et
casino, plein centre. Parking. Gd parc.
HÔTEL ORLY *** N.N. Parc mer. Océan.
en 1971. Restaurant. Salle Caravan.
MIRAMAR (0690) Théoule
HÔTEL TOUR DE L'ESQUILLON ***
Plage réservée. Tél. (93) 90-31-51.
NICE
HÔTEL GOUNOD *** 1, rue Gounod,
sacré du Soleil. Moderne, tran-
quille. Prix intéressants. Garage.
VILLEFRANCHE-SUR-MER
Majorette WELCOME bord de mer
Saison hiver. Tél. (93) 80-70-24.

Province
BORDEAUX
LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX
*** N. App. calmes, 49 à 78 F. T.T.C.
Centre d'affaires et spectacles
2, place de la Comédie, Bordeaux.
Garage gratuit - Tél. 33-64-03 à 06.
Mer
ILE DE JERSEY
(Des Anglo-Normandes)
Petit État indépendant et joyeux an-
cré à 20 km des côtes de Normandie.
Jersey a 20 km de long sur 10 de large.
75 000 habitants. Le soleil y brille
plus de 2 000 heures par an. La cam-
pagne est magnifique, les fleurs abon-
dantes. Les adorables petites ports de
pêche font suite aux immenses plages
de sable fin. Les vieilles auberges,
les pubs sont les bienvenus. Les bon-
heurs de la capitale, Jersey, sont
comme tout à Jersey, très bon marché.
Quant à la capitale, Saint-Hélier,
paradis du shopping, elle regorge de
marchandises à très bas prix.
Dans cette petite île de paix et de
beauté, tout est différent, mais tout
est doux : la nature, les gens... et les
prix.
A 70 minutes de Paris-Orly-Sud, Jer-
sey vous attend dès demain.
Nous serons heureux de vous adresser
une documentation en couleurs.
Ecrivez à Office National du Tourisme,
Service France L.M.E., St-Hélier, Jersey
(Des Anglo-Normandes).
Pour passer des jours heureux, l'île
d'est Jersey.

Tourisme

Dans les vertiges de l'addition

Le Bulletin officiel du service des prix vient de publier un avenant à l'engagement professionnel sur les tarifs de la restauration prévoyant, pour l'année 1976, une augmentation de 7 %. Cette fois encore, les négociations n'ont pas été sans mal. Autour d'une table, qualifiée de "table de la profession", en présence d'un délégué du secrétariat au tourisme, ont eu lieu de longues discussions pour établir le pourcentage de la hausse des menus conventionnés sur la base du taux d'inflation de l'année précédente.

Cette façon de procéder qui devrait, en principe, aider à freiner l'inflation... les augmentations appliquées sont cependant inférieures à la hausse du coût de la vie, — représente cependant un certain risque pour la profession. En 1974, par exemple, l'accord de hausse n'avait été que de 7 à 8 % et l'inflation avait atteint, elle, 15,4 %. Pour éviter cette fâcheuse erreur d'appréciation, de nouvelles négociations pourraient être engagées cette année, au cas où

qu'ailleurs. « Les boissons-pilotes représentent 60 à 70 % de notre chiffre d'affaires. Si on instaure la taxation des prix en salle nous n'y arriverons plus ! Actuellement, le prix du café au comptoir est fixé, selon la catégorie de l'établissement, entre 70 et 90 centimes, service non compris. L'augmentation du prix du café à l'achat au cours de l'an dernier, les charges plus lourdes, ne nous permettent plus, malgré la hausse consentie, de tenir notre marge bénéficiaire. Nous vendons ces boissons à perte », disent à qui veut entendre les cafetiers.

Fixer un prix n'est pas un calcul aisé. Si, pour les chambres d'hôtel, l'estimation reste relativement simple, il en va tout autrement pour les restaurants et les boissons des bars. Là, de nombreux éléments doivent être pris en considération pour l'élaboration de décisions qui ne seront pas sans influence sensible sur l'économie. Etant donnée l'importance de l'enjeu, il n'est pas étonnant que l'unanimité ne se fasse pas chaque fois au cours des réunions annuelles, et même que les mécontentements soient nombreux.

Ainsi, cette année, l'ensemble de la profession n'a pas cédé l'engagement inscrit le 28 février dernier au Bulletin officiel des

LE SERVICE MAL COMPRIS

Les pourboires, « bakchichs », gratifications et autres récompenses pour services rendus sont devenus une coutume nationale. Pas une bonne manière qui ne soit gratifiée de quelque menu monnaie. Le « service » est le « servi » y trouvant son compte et le pourboire, le premier, le plus répandu, est devenu une part importante de son salaire ; pour le second, une satisfaction d'orgueil à prix abordable. Pourtant, cette habitude française n'est pas sans rendre équivoques les marges bénéficiaires et profite à tel garçon de café qui roule voiture de sport est payé au SMIC, tel patron n'hésiterait pas à engager à des salaires de misère un personnel assuré des revenus substantiels du seul service. Le pourboire est donc devenu une sorte de pénalisation indirecte qui rejette sur le consommateur, au grand avantage des employés et, surtout, des tenanciers qui ne s'acquittent de la T.V.A. que sur la part apparente des salaires consentis.

Les pourboires ne font l'objet d'une réglementation que pour ce qui concerne les établissements classés « tourisme », où il est de 15 %. Mais il n'y a pas de contrôle précis pour les autres catégories d'établissements, où les pourboires peuvent varier, selon les cas, de 12 à 15 % et plus. Un système commode qui échappe en partie à la fiscalité et porte en lui-même des effets multi-
plicateurs. N'entend-on pas dire fréquemment aux terrasses des cafés : « Le service est compris, monnaie, mais pas le pourboire » ? Ou, on a trouvé un nom pour la gratification qui s'ajoute... à la gratification qu'on ajoute au salaire : cela s'appelle une « libéralité ».

services des prix. « Nous avons pris tout de même cet arrêté réglementaire, car ceux qui n'ont pas signé sont minoritaires », disent les fonctionnaires des finances.

« A quoi bon nous demander de négocier, rétorquent les professionnels, si l'on ne tient pas compte de nos observations et si les prix sont fixés sans nous, par voie autoritaire ? »

C'est qu'en l'absence de la négociation, qui peut avoir été orageuse, il faut, d'accord ou pas, se soumettre au règlement. Un millier d'inspecteurs des prix circulent dans tous les établissements de France pour vérifier la bonne application des arrêtés : l'affichage correspondant au prix des boissons-pilotes, au prix déposé pour la vente libre, la vérification des factures. Assurément, ces inspecteurs peuvent dresser des procès-verbaux et même engager des poursuites devant les tribunaux. Ce contrôle des prix est évidemment ressenti comme une contrainte, parfois intolérable, par les professionnels. De leur côté, les pouvoirs publics pensent ainsi lutter contre l'inflation tout en défendant le consommateur, même si aucun représentant des organismes de consommateurs n'est présent lors des négociations.

L'encadrement des prix empêche-t-il pour autant les abus et, surtout, permet-il d'enrayer l'inflation ? Les tenants ont tendance à se rattacher sur les autres consommations de la modicité des prix auxquels sont soumises les boissons-pilotes. Certains établissements qui n'auraient pas en cette année l'intention d'augmenter ont tout de même suivi les directives officielles de hausse pour ne pas courir le risque de se voir l'an prochain accorder une augmentation trop faible.

Goup de fusil

Tout cela fait dire à certains représentants de la profession que l'encadrement des prix « n'est pas utile, et qu'il conviendrait mieux laisser jouer la concurrence ».

« Voyez en Amérique et en Allemagne, le contrôle des prix a été abandonné, disent les champions de ce libéralisme intégral. Si le consommateur doit être défendu, il faut alors subventionner les établissements, mais nous sommes là en un système où l'État est dirigiste et de libéralisme qui fonctionne mal. » Ce n'est évidemment pas l'avis du ministère des finances, qui voit dans le contrôle des prix un puissant « garde-fous ». Il est bon en effet que le consommateur ait un recours, même si cela doit heurter la logique d'un système qui, pour le maître barm de portée d'un coup de fusil, ne peut que s'appuyer sur l'honnêteté : une vertu qui en « commerce libéral » a tout de même plus de chances de s'épanouir sous la férule des règlements.

CHRISTIAN COLOMBANI.

LE PRIX

Des toits de chaume sous le ciel breton

Le premier hameau de chaumières de vacances ouvra ses portes rustiques dès le 1^{er} juillet, à Châteauneuf-du-Fauou (Finistère Sud), une petite station touristique cachée sur les rives du canal de Nantes à Brest. Ces « chaumières », entièrement équipées sont d'excellentes « bases » de vacances qui pourront être sportives (nautisme, pêche en eau douce, randonnée), contemplatives (découverte de la Bretagne « du dedans ») ou plus classiques (la première plage est à 30 kilomètres de là).

Pour cinq à six personnes, la location coûte 200 F par semaine en basse saison, 250 F en moyenne saison, 350 F en juillet et 400 F en août.

* Mairie de Châteauneuf-du-Fauou (29 5), ou Office touristique régional : 14, place des Châtaignes 35001 Morlaix ; téléphone : 89-02-02.

Un métier dans l'olivier

Ibils et Raymond Pons, un couple d'enseignants en rupture de tableau noir, accueilleront cet été dans leur grande demeure de Majorque, aux Baléares, des groupes de dix personnes maximum (et de 15 ans minimum), qui, deux semaines durant, s'initieront sous leur conduite aux secrets de la basse et de la haute lisse. Chaque stagiaire aura son métier à tisser ou à tapisser, des pelotes de laine et des bobines de fil de toutes les couleurs, et travaillera à sa guise.

La maison des Pons est cachée dans les oliviers, à quatre kilomètres de Deyà, un petit village côtier. La table est rustique et coquette, où le poisson est souvent à l'honneur, comme les légumes du potager ; on logera dans des chambres à un ou deux lits. Premier stage, le 31 mai, le dernier s'achève le 27 septembre.

* Inter-Europes : 22, rue Gay-Lussac, 75005 Paris ; tél. : 633-61-63. (Par personne, compris le voyage avion Paris-Pari, l'hébergement et l'enseignement : 2 074 francs en basse saison ; 2 174 francs à partir du 28 juin.)

La Belgique à bicyclette

La Société nationale des chemins de fer belges, qui avait déjà, en 1975, mis à la disposition de ses voyageurs des bicyclettes dans une dizaine de gares, reconduira l'expérience — consacrée — à partir de Pâques et jusqu'à la Toussaint.

Ainsi, du 3 avril au 1^{er} novembre, deux cents vélos attendront les pédales dans seize gares belges (contre dix l'an dernier).

* Office du tourisme de Belgique : 21, boulevard des Capucins, 1000 Paris, tél. 073-44-50.

Superdévoluy construit un studio et demi pour le prix d'un studio

Dans le haut-pays du « bien-être en France » votre appartement « 1 p + 1 », double orientation, en copropriété, dans une station richement équipée qui vit à pleine saison 4 mois d'hiver, 4 mois d'été.

BON à découper et à adresser à SUPERDEVOLUY S.A.R.L. par de stationnement 2 du rond-point des Champs-Élysées B.P. 31108 75365 PARIS CEDEX 02

Pour recevoir le dossier et tarifs de lancement.

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

Une réalisation Grands Travaux de Marseille

**3/10/17 avril : Départs des premières
"Croisières-Découverte"
Paquet en Méditerranée.**

Serez-vous à bord d'"Azur" ?

Croisière Azurée :
Toulon/Side/Malte/
Grèce/Capri/Toulon.
6 jours : 1 350 à 3 200 F.

Un style de croisière
"décontracté" :
à bord d'"Azur", le nouveau
paquebot Paquet, un seul mot
d'ordre : "fais ce que veux".
Et il y a de quoi faire !
Sports, jeux, danse, piscine,
solarium, cinéma, night-club.
Aux escales :
visites commentées, pique-niques,
balades à vélo, shopping.

Prenez le large avec Paquet !

**CROISIÈRES
PAQUET
DÉCOUVERTE**

Renseignements et documentation : toutes agences de voyages.

Coopération franco-mauricienne

Le Comité de Coopération Franco-Mauricienne a pour but de promouvoir la coopération entre la France et le Royaume-Uni de Mauricie. Il organise des séminaires, des conférences et des échanges de personnel. Les membres du Comité sont : le Ministre de l'Éducation, le Ministre de la Santé, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Énergie, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche, le Ministre de la Culture et des Loisirs, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, le Ministre de la Formation Professionnelle, le Ministre de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Coopération Internationale, le Ministre de la Défense, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Minist

L'ILE MAURICE

Huit ans d'indépendance

ANCIENNE colonie de la couronne britannique, l'île Maurice fête, le 12 mars, le huitième anniversaire de son accession à l'indépendance. Sans être parfaitement serein, l'atmosphère qui règne actuellement à Port-Louis ne rappelle en rien le grave climat de tension politique et raciale qui, quelques jours avant que l'Union Jack ne fût amené, avait, en février 1968, exigé l'intervention des troupes britanniques en différents points de l'île.

Certes, les adversaires politiques de Sir Seewoosagur Ramgoolam, premier ministre mauricien, leader du parti travailliste, et le Premier lui-même s'accordent à penser que la physionomie du Parlement n'est plus celle du pays réel. L'électorat de droite, regroupé derrière M. Gaston Duval, « speaker de l'opposition » et chef du parti social-démocrate, comme l'électorat de gauche, enclin à suivre les consignes de M. Paul Bérenger, principal animateur du Mouvement militant mauricien, exigent l'organisation de nouvelles élections, en insistant sur le fait que les députés sont en place depuis 1967. En dépit de tout ce qui les oppose, tant sur le plan idéologique que sur le plan personnel, MM. Duval et Bérenger sont prêts à contracter « une alliance contre nature » pour tenter de contraindre Sir Seewoosagur à envoyer le peuple aux urnes.

Si toute l'opposition semble parvenue à se mettre momentanément d'accord, c'est en partie à cause des rancœurs réciproques nées de la coalition gouvernementale tentée dès décembre 1969 par le premier ministre mauricien avec ses concurrents sociaux-démocrates. Après une première épreuve, en novembre 1970, à l'issue de laquelle M. Duval quitta le gouvernement avec quatre de ses amis politiques, pour y revenir ultérieurement, la rupture était officiellement consommée en décembre 1973 entre les deux hommes. Mais tout porte à croire que l'alliance entre le Mouvement militant mauricien et le parti social-démocrate ne pourrait guère résister plus sérieusement à l'épreuve des faits.

Au demeurant, si l'existence d'un Parlement à Port-Louis et celle d'un régime de pluralité des partis constituent des thèmes de satisfaction évidents pour les zéloteurs de la démocratie de type anglo-saxon, il ne faut également pas perdre de vue que l'équilibre politique mauricien est très fragile. En effet, des menaces d'agitation raciale et de désordres à la fois économiques et sociaux pèsent lourdement sur l'avenir des institutions démocratiques, dont les neuf cent mille habitants de Maurice se sont dotés.

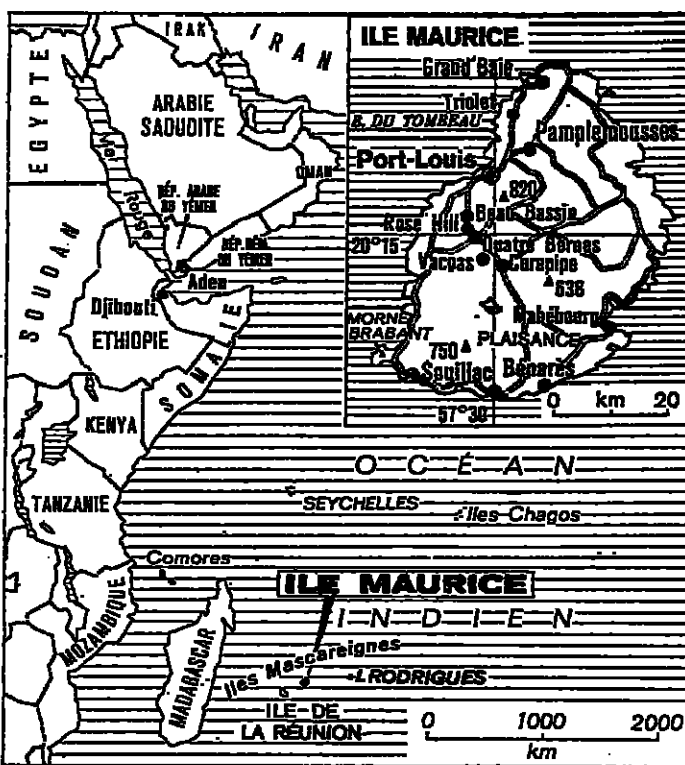
Le souvenir des violentes émeutes raciales au cours desquelles les Indo-Mauriciens furent victimes d'attaques perpétrées par les autres éléments de la population, au cours du premier trimestre de l'année 1968, est encore présent dans toutes les mémoires. Les grandes grèves, qui se développèrent à plusieurs reprises dans tous les secteurs d'activité du pays, entraînant la proclamation, puis la propagation de l'état d'urgence, peuvent à tout moment éprouver du nouveau le pays, le paralyser, comme ce fut le cas au cours du dernier trimestre de l'année 1971. La persistance du malaise social dans une île dont l'économie repose presque exclusivement sur l'exploitation agricole, qui représente 90 % des recettes d'exportation, peut faire céder les extrémistes à la tentation de la violence, relancer le terrorisme politique, comme ce fut le cas en novembre 1971, lorsque le militant syndicaliste Azor Adelaide fut assassiné en pleine rue, à Curepipe.

Le fait que le courant d'émigration, qui permettait de résoudre partiellement le problème du sous-emploi et du chômage, soit pratiquement stoppé par suite des mesures restrictives adoptées à son égard en Europe, le fait que sur le campus universitaire de Rediff policiers et étudiants viennent à s'affronter, comme ce fut le cas en mai 1975, les difficultés particulières que soulève l'intégration des mille deux cents personnes évacuées de l'île Diego-Garcia de 1969 à 1973, incitent l'opinion mauricienne à une certaine prudence. On

comprend dès lors que Sir Seewoosagur, dont la modération constitue le trait de caractère essentiel, puisse paraître à beaucoup de Mauriciens comme l'arbitre qualifié, susceptible de maintenir une certaine forme de modus vivendi entre groupes raciaux rivaux et partis politiques concurrents.

Pour rester à la tête de l'Etat, Sir Seewoosagur ne se contente pas de manœuvrer habilement entre les forces antagonistes qui se manifestent à Port-Louis. Il mène aussi avec adresse la politique étrangère de son pays. Soucieux de conserver de bons rapports avec le Royaume-Uni, ancienne puissance tutrice, avec l'Inde, à laquelle la majorité de ses compatriotes sont unis par des liens affectifs, avec la France, vers laquelle l'attire la défense de la francophonie, le Premier n'en a pas moins multiplié à dessein les partenariats internationaux. Profitant au maximum de l'assistance étrangère, le chef du gouvernement mauricien rejette cependant toute forme de subordination et reste fidèle à certaines options idéologiques. C'est ainsi qu'il fut un des premiers dirigeants africains à reconnaître le gouvernement de la République populaire de l'Angola et que, contrairement à son ancien ministre des affaires étrangères, M. Duval, il décida de quitter le camp des partisans du « dialogue » avec l'Afrique du Sud.

Enfin, le premier ministre de l'île Maurice s'efforce, depuis quelques années déjà, de donner une place à son pays dans « le concert des nations », en le faisant mieux connaître sur le plan international. C'est dans cette perspective que s'inscrivent les réunions à Port-Louis, en mai 1973, de la conférence des chefs d'Etat membres de ce que l'on appelle encore l'Organisation communautaire africaine, malgache et mauricienne (O.C.A.M.), en novembre 1975 de la conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.) des pays francophones, et, en juin prochain, de la conférence des chefs d'Etat membres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.).



SUPERFICIE : 1 865 kilomètres carrés.
POPULATION : 900 000 habitants, dont plus de 50 % sont âgés de moins de vingt ans. Le taux de natalité est de 27,3 ‰. Pour près de 45 %, la population est concentrée dans les villes.
CAPITALE : Port-Louis (150 000 habitants).
VILLES PRINCIPALES : Beau-Bassin, Curepipe, Vacoas-Phoenix, Quatre-Bornes.
PRINCIPALES RESSOURCES ECONOMIQUES : sucre, thé et tabac.
Ancienne colonie britannique, l'île Maurice appartient au Commonwealth. Elle est membre de l'Organisation des Nations unies, de l'Organisation de l'unité africaine, de l'Organisation communautaire africaine et mauricienne (O.C.A.M.). Elle est dotée d'un régime parlementaire de type britannique. L'Assemblée législative, élue au suffrage universel, compte soixante-dix membres appartenant à plusieurs formations politiques concurrentes. Sir Seewoosagur Ramgoolam est premier ministre, et la couronne britannique est représentée à Port-Louis par un gouverneur général.

La coopération franco-mauricienne

DEPUIS la signature de l'accord franco-mauricien de coopération culturelle et technique du 22 juin 1970, et la création de la mission d'aide et de coopération à Port-Louis, le 1^{er} janvier 1971, l'aide française a globalement progressé de 7 079 000 F en 1971 à 17 527 000 F en 1975, soit 10 500 000 F pour les investissements et 4 500 000 F pour l'aide en personnel.

Les effectifs de l'assistance technique, qui ont doublé en moins de trois ans, s'élèvent actuellement à environ soixante-neuf agents dont une quarantaine d'enseignants ou formateurs.

La progression des bourses, qui est passée de 3 977 000 F en 1971 à 6 019 000 F en 1975, 10 596 000 F en 1973, a principalement concerné l'enseignement et la formation (37 %), ainsi que l'action culturelle et l'information (20 %). En 1974, l'aide aux investissements a été d'un peu moins de 13 millions de francs.

L'objectif essentiel de la France demeure la défense et l'expansion de la langue française. Des personnalités indo-mauriciennes, telles que Sir Seewoosagur Ramgoolam, premier ministre, MM. Rindgado et Hasareesingh, directeur

de l'Institut Mahatma-Gandhi, n'ont jamais témoigné de la moindre hostilité vis-à-vis de cette assistance, mais ont, au contraire, contribué à l'appuyer.

Parmi les opérations réalisées à la demande des autorités mauriciennes, on peut citer, à ce propos, les fournitures de matériel pédagogique de langue française, l'édition en français de la première carte touristique sérieuse de l'île, la fourniture d'équipement pour l'Office de radiodiffusion et télévision, dont la mise en service s'est traduite par l'utilisation du français — à égalité avec l'anglais — dans les émissions télévisées en direct et la construction d'un auditorium sur le campus universitaire.

L'université mauricienne a confié à l'assistance technique française l'animation d'un centre d'administration des entreprises, et le Fonds d'aide et de coopération (FAC) a financé la construction d'un auditorium. L'aide française participe également à l'école nationale hôtelière ainsi qu'à la formation des personnels du Central Electricity Board.

Il convient d'autre part de remarquer l'intérêt suscité par la préparation au diplôme universitaire d'études littéraires (DUEL) et par la préparation au premier cycle d'études juridiques organisées à Maurice avec l'appui du centre d'enseignement supérieur de la Réunion, dont, par ailleurs, les émissions radiophoniques et télévisées sont largement suivies par la population mauricienne.

En matière d'aide technique, méritent d'être remarquées : la mise en place, depuis 1973, d'une équipe permanente de spécialistes de l'aménagement du territoire, la participation de l'Institut géographique national à l'établissement du cadastre, la fourniture d'un hélicoptère pour le sauvetage en mer et une contribution française à la réalisation d'un abattoir frigorifique.

Le Fonds d'aide et de coopération a également contribué au développement touristique de l'île, en consentant un prêt au gouvernement mauricien pour participer à la réalisation d'un village de vacances, géré par le Club Méditerranée.

Le FAC finance d'autre part, à la demande des dirigeants mauriciens, les interventions en France de la SOFPROI, spécialement chargée de prospecter les milieux industriels pour favoriser les investissements français à Maurice, dans le cadre réglementaire des zones franches (voir l'article de Bruno Dehennin), en association ou non avec des promoteurs mauriciens. Trois projets ont déjà vu le jour et huit sont en voie de réalisation, intégrant les secteurs confection, fabrication de jouets, ébénisterie et lunetterie.

En mars 1975, une convention franco-mauricienne a été signée pour la garantie des investissements, qui, à partir de 1976, sera ratifiée par le Parlement, tandis que la commission mixte franco-mauricienne siège régulièrement, alternativement à Port-Louis et à Paris.

La position stratégique qu'occupe notre pays au cœur de l'océan Indien nous laisse une certaine liberté de manœuvre...

déclare au « Monde » Sir Seewoosagur Ramgoolam, premier ministre

« Monsieur le premier ministre, on parle avec insistance à Port-Louis, depuis plusieurs mois déjà, de l'organisation imminente d'élections législatives. Quel est votre point de vue à ce sujet ? »

« Deux semaines après chaque consultation électorale, l'opposition mauricienne se déclare prête à retourner aux urnes... aussi, personne ne s'étonnera-t-il que mes adversaires politiques exigent, à peu près en permanence, de nouvelles élections... Je pense, pour ma part, que pour discuter l'Assemblée il faut attendre octobre prochain, terme normal du mandat des députés. Nous respectons ce délai, d'autant plus volontiers qu'il n'est pas possible, sur le plan matériel, de procéder plus rapidement... »

« Nous devons actuellement préparer la conférence des chefs d'Etat de l'Organisation de l'unité africaine qui doit se réunir dans notre pays en juin prochain, ce qui retient une partie de notre activité... »

« D'autre part, en décidant récemment d'abaisser l'âge de la majorité électorale de vingt et un à dix-huit ans, nous nous sommes imposés une longue et délicate opération de révision des listes électorales, qu'il n'est pas possible d'achever avant le mois d'août... En effet, il faut compter plusieurs milliers de nouveaux inscrits dans chacune des vingt et une circonscriptions d'un pays qui a déjà quatre cent soixante mille électeurs environ pour neuf cent mille habitants... »

« A propos de la conférence des chefs d'Etat de l'O.U.A., peut-on vous demander si vous estimez qu'elle va aborder l'affaire angolaise, et, surtout, peut-on savoir quelle est la position de votre gouvernement à l'égard des dirigeants de Luanda ? »

« Bien sûr, il sera sans doute question de l'Angola, bien que cette affaire soit aujourd'hui pratiquement réglée... En ce qui nous concerne, nous avons reconnu immédiatement le gouvernement de la République populaire angolaise parce que nous estimons que M. Agostinho Neto est un homme sérieux et efficace et un nationaliste sincère. Peu importe qu'il soit ou non marxiste, l'essentiel est qu'il ait pour objectif de travailler à la défense des intérêts de son pays... Au demeurant, je n'exclus pas que M. Neto admette, un jour prochain, la constitution

d'un gouvernement de coalition à Luanda... Ne condamnons-nous pas l'intervention des Soviétiques aux côtés des forces armées du gouvernement de la République angolaise ? »

« L'Union soviétique n'est intervenue qu'après que les Sud-Africains eurent donné l'exemple... Soviétiques et Cubains quitteront d'ailleurs le territoire angolais dès que l'indépendance véritable du pays aura été plus solidement assurée... »

« Pouvez-vous préciser l'attitude du gouvernement mauricien à l'égard de la République sud-africaine ? »

« La situation en Afrique du Sud constitue un drame de dimension internationale... Certes, on entend dire que l'apartheid est en voie de disparition, mais je reste sceptique... »

« Tout en étant personnellement disposé à dialoguer avec le diable en personne, je pose un préalable : que M. Vorster commence par engager une discussion sérieuse, égalitaire, avec la majorité noire sud-africaine... »

« Pour l'instant, sur le plan politique, j'ignore délibérément l'existence de l'Afrique du Sud. Mon attitude n'est pas dictée par l'hostilité, mais par le respect de moi-même. Si j'acceptais le point de vue de M. Vorster, l'indépendance de mon pays perdrait pour moi toute signification... Il faut que le gouvernement de Pretoria s'accommode des idées africaines, qu'il accepte le point de vue de l'O.U.A., qui est l'organisation suprême de l'ensemble des Africains... Ensuite, nous aviserons... »

« En préchant ouvertement le rapprochement immédiat avec les Sud-Africains, lorsqu'il était ministre des affaires étrangères, M. Gaston Duval a créé l'image de marque internationale de notre pays. C'est une des raisons pour lesquelles il a dû quitter le cabinet mauricien (1)... »

« A défaut de rapprochement avec l'Afrique du Sud, envisagez-vous des formes de coopération régionales plus immédiates ? »

« Nous entendons coopérer avec nos voisins de l'océan Indien, avec les Seychelles, avec Madagascar, avec la Réunion... »

« Etes-vous réellement intéressé par des structures de coopération aussi vastes que celles de l'Organisation communautaire africaine et mauricienne (O.C.A.M.) ? »

« Nous sommes intéressés par de telles structures, parce que nous avons les mêmes objectifs culturels et économiques que ceux qui sont nos partenaires au sein de cette organisation. D'autre part, bien qu'ayant personnellement une préférence pour la formule actuelle, j'ai décidé, démocratiquement, de me rallier au point de vue de la majorité des dirigeants des Etats membres, qui souhaitent que l'O.C.A.M. cesse d'être une organisation à vocation politique... rôle qui revient à l'O.U.A. — pour devenir un organisme exclusivement économique et culturel... »

« Etes-vous satisfait de l'action de l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones (A.C.C.T.), dont vous avez accueilli la conférence générale, l'année dernière, à Port-Louis ? »

« Le travail de l'Agence de coopération nous semble très positif. Nous considérons, par ailleurs, que notre appartenance à cette structure constitue un moyen supplémentaire de préserver nos amitiés les plus précieuses... »

« Pouvez-vous donner, à ce propos, quelques précisions sur les partenariats internationaux avec lesquels votre pays souhaite entretenir des relations privilégiées ? »

« Nous ne prononçons aucune exclusive et, en retour, personne ne semble en prononcer à notre encontre... Il semble clair également que l'on accepte de nous aider, parce que nous poursuivons les efforts nécessaires pour nous aider nous-mêmes... J'ajoute que la position stratégique qu'occupe notre pays au cœur de l'océan Indien nous laisse une certaine liberté de manœuvre... »

« Nous avons de bons rapports avec la Grande-Bretagne, ancienne métropole, avec la France, partenaire francophone, avec la République indienne, avec l'ensemble des pays d'Afrique qui ont, eux-mêmes, besoin de concours internationaux, avec les Etats-Unis comme avec la République populaire de Chine... »

« L'aide financière, économique et culturelle vient dans une large mesure de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Inde et du Pakistan, des Etats-Unis également. Mais c'est la République populaire de Chine qui va construire notre nouvel aéroport in-

ternational, près des Roches noires... »

« Vous ne dites mot de l'Union soviétique à laquelle, selon certaines informations, le gouvernement mauricien aurait cédé le droit d'installer une base navale ? »

« Les pêcheurs soviétiques bénéficient de possibilités de ravitaillement dans notre pays, ainsi que de facilités portuaires... Nous accordons des avantages analogues à la République populaire de Chine, à l'Inde, à l'Australie, à la France... mais nous n'avons cédé aucune base navale à aucun pays... »

« Pouvons-nous à l'ancienne métropole ? »

« Nous avions, au moment de l'indépendance, passé un accord de défense avec la Grande-Bretagne, reconductible tacitement, ne comportant aucune clause secrète. Il est arrivé à terme depuis deux années, et je serais bien en peine de vous dire s'il est encore en vigueur... Les Britanniques disposent encore d'un centre de télécommunications à Vacoas qu'ils vont évacuer totalement le mois prochain, pour des raisons d'ordre à la fois économique et politique, parce que les installations de l'île Diego-Garcia leur semblent plus adaptées à leurs besoins... »

« L'île Diego-Garcia était récemment encore mauricienne ? »

« Nous avons vendu l'île de Diego-Garcia, pour quelques millions de livres, à la Grande-Bretagne, en 1965, parce que nous redoutions que, en cas de refus de notre part, le gouvernement de Londres ne nous accorde pas l'indépendance... Ce fut pour nous une surprise totale lorsque les Britanniques décidèrent de louer l'île aux Etats-Unis pour cinquante années... Nous avons aujourd'hui quelques regrets, mais il est bien entendu que nous avons conservé sur place divers droits dont ceux de pêche, de prospection minière, etc. D'autre part, il est clair pour nous que, le jour de l'expiration du contrat passé entre Américains et Britanniques, Diego-Garcia devra faire retour à l'île Maurice, sans versement d'aucune compensation ou contrepartie... »

Propos recueillis par PHILIPPE DECAENE.

(1) En décembre 1973.

Les partis politiques

L'île Maurice compte une dizaine de partis politiques. Parmi les plus importants d'entre eux, on peut citer :

1) Le Parti travailliste, qui représente la majorité gouvernementale, et dont le leader est Sir Seewoosagur Ramgoolam, premier ministre, et le président, M. J.-Y. Ythier.

2) Le parti mauricien social-démocrate, qui appartient à la coalition gouvernementale jusqu'en décembre 1973, et dont le leader est M. Gaston Duval, chef de l'opposition, et le président, le Dr Chaperon.

3) Le Mouvement militant mauricien, dont le chef de file est M. Paul Bérenger, parti qui ne dispose d'aucun siège au Parlement, mais dont l'audience croît au sein des éléments les plus progressistes de la jeunesse.

4) Le Comité d'action musulmane, qui défend les intérêts de la communauté indo-mauricienne de confession musulmane et dont M. A.-M. Osman est le président.

5) L'Indépendant Forward Bloc, qui défend les intérêts de la communauté indo-mauricienne de confession hindouiste et dont le président est M. Ganegam.

6) Le Parti progressiste du peuple mauricien, qui est affilié depuis 1963 à l'Organisation de solidarité afro-asiatique, et dont M. T. Sibson est le secrétaire général.

La canne à sucre occupe 94 % des terres cultivées

LES champs de canne à sucre succèdent aux champs de canne à sucre jusqu'à faire de l'île un immense jardin — un peu trop régulier — couvert de cette plante vivace. La canne occupe ainsi 208 000 arpents (87 400 hectares), soit 94 % des terres cultivées et de la moitié de la superficie de l'île ; un exemple presque parfait de monoculture.

Pourtant à Maurice il y a partout des pierres volcaniques, de gros blocs noirs que l'on repousse tantôt à la main tantôt au bulldozer jusqu'à l'horizon des champs. « Dix ans de défrichage coûtent aussi cher que la terre elle-même. Tous les dix ans nous rachetons donc nos terres », assure un gros planteur.

Comment expliquer que la canne — apportée dès la fin du XVII^e siècle par les Hollandais — ait pris une telle place dans l'économie du pays ? « Elle seule a su résister tant aux cyclones qu'à la sécheresse, répondent les insulaires. Et puis, ajoutent-ils, ici, la terre est très fertile. »

La canne est donc tout. On essaye bien de planter un peu de riz, de patates, quelques cultures vivrières entre chaque ligne de canne ; l'institut de recherches de l'industrie sucrière — le troisième du monde — a même calculé qu'en comptant l'harmonie des lignes (on substitue un écart de 2 mètres 1 mètre à l'écart traditionnel de 1,50 m.), on ne portait pas préjudice au rendement de la canne et l'on permettait ainsi à une autre culture de s'épanouir dans l'interligne. Mais la diversification reste à faire.

Pourtant, pour le ramassage des graines d'arachides par exemple, « les usiniers », gros planteurs propriétaires d'une usine — n'hésitent pas à utiliser des enfants de treize ans alors que la législation du travail fixe la limite d'âge à quinze ans. « Si on nous annule, affirme le directeur d'une usine, nous arrêtons les cultures vivrières. Cela n'est pas assez rentable. » Comme dans les « zones franches », le patronat rassemble souvent ici aux industriels français du XIX^e siècle : ils réinvestissent beaucoup mais exploitent absolument.

Il y a vingt et un « usiniers » — quelques familles euro-mauriciennes — à posséder ainsi plus de la moitié des terres plantées (48 800 hectares). « La structure agraire de l'île Maurice apparaît comme l'une des plus concentrées du monde, dépassant largement celles de Malaisie et d'Argentine. De plus, cette concentration se renforce d'année en année. » (1).

Les autres, quatre cent cinquante-deux « gros planteurs » et vingt-huit mille huit cent trente et un « petits planteurs » — le plus souvent des indiens — se partagent le reste des terres. Malgré un certain mépris (« Les petites plantations ont un rendement très faible parce que leurs propriétaires cherchent le maximum de profit et réinvestissent le moins possible », assure un usinier), les principaux possesseurs de plantations affirment : « Nous ne pratiquons pas une politique d'accumulation », et se plaignent amèrement d'être moins bien traités par les pouvoirs publics que « les petits ». Avec leurs aires géographiques délimitées et leur droit d'usufruit (28 % du prix touché par les planteurs), les vingt et un ne sont pourtant pas à plaindre.

La production annuelle moyenne est de 700 000 tonnes de sucre, mais Maurice se remet à peine des effets de Gervaise, un de ces cyclones plus ravageurs que les autres (il y en a deux par an, mais un véritablement catastrophique tous les quinze ans), qui a dévasté les plantations en 1975 et fait tomber la production au-dessous de 500 000 tonnes.

« Cette année, la récolte devrait être particulièrement bonne », prédisent avec satisfaction tous les professionnels du sucre. Encore va-t-il falloir en obtenir le meilleur prix possible, puisque plus des neuf dixièmes de la production sont exportées. « L'île Maurice ne peut se permettre de jouer à la roulette sur le

marché mondial. Elle recherche donc d'abord des accords à long terme », explique M. Paul Eynaud, directeur du Syndicat des sucrés, un organisme chargé de la vente de tous les sucres de l'île. De 1961 à 1974, le Commonwealth Sugar Agreement assurait l'écoulement des quantités fixes de sucre mauricien à des prix négociés tant au Canada qu'en Grande-Bretagne.

A l'entrée des îles Britanniques dans la Communauté économique européenne, Maurice a dû négocier avec les autorités de Bruxelles. L'accord de Lomé permet à l'île d'exporter vers l'Europe 500 000 tonnes de sucre au prix garanti par la Communauté. Mais on ne sait encore quel sera ce prix pour 1976. En 1975, la Grande-Bretagne, qui craignait une pénurie, a obtenu de la C.E.E. la permission de payer un supplément à ses fournisseurs traditionnels. Le sucre mauricien a alors obtenu un prix de 250 livres sterling par tonne. Le marché mondial est à la baisse et il y a peu de chances que le prix européen dépasse cette année 180 livres sterling la tonne. Avec une production largement supérieure à 1975, Maurice pourrait donc avoir un revenu moindre.

Or — les coûts de production sont en hausse —, s'inquiète M. Eynaud. La main-d'œuvre, notamment, a été augmentée de façon spectaculaire, alors qu'il y a soixante-dix mille personnes employées dans l'industrie du sucre pour produire 700 000 tonnes et seulement huit mille personnes à Haïti pour une production de 1 million de tonnes. Déjà, on arrange les champs pour la mécanisation, mais la topographie du sol la rend difficile. En attendant, « la coupe 1976 (à partir du mois de juin) sera chaudière », annonce M. Bérenger, secrétaire général du M.M.M. (2), qui écrit dans un éditorial du *Militant* :

« Un des plus grands crimes du gouvernement aura définitivement été d'avoir gâché la chance historique qu'offrait au pays les prix forts obtenus au cours de ces dernières années pour notre sucre et d'avoir ainsi été incapable de solidifier les assises de notre économie et de la mettre sur la voie de la diversification agricole et de l'industrialisation véritable. »

BRUNO DETHOMAS.

Le paradis fiscal de la zone franche continue d'attirer de nombreux industriels étrangers

UNE centaine de demoiselles de la Cristal Texile Industries, une entreprise située sur la plaine Launay, vaste et triste aire industrielle située au sud de Port-Louis, se sont mises en grève le 16 février pour « protester contre le mauvais traitement qu'elles subissent à l'usine » : elles n'ont pas reçu leurs armoires, se plaignent d'un patron — un industriel de Hongkong — qui leur enlève deux jours de paie lorsqu'elles s'absentent un jour, et les licencie sans préavis à la moindre faute. Elles obtiendront satisfaction après quarante-huit heures de lutte, mais, dès le lendemain, d'autres ouvrières des « zones manufacturières d'exportation » — les zones franches — prendront le relais. Il ne se passe pas de jour sans conflit social à Maurice depuis le mois de novembre 1975.

Pourtant, lorsqu'en 1971 le gouvernement mauricien a eu l'idée de ces zones franches pour « créer de nouveaux emplois, attirer vers l'île des dévissés étrangers et introduire dans l'industrie les techniques les plus modernes », l'île devait apparaître aux yeux de nombreux industriels comme le paradis souvent décrit pour d'autres régions par les dévissés touristiques. On n'avait pas lésiné sur les « incitations », comme disent ici les hommes d'affaires, qui passaient sans arrêt de l'anglais au français : exonération complète des droits de douane sur les importations de machines, d'équipements, de pièces détachées, de matières premières et de produits semi-finis, exonération de l'impôt sur les sociétés pour dix ou vingt ans selon le mérite de l'entreprise, exonération de l'impôt sur les dividendes et de celui sur les profits provenant d'investissements étrangers s'ils sont réinvestis à Maurice, libre rapatriement du capital, des profits et des dividendes, fourniture d'électricité à un taux préférentiel, prêts à des taux inférieurs, garanties contre les nationalisations, etc. De plus, « l'exemption procession zone act » prévoit une « législation du travail favorable pour aider les industries exportatrices à réaliser leurs objectifs », ce qui a longtemps signifié salaire minimum inférieur au reste de l'île et signifié encore suspension des

lois en matière de licenciement. Tout cela, et le fait que l'île Maurice ait obtenu d'avoir des rapports privilégiés avec la Communauté économique européenne, explique sans doute le succès de ces zones. En décembre 1975, soixante-trois entreprises — dont treize françaises — fabriquant chemises, perruques, jouets en peluche, masques de carnaval ou petits appareils électroniques, étaient installées sur le territoire mauricien. Car la zone franche n'a pas de définition géographique, mais une simple définition juridique. Beaucoup d'entreprises préfèrent donc s'installer maintenant loin de la plaine Launay pour trouver plus facilement de la main-d'œuvre et surtout, comme dit un patron, « éviter la contagion sociale ». Quant à la valeur des exportations, elle est passée de 3,9 millions de roupies en 1971 à 49 millions en 1975 et 125 millions en 1976 : cinquante mille cinq cents emplois ont déjà été créés.

Un chef d'entreprise australien ne cache pas les avantages de l'île Maurice : « Si je me suis installé ici, c'est parce que c'est politiquement stable ; la main-d'œuvre est bon marché et facilement perfectionnable, l'argent n'est pas cher. Et puis c'est très central pour nous. On peut regarder à la fois vers l'Europe et vers l'Afrique du Sud. »

Quelques inquiétudes

Est-ce à dire, comme le clame M. Francis Ray, de la Fédération des employeurs mauriciens (MEF), sorte de syndicat patronal, que « c'est une réussite », que « nous aurons de plus en plus d'industriels ? »

Beaucoup de chefs d'entreprise se plaignent pourtant de n'avoir pas obtenu en temps utile l'eau, l'électricité, le téléphone ou encore d'avoir beaucoup de problèmes de réception de matières premières et d'expédition de marchandises avec des dockers très politisés.

Certains craignent surtout ces grèves permanentes et d'éventuelles élections des mouvements sociaux ont permis un

accroissement important des salaires (ils ont presque triplé en quatre ans) et dans quelques entreprises une amélioration de travail. Mais entre les salaires, les allocations de vie chère, les bonus et les avantages, plus personne ne s'y retrouve, et un patron nous a même affirmé : « Je ferai la grève de la paie si les ouvrières de la zone franche obtiennent l'augmentation de salaires rétroactive dont a bénéficié récemment la fonction publique. » Car toutes les augmentations sont discutées par un National Remuneration Board, comité chargé d'établir les conditions minimales pour les entreprises où les ouvriers ne sont pas représentés par des syndicats.

Le jeune directeur mauricien de la filiale d'une entreprise de Besançon trouve ce patronat rétrograde. Dans son entreprise, cinquante ouvrières fabriquent des bracelets de montres, il y a l'air conditionné et un distributeur de jus d'orange dans lequel on ajoute des vitamines. « Quelques éléments travaillent plus vite qu'à Besançon », dit-il fièrement, et il précise : « L'intérêt principal, ici, est fiscal. Il est normal que les salaires soient augmentés. »

Cependant, à la chambre de commerce de Port-Louis on s'inquiète un peu : « Les nouveaux projets sont plus rares, explique un responsable. Les élections prochaines, les grèves et augmentations de salaires rétroactives, mais surtout les facilités offertes par certains pays d'Afrique du Nord peuvent être une explication à ce ralentissement. »

La concurrence internationale, peut-être. Mais les élections ? M. Paul Bérenger, leader du M.M.M., principal parti d'opposition, dénonce bien « des conditions de travail scandaleuses, une dépendance accrue sur l'étranger, sur l'Afrique du Sud en particulier », mais il n'envisage pas pour autant la suppression des avantages accordés aux entreprises des zones franches. « Nous ne sommes contre que si elles sont contre les ouvrières. »

Quel que soit le résultat des élections, le paradis fiscal qu'est l'île Maurice ne semble pas devoir être remis en cause.

B. D.

Le Groupe WEAL se tourne avec assurance vers le tourisme.

**Tradition.
Envergure.
Dynamisme.**

Hotel LaPirogue

FLIC EN FLAC (COTE OUEST)
Ouverture Avril 1976.
100 bungalows à toit de chaume, climatisés, donnant sur la plage et comprenant 2 chambres doubles chacun.
2 restaurants.
Bars.
Barbecues.
Night Club.
Piscines.
Salle de conférence.
Sports nautiques et Terrains de jeux.
Comptoir d'excursions (CONCORDE).

RENSEIGNEMENTS:
WEAL HOUSE, 2, Rue de
Tel. 2-4194, Adresse Tél.

Concorde

Location de voitures.
Agence de voyages.
Excursions en autocar.
Service réception à l'aéroport.
Transferts.
Pêche en haute mer.
Agents généraux de Touessrok.

Hotel Touessrok

TROU D'EAU DOUCE (COTE EST)
Ouverture prévue Juillet 1977.
100 chambres de luxe climatisées donnant sur la mer.
Restaurants.
Salle de conférence: 350 places.
Salle de banquets.
Toutes les facilités pour hommes d'affaires.
Comptoir d'excursions (CONCORDE).
2 piscines.
Night Club.
Bars et Pub.
Solarium et Sauna.
Sports nautiques et Terrains de jeux.

Île aux Cerfs

(500 mètres de Touessrok.)
Snack Bar.
Grillades, Barbecues.
Terrain de golf.
Sports nautiques.

Publicis

DE LITTE



**SERVICE RÉGULIER ENTRE L'ÎLE MAURICE, L'ÎLE DE LA RÉUNION,
MADAGASCAR ET L'AFRIQUE DU SUD**

CAPETOWN. — Mitchell Cotts & Co (S.A.) Ltd, Thibaut House,
P.O. Box 31, Cape Town; tél.: 453311; télex: 57251; adr. tél.:
COTTS. CAPETOWN.

**B** BANQUE NATIONALE DE PARIS

TOUTE UNE GAMME DE PRODUITS LAITIERS INCLUANT
LE FAMEUX YAOURT YOPLAIT.

Les débuts de la vie littéraire mauricienne remontent aux dernières années de la présence française. C'est en 1803 que naquit à Port-Louis, avec la *Table ovale*, de Thoni Pitot, le premier cénacle littéraire. Douze ans plus tard, l'île de France devenait anglaise et reprenait son ancien nom d'île Maurice. Jusqu'à l'indépendance, la vie littéraire est intense allant de développement marqué par de grands noms dont nous citerons que quelques-uns. Dans le domaine de la presse, Adrien d'Espina (1874-1939) fut un précurseur en fondant en 1932 la *Gazette*. Le

La poésie apparaît cependant comme le genre le plus répandu et elle connaît aujourd'hui une exceptionnelle faveur. Malcom de Chazal fait un peu figure d'ancêtre, classé dans les surréalistes et de fait admis avec faveur, grâce notamment à Jean Paulhan, dans les cénacles parisiens, peintre et poète qui sort rarement de sa retraite. Qui n'a pas entendu la voix d'or d'Edouard Marnet faire vibrer les toutes n'aura pas pris la vraie mesure d'un exceptionnel poète. Pour le pèlerinage des sacres africains de son peuple qui se font l'origine de la poésie, il ramportait le titre de *Maître*. Il mourut en 1966, avant de donner *Mascara* (1966) et *Suzuluz-mô* (1970). Diplomate à Bruxelles, Raymond Chasle fut en 1930, sortis le *Couillieur* de

(1) J.-G. Prosper et Jacques Veron, *Le poète africain*, 1971, 466 p., français de l'ITE Maurice et d'ailleurs. Editeur, Paris, 3^e 1973, 192 p. 2^e 1974, 192 p.

(2) La Pensée Universelle, 1971, 246 p.

(3) 1967, Réimpression Mazonneuve, 1968, 1971, 466 p.

(4) Imprimerie « Pourquoi pas ? », 19, rue Jemmapes, Port-Louis, 1972, 160 p.

(5) Imprimerie « Petite Cour », 26 avenue Olivier, Vacoas, 1975, 45 p.

(6) Les Editions mauriciennes, Port-Louis, 1963, 97 p.

(7) Robert LaFont, 1961, 254 p.

(8) Les Editions africaines, Port-Louis, 1971, 160 p.

(9) Imprimerie Frédéric, Port-Louis, 1974, 174 p.

(10) Les Gases de silence (1952), Omnes (1954), les Mots de sang (1955), Archétypes (1958), prière Flancon, identité provisoire (1965).

(11) Les Editions africaines, 161 p.

(12) Pierre Lhoste, conversations avec Jean-Marie Le Clezio, Mercure

- (1) J.-O. Prosper et Jacques Ferret
Mots-clés : *Mots-clés du monde* (terme
français de l'île Maurice et d'ailleurs,
Editeur, Paris, 3ème année, 1973, 162 p.,
246 p.).
- (2) 1987, Raimpoincent Matsuon-
ne et Larosa, Paris, 1987, 466 p.
- (3) Imprimerie « Pourquid pas ? »,
19, rue Impasse, Fort-Louis, 1972,
162 p.
- (4) Imprimerie « Petite Ourse » s.
26, avenue Olivier, Vascoa, 1975,
45 p.
- (5) Les Editions mauriciennes,
1975, 162 p.
- (6) Robert Lafont, 1961, 254 p.
- (7) Presence africaine, 1964, 354 p.
- (8) Editions Pédagogique, Fort-
Louis, 1974.
- (9) *Gerbes de silence* (1982),
1982, 162 p.
- (10) *Gerbes de silence* (1982),
1982, 162 p.
- (11) *Archéologie* (1985), par Pâncio,
identité postcoloniale (1985).
- (12) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (13) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (14) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (15) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (16) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (17) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (18) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (19) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (20) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (21) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (22) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (23) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (24) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (25) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (26) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (27) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (28) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (29) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (30) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (31) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (32) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (33) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (34) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (35) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (36) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (37) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (38) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (39) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (40) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (41) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (42) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (43) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (44) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (45) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (46) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (47) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (48) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (49) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (50) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (51) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (52) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (53) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (54) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (55) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (56) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (57) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (58) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (59) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (60) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (61) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (62) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (63) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (64) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (65) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (66) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (67) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (68) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (69) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (70) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (71) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (72) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (73) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (74) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (75) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (76) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (77) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (78) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (79) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (80) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (81) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (82) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (83) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (84) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (85) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (86) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (87) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (88) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (89) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (90) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (91) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (92) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (93) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (94) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (95) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (96) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (97) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (98) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (99) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.
- (100) *Pierre Lhote*, 1979, 161 p.



TOUJOURS A L'AVANT GARDE

TOURISME INDUSTRIE COMMERCE

SCIENCE
ATION LTÉE.

CONSULATS: BELGIQUE, PAYS-BAS, JAPON

BOITE POSTALE 56 - PORT LOUIS - ILE MAURICE - TELEPHONE 21211 - TELEGRAMME 181, ILE MAURICE - TELEPHONE 21241, 2-3792
• BUREAU A LONDRES: BLYTH, GREEN, JOURDAIN & CO. LTD - HENCHURCH STREET, PLANTATION HOUSE - LONDRES EC 3M3 ET
TEL: 01-623-2050 - TELFX: LONDRES 184-800

MINISTÈRE DU C
ILE

Four other

Pour tous renseignements

**MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE L'INDUSTRIE**
Anah-Mauritius House
PORT-LOUIS ÎLE MAURICE
Tél. 2 1241 Port-Louis

صَبَّحْنَا مِنَ الرَّاحِلِ

DE LITTÉRATURE MAURICIENNE

par ROBERT CORNEVIN (*)

Plusieurs poètes sont également romanciers. Comment dire les mérites des poèmes d'André Le Gallier (né en 1905), alors que son *Gaspard* est l'un des meilleurs romans mauriciens. Et comment définir un Jean Fanohette (né en 1932), dont l'œuvre poétique considérable (10) est moins connue que son essai, *Psychodrame et théâtre moderne*, prix des Mascareignes 1972, et *Alpha du Cantare*, publié à l'automne 1975, roman d'une exceptionnelle densité (11).

Comment ne pas bousculer l'excessive modestie d'un Emmanuel Jume (né en 1928), dont *Pleine lune pour les morts* a la dimension d'un conte philosophique en forme d'histoire policière d'une incomparable poésie. C'est la vaine policière que Gaston Malherbe (né en 1928) exploite avec *Frais d'obèques payés d'avance*, *Sols de Divail*, *Nuits de digitaline*, le *Trésor maudit* de l'île de France et l'*Assassin fantôme* de Chamarel.

André Masson, rédacteur en chef du *Mauricien* de 1959 à 1972, s'il est moins connu que son frère Loys, est un romancier solide dont les œuvres (*Un temps pour mourir*, *Le Chemin de pierre ponce*, *Le Temps juste*) resteront. Son théâtre a du souffrir. L'*Etoile* a été jouée à l'O.R.T.F., et la *Verrue* et la *Conservation* semblent n'avoir eu qu'un succès d'estime. Il a, comme beaucoup d'écrivains mauriciens, débuté dans les lettres avec des poèmes.

La famille Le Clézio représente un grand nom de l'île Maurice et Jean-Marie Le Clézio obtint, en 1963, le Renaudot pour *Procès-verbal*. Mais,

- (12) Mauritian Printing Co., Port-Louis, 1972, 250 p.
- (13) Mauritian P.C., 1972, 94 p.
- (14) Via Julliard 198.
- (15) G.I. Printing and Stationery, Port-Louis, 1973, 179 p.
- (16) Services des archives de l'île Maurice, 1972, 183 p.
- (17) Mauritian Advertising Bureau, 1972, 151 p.
- (18) Flammarion, 1974, 338 p.
- (19) L'influence de Rabindranath Tagore à l'île Maurice (travaux de Louis Benou, Adrian Malsonneuve, Paris).
- (20) Eteché, Port-Louis, 1974, 357 p.
- (21) *l'île Maurice*, creuset de l'océan Indien, F. Baillan, 1965, 201 p.
- (22) Le prix des Mascareignes 1976 sera décerné en décembre prochain à un ouvrage publié par ou sous des années 1974 et 1975. Les conditions sont à adresser au siège de l'ADLEP, 38, rue du Faubourg-Saint-Jacques, Paris (16), avant le 1^{er} octobre.
- (23) Poètes mauriciens, tome III, Royal Printing, Port-Louis, 1973, 141 p.

installé en France, l'inspiration de ses livres reste en général extérieure à la terre de ses ancêtres. (12)

Georges-André Decotter (né en 1911), à côté d'une œuvre littéraire importante et, notamment, d'une présentation de *Maurice* (13) préfacée par Leprince-Ringuet, a produit deux comédies, *La Terre des hommes* et *la Nuit d'Ophélie*. Il est le mérite de regrouper les metteurs en scène mauriciens, dont les activités sont nombreuses et illustrent le théâtre de Rose-Hill. Journaliste aux activités multiples, Yves Ravat a donné une excellente pièce, *les Mères pures*. A l'occasion du cent cinquantième anniversaire du théâtre du Port-

Louis, Pierre Renaud et Gaëtan Raynal ont écrit *Histoire et légendes d'un théâtre* (14). Ce livre complétait l'excellente étude historique d'Antoine Chetiv sur le Théâtre de l'île Maurice, son origine et son développement (1954), qui nous permet d'apprécier le premier siècle (1784-1854) du théâtre dans l'île.

Il serait trop long d'énumérer les auteurs dramatiques; citons Régis Fanchette et ses *Fragments pour un théâtre* (1958). Soulignons que les Mauriciens, admis depuis peu à participer au concours théâtral Inter-océanique de la R.T.F., ont déjà obtenu d'encourageants succès : quatre « premières chances sur les ondes »

à Joseph Tsang Mang Kin (le Capitaine), Jean-Gérard Théodore (Pionus martyr ou la Couronne de gloire), Aw Mosahab (les Fantômes), J. Norbert Augustin (Entendu à une porte),

L'esclavage à l'île de France

Si le beau roman de Marcelle Lagasse, *Sont amis que le vent emporte* (15), a valu à son auteur le prix des Mascareignes 1974, il fut spécifié « et pour l'ensemble de son œuvre », ce qui est très largement d'ordre historique. Le 20 février au matin et la diligence

s'éloigne à l'aube (Julliard, 1958), préfacé par Daniel Rops, sont des romans sur le fond historique, mais l'île de France avant la Bourdonnais (16) et *A la découverte de l'île Maurice* (17) montrent les qualités d'une historienne qui, associée à M. Harold Adolphe, conservateur des archives de Port-Louis, a donné une excellente monographie, *l'Hôtel du gouvernement*.

Dans le domaine historique, il faut rendre à Auguste Toussaint, qui fut de longues années archiviste de l'île Maurice, l'hommage qu'il mérite pour ses nombreux livres sur Port-Louis, l'*Histoire de l'océan Indien*, l'*Histoire des Mascareignes*, *l'île Maurice*,

l'Océan Indien au XVIII^e siècle (18). Fondamentale est l'*Histoire des Indiens de l'île Maurice*, du Dr K. Hazaree Singh, directeur de l'Institut Mahatma-Gandhi de Port-Louis, auteur d'une thèse d'exceptionnelle valeur sur Rabindranath Tagore (19). C'est sur le dix-huitième siècle que Raymond d'Unieuxville (né en 1932, avocat et député, fait porter ses recherches avec *Hier Suffren et l'histoire politique de l'île de France* (1788-1791), alors que D. Napol avait fait un bilan de *Constitution de l'île Maurice* (1962).

Avec le *Dicodées de Port-Louis* (20), Joseph Mamet, notaire apostolique, nous donne en fait une histoire de l'Eglise catholique à l'île Maurice. Rappelons l'importance et l'intérêt d'une monographie de S. Hassam A. Rassool, indo-Mauricien qui donna au public française une monographie très remarquable sur son pays (21). Et il faudrait citer l'excellente thèse — hélas inédite — de Kart Nodt sur *l'Esclavage à l'île de France*.

Depuis 1965, un prix des Mascareignes (22) est décerné tous les deux ans à un auteur originaire de l'île Maurice ou de la Réunion. Jusqu'en 1974, année où l'île Bourbon présentait une dizaine d'ouvrages, les concurrents étaient en très grande majorité mauriciens et à peu près tous les genres représentés. Après un poète, Edouard Maunick (1968), premier couronné, ce sont un historien, Auguste Toussaint en 1969, puis en 1970 un essayiste, Jean Urruty (né en 1905), auteur d'une série d'études sur les Poètes mauriciens (23), Baudelaire aux Mascareignes et le Mauricien Toutet (prix partagé avec l'excellente étude du Réunionnais Jean Cazemage sur *Marius et Ary Leblond*). En 1972, c'était Jean Franchette et en 1974 Marcelle Lagasse. Chaque année, dix, douze, quinze titres parvenant au jury : poèmes, romans, essais, théâtre.

La littérature mauricienne, par sa diversité et sa puissance, est d'une remarquable tenue. Il ne lui manque qu'une ou plusieurs maisons d'édition installées sur place et qui aideraient la diffusion d'ouvrages au-delà des quelques centaines de Mauriciens initiés et de quelques sympathisants francophones dans le reste du monde. La question, hélas ! reste ouverte.

(*) Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'outre-mer.

MALCOLM DE CHAZAL ou le monde merveilleux de l'imaginaire

« J'Étais un homme qui pourrait être considéré comme n'appartenant pas à la planète Terre », va répétant Malcolm de Chazal, poète et peintre mauricien, dont l'un des aphorismes favoris est : « Seul, l'humain nous donne la clé des étoiles ».

L'homme ressemble, à s'y méprendre, trait pour trait, à une caricature de Chéval. Visage tout en angles, lunettes à épaisse monture, crâne chauve, il se présente comme une copie conforme des énigmatiques personnages nés sous le crayon sûr de l'humoriste, inoubliable auteur du livre *Les oiseaux sont des cons*.

Costume de toile blanche, chemise à carreaux à col dur immaculé, grand papillon granat, Malcolm de Chazal est aussi précaux dans sa mise que son langage est châtié. De l'écriture originale savante, il appartient à l'une des vieilles familles aristocratiques de l'ancienne île de France. La distinction de son port de tête, celle de ses manières, ne trompent point. Pourtant, n'appréciant guère les journalistes, il cherche moins à les séduire qu'à les malmenier. Refusant le plus souvent de les rencontrer, il leur échappe d'autant plus aisément qu'il ne semble pas avoir de domicile fixe, partageant habituellement son temps entre l'Hôtel national

de Port-Louis et celui du Morne Brabant, situé à l'autre extrémité de l'île.

Septuagénaire, Malcolm de Chazal sera resté, pendant plusieurs dizaines d'années, un objet de dévotion pour ses compatriotes, qui le considéraient longtemps avec la méfiance que l'on porte au dément. Mais c'est aujourd'hui devenu un snobisme que d'applaudir au plus minime de ses actes, à la plus anodine de ses paroles. Sans rancœur ni amertume, il se moque à son tour de tous, et de tout. Il fait partie intégrante du folklore local; et venir à Port-Louis sans le rencontrer constitue pour le visiteur étranger une erreur grave.

Ami de Léopold Sédar Senghor, qui préface le catalogue d'une de ses récentes expositions de peinture au Musée dynastique de Dakar, il affecte d'être un homme de certitude, alors que chacun de ses actes témoigne d'une situation de doute à peu près permanente. Il possède un sens trop aigu de l'humour pour se prendre au sérieux, même si, par un défaut fréquent chez les vieillards, il a aujourd'hui tendance à rester sensible aux flatteries. Pour sympathiser avec lui, il faut entrer dans son jeu, entreprise difficile entre toutes, car, sous un air bonhomme, le poète s'irrite aisément, vitupérant alors sans se soucier de ce que son interlocuteur le comprend ou, simplement, l'écoute. On parle encore avec une nuance d'admiration, à Port-Louis, de l'affrontement violent qui l'opposa, il y a quelques années, à Maurice Druon, l'auteur des *Reis maudits* ayant commis l'imprudence de vouloir se poser en champion d'un certainisme intrinsèque.

Débordant de vitalité, toujours prêt à chevaucher la première chimère venue, si échevelée fût-elle, cet adepte de la liberté totale vit dans le monde merveilleux de l'imaginaire, comme hôte du temps. Dans le comportement quotidien de ce lumbule, on retrouve l'auteur de *Sens plastique* et de *l'Homme et la Connaissance*, textes édités respectivement chez Gallimard et chez Pauvert, tirages très modestes, connus d'une infime minorité d'initiés. Dans ces œuvres, l'auteur montre comment l'univers constitue d'abord pour lui un immense champ d'analogies, de correspondances entre l'homme et la nature.

On se demande comment cet admirateur d'André Breton et d'Antonin Artaud, qui mélange à dessin cosmos et politique, cite Marx et Swedenborg, fait l'apologie de la théosophie et s'adonne à l'occultisme, a pu,

au début de sa vie active, exercer la profession d'ingénieur. Le personnage présente en effet un côté féérique que des textes tels que *Peinture ou Sens magique*, qu'il a publiés à Madagascar et à l'île Maurice, mettent parfaitement en relief. Il y témoigne d'une rage de vivre exubérante, analogue à celle de Salvador Dalí, dont il ne possède néanmoins ni le sens des affaires ni l'expériment cabotinage.

Cependant, en dépit de la volubilité de Malcolm de Chazal, le contact avec lui laisse parfaitement insatisfait. Pour tenter de le mieux saisir, ce sont ses œuvres qu'il faut interroger : sa peinture faiblement naïve; ses écrits, dont beaucoup restent inédits mais dont l'un des derniers en date constitue, en dépit de son titre incongru, l'île Maurice protohistorique, folklorique et légendaire, une somme poétique d'un intérêt exceptionnel (1) et puis, aussi, cette anthologie intitulée *Chazal des Antipodes* (2) que vient de lui consacrer son compatriote Camille de Raville, qui, après Jean Paulhan, l'y salue comme « un écrivain de génie ».

PH. D.

- (1) Éditée à Port-Louis par Guilleminet de Spéville et tirée à quelques centaines d'exemplaires.
- (2) Aux Nouvelles Éditions africaines, B.P. 220, Dakar, Sénégal.

(PUBLICITÉ)

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE ILE MAURICE

Pour aider les entreprises à faire face à la concurrence sans cesse grandissante des pays en voie d'industrialisation, pour élargir leurs débouchés,

L'ILE MAURICE propose :

- une main-d'œuvre capable et compétitive ;
- une législation favorable aux investissements étrangers dans le cadre d'une zone franche (exonérations fiscales sur les sociétés et les personnes, liberté de transfert de capitaux) ;
- des accords avec la C.E.E. permettant la libre importation des produits mauriciens ;
- des conditions bancaires élargies à des taux avantageux ;
- des organismes pour vous conseiller et vous aider aussi bien à l'ILE MAURICE qu'en FRANCE.

Pour tous renseignements :

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE
Anglo-Mauritian House
PORT-LOUIS ILE MAURICE
Tél. 2 1261 Port-Louis

AMBASSADE DE L'ILE MAURICE EN FRANCE
63, boulevard de Courcelles
75016 PARIS
Tél. 227-30-19 - 227-34-33
Téléc. : IMAFRAN 660233

SOPROGI
26, rue du Cotentin - 75015 PARIS
Tél. 567-42-26 - 567-26-68
Téléc. 620371

Une francophonie fervente et féconde

TOUT voyageur arrivant à Maurice est frappé par la solidité, à 12 000 kilomètres d'une très ancienne métropole, de ce point d'ancrage de la francophonie dans l'Océan Indien. Depuis Mahé de La Bourdonnais, Pierre Poivre ou Bernardin de Saint-Pierre, tant d'influences et tant d'apports ethniques ont remodelé l'île de France qu'en homme logique elle eût dû perdre sa langue, du moins au niveau des élites, au bénéfice du colonisateur anglais arrivé au début du dix-neuvième siècle et porteur d'une *lingua franca* universelle. Il n'en a rien été. C'est une francophonie vivace et féconde que proclament les enseignements des magasins, les titres des journaux et, surtout, les réponses toujours souriantes des Mauriciens à qui le Français de passage demande un renseignement. Francophonie vivifiée par la radio de la Réunion toute proche, mais qui dans l'archipel des Mascareignes a pulsé en elle-même les raisons d'une si longue survie et d'une si exceptionnelle résistance.

Certes, dans sa masse, la population est, comme aux Antilles, « créolophone », le français restant la langue d'éducation, de littérature et d'intelligence. Toutefois, l'assise populaire et la saveur du créole nourrissent le français, auquel, à comme ailleurs, quelques intellectuels en quête d'authenticité voudraient substituer — tels les chantiers du « joual » au Québec — le patois, qui serait normalisé à grande-peine et grands frais. Proche du créole réunionnais, le créole mauricien ressemble encore plus à celui des Seychelles : il est coloré de termes indiens et chinois, sans parler des mots techniques, inévitablement anglicisés. Le français a su s'enrichir de ses apports et acquiescer à Port-Louis une saveur particulière. Devenu partie intégrante de la culture insulaire, à quel doit-il de n'avoir pas été balayé ? L'indifférence bien connue des fonctionnaires coloniaux de Sa Majesté à ce qui n'est pas « british » peut avoir joué un rôle, ennobli sous le nom de « fair play », à l'égard des « natives ». Plus probablement, l'île avait atteint au moment de la seconde colonisation un niveau d'originalité culturelle et d'imprégnation francophone trop élevé

pour que la langue du nouveau venu l'emporte en dehors des sphères administratives et commerciales. La façon dont tant de Mauriciens cultivés passent d'un

Un patrimoine préservé

Les autorités mauriciennes ont toujours eu conscience — alors même que la loi du nombre donnait une considérable prépondérance aux éléments ethniques venus d'Asie — que la francophonie était une valeur fondamentale et un patrimoine digne d'être préservé. Les structures britanniques de l'enseignement et de la vie politique menaçant, au fil des ans, la langue française, Port-Louis s'est attaché à quelques garanties : l'enseignement du

français éligant à un anglais irréprochable suffirait d'ailleurs à prouver que le bilinguisme n'est pas toujours synonyme de dégradation du langage.

français reste obligatoire dans le primaire et dans le secondaire, et on ne peut donc y échapper pour postuler la bourse d'Etat si convoitée dans l'île. Le code Napoléon est en vigueur. A l'Assemblée législative, débats et documents paraissent obligatoirement les deux grandes langues. Les institutions de la francophonie mondiale trouvent à l'île Maurice des partenaires convaincus, qui viennent d'offrir leur hospitalité et un précieux concours tant à

l'Agence de coopération culturelle et technique que, en cette même année 1975, à l'Association internationale des parlementaires de langue française. Pour un Etat qui va accueillir l'O.U.A., dont il est membre, ce rappel d'une francophonie volontiers militante sert à rééquilibrer les influences et proclame une personnalité que la proximité géographique ou l'afflux ethnique n'ont rendue ni « africaine » ni « indienne ».

Sur le plan culturel, Paris joue ici une carte importante dans l'Océan Indien. Depuis 1968, l'annuaire de France à Port-Louis s'emploie à encourager une francophonie longtemps négligée, sinon entièrement ignorée, par l'ancienne métropole. La présence, dans le voisinage immédiat, d'un département français, donne bien évidemment une dimension politique à cette sollicitude, tout

manque d'intérêt ou de succès à Maurice ayant à terme de faibles conséquences à la Réunion. Mille huit cents Français sont immatriculés dans l'île et, parmi les soixante-sept coopérants envoyés par Paris — effectif important par rapport à la taille du pays — quarante enseignent au lycée La Bourdonnais. Des techniciens viennent fréquemment de Saint-Denis à Port-Louis et les contacts sont si nombreux que chaque touriste, aussi longtemps qu'il n'a pas ouvert la bouche, jouit auprès du chauffeur de taxi d'une présomption francophone. L'Alliance française, l'Amicale de Saint-Maurice-France, le Centre culturel d'expression française, jouent un rôle appréciable. Certes, il faut compter avec les facteurs favorables à l'anglais, que viendrait surtout renforcer la mise en place — redoutée par les tenants de la francophonie — d'un satellite de télévision saturant l'île de programmes américains. Toutefois, il n'est pas excessif de dire que le français, « langue de la synthèse politique » comme aime à dire M. Michel Debré lorsqu'il vient en visite à Port-Louis, est imprégnable à Maurice, de même qu'il est la *lingua franca* des Mascareignes. Constat qu'autorisent un attachement et une ferveur exceptionnels dans le tableau de la francophonie mondiale.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- Benedict (B.), « Mauritius, Problems of a Plural Society », Pall Mall Press, London, 1965.
 Durand (U.-P. et J.), « L'île Maurice, quelle indépendance ? », Ed. Anthropos, Paris, 1975.
 Edwards (J.B. de Burgh), « Histoire de l'île Maurice », Imprimerie du Centre, Issoudun, 1924.
 Favreau (L.), « L'île Maurice », collection « L'encyclopédie politique et constitutionnelle », Berger-Levrault, Paris, 1970.
 Hazareesingh (K.), « Histoire des Indiens à l'île Maurice », Maisonneuve, Paris, 1974.
 Hopkin W.A.B., « Policy for Economic Development in Mauritius », Port-Louis, Sessional Paper n° 6, 1960.
 Meade (J.E. et A.), « The Economic and Social Structure of Mauritius », London, Sessional Paper n° 7, 1960.
 Toussaint (A.), « Histoire de l'île Maurice », collection « Que sais-je ? », n° 1449, Presses universitaires de France, Paris, 1971.
 — « Une cité tropicale : Port-Louis de l'île Maurice », P.U.F., Paris, 1966.
 — « Histoire des Mascareignes », Berger-Levrault, Paris.

ILE MAURICE - LA RÉUNION - LES SEYCHELLES

LE SPÉCIALISTE DES SÉJOURS EN OCÉAN INDIEN

MAINE MONTPARNASSE VOYAGES
 Enseignements et inscriptions dans toutes les Agences de Voyages notamment les Agences des Résidents HAVAS
 SELECTOUR, WAGONS-LITS
 Agent exclusif pour la Belgique : TRANSAMI VOYAGES.

LA PRESSE : le goût des empoignades

CHACUN matin, les Mauriciens de tous milieux ont le choix entre cinq journaux quotidiens de quatre pages, vendus à la criée pour un prix modique. L'après-midi, trois autres s'y ajoutent. Il y a également une demi-douzaine de journaux du dimanche, et deux périodiques en langue chinoise (l'un plutôt favorable à Pékin, l'autre penchant pour Formose...). Les tirages oscillent entre deux mille cinq cents et douze mille exemplaires pour les quotidiens ; l'hebdomadaire le plus vendu — *Week-End* — tire à trente mille exemplaires. L'île Maurice peut ainsi s'enorgueillir d'être un des pays du tiers-monde où on lit le plus de journaux.

Les habitudes de lecture remontent à une tradition déjà ancienne, puisque cette presse vient de fêter son bicentenaire : elle compte d'ailleurs dans ses rangs un quotidien — *le Cérén*, organe de l'industrie sucrière — qui paraît sans interruption depuis 1832. De 1789 à nos jours, six cent cinquante périodiques ont pu être recensés dans l'île, dont beaucoup n'ont pas vécu, il est vrai, plus de quelques années.

Les plus anciens — souvent des organes de colons en butte aux directives de leurs métropoles — sentaient bon la satire et le pamphlet : *le Piment*, *les Mouches jaunes*, *le Cholérique satirique*, *le Gourmand*, *l'Abeille*, *le Créole*, *le Coïtre*, *l'Arlequin*, *Tohu-Bohu*...

Les titres actuels font plus « sage », et portent l'empreinte des Anglo-Saxons qui ont ajouté à la chaleur du tempérament créole, au goût des empoignades et de la polémique, le souci du sérieux de l'information, de la présentation équilibrée des thèses, du respect des institutions. *The Star*, *The Nation*, *Adresses*, *Libération*, *le Populaire*, *le Militant*, *le Cérén*, sont l'expression de personnalités ou de partis ; *l'Express* et *le Mauricien* — des journaux du soir à fort tirage — sont aussi les plus indépendants, tout comme les journaux du dimanche.

Comme leur nom ne l'indique pas toujours, ces journaux sont tous écrits en français, bien qu'ils soient officiellement bilingues et fassent à l'occasion une place aux articles en langue créole. Quelques-uns sont encore composés à la main, lettre par lettre, dans des ateliers où se relaient des équipes

de typographes ; mais les linotypes ont fait leur apparition, et un quotidien est même tiré désormais en offset.

Une grande liberté de ton

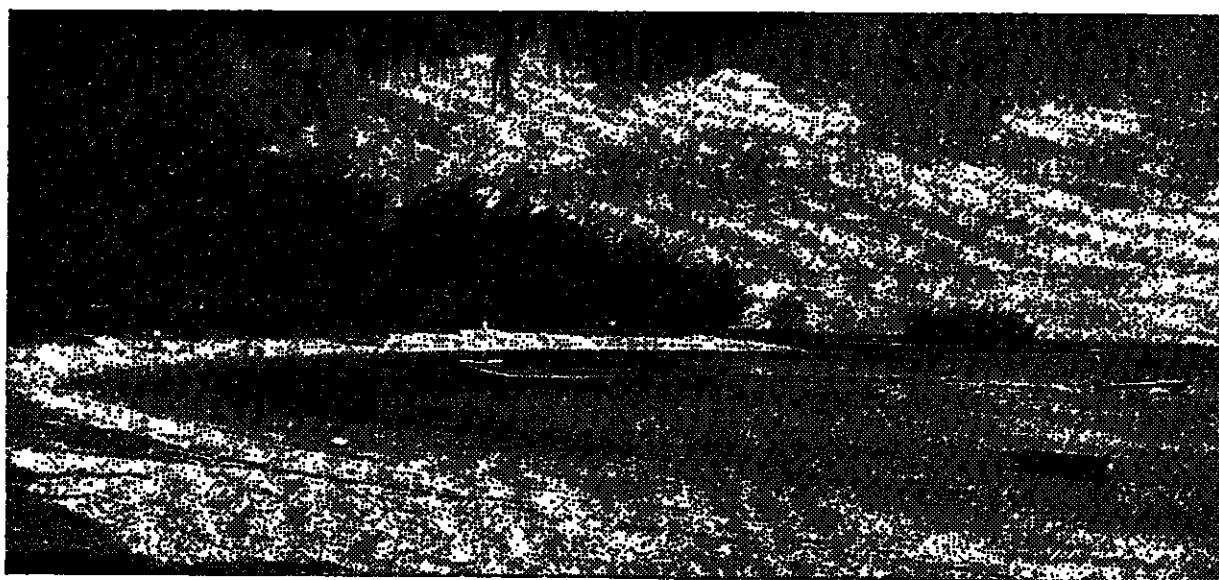
Très libre de ton, animée par des journalistes de talent et parfois de fort bonne plume, la presse mauricienne a cependant souffert ces dernières années de nombreuses atteintes à son autonomie traditionnelle. L'adoption du *Public Order Act*, en 1970, et la proclamation de l'état d'urgence en 1971 ont instauré une censure qui pour être aujourd'hui moins tatillonne, n'en pèse pas moins comme une menace permanente. A la grande honte d'une profession pourtant très chatouilleuse sur le chapitre de l'honneur, un journaliste a même accepté longtemps de prêter sa rancoeur au service de la censure, en échange d'un traitement assuré par le commissaire de police. Il a rejoint maintenant le journal de M. Gaëtan Duval, qui avait pourtant tenu, au cours d'un meeting puis d'un procès retentissant, des propos fort méchants à son encontre.

Avec la perspective des élections prochaines, les journaux ont repris vie et passion. De longues polémiques, souvent très personnalées et parfois de très haute tenue, voisinent avec une foule de petits billets venimeux, de notules corrosives, qui constituent autant de coups de patte destinés à faire souffrir l'adversaire. L'insulte n'est pas rare, et elle est souvent grossière, comme cette apostrophe adressée récemment par le *Populaire* aux commissaires nommés par le gouvernement à la tête de la municipalité de Curepipe : « Bande de fesses ! » Beaucoup de journalistes radoucent, que, à ce rythme, cette année d'élections ne soit aussi pour la presse celles des grandes injures et ne salisse une renommée qui est pourtant méritée. Ils ont un autre motif d'inquiétude : en deux ans, le prix du papier en provenance d'Afrique du Sud a augmenté de 300 %, obligeant cette presse souvent très populaire à augmenter ses prix plus qu'elle ne l'aurait souhaité.

PHILIPPE LEMEYRIE.

L'ILE MAURICE VAUT LE VOYAGE

Pays membre de
 L'ALLIANCE TOURISTIQUE DE
 L'OCEAN INDIEN (A.T.O.I.)
 et lauréate de
 L'ETOILE D'OR DU TOURISME
 décernée par la Fédération
 Internationale du Tourisme



Etat indépendant de l'Océan Indien, au sein du Commonwealth, où l'on parle français, où l'on conduit à gauche et où l'unité monétaire est la roupie indienne,

L'ILE MAURICE

vous offre de surcroît ses plages incomparables, ses lagons ensoleillés et un cocktail de races unique au monde.

Venez donc réaliser votre rêve à l'ILE MAURICE, où les cinq continents se réduisent en un seul.

Sur les ailes de : AIR MAURITIUS, AIR FRANCE, BRITISH AIRWAYS, LUFTHANSA, ALITALIA
 par vols réguliers départ d'Europe.

Pour tous renseignements complémentaires sur votre séjour à l'île Maurice, prière de vous adresser à :

L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME
 Corne Building Chaussée Port-Louis
 ILE MAURICE

AMBASSADE DE L'ILE MAURICE
 68, boulevard de Courcelles
 75017 PARIS

VOYAGE



... d'Air France...
 ... d'Air France...
 ... d'Air France...

... d'Air France...
 ... d'Air France...
 ... d'Air France...

... d'Air France...
 ... d'Air France...
 ... d'Air France...

... d'Air France...
 ... d'Air France...
 ... d'Air France...

... d'Air France...
 ... d'Air France...
 ... d'Air France...

... d'Air France...
 ... d'Air France...
 ... d'Air France...

... d'Air France...
 ... d'Air France...
 ... d'Air France...

... d'Air France...
 ... d'Air France...
 ... d'Air France...

... d'Air France...
 ... d'Air France...
 ... d'Air France...

... d'Air France...
 ... d'Air France...
 ... d'Air France...

... d'Air France...
 ... d'Air France...
 ... d'Air France...

... d'Air France...
 ... d'Air France...
 ... d'Air France...

... d'Air France...

VOYAGE A L'ILE MAURICE



AIR MAURITIUS, la compagnie aérienne nationale de l'île Maurice, a été créée en 1967 avec la participation d'Air France et de BOAC, aujourd'hui British Airways, ainsi que du Gouvernement de Maurice et de Rogers & Co. Ltd. Le dernier partenaire en date est Air India.

En étroite collaboration avec Air France, elle opère par Boeing 707 un service hebdomadaire, dans chaque direction, entre Maurice et Paris. La compagnie relie, également une fois la semaine, Maurice à Londres par Super VC10 affrété de la British Airways.

Dans les Mascareignes (groupe d'îles comprenant la Réunion, Maurice et Rodrigues), AIR MAURITIUS offre plusieurs vols quotidiens aux hommes d'affaires et aux touristes.

AIR MAURITIUS

TOURISME A L'ILE MAURICE

Le MAURITIUS HOTELS GROUP offre en toutes saisons le confort de ses hôtels en bordure des eaux tièdes et transparentes du lagon et de plages éblouissantes.

LE CHALAND HOTEL à proximité de l'aéroport—plaque tournante de l'océan Indien.

Dans un site incomparable entre la montagne et la mer, dans un haut lieu de la pêche en haute mer et de la plongée dans le monde sous-marin riche d'une faune multicolore.

LE DINAROBIN PIERRE DESMARIS HOTEL, centre de réunions, séminaires, conventions et congrès internationaux et

LE MORNE BRABANT HOTEL

TROU AUX BICHES VILLAGE HOTEL avec ses bungalows disséminés sous les cocotiers.

LE RELAIS DE LA POINTE VENUS sur l'île Rodrigues à 600 kilomètres à l'est de Maurice.

Ces hôtels concilient détente, golf, tennis, équitation et tous les sports nautiques, ski, voile, etc.

CASINOS à Trou aux Biches Village Hotel et au Morne Brabant Hotel.

Pour l'organisation de votre séjour

Le MAURITIUS TRAVEL & TOURIST BUREAU LTD (Tour Operators) met à votre disposition ses agences dans les hôtels et à travers l'île.

Pour la découverte de l'île

MAUTOURCO/HERTZ vous proposent des voitures avec ou sans chauffeur.

Reservations et renseignements :

POINT SHOW VOYAGES

66 Champs Elysées

Paris 8ème

et les agences de voyages

MAURITIUS TRAVEL & TOURIST BUREAU LTD. (Tour Operators)

Angle des rues Sir William Newton et Royale

Port Louis, Ile Maurice — Tel : 2-2041

Telex : IW227 TRAVCO

Cable : HOTELGROUP PORT LOUIS



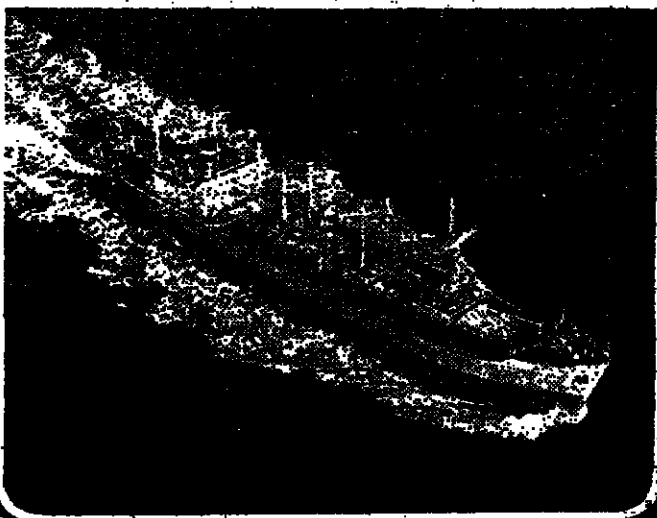
AFFAIRES A L'ILE MAURICE

NAVIGATION

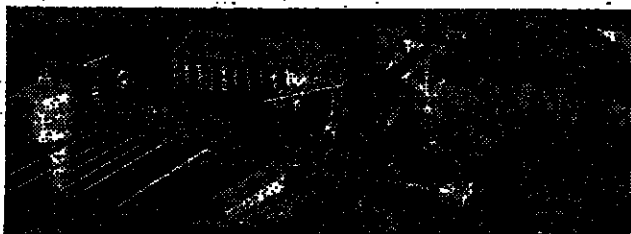
La MAURITIUS STEAM NAVIGATION CO. LTD. est la société de navigation mauricienne la plus importante engagée dans le tramping international.

Fondée en 1965 en association avec le groupe anglais P. & O., elle compte aujourd'hui parmi ses actionnaires la Compagnie des Messageries Maritimes et la Compagnie Navale Worms.

Son armement comprend deux unités modernes de 15.000 t.j.b. le BELLE ISLE et le BELLE ROSE qui font en compagnie d'autres navires affrétés — à court terme en ce moment — flotter le pavillon de cette compagnie mauricienne sur toutes les mers du globe.



AGRO - INDUSTRIE



La compagnie sucrière mauricienne BEL OMBRE est étroitement liée au Groupe Rogers.

Produisant 25.000 tonnes de sucre en moyenne par an la sucrerie s'est aussi largement engagée dans la diversification de ses ressources.

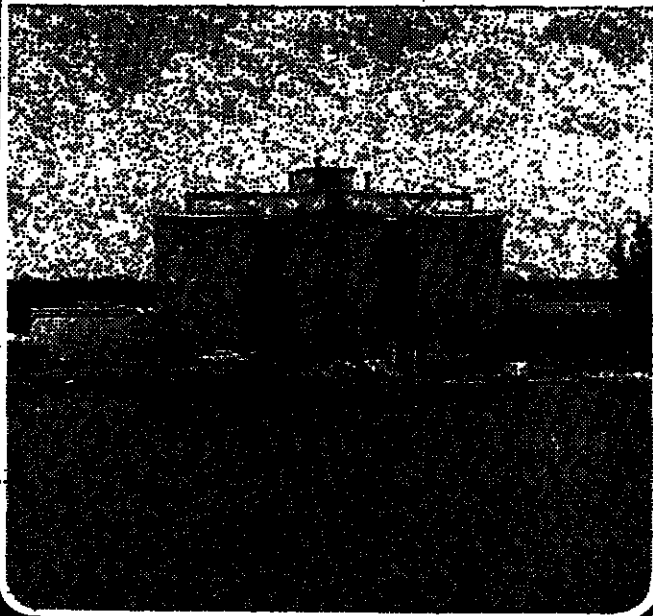
Sur plus de 6.000 hectares, légumes, fruits et troupeaux voisinent maintenant avec la canne à sucre.



CIMENT

Pays en pleine expansion, Maurice connaît une urbanisation accélérée.

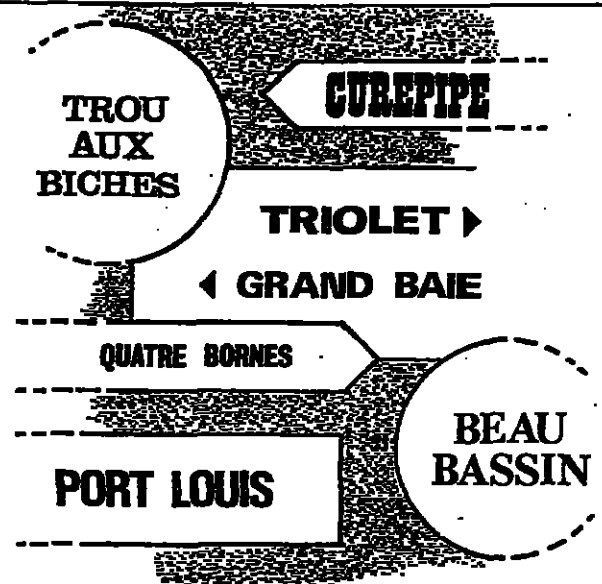
La compagnie MAURITIUS PORTLAND CEMENT, étroitement liée au groupe Cementia de Zurich et APCM de Londres, est gérée par Rogers & Co. Ltd. Cette compagnie approvisionne l'île de tout le ciment dont elle a besoin, soit 200.000 tonnes annuellement.



GROUPE ROGERS

Les sociétés présentées ci-dessus sont toutes étroitement associées à Rogers & Co. Ltd. La maison Rogers, fondée au 19ème siècle, est entièrement mauricienne. Le Groupe Rogers est aujourd'hui présent dans de très nombreux secteurs à Maurice, ainsi que sur le plan international. Pionniers du tourisme à Maurice et agents généraux de nombreuses lignes aériennes, dont la COMPAGNIE NATIONALE AIR FRANCE depuis 1945, Rogers & Co. Ltd. et ses filiales comptent aussi parmi leurs activités, l'exportation (sucre, thé et mélasse) et l'importation (représentation de Renault, Five Cail Babcock, Thomson et de vins, champagnes, cognacs et liqueurs français). D'autres compagnies du Groupe se spécialisent en construction navale, irrigation par aspersion (agents généraux d'Infirance) et industries légères. L'île Maurice offre de très nombreux avantages aux industries orientées vers l'exportation. Rogers & Co. Ltd. a déjà mis sur pied plusieurs entreprises industrielles en collaboration avec des partenaires étrangers et souhaiterait trouver d'autres associés éventuels pour de nouvelles industries.

ROGERS & CO LTD, 1, rue Sir William Newton, B.P. 60, Port Louis, Ile Maurice - Téléphone: 2 1286 et 2 5021 - Adresse Télégraphique, FINANCE - Telex, IW 221



Ce sont quelques-uns des jolis noms de villes de l'île Maurice.

Ce sont aussi quelques-uns (seulement) des endroits où la MAURITIUS COMMERCIAL BANK, principale banque de l'île, a une succursale ou une agence.

A cette large implantation géographique répond une profonde connaissance de la vie économique mauricienne.

Si vous désirez implanter une industrie à l'île Maurice, ou si vous y venez seulement en vacances, c'est à nous qu'il faut vous adresser.



THE MAURITIUS COMMERCIAL BANK LIMITED (FONDÉE EN 1838)
B.P. 52, PORT LOUIS, ÎLE MAURICE.
TELEX: 1W 218

Le nombre de touristes a quintuplé au cours des sept dernières années

par RÉGIS FRANCHETTE (*)

A l'île Maurice, les arrivées de touristes ont presque quintuplé en sept ans (15 583 touristes en 1968). Cependant, bien que le tourisme mauricien ait maintenant atteint l'âge de raison, le potentiel touristique de l'île reste encore à être pleinement exploité. Car les 74 000 touristes de 1975, alors même qu'ils quadruplaient au cours de la dernière décennie, n'influençaient pas d'une façon significative l'économie d'une population de 300 000 habitants, et le mode de vie traditionnel des autochtones et la beauté de l'île Maurice demeurent encore intacts.

La durée du séjour des touristes, de dix à douze jours en moyenne au cours de ces six dernières années, bien que fort importante pour une petite île comme Maurice, devrait pouvoir être encore améliorée. En prenant à titre de référence le nombre moyen de nuits passées par les touristes par rapport à la population des pays cités ci-dessous, l'on obtient : 1,72 pour le Royaume-Uni, 1,98 pour l'Espagne, 1,27 pour l'Italie, 1,21 pour la Jamaïque, alors qu'à Maurice nous n'en sommes qu'à 0,3. A cela, notons également que l'île Maurice ne reçoit, par mille carré de superficie, que 61,1 d'arrivées touristiques, comparativement à 942,2 pour les Bahamas, 318,9 pour les îles Vierges, 325,6 pour Hawaï et — ce qui est encore plus significatif — 534,6 pour la Martinique.

Cela signifie donc qu'il y a encore assez de place pour l'expansion touristique à Maurice. Signalons, en passant, que pour une durée moyenne de dix à douze nuits par visiteur, c'est le touriste britannique qui vient en tête de liste avec seize nuits généralement de moyenne. La preuve est donc faite de la capacité d'une île de 1 840 kilomètres carrés d'attirer et de retenir longtemps le visiteur.

Les rentrées visibles de devises pendant ce dernier septennat ont également plus que quadruplé, atteignant en 1974, selon les dernières estimations, un total de 80 millions de roupies (15 millions de dollars). En croissance annuelle moyenne, donc de 30 % entre 1970 et 1973, le total des entrées a fait un grand bond en avant, surtout pour la dernière année, atteignant un pourcentage annuel de 40 %, pour cependant s'effondrer à 6 % d'augmentation en 1974, une année de crise pour l'industrie touristique mondiale en général. Ainsi la politique suivie par l'Etat s'est pleinement justifiée et le tou-

risme peut, dans les années à venir, devenir le deuxième pourvoyeur de devises de l'économie mauricienne, précédé seulement par le sucre qui est et demeure l'épine dorsale de l'économie nationale.

Pour l'instant, une trentaine d'hôtels fournissent, au total, quelque trois mille lits dont deux mille cent lits par les établissements de grand confort. Six hôtels de standing international, dont deux seront des hôtels de luxe à cinq étoiles, et tous situés sur la plage sont, ou seront bientôt en construction, et devraient porter le total de lits disponibles des 1975 à quatre mille deux cent quarante-cinq.

Le nombre de nuitées de l'année 1973 atteignait un total de sept cent mille nuitées. Le coefficient moyen d'occupation dans les hôtels existants atteignait alors 74 %, le seuil de rentabilité se situant autour de 50 %. Notre politique touristique vise donc à atteindre un plateau dans le nombre de nuitées plutôt que dans celui de touristes, puisque l'île est déficiente que, pour une île d'une super-

ficie aussi restreinte que Maurice, tout peut être bouleversé par un afflux trop rapide de visiteurs étrangers en créant des problèmes d'ordre socio-politique aigus, comme cela s'est passé aux Antilles et aux Caraïbes.

Les facilités spéciales, telles que détaxes de lancement, détaxes douanières sur l'équipement, etc., consenties par le gouvernement aux investisseurs étrangers dans le domaine industriel, notamment dans les zones franches d'exportation, s'appliquent également à la construction et à la gestion d'hôtels. En même temps, une participation locale à la fois au capital et aux actions, soit par les intérêts privés, soit par le secteur officiel, à travers la Banque mauricienne de développement ou par les deux à la fois, est fortement encouragée par le fait même qu'elle crée automatiquement un climat de confiance pour les investisseurs étrangers et donne l'assurance aux autorités locales que les entreprises profiteront au pays.

Une pénalisation due à des tarifs aériens trop élevés

L'aéroport de Plaisance, dans le sud-est de l'île, a été agrandi et amélioré pour le mettre au niveau d'autres aéroports modernes de la région. L'aéroport a été également agrandi, afin d'accueillir les Boeing 747, dont Air France a inauguré le service en fréquence de trois fois hebdomadaires. Ses autres vols quotidiens étant assurés par les Boeing 707. Plaisance est desservi par dix grandes compagnies aériennes, qui font atterrir leurs appareils une, deux ou trois fois la semaine ou, comme dans le cas d'Air France, par un service quotidien, avec vols additionnels en période de pointe.

Les vols, qui comprennent aussi des vols charters en provenance du Royaume-Uni et de la Belgique, sont ainsi passés de mille cinquante- quatre en 1972 à mille quatre cent quatre-vingt-dix en 1973. Les cinq années à venir verront aussi la construction d'un nouvel aéroport dans le Nord (1) capable d'accueillir les Jumbo-jets de toutes les com-

panies internationales desservant l'île à fréquence quotidienne.

Le réseau routier va, de son côté, s'étendre au-delà des 1 000 kilomètres de bonnes routes bitumées en service actuellement pour comprendre une nouvelle grande artère qui desservira l'aéroport du Nord, vers Port-Louis, et pour inclure la route qui mènera au haut de la montagne des Signaux, située dans la capitale, qui servit autrefois de vigie à l'île, ainsi que d'autres routes touristiques envisagées.

La ligne aérienne nationale, Air Mauritius, dont le VC-10 s'envole chaque semaine, conjointement avec la British Airways, pour un voyage aller-retour via Nairobi et Alger, devait être développée avec l'entrée en service d'un Boeing 727 assurant notamment la bretteille Johannesburg-Durban-Maurice. Air Mauritius assure des vols en commun avec Air France et Air India, et dessert régulièrement l'île de la Réunion et l'île Rodrigues.

Les grands organisateurs de voyages — Kuon-Houlders World Holidays et Martin Travel, Malindi-Montparnasse, Passeport Travel, etc., — offrent maintenant, pour un tarif

tout compris très intéressant, des vacances vers Maurice de la Grande-Bretagne et de la France, selon la formule de demi-pension, dans les meilleurs hôtels de l'île Maurice situés en bord de mer.

Même ainsi, le tableau des tarifs aériens pour les pays situés au sud de l'équateur reste trop prohibitif pour que l'île Maurice puisse tirer parti du trafic venant du sud ou de l'est africain, à destination de l'Australie ou vers l'Extrême-Orient. Nous avons le sentiment que le tourisme dans les pays de l'hémisphère Sud, en voie de développement, à l'exception du Sud-Est asiatique, qui bénéficie de tarifs très promotionnels dans le sens nord-sud, est handicapé par les anomalies du barème IATA qui favorise injustement les pays développés. C'est pourquoi le gouvernement mauricien, par le truchement d'Air Mauritius, devait négocier activement avec la Qantas, ligne nationale australienne, un tarif promotionnel Australie-Maurice, afin de susciter ou d'accroître le trafic touristique vers Maurice en provenance du sous-continent australien.

La succès ne se mesure pas entièrement en termes de quantité, car la qualité du produit et des services offerts aux visiteurs est la clé d'une industrie du tourisme saine et en expansion. Une école hôtelière de l'Etat a été lancée depuis cinq ans déjà et une pression constante s'exerce pour maintenir et élever la qualité de la nourriture, du service et des diverses facilités.

De nouveaux marchés en Europe, aux Amériques, en Afrique et en Extrême-Orient, sont prêts à s'ouvrir et à déverser sur l'île Maurice de nouvelles sources de clientèle. En élargissant ainsi le marché, il nous sera possible d'équilibrer la flut de visiteurs et d'éviter les pointes et les creux dus aux fluctuations saisonnières.

Alors que sévit la crise économique mondiale, que se développe l'inflation, due au surcoût de l'énergie, l'île Maurice offre un climat chaleureux et un sens d'accueil de l'hospitalité, ainsi que toutes les distractions souhaitables pour permettre de passer des vacances reposantes, captivantes, loin de tout. Car cette île que chantait Bernardin de Saint-Pierre, ainsi que Baudelaire, et qui possède les menues beautés idéales qu'envisait toute candidate rompu aux concours des reines de beauté, peut prouver la vraie détente, hors des grates-ciels, des buildings, loin du béton.

(PUBLICITE)

ILE MAURICE

Ministère du Plan et du Développement économique

PRODUCTION

Le produit national brut de l'île Maurice, actualisé au coût des facteurs, est passé de 1 281 millions de roupies en 1972 à 1 666 en 1973. Il a progressé de nouveau de 71 % en 1974, pour atteindre 2 850 millions de roupies.

Quant au produit national brut par tête, il n'a cessé d'augmenter, passant de 1 550 roupies en 1972 à 1 996 en 1973 et 3 370 en 1974, soit plus du double en trois ans. Le taux de formation brut du capital fixe interne a quintuplé par rapport à la fin des années 1960, atteignant 750 millions de roupies en 1974.

INDUSTRIALISATION

En 1972, la valeur totale des exportations effectuées par les sociétés spécialisées s'est élevée à 10,5 millions de roupies. Elle est passée en 1973 à 46 millions de roupies et en 1974 à 135,6 millions. Les effectifs employés dans la zone exportatrice sont passés de 2 800 personnes en mars 1973 à 9 952 en juin 1975.

FINANCES PUBLIQUES

Les recettes publiques ordinaires pour 1975-1976 sont estimées à 995 millions de roupies et les dépenses courantes à 977 millions de roupies environ. Les dépenses d'investissement, qui étaient en 1973-1974 de 35 millions de roupies, se sont élevées en 1974-1975 à 245 millions de roupies et l'on prévoit qu'elles atteindront 358 millions environ en 1975-1976.

BALANCE DES PAIEMENTS

L'excédent de la balance des paiements s'est élevé en 1974 à 370 millions de roupies. Dépassant largement le précédent, pourtant déjà respectable (73 millions de roupies), enregistré en 1972, cet excédent a établi un nouveau record.

TOURISME

Le tourisme se développe à un rythme extrêmement rapide depuis quelques années. Le nombre de touristes visitant l'île Maurice est passé de 27 650 en 1970 à 73 000 en 1974, tandis que dans le même temps les recettes brutes du tourisme s'élevaient de 30 à 100 millions de roupies.

INFRASTRUCTURE

Routes
L'île Maurice est desservie par un réseau routier très complet : 560 km de routes principales, 832 km de routes rurales et 592 km de voies urbaines couvrent les 1 865 km² du pays.

Approvisionnement en eau
L'île Maurice possède un réseau bien développé d'approvisionnement et de distribution d'eau. Seulement 0,75 % de la population totale n'est pas reliée aux canalisations d'eau. Le secteur industriel est actuellement le principal consommateur et des mesures ont été prises pour répondre à court terme à cette demande grâce à des réserves d'eau souterraines, en attendant la réalisation de travaux d'hydraulique moins coûteux. Un projet permettant d'assurer l'approvisionnement de toute l'île en eau jusqu'en 1992 a été récemment élaboré par une firme d'ingénieurs-conseils.

Communications

Une autorité portuaire est en voie de constitution en vue de coordonner le développement portuaire et industriel afin de porter à son maximum le potentiel économique du port et d'assurer des conditions d'emploi plus stables pour ses travailleurs. La réalisation du projet de développement portuaire, bénéficiant d'un prêt de l'ordre de 55 millions de roupies de la Banque Mondiale, coûtera, estime-t-on, 90 millions de roupies.

Électricité

Le Central Electricity Board (C.E.B. - Conseil Cen-

tral de l'Électricité) développe actuellement sa capacité de production afin de pouvoir répondre à la demande future. Cette capacité, qui était en 1974 de 64 MW, devrait passer en 1980 à 127 MW. La réalisation du programme d'électrification rurale a commencé en 1970. On pense que d'ici à 1977 l'électrification de tous les villages de l'île aura été réalisée.

EMPLOI

Travail pour tous
La réalisation du programme « Travail pour tous » a débuté en juillet 1971, son principal objectif étant de créer des emplois et d'assurer des ressources à toutes les familles dont les soutiens ne pouvaient immédiatement trouver du travail dans l'économie. Ce plan a obtenu un succès considérable. Il constitue un ensemble intégré comprenant des projets directement ou indirectement productifs, ainsi que d'autres présentant un intérêt essentiel sur le plan social. Intéressant au départ 250 travailleurs, le programme en employait 6 000 à la fin de 1974. En 1972, le taux de chômage dans la population masculine âgée de 25 ans et plus n'était que de 5 %.

Programme de développement rural

Le programme de développement rural qui a été officiellement lancé le 14 mars 1974 est partiellement financé par la Banque Mondiale. Il tend à avantager la couche la plus pauvre de la population rurale et devrait créer des emplois temporaires pour environ 7 400 travailleurs de sexe masculin. Il prévoit notamment la création de centres villageois, d'ateliers polyvalents, de routes et de marchés, l'installation de fontaines publiques, la culture de plantes fourragères, la construction de terrassements en gradins et le reboisement.

Agriculture

Des efforts, couronnés de succès, ont été accomplis pour la diversification de l'agriculture afin de

remédier aux inconvénients de la monoculture sucrière. Le secteur de l'élevage pour la viande de boucherie s'est révélé le plus prometteur dans ce domaine, des cultures comme le maïs, les légumes et les arachides venant ensuite. Le riz s'annonce aussi comme pouvant jouer un rôle dans la diversification.

ENSEIGNEMENT

Enseignement primaire
Plus de 90 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire suivaient ses cours en 1973. Des écoles nouvelles sont actuellement construites et des enseignants supplémentaires sont formés, afin d'améliorer l'instruction fournie aux enfants.

Enseignement secondaire
Une nouvelle école secondaire publique a ouvert ses portes en 1974, portant à cinq le nombre des écoles secondaires d'Etat. Trois écoles supplémentaires seront bientôt construites.

Enseignement supérieur
L'université de l'île Maurice, fondée vers le milieu des années 60, accueillait en 1973-1974 environ 1 356 étudiants et donnait plus de 30 cours sanctionnés par des diplômes. Le campus est actuellement agrandi. Un institut de l'éducation a été créé depuis 1973-1974 pour la formation des enseignants et la révision des programmes.

L'institut Mahatma Gandhi, en construction, constituera un centre pour l'étude de la culture et de la tradition indiennes.

POPULATION

Au 31 décembre 1974, la population de l'île Maurice était estimée à 856 000 personnes. Le taux de croissance démographique était de 1,17 % en 1972 contre 3,12 % en 1962. En 1974, le taux de natalité brut était de 27,1 pour mille et le taux de mortalité brut de 7,4 pour mille.

DU DÉPAYSIS

L'AMÉRIQUE DU SUD
L'Amérique du Sud est un continent immense, riche en diversité géographique et culturelle. Elle offre de nombreuses opportunités pour les voyageurs en quête d'aventure et de découvertes.

L'AMÉRIQUE DU NORD
L'Amérique du Nord est un continent vaste et diversifié, offrant une grande variété de paysages et de cultures. Elle est idéale pour ceux qui cherchent à découvrir de nouvelles expériences.

L'AMÉRIQUE CENTRALE
L'Amérique centrale est une région fascinante, connue pour ses sites préhistoriques et ses paysages spectaculaires. Elle est parfaite pour les amateurs de nature et d'histoire.

L'AMÉRIQUE DU SUD-EST
L'Amérique du sud-est est une région riche en culture et en paysages, offrant de nombreuses possibilités de tourisme et d'exploration.

L'AMÉRIQUE DU NORD-EST
L'Amérique du nord-est est une région dynamique, connue pour ses grandes villes et ses paysages variés. Elle est idéale pour les voyageurs en quête de confort et de culture.

L'AMÉRIQUE DU SUD-OUEST
L'Amérique du sud-ouest est une région magnifique, offrant de superbes paysages et une culture unique. Elle est parfaite pour les amateurs de nature et d'histoire.

L'AMÉRIQUE DU NORD-OUEST
L'Amérique du nord-ouest est une région riche en culture et en paysages, offrant de nombreuses possibilités de tourisme et d'exploration.

Plaisirs de la table



deur à la mode... pouah !). Roger Mazarin me conseille sa dernière création : une salade de saint-jacques au xérès. Saint-jacques à peine pochées, émincées, sur un lit de laitue. Une merveille ! Mais la soupe aux choux au roquefort (je crois bien avoir obtenu du patron qu'il la propose désormais à la fourme d'Ambert) me tentait aussi. Pérennité de cette splendide petite boîte. Bu un château du Tal-lus 71, agréable pomero.

MERCREDI. — Boulevardier au La Botte. Le premier étage devient une sorte de brasserie de luxe, tandis qu'au second, la cuisine de la Botte ouvre un très beau restaurant (on y peut accéder par un petit ascenseur particulier). Aux mets classiques du La Botte s'ajoutent des rillettes de saumon très agréables et des cuisses de volailles au vin qui sont comme le summum du coq au vin en un temps où, de reste, on ne trouve plus de véritables coqs. La sole aux nouilles fraîches est aussi une bonne chose et l'assiette des desserts de Mamy réjouit les gourmandes. A noter un petit salon pour repas d'affaires, ainsi qu'un premier étage « table d'hôte » qui, sur les Champs-Élysées, rencontre à midi un vif succès.

JEUDI. — Déjeuner à la Chaumière des gourmets. M. Béquet, serin, discret aussi, continue de bien nourrir son petit monde d'habités. J'aime que la simple rigolote soit ici un enchantement parce qu'elle est de tous les soirs de l'étagère. J'apprécie la marmite de pois ou, avec les viandes (de qualité), une sorte de gâteau de purée au cerfeuil bien apprêtée. Je salue le plateau parfait des fromages. La table aux pommes flambées au calvados (car Béquet ne rend point sa Normandie). Très bon service féminin.

VENDREDI. — Un saut aux Champs d'Or pour voir la nouvelle décoration de la salle. La cuisine de Georges Clot, reste égale à elle-même dans son agilité, mais pour le poisson sous toutes ses formes et avec tous ses accompagnements de légumes. Puis dîner au Mercure galant. Mon invité y découvre les saint-jacques crues au poivre vert et le foie de veau à l'embourée de choux verts avec un étonnement ravi.

Voilà, en y réfléchissant, deux maisons qui datent d'environ le même temps, de création récente et de clientèle déjà affirmée. Leur

succès est net et compréhensible : sans chercher l'élégance et les plats d'accroche-snob, le cuisinier, ici comme là, cherche la qualité des produits, la simplicité de leur préparation et l'originalité du mets. Ce n'est pas de la nouvelle cuisine, mais de la cuisine intelligente. Ce n'est pas de la cuisine mineure, mais de la cuisine majeure !

LA REYNIERE.

- * Le Récamière, 4, rue Bécarré (7^e), tél. 549-38-58.
- * Chez Georges, 273, bd Périère (17^e), tél. 330-31-00.
- * La Botte, 62, Champs-Élysées (7^e), tél. 525-07-47.
- * La Chaumière des gourmets, 32, place Denfert-Rochereau (14^e), tél. 538-98-47.
- * Les Champs d'Or, 22, rue du Champ-de-Mars (7^e), tél. 551-52-59.
- * Le Mercure galant, 15, rue des Petits-Champs (1^{er}), tél. 743-32-58.

La bouteille du mois

UN LANDAIS ORIGINAL

C'était l'autre soir à l'Aquitaine (54, rue de Dantzig (15^e), tél. 828-46-13), tout neuf et déjà renommé. Avec la salade de bad-dock et le canotier de morue, je me suis laissé tenter par l'annonce d'un vin annoncé sur la carte comme « Tuc à Honc » (55 F).

Renseignements pris et vin « tuc », cette dénomination veut dire, en patois gascon, « colline en feu ». Parce qu'ayant été, il y a quelques lustres, d'une colline de bruyères où le feu prit un jour, le propriétaire y planta ensuite de la vigne. Et voici son vin ! Cela se passe à Payros, dans les Landes. Non loin de Tursat, mieux connu pour ses vins blancs. C'est une région où l'on mélange souvent les raisins de table et ceux de cuve, où les cépages ont nom piepoul, cot, chasselas, tantôt.

Cela donne, de moins pour celui de MM. Duicq père et fils, un vin coloré, généreux, agréable à boire frais, il s'agitait là d'un 74. Je ne sais si que donne le 75, mais, malgré l'étiquette d'une laideur agressive, l'imagine qu'il doit être assez bon. C'est un vin de table, d'un rouge des Landes original. Merci à MM. Duicq, de Payros (40370). J'ajouterais que j'ai bu cet agréable et bon vin dans des verres de Baccarat dans des locaux où l'on a fait un bon dîner. C'est un vin de table, d'un rouge des Landes original. Merci à MM. Duicq, de Payros (40370). J'ajouterais que j'ai bu cet agréable et bon vin dans des verres de Baccarat dans des locaux où l'on a fait un bon dîner.

Précédemment à l'Aquitaine, j'ai pris un bon dîner. — L. R.

HUMAINEMENT

PLUS de cinq cents millions d'animaux sont annuellement sacrifiés pour nourrir les Français : vingt-neuf millions de bêtes de boucherie et de charcuterie, cent millions de lapins, trois cent quatre-vingt millions de volailles.

Depuis des années, l'Œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoirs (OABA) (1) lutte, sous l'impulsion de sa présidente, Mme J. Gilardoni, pour humaniser le sort de ces animaux. Et l'on se souvient de la campagne judaïque entreprise à ce sujet par Brigitte Bardot.

C'est l'OABA qui a obtenu les décrets des 16 avril 1964 et 23 septembre 1970 interdisant l'égorgeage des animaux « en pleine conscience ». Seul l'abattage rituel, israélite ou musulman, bénéficie de dérogations.

Plusieurs méthodes permettent de tuer « humainement » les bêtes. Le pistolet d'abattage comporte une cartouche qui propulse une cheville, laquelle perforé le crâne. Dans un autre type de pistolet, la cheville est remplacée par une « masselotte », qui frappe le crâne sans le perforer. L'appareil à électrocution tue rapidement, au moyen d'électrodes appliquées sur le crâne. L'asphyxie au gaz carbonique, enfin, procure aux porcs une mort sans souffrance.

Mais, hélas ! les abattoirs n'appliquent pas tous ces techniques. Certains n'ont même pas le matériel nécessaire, ou bien ne l'utilisent pas ; les vétérinaires devraient demander les factures officielles à l'achat de ces cartouches. Les abattoirs doivent toujours avoir des appareils de rechange en cas de panne : ainsi n'auront-ils plus l'excuse de revenir à l'égorgeage ou à ce qui est un moindre mal — à la masse, ou enfin, qui, en son temps, fut considérée comme un progrès.

A cet égard, l'exemple nous vient de certains pays (Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne) où existent des abattoirs tenant compte au maximum du bien-être des animaux qui vont mourir, pour nous nourrir.

J.-J. B.

(1) Maison des vétérinaires, 28, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.



Animaux

sions prévues : le cap Prétel (18 et 19 avril), l'île de Tenet aux Pays-Bas (du 27 au 30 mai), la Lorraine (12 et 13 juin).

L'APO a élaboré un projet de réserve à l'étang de Saint-Quentin, proche de Trappes et de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. Ce vaste étang est exceptionnellement riche en oiseaux : soixante-quatre espèces y nichent, et beaucoup d'autres y passent ou y hivernent. C'est un endroit idéal pour observer canards, hérons, busards, guillemots, grèbes, huppés, etc., et aussi herminettes, purpurs, sangliers... L'étang possède d'ailleurs le dernier grand massif de roseaux de la région parisienne. Le projet de réserve de l'APO, qui concerne la partie ouest de l'étang, demeurée sauvage, a des chances d'être retenu.

Les Jeunes pour la nature et l'Animal (32, rue de Buel, 75006 Paris) organisent le dimanche 14 mars une promenade ornithologique au Bois de Vincennes : rendez-vous à 8 h. 30 devant l'entrée principale du château de Vincennes (avec des jumelles et des vêtements de couleur neutre). Au Bois de Boulogne, des sorties ont lieu chaque dimanche sous la direction de Jacques Penot, du comité de liaison inter-associations pour la nature (39, rue de Châteaudun, 75009 Paris). Rendez-vous à 9 heures devant la gare de la porte d'Auteuil : une occasion d'identifier les messages, pics, geais, grives et autres rapaces du Bois. Ces sorties sont d'ailleurs une initiation véritable, puisque Jacques Penot les guide depuis près de trente ans. Plus d'un ornithologue réputé y a fait ses premières armes.

JEAN-JACQUES BARLOY.

Pour être à la page

La plus chouette histoire de tous les temps, de Jean-Paul Steiger.

Le fondateur des Clubs chouette raconte leur naissance avec beaucoup de verve : un tournaient dans l'histoire de la protection de la nature. Fernand Nathan, 87 F.

Les animaux sauvages captifs ou domestiques, de Pierre Civet et Yves Verbeek.

L'histoire des zoos, des cirques, des réserves et des parcs nationaux, ainsi que les controverses qu'ils suscitent actuellement : riche iconographie. Éditions de Saint-Clair.

LA PETITE SEMAINE

LUNDI. — Été voir sur place ce « restaurant du théâtre » (Théâtre d'Orsay) qui fait couler tant d'encre, de salive, et même de fiel, depuis quelques jours. En vérité, depuis que l'on a envoyé les commissaires-priseurs à la gare (d'Orsay), le bar du théâtre de Jean-Louis Barrault (lui aussi dans la gare) ouvre pour les déjeuners (avec un menu à 26,50 F et une carte ne permettant pas de dépenser plus de 35 F pour un excellent repas). On imagine que les gargotes du quartier ne sont plus à la noce ! Or Barrault n'y est pour rien : il a mis son bar en gérance, et le gérant n'est autre que notre célèbre Martin Cantegrit, Alfred de Musset de la nourriture littéraire en son restaurant le Récamière.

Le Récamière est une belle maison de grande cuisine simple (et originale, ce qui ne gâte rien). Pensez, Martin fait lui-même son beurre fermier ! Dans un degré en dessous, les plats du jour et les grillades du Restaurant du Théâtre d'Orsay sont intéressants.

MARDI. — Chez Georges reste la grande maison des plats du jour que l'on sait. J'y arrive avec une envie de gigot flageolet (en passant devant la café-brasserie du coin de l'avenue de la Grande-Armée, refait à neuf et d'une lai-

Rive gauche

LE PETIT ZINC
FRUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE
17, rue de Valenciennes, Paris 10^e

LE FÜRSTENBERG
Dîner romantique et d'été - Roger Pons - 80504
à la hauteur et Roland LORILLON à la hauteur

Le Munich
MARIAGE, NOCES, FIANÇAILLES
25, rue de Buci - Paris 6^e

LES TROIS TOURS
La nouvelle table des gourmets dans un cadre étonnant
TOUR
MAINE-MORILLONNASSE
12, rue de l'Arbre, 75019 Paris

dans un décor Belle Époque...

LE CAFÉ FRANÇAIS
1^{er} Mars 1976
30 Avril 1976

AUTOUR D'UN VIN CHINON (Val-de-Loire)
appellation contrôlée et Spécialités régionales à discrétion

70^e tout compris.
CAFÉ FRANÇAIS
17, Bd St-Jacques
PARIS 14^e - Tél. : 689.89.80
+ Facilités de parking.

Ei pour un repas rapide.
LE PETIT CAFÉ
Ouvert tous les jours

Rive droite

ELD
Son banc d'huitres
770.13.59
63, Rue du Fg. St. Denis F/D

Restaurant PIERRE
A la Fontaine Gallion
Grande cuisine de tradition française (fermé dim.)
OPE. 87-81 - PLACE GAILLON
Parking

Chez Maurice
depuis 45 ans de Père en Fils comme à Marseille
DEJEUNERS - DINERS - SOUPERS jusqu'à 1 heure.
Spécialités de POISSONS
BOUILLABaisse 28 F.
GRATIN DE LANGOUSTE - AJOLI
LOUP FLAMBE AU VERDOL
1, rue du Fg-St-Denis-18^e, F/marc.
770-31-39

LA TOUR CELESTE
LE RESTAURANT CRIVOIS
QUI SORT DE L'ORDINAIRE
65, rue de la Tour (16^e)
(angle av. Paul Doumer)
Tél. : 520-55-19
PARKING GRATUIT (à St-Jacques)

KIATOU
CHAMPAGNES & LONG DRINKS
BORDEAUX GRANDS CRUS
Maison fondée en 1924
SIEGE : 44, rue du Sac - 223-37-08
SUCCESSION : 6, rue de la Renaissance
(angle Marceau) - Tél. : 223-78-36

Julien
16, rue du Fg-Saint-Denis Paris 10^e
Réservation 770 12 06
tous les jours jusqu'à 1 h 30, fermé le dimanche

TERMINUS NORD
824.48.72
SON BANC D'HUITRES
23, rue de Dunkerque
face Gare du Nord
tous les jours

Les secrets de la cuisine russe
Natalie Mant-Servan et Marie Troschanski

Une invitation à un voyage gourmand et à la découverte des secrets de la cuisine russe. Le temps et dans l'espace, la cuisine russe est une véritable philosophie de la vie. Les secrets de la cuisine russe sont une véritable philosophie de la vie. Les secrets de la cuisine russe sont une véritable philosophie de la vie.

Chez GEORGES
SON GIGOT - SON PETIT SALE
ET SES PLATS DU JOUR
FRANÇAIS DEVANT VOUS
273, bd Périère - 17^e - 31-40 - F. MARC.
PORTE MAILLOT

le soufflé
ANDRÉ FAURE
sa bonne cuisine française
est ses soufflés
SALLE CLIMATISÉE
30, rue de Valenciennes - 10^e
Café et Vins - Tél. 268.27.18

LE TOTEM
PANDORA UNIQUE A PARIS
DEJEUNERS - REPAS D'AFFAIRES - RECEPTION
Maison de l'Homme
Fermé mardi et le soir
PALAIS DE CHAILLOT - ELE. 90-40

Dessirier
MAÎTRE - ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, place Périère, Paris 17^e - 754-74-14

MARIO
est heureux de vous recevoir dans un nouveau cadre
DEJEUNERS D'AFFAIRES
DINERS - SOUPERS
7, rue des Ecoles, Paris 5^e
Retenez votre table à 22.00 F par personne
Fermé le jeudi
Spécialités italiennes de grande classe.

Chez Jean L'Auvergnat
52, rue Lamarque - 9^e - 878.82.73
TRIPOUX DE CHEZ LUI
Quartier de Cochon Farcie au Vin Blanc
Sa Moure Auvergnate - Sa Porée
"Ma foi, cela mérite une visite!"
LA REYNIERE
Fermé le Dimanche

YVONNE
La vieille cuisine française
Diner en Mourette - Copie St-Jacques
Rue de Vau à l'Arbre
13, rue Buzano - Tél. : 720-86-15
Fermé Samedi - Ouv. Dimanche

CHATEAU DE BARBE BLANCHE
LUSSAC - SAINT-EMILION
33120 LUSSEAC

AU VIEUX PARIS en l'Île de la Cité
DINERS - SOUPERS
à partir de 20 heures
JUSQU'À 18 heures
FERMÉ LE DIMANCHE
24, rue Chanoine, Paris 4^e
Téléphone : 033-91-36

quascutum
OF REGENT STREET LONDON

tous invite à venir voir sa collection de

antreaux-sport
et imperméables maintenant chez

Frank & fils
FRANK & FILS
80 Rue de Fussy Paris 16^e
Métro : Mairie
Rue de la République

صكنا في الامل

Mode

MERCI PATRON!

La couture chez soi est en pleine expansion, comme en témoignent les ventes de patrons, de machines à coudre et de fournitures de mercerie dont on peut chiffrer l'accroissement autour de 25 % par rapport à 1974.

Le jeu des fusions a réuni sous la seule houlette d'EDIPAC les patrons de Jardin des modes, Elle, Patrons de Paris et Marie-Claire, soit 85 % du marché français, avec quelque huit millions de pochettes vendues. « Burda », d'origine ouest-allemande, s'attache pour sa part aux premiers prix, tandis qu'au niveau du prestige Vogue étend ses contrats exclusifs de couturiers aux modèles de créateurs vedettes (dont Karl Lagerfeld de « Chloé » et « Sonia Rykiel », entre autres).

Jacques Bouchard, grossiste-détaillant en tissus (deux points de vente à Paris, dix-huit en province, 300 millions de francs de chiffre d'affaires annuel avec la vente de 15 millions de mètres de tissu) s'attache à rechercher des solutions nouvelles, sous forme de contrats spéciaux passés avec les détaillants, qui augmentent le pouvoir d'achat de son groupe.

Selon lui, pour pouvoir s'approvisionner à bon prix, les grossistes devraient être appelés dans les défilés à venir, à travailler avec des usines à créativité constante et à main-d'œuvre peu coûteuse, capables de fournir le marché « par bateau entier ». Analysant sa clientèle parisiennne, M. Bouchard compare ses habitudes récentes d'achat à celle de la jeune femme américaine qui, depuis longtemps déjà, coud « pour s'amuser » et pour se distinguer de ses amies, ou encore parce que le prêt-à-porter du moment lui semble à la fois cher et peu séyant. La moyenne des jeunes françaises qui fréquentent le magasin pilote du boulevard Haussmann choisit des cotonnades dont le prix évolue entre 10 et 12 F le mètre, en 90 cm de large.

La mode 1976 est au tricolore et au bi-centenaire américain ? au liberty d'origine, ou aux petites fleurs sur fonds sombres et, naturellement, au blue-jean délavé dont Bouchard a vendu 500 000 m en 1975, en dépit de la masse de pantalons taillés dans cette même étoffe et vendus à tous les prix.

La jeune femme qui a franchi

le cap de ses vingt-cinq ans sélectionne généralement ses robes selon les critères pratiques de lavabilité et d'infroissabilité, avant toute idée de formes et de couleurs, ce qui lui fait préférer le jersey de polyester texturé aux autres synthétiques, à la laine et à la soie. La Woolmark tente bien de lancer des mélanges lavables en machine, mais le succès des jerseys, qui existent maintenant en toutes saisons et sont vendus environ 20 francs le mètre, en fait des concurrents quasi imbattables.

Tous les grands magasins ont des rayons de tissus au même fait des concurrents quasi imbattables. Les rayons de tissus au même fait des concurrents quasi imbattables. Les rayons de tissus au même fait des concurrents quasi imbattables.

Mais la soie, c'est surtout la spécialité de Max, aux Champs-Élysées, qui présente une excellente sélection d'imprimés et d'unis à des prix étudiés ainsi que des doublures en pongé dans une variété de couleurs infinie.

Au plan de la couture expliquée, un nouveau trimestriel, *Couture International* (10 F), se consacre entièrement au « faites-le vous-même ». Les explications y sont données en cinq langues (anglais, allemand, espagnol, italien et portugais). Sa rédactrice en chef, adjointe est la dynamique Jany Keller, déjà directrice du journal *Couture personnelle*, organe de l'Association pour la promotion



(Croquis de MARCQ)

VOGUE : dernier-né des patrons la collection de Karl Lagerfeld pour Chloé. Cet ensemble comprend, en fait, toute une gamme-robe de printemps, manteau, robe-tunique sans manches, casaque à grand col et manches rigides, à compléter d'une jupe ou d'un pantalon. Rien n'est démodé, et tous les ornements sont finis au surpiçage signés pour garder à la collection son style éternel triplé. Existe en six tailles, du 34 au 44 N. (25 francs, 52, rue Saint-Anne, 75002 Paris) ou 20 francs contre remboursement bancaire accompagné d'une enveloppe timbrée.)

ANDRÉA PFISTER : chemiseur maitre et blazer en vente et prêt-à-porter à barrette sur le cou de pied. (250 francs, 16, rue Cambon, et 56, rue du Four.)

de la couture personnelle (1), qui groupe des organismes professionnels, des industriels et des détaillants. Cette association réussit à créer des centres d'intérêt aussi bien chez les enfants à partir de huit ans que chez les adultes. Ainsi, organise-t-elle des réunions amicales, animées par une conseillère équipée d'une machine à coudre portable, où chaque participante peut, pour un prix modique, réaliser le modèle dont elle a envie. Il s'agit ici, selon les statuts de l'association, de couture « considérée comme loisir créatif ».

NATHALIE MONT-SERVAN.

(1) 32, boulevard de Sébastopol, 75003 Paris, tél. 277-12-13.

● A chaque tissu son fil.

● Pour guider dans son choix la femme qui coud, les filières Dofy-Miley viennent de sortir dans une même gamme de couleurs quatre types de fils conçus pour une utilisation spécifique : tissus légers et synthétiques, coutures fortes, tous usages et raccommodages.

CLIN D'OEIL

AUX CIMAISES D'UNE MILLIARDAIRE

On imagine souvent les collectionneurs de tableaux sous les traits d'hommes ayant dépassé l'âge mûr, discrets et méfiant. Les tracasseries auxquelles ils se livrent passent pour être entourées de mystère, loin des curiosités des agents du fisc et de la douane, leurs acquisitions étant montrées en exclusivité à des experts au filer éprouvé.

Il n'a été donné, cependant, de rencontrer à Paris un collectionneur d'un tout autre genre, Mme Concepcion Oliver — « Gady » pour ses amis — à vingt-quatre ans, le teint pâle et la sourire las des madones de Zurbaran. Elle aime les fruits de mer, s'habille chez les grands couturiers, dîne chez Régine, se pèse chaque matin, et dépense allégrement sa fortune personnelle, qui est considérable, pour rassembler les œuvres des peintres espagnols des XIX^e et XX^e siècles.

Aimant qu'une chaise ressemble à une chaise, et une tasse à thé à une tasse à thé, détestant l'art abstrait, sa passion ne la porte que vers les figuratifs, trop méconnus à son gré, dans un temps où la peinture s'éloigne des formes et des couleurs de la réalité quotidienne pour tomber dans une géométrie intellectuelle dont on n'est jamais certain de la sincérité.

Au lieu d'aller en catimini, rendre visite à des marchands, Mme Oliver a choisi de collectionner au grand jour. Elle s'est installée à Paris, dans un bon hôtel, puis, à grand renfort d'annonces dans la presse, elle a invité les propriétaires d'œuvres des peintres qui l'intéressent — une centaine, classées par ordre alphabétique — à se manifester. Comme elle paye comptant et au plus haut prix, les propositions ne manquent pas, et chaque soir son agent en douane vient prendre livraison des tableaux acquis. Ils s'en vont rejoindre par les voies les plus légales, affirmé-elle, les centaines de toiles déjà réunies, selon ce procédé, dans un dépôt à Madrid.

Quand elle estimera avoir un échantillonnage suffisant des peintres espagnols des XIX^e et XX^e siècles, Gady ouvrira un musée qui, sans faire concurrence au Prado, intéressera certainement les amateurs.

Un tel mécénat, bien sûr, n'a pas manqué d'éveiller l'intérêt dans un milieu où la spéculation va bon train. Notre collectionneuse a reçu la visite de la police, de la D.S.T., de la douane, et même de l'Office des changes, qui s'est ému de cet afflux de pesetas converties en peintures, à une époque où les fortunes ibériques recherchent hors de leurs frontières des refuges sûrs.

Lin d'encre, Concepcion Oliver, cette méfiance la fait sourire : « On a tellement perdu l'habitude de voir dans le commerce de la peinture les gens agir simplement et avec franchise, que ma façon de faire paraît louche, surtout en France, où l'on ne craint rien plus que d'être roulé par une étrangère. »

A plusieurs reprises, des vendeurs ont tenté de lui refiler de vieilles croûtes au prix de la broche. Bien qu'elle ne sollicite jamais les services des experts, les vendeurs sans scrupules ont été pour leurs frais de déplacement. « Mon grand-père m'a suffisamment initié à la peinture de cette époque pour que je puisse juger moi-même de la qualité d'un tableau », dit Gady, qui se secourait ne quitte ni jour ni nuit.

A chacun son tour, n'est-ce pas, d'être méfiant ! Aussi, d'Agrasot à Zabalita, en passant par Léon Y Escocure et David de Regoyos, une foule de peintres ignorés vont peut-être remonter aux cimaises madrilènes grâce à une jeune milliardaire qui a, semble-t-il, plus d'un tour dans son sac en croco.

Ces avouons, connue devant le preséiditateur, que s'il n'y a pas dans ce mécénat le moindre truquage, c'est formidable, et que, par contre, s'il y en a un, c'est sublime.

N'est-il pas admirable, depuis que M. André Malraux l'a dit, qu'il existe aussi des musées imaginaires !

MAURICE DENUZIERE.



Maison

Devant le miroir

L'ARMOIRE de toilette suspendue au-dessus du lavabo est en voie d'être considérée comme aussi rudimentaire qu'un crochet planté dans le mur en guise de portemanteau ! Le temps passé aux ablutions se prolongeant désormais par les soins prodigués au corps et au visage, la salle de bains est devenue aujourd'hui une pièce à équiper aussi confortablement qu'une autre.

Lorsqu'il s'agit de créer ou de rénover une salle d'eau, on peut prévoir l'encastrement d'une vasque dans un meuble de toilette, cette combinaison permettant de dissimuler tuyaux et vidange et de ménager des étagères fermées par des portes. Sur ce plan de toilette (qui peut s'étendre de part et d'autre du lavabo, selon la place disponible) s'alignent les produits d'hygiène et de beauté. Divers éléments, fixés au mur ou posés au sol, servent à ranger le linge de toilette. L'industrie de l'ameublement, qui n'est pas étrangère à cette nouvelle conception de la salle de bains, s'assure ainsi des débouchés pour des meubles spécifiques.

Moduler soi-même...

Quelques fabricants d'armoires de toilette ont étendu leur production à des meubles que l'on peut juxtaposer pour créer un ensemble encadrant lavabo et baignoire ou douche. Présentés au Salon du meuble de Paris, de nouveaux modèles sont mis en vente dès maintenant. Allibert propose une gamme, appelée « Design », de dix-neuf éléments en stratifié Méla-min blanc (avec poignées en brun ou bleu fumé) ou teinte beige vison avec brun fumé. Ils comprennent des plans-lavabo à suspendre ou des meubles-lavabo à deux portes, avec vasque en laiton émaillé brun ou blanc (590 et 890 F), des meubles à suspendre et à poser, ces derniers équipés d'étagères, de tiroirs, de bac à linge ou de penderie pour les plus hauts. Un meuble à deux portes est conçu pour se poser sous un lavabo (415 F en blanc). Cette gamme est en vente aux Galeries Lafayette, au B.E.V. et à la Samaritaine.

Sanjura vient de créer deux nouveaux ensembles de meubles, l'un en stratifié postformé d'aspect mat, façon cuir (en cinq coloris) ; l'autre en sapin massif verni. Visibles actuellement au B.E.V. et aux Galeries Lafayette, ces deux gammes de mobilier comprennent des tables de toilette suspendues à une ou deux vasques en acier émaillé, et des rangements à disposer sous ces mêmes plans de toilette ou, de part et d'autre, dans des hauteurs allant de 0,38 m. à 1,70 m. Ces ensembles, comme ceux d'Allibert, s'harmonisent avec des armoires de toilette ou des miroirs lumineux de même style.

...ou choisir le prêt-à-pos

Deux fabricants de cuisines abordent, eux aussi, l'équipement de la salle de bains en y adaptant leur conception des éléments de rangement. Un aménagement complet — aussi onéreux que celui d'une cuisine — est étudié sur devis et peut être réalisé par étapes.

Coméra a créé pour la série « Nautique » des éléments à poser ou à suspendre, avec portes en lamini blanc ou bistré, en noyer stratifié ou thermoformées en blanc, mastic ou roux. Les plans de toilette (lamini blanc à bords arrondis) sont équipés d'une vasque Allibert de forme trapézoïdale. La diversité des dimensions des éléments et de leur équipement intérieur permet d'obtenir un aménagement de salles de bains répondant à des besoins précis.

Le fabricant allemand des cuisines Poggenpohl a conçu, lui, un programme de salles de bains en stratifié couleur jaune miel. Son originalité réside dans des panneaux muraux équipés de consoles de toilette, avec ou sans vasque, d'éléments de rangement ouverts ou fermés. Ces panneaux se fixent au mur, qui peut être laissé brut, sans peinture ni carrelage. Parmi les astuces de rangement, il existe un élément d'angle (comme pour la cuisine)

avec plateaux pivotants équipés de bacs pour le rangement des produits de toilette.

JANY AUJAME.

* Allibert, 15, rue Jean-Jaures, 92007 Puteaux, indique ses revendeurs à Paris et en province.
* Sanjura, 87a, boulevard Lissou, 93300 Champagnolle, indique ses revendeurs.
* Coméra, 9, route de Saint-Leu, 95350 Montmagny, indique ses concessionnaires.
* Poggenpohl, en exclusivité à la boutique « Kitchen Point », 8, rue de la Pompe, 75016 Paris.

DOIGTS AGILES

Sept artisans — hommes et femmes, français et étrangers — exposent actuellement à la Maison des métiers d'art français. Leur personnalité déjà bien affirmée s'exprime par des techniques très diverses. Avec ses « tapisseries cousues », Emmanuel Cheuche crée un univers d'animaux et de fleurs étranges, tandis que Donya Miller invente à partir du macramé des sculptures faites d'une prolifération de nœuds de fibres.

La pureté des formes recherchée par le jeune dinandier Jean-Marie Soler s'oppose au baroque de créations, mi-sculptures mi-bijoux africains, de Janos Borovl. Installés près de La Borne, deux potiers, Remy Bonhart et Hildebrandt Schilchenmayer, poursuivent parallèlement leurs recherches de mélange de matières naturelles et d'émaux. Remy Samson, lui, est un artisan d'un genre particulier : ses œuvres d'art sont des « bonsoir », ces arbres miniaturisés dont les trois quarts de siècle tiennent dans un pot de céramique.

J. A.

* Jusqu'au 27 mars, Maison des métiers d'art française, 28, rue du Bac, 75007 Paris.

TRUCS

● Deux sous-sous-couteaux viennent de rejoindre la collection de couteillerie des Fonderies de Cousances. L'un est destiné à lever des filets dans le poisson ou la viande : sa lame très souple suit facilement les contours de la chair (à partir de 17 F). L'autre est un vrai couteau à jambon, dont la lame, longue et arrondie du bout, est aussi dentelée (à partir de 18 F). (Couteaux de Cousances, vendus dans les grands magasins et boutiques spécialisées.)

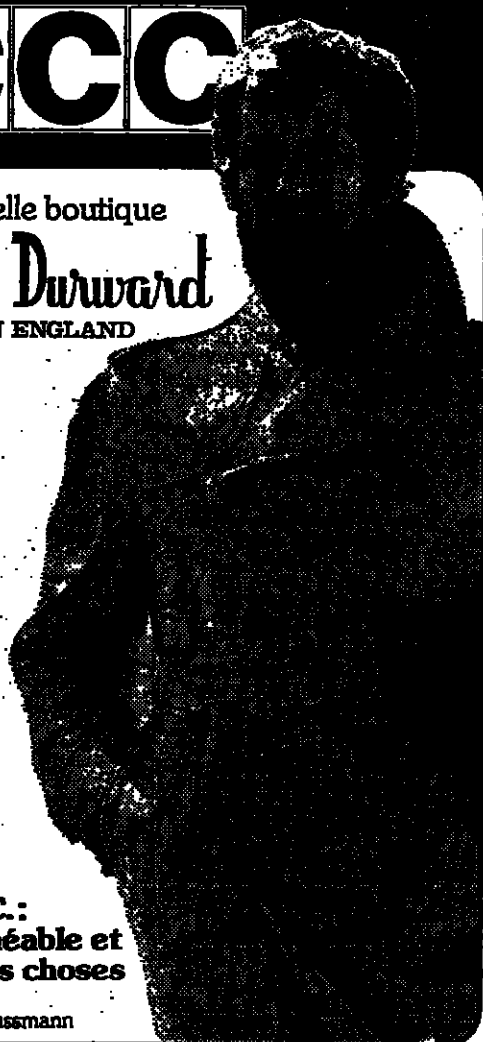
● Une friteuse en aluminium à utiliser sur brûleur à gaz. Un thermomètre blanche, logé dans

un boîtier placé à l'intérieur de la cuve est doté d'un cadran de lecture, à repères colorés, intégré dans l'une des poignées ; le couvercle en acier inoxydable est équipé d'un filtre anti-odeur. Cet ustensile permet de faire 1,250 kg de frites. (Seb, 185 F, quincailleries, grands magasins, articles de ménage.)

● Une brosse électrique aspirante, de forme allongée, permet d'entretenir sans peine vêtements, rideaux et sièges. Dans le capot-poignée, un réservoir à poussière et un filtre lavable. Puissance : 50 watts en 220 volts. (Sicer, 98 F, dans les grands magasins et à la FNAC.)

ACTUELLEMENT AU

la nouvelle boutique
Kenneth Durward
MADE IN ENGLAND



C.C.C. :
de l'imperméable et
bien d'autres choses

39/41, bd Haussmann

Aquascutum
OF REGENT STREET LONDON

vous invite à venir
voir sa collection de
**manteaux-sport
et imperméables**
maintenant chez

Franck & Fils

FRANCK & FILS
80 Rue de Passy, Paris 16^e

Métro : Muette
Parking Av. Paul-Doumer face aux magasins

RADIO-TÉLÉVISION

La femme au foyer

Jeu sur TF 1, Mme Claude Le Roux avait soixante minutes pour nous convaincre du bonheur qu'il y a à faire le bonhomme des siens en acceptant ou en demandant de rester chez soi. Elle a très justement dénoncé les deux images opposées, stéréotypées et jadis inversées, l'une en rose et l'autre en noir, de la femme épanouie, libérée par le travail et de la femme abrutie, asservie par le ménage. A en croire les sondages, 42 % seulement des Françaises et des Français préfèrent la seconde à la première et brûlent ce qu'ils ont adoré, n'éprouvant plus que mépris et pitié pour les neuf millions de mères de famille, objets bruyants dévalorisés d'un culte dépassé. Volte-face absurde, c'est vrai.

Elle est très persuasive, Mme Le Roux, elle est charmante, belle, sympathique, intelligente, naturelle. Elle a tout. Elle a de beaux enfants — ils doivent avoir entre six et dix-huit ans — deux garçons, deux filles. Ne s'agit-il pas d'un équilibre, affectueux : quand elle revient du marché, ils se jettent impétueusement à son cou devant les caméras comme si elle revenait du voyage et ne semblent pas avoir souffert le

moins du monde du travail de leur mère, une ancienne journaliste, convertie il y a quatre ans seulement à la cause qu'elle défend. Car elle a cela aussi. Elle a vingt ans d'expérience professionnelle, de vie active et réussie derrière elle. Elle n'a pas de regrets. Elle a pu s'affirmer dans ses deux rôles, prudemment opposés, que tant d'entre nous sont obligées de cumuler pour des raisons économiquement.

Ces raisons, de mauvaises raisons à ses yeux, elle les a combattues en nous expliquant que le travail au dehors coûtait plus cher que le travail au dedans : coiffeur, restaurant, perte d'allocations variées et budget mal étudié le plus des temps. Ses calculs ne semblaient pas coïncider avec ceux de la plupart des mères de famille, mais sur la fond elle a raison, et Antoinette Foulque, la déléguée aux mass media du M.L.F., ne lui a pas donné tort en affirmant que chacun devrait pouvoir choisir en toute liberté, en toute liberté, de s'employer à la maison, à l'usine, aux champs ou au bureau.

Il semble qu'elle ait réussi à convaincre 5 % de téléspectateurs. Parmi eux une consœur,

qui m'a téléphoné sur le coup de minuit, bouleversée : ces pauvres gosses négligés qu'on envoie au mois sur deux en colonie de vacances l'été, ces produits surgelés et ces soupes en sachet que l'on attrape au vol à la sortie du métro, ces repas pris à la rigolade et à la sauriette dans des assiettes qu'on refuse de changer pour ne pas avoir à les laver, et ces chemises en fibres synthétiques qu'on n'a pas besoin de repasser, non, cela ne pouvait plus durer. Elle avait tenté d'amener son mari à renoncer à son emploi, pour s'occuper d'elle et des enfants. Il lui avait ri au nez. D'où son émoi. Signe inquiétant, en effet, aux dires de Mme Le Roux, et de Mme Alice Saurin-Sellé, appelée à témoigner au cours de l'émission, que ce refus. D'après elles, les femmes aimantes et aimées préfèrent toutes rester chez elles. Dès qu'on parle de travail, on pense au divorce ou au veuvage. Il suffit parfois de mettre au masculin ce qu'on vient d'énoncer au féminin pour faire la preuve par l'absurde de l'égalité des chances et des choix qu'une société évoluée devrait pouvoir nous offrir. A tous.

CLAUDE SARRAUTE.

VENDREDI 12 MARS

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30, Au théâtre ce soir : Le Pirate, de R. Castans avec R. Pierre P. Préboist D. Voie.

ROGER PIERRE joue actuellement
VOYEZ-VOUS CE QUE JE VOIS ?
AU THÉÂTRE DE LA MICHODIÈRE

22 h. 20, Emission musicale : Arcana (la cor), de M. Le Roux : 23 h. 10, Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30, Feuilleton : Moïse, avec B. Lancaster. 21 h. 30, Emission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (c'est de la politique ou de la littérature ?).

Le nouveau Jobert
L'autre regard
vient de paraître

Avec M. Michel Jobert (« L'autre regard »), Guy Bedos (« Je croque... »), Claude Mauriac (« Et comme l'espérance est si douce... »), et Philippe Raynaud (« Julien ou la route à l'envers »).

pour une bonne lecture
choisissez ce livre... et dormez tranquille

22 h. 30, Ciné-club : « Week end », de J.-L. Godard (1967) avec M. Darc, J. Yanne. Un film poétique et politique, réalisé dans un style provocant et agité.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30, Magazine vendredi... Faits divers : La mort d'un cyclomotoriste. 21 h. 25, Les dossiers noirs : La sécession du Katanga. 22 h. 25, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30, Poésie : 30 h. 5, La musique et les hommes ; 22 h. 10, Entretiens, avec W. Burroughs ; 23 h. 10, De la nuit : 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Présentation du concert : à 20 h. 30, Concert par la Nouvelle orchestre philharmonique de Radio-France, direction E. Krivine avec A. Nicollet, H. Dreyfus ; Deuxième suite en si mineur (Bach) ; Divertissement en la mineur pour cordes, n° 138 (Mozart) ; Concerto brandebourgeois n° 5 (Bach) ; 22 h. 30, Dossier disque ; 23 h. 10, Le cabaret du jazz ; 24 h. 10, En marge ; 1 h. 30, Une renaissance.

SAMEDI 13 MARS

CHAÎNE I : TF 1

De 11 h. 55 à 20 h., Programme ininterrompu avec, à 17 h. 25, un télé-film : « L'Emblème rouge du courage », remake télévisé de « La Charge victorieuse » de John Huston. 21 h. 30, Télé-roman : Nouvelles de Henry James (I. le Banc de la désolation, n° 1, adapté R. Crenier, réal. Cl. Chabrol, avec C. Samie, M. Duchaussoy, Th. Fures). 22 h. 5, Les comiques associés (avec Rufus, Zucc, etc.) ; 22 h. 50, Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 12 h. 30 à 20 h., Programme ininterrompu avec, à 15 h., du football : Lille-Paris-Saint-Germain, et à 15 h. 45, du cyclisme : Paris-Nice. 20 h. 20, D'accord, pas d'accord : 20 h. 30, Téléfilm : « La nuit qui terrifie l'Amérique », de G. Laitner (1971), avec M. Darc, M. Constantin, H. Hillien, M. Lonsdale. Sur la Côte d'Azur, les aventures d'un poète, célibataire éduqué, que les nécessités d'une entreprise obligent à vivre en compagnie d'une jeune femme et de son petit garçon. Gens noirs et gens roses en alternance.

22 h. 5, Résultats des élections cantonales (second tour) : 23 h. 10, Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 12 h. à 20 h., Programme ininterrompu avec, à 13 h. 30, un télé-film : « Switch », de R. Day, et à 18 h., du cyclisme : Paris-Nice. 20 h. 30, Variétés : Système 2 : 21 h. 50, Résultats des élections cantonales (second

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30, Théâtre : « Timon d'Athènes », de Shakespeare, mise en scène de P. Brook ; avec F. Marthouret, M. Béchou, U. Bihler, M. Colisson, G. Chaillou ; réal. A. Tarta.

Joué spécialement pour la télévision, après les représentations données au théâtre des Bouffes du Nord.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30, Poésie : 20 h. 5, En hommage à P.-J. Jouve, nouvelle diffusion de « Pauline 1890 », avec E. Riva, P. Vassac, J.-R. Caumont ; 22 h. 10, La légende du samouraï ou la légende du samouraï ; 22 h. 30, Journal.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Poésie ininterrompue, avec J. Stefan, 20 h. 40, Atelier de création radiophonique : « Chrysothème », par M. Kravitz et R. Perrot ; 22 h. 10, Black and blue ; 23 h. 40, Poésie ; 23 h. 45, Résultats des élections cantonales.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. 15, La tribune des critiques de disques : « La Flûte enchantée » (Mozart) ; 20 h. 15, Nouveaux talents, premiers sillons : 20 h. 30, Concert pour l'Orchestre national, dir. N. Sanli, avec R. Woodward, pianiste ; 21 h. 50, Symphonie n° 2 en ut mineur opus 17 (Tchaïkovski) ; Concerto pour piano et orchestre (Brahms) ; 22 h. 10, Journal.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. 15, La tribune des critiques de disques : « La Flûte enchantée » (Mozart) ; 20 h. 15, Nouveaux talents, premiers sillons : 20 h. 30, Concert pour l'Orchestre national, dir. N. Sanli, avec R. Woodward, pianiste ; 21 h. 50, Symphonie n° 2 en ut mineur opus 17 (Tchaïkovski) ; Concerto pour piano et orchestre (Brahms) ; 22 h. 10, Journal.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. 15, La tribune des critiques de disques : « La Flûte enchantée » (Mozart) ; 20 h. 15, Nouveaux talents, premiers sillons : 20 h. 30, Concert pour l'Orchestre national, dir. N. Sanli, avec R. Woodward, pianiste ; 21 h. 50, Symphonie n° 2 en ut mineur opus 17 (Tchaïkovski) ; Concerto pour piano et orchestre (Brahms) ; 22 h. 10, Journal.

VENDREDI 12 MARS

— MM. François Mitterrand et Jean Lecanuet répondent aux questions des journalistes d'Europe 1 à 19 h. 10 et 19 h. 30.

TRIBUNES ET DÉBATS

— MM. Georges Marchais, G.-C. Fajetta, Alfred Grosser et Mme Hélène Carrère d'Encausse

participent au magazine de Michèle Cotta : « Moscou, Rome, Paris : les communistes à la croisée des chemins », sur France-Inter, à 19 h. 30.

ARTS ET SPECTACLES

Culture

LE COLLOQUE NATIONAL

Une maison au cœur de la ville

Tout au long de la rue principale, la Maison de la culture d'Amiens vient d'être inaugurée par un colloque national. C'est en somme l'aboutissement logique d'une bonne promenade : on y entre comme chez soi. L'architecte (Pierre Sonnet) a voulu que tout soit largement ouvert et que l'on voit de loin les couleurs de l'exposition en cours ; les rideaux du premier étage, tout en vitres, n'ont pas tous été tirés.

A l'intérieur, c'est aussi vaste, aussi imposant que n'importe quelle maison de la culture. Mais le bois du plancher contribue, entre autres, à ôter l'impression de solennité que l'on reproche généralement à ce genre de lieu. Là c'est vaste, oui, mais humain.

Le premier étage accueille les expositions ; les réunions, parfois. C'est là aussi qu'autour des grandes tables rustiques de la cafétéria, étudiants et lycéens travaillent ou discutent — d'autres sont restés sur le campus — tandis qu'un pianiste anonyme improvise un air de ragtime. Allure, un potier fait une démonstration de poterie et les pots s'entassent autour de lui. Au même étage sont les deux salles de spectacle : le Petit Théâtre et le Grand — tous deux se transformant régulièrement en cinéma.

L'espace scénique du Grand Théâtre (1070 places) est cinq fois modifiable, grâce à un dispositif tournant. Quant au Petit Théâtre, ses 280 places ne suffisent plus au public d'Amiens. Il manque une salle d'environ 400 places.

Tout en haut, enfin, se retrouvent ceux qui désirent lire ou écouter des disques. Et dernièrement, à ce niveau, l'équipe technique a aménagé une petite salle de 80 places pour accueillir les spectacles d'essai ou de cabaret — ou bien les colloques.

C'est en 1971 que Dominique Quéhec succède à Philippe Tiry, directeur de la M.C.A. pendant cinq ans. A ce dernier avait incombé la tâche de créer de nouvelles habi-

tudes culturelles. Le nouveau directeur va entreprendre une animation décentralisée. Dans le même temps est élu un nouveau conseil municipal, à majorité communiste, qui augmente ses subventions et apporte désormais un soutien fidèle, en gardant pour principe la non-ingérence dans la gestion de la Maison de la culture.

Le souci de Dominique Quéhec est avant tout d'ordre pédagogique. Il a des principes — « toute action culturelle présuppose un projet moral et une interrogation : quelle culture pour quel individu, dans quelle société ? » — une grande foi dans les possibilités productives de l'action culturelle, mais aussi la certitude que l'action d'une maison de la culture ne peut être que « relativisée », que ce n'est pas elle — qui sera véritablement transformatrice.

Il y a une chose à laquelle Dominique Quéhec n'a jamais cru, et à laquelle Malraux croyait, c'est la grâce, la rencontre privilégiée du public et de l'œuvre d'art. « Cela n'existe pas, estime le directeur de la M.C.A., sans une médiation, sans une pédagogie de la création, c'est le rôle de la maison de la culture ».

Amiens étant une petite ville, l'équipe de la M.C.A. a joué la carte de l'équipement central — qui a sa nécessité, car ici, il est devenu le seul espace communautaire et ludique. A partir de ce noyau, créateurs et animateurs ont sillonné pendant cinq ans le département de la Somme, allant vers un public dont ils savaient qu'il ne viendrait pas à eux. Il y a deux ans, un service d'animation théâtrale avait été créé pour prendre en charge l'animation théâtrale de la Maison de la culture à Amiens et dans le département. Le premier contact des gens avec le théâtre, ses techniques, ses acteurs, était assuré par eux. Ils intervenaient dans les classes, travaillaient avec les enseignants, initiaient jeunes et adultes à l'expression corporelle et dramatique. Mais cette cellule de création n'existe plus : il n'y a plus assez de subventions.

Après avoir « labouré » le département de manifestations diverses, les animateurs de la Maison de la culture ont dû se replier sur Amiens. Seul, Pupitre 14, Centre national de création et d'animation musicales (distinct de la M.C.A. mais accueilli par elle), assure une certaine décentralisation.

Restent maintenant les spectacles. Invités par la Maison de la culture : il y a cinq ans, c'étaient Henri Ronse ou Jean-Pierre Vincent qui venaient. Maintenant, Dominique Quéhec préfère inviter « des spectacles qui laissent des traces positives. Entre certaines formes d'expérimentation essentielle et un théâtre plus adhésif, moins spectaculaire, nous sommes amenés à choisir ce qui touchera le public le plus large. Le T.N.P. va venir, c'est un bon support de mobilisation ».

Reste aussi le cinéma, qui est l'activité la plus bénéficiaire. Les projections sont toujours organisées autour de thèmes généraux et, tenant compte d'un renouvellement régulier du public, le répertoire dit classique est constamment repris. Mais ce qu'il faut retenir de la Maison de la culture d'Amiens, ce qui correspond le mieux sans doute aux conceptions de son directeur, ce sont les « cycles » organisés depuis quelques années. Pendant plusieurs semaines, on prend un grand thème, on l'exploire, avec de multiples débats, à l'appui de films et de spectacles divers. L'information, la folie, les sports, la jeunesse, autant de sujets qui ont donné, pour Dominique Quéhec, « l'idée de ce que pourrait être une université populaire ».

CLAIRE DEVARRIEUX.

Le contact par l'image

Il y a dix ans, André Malraux inaugurait la M.C. d'Amiens avec « dix chefs-d'œuvre du Louvre ». Aujourd'hui, dix ans après, une réponse : « Dix œuvres, dix artistes contemporains (César, Hennessey, Maleval, Messagier, Monory, Niki de Saint-Phalle, Pavlos, Rayssa, Soto, Viallet et l'Assommoir de Duchamp, une œuvre collective d'Allaud, Arroyo, Roccalcati). « La musée n'est pas notre affaire, pas plus que les chefs-d'œuvre. Pour les dix ans de la M.C., nous présentons dix œuvres qui permettent d'éclairer la multiplicité des démarches artistiques d'aujourd'hui. Dix œuvres plus ou moins spectaculaires choisies pour habiter ce lieu de rencontre, ce prolongement de la rue », dit Claude Engelbach, le responsable des arts plastiques de la M.C.A.

A la M.C. d'Amiens on a érigé en principe que le premier contact avec le public se fait par l'image, avant le spectacle, avant le débat et la confrontation. C'est un fait, la M.C. est au bout de la rue principale, son architecture est ouverte et sa structure, soignée toute, vivante, avec ce grand hall d'entrée où l'on est directement en présence des expositions. C'est une des rares M.C. où les arts plastiques n'y sont pas considérés comme la cinquième roue de la charrette.

Depuis cinq ans on a abandonné les « locomotives » et cherché à engager le dialogue avec le public par un choix de plus en plus diversifié d'expositions thématiques (l'Arbre, Velasquez, deux expositions conçues par le CRACAP, pour être modifiées et enrichies par l'apport personnel de tous les publics) et de manifestations expérimentales (l'architecture oblique de Claude Parant, avec construction d'un praticable occupant la totalité du grand hall), plutôt que l'exposition de démarches individuelles, qui ne sont pas exclues pour autant. Mais il faut compter avec les badauds, les « chalandes », qui, chaque week-end, sont trois mille à peu près à venir à la M.C. Un public potentiel qu'il ne faut pas rebuter ni décourager par des démonstrations trop avant-gardistes ou hermétiques, trop de propositions plastiques pures, Lalande, Cremonini ou Cucco, par exemple, marchant beaucoup mieux que Bram Van Velde...

Un des premiers objectifs de l'équipe Quéhec-Engelbach avait d'abord été la programmation d'œuvres inédites. Sans trop d'illusion. Le problème de l'au-delà de l'image restant entier. Un problème qui se pose ici comme ailleurs, celui de l'éducation artistique et des lacunes au niveau de l'enseignement. On a tenté d'y pallier à la M.C.A. en animant un atelier d'expressions plastiques, vite devenu déviant, avec une demande telle qu'il n'aurait fallu faire que ça. Après tout on n'est pas une maison de jeunes. Claude Engelbach préfère développer les activités d'animation avec films, débats en présence d'architectes, de plasticiens et d'artistes et, dans la mesure du possible — on manque d'animateurs — réaliser des percées hors de la maison mère en liaison avec les C.E. et le milieu scolaire.

Un des premiers objectifs de l'équipe Quéhec-Engelbach avait d'abord été la programmation d'œuvres inédites. Sans trop d'illusion. Le problème de l'au-delà de l'image restant entier. Un problème qui se pose ici comme ailleurs, celui de l'éducation artistique et des lacunes au niveau de l'enseignement. On a tenté d'y pallier à la M.C.A. en animant un atelier d'expressions plastiques, vite devenu déviant, avec une demande telle qu'il n'aurait fallu faire que ça. Après tout on n'est pas une maison de jeunes. Claude Engelbach préfère développer les activités d'animation avec films, débats en présence d'architectes, de plasticiens et d'artistes et, dans la mesure du possible — on manque d'animateurs — réaliser des percées hors de la maison mère en liaison avec les C.E. et le milieu scolaire.

Un des premiers objectifs de l'équipe Quéhec-Engelbach avait d'abord été la programmation d'œuvres inédites. Sans trop d'illusion. Le problème de l'au-delà de l'image restant entier. Un problème qui se pose ici comme ailleurs, celui de l'éducation artistique et des lacunes au niveau de l'enseignement. On a tenté d'y pallier à la M.C.A. en animant un atelier d'expressions plastiques, vite devenu déviant, avec une demande telle qu'il n'aurait fallu faire que ça. Après tout on n'est pas une maison de jeunes. Claude Engelbach préfère développer les activités d'animation avec films, débats en présence d'architectes, de plasticiens et d'artistes et, dans la mesure du possible — on manque d'animateurs — réaliser des percées hors de la maison mère en liaison avec les C.E. et le milieu scolaire.

Un des premiers objectifs de l'équipe Quéhec-Engelbach avait d'abord été la programmation d'œuvres inédites. Sans trop d'illusion. Le problème de l'au-delà de l'image restant entier. Un problème qui se pose ici comme ailleurs, celui de l'éducation artistique et des lacunes au niveau de l'enseignement. On a tenté d'y pallier à la M.C.A. en animant un atelier d'expressions plastiques, vite devenu déviant, avec une demande telle qu'il n'aurait fallu faire que ça. Après tout on n'est pas une maison de jeunes. Claude Engelbach préfère développer les activités d'animation avec films, débats en présence d'architectes, de plasticiens et d'artistes et, dans la mesure du possible — on manque d'animateurs — réaliser des percées hors de la maison mère en liaison avec les C.E. et le milieu scolaire.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5, « Marie-Louise d'Orléans », de M.-T. Eyquem, avec J. Tourat, Y. Gasc, M. Pitar ; 20 h. 3, Poésie ininterrompue, avec J. Stefan, 20 h. 40, Atelier de création radiophonique : « Chrysothème », par M. Kravitz et R. Perrot ; 22 h. 10, Black and blue ; 23 h. 40, Poésie ; 23 h. 45, Résultats des élections cantonales.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. 15, La tribune des critiques de disques : « La Flûte enchantée » (Mozart) ; 20 h. 15, Nouveaux talents, premiers sillons : 20 h. 30, Concert pour l'Orchestre national, dir. N. Sanli, avec R. Woodward, pianiste ; 21 h. 50, Symphonie n° 2 en ut mineur opus 17 (Tchaïkovski) ; Concerto pour piano et orchestre (Brahms) ; 22 h. 10, Journal.

Partez avec l'Ecureuil aux Jeux Olympiques.

Pour gagner un séjour d'une semaine à Montréal, courez vite chercher votre bulletin de participation dans une Caisse d'Epargne Ecureuil.

ARTS ET SPECTACLES

D'AMIENS

Dix ans après Malraux

(Suite de la première page.)

Point d'orgue, en principe : les personnalités de la majorité s'étant excusées au dernier moment, pour des raisons de santé, ou à cause du second tour des élections cantonales, seuls des représentants du P.S., MM. Bernard Pingaud et Dominique Tadder, délégués nationaux à l'action culturelle, et du P.C.F., MM. Jacques Chambaz, député de Paris, et Lucien Marest, collaborateur du comité central, étaient venus prendre la parole auprès de MM. Pierre Gaudibert, conservateur, critique d'art, et de Pierre Vieillecasse, président du Syndicat (Syndicat des directeurs d'établissements d'action culturelle).

Dans cette Maison d'Amiens, les réunions de travail se sont succédées pendant toute une semaine : les élus généraux de Villeneuve (1968) à l'envers. Alors qu'il y a huit ans, les responsables de la décentralisation culturelle s'interrogeaient sur les finalités et les moyens de leur action, les congressistes d'Amiens cherchaient à définir les bases d'une action concertée pour défendre l'ensemble de leur secteur.

Décentralisation...

C'est qu'entre-temps, les aspirations un peu idéalistes de Villeneuve — aller vers le « non-public » — ont été retournées contre leurs auteurs. On objecte aux responsables des Maisons de la culture que leurs maisons sont lourdes, onéreuses et n'accueillent que des chapelles. Chiffres en main, idées en tête, ils pourraient démentir ? Personne ne les accuse vraiment : on laisse simplement leurs établissements dépérir, disent-ils, de mort douce. M. Quehec envisage, si la situation n'évolue pas, de ne pas rouvrir ses portes en septembre ; il restera de quoi payer le personnel jusqu'à la fin de l'année... Et M. Quehec n'est pas seul dans son cas.

Autant dire qu'en guise de « vie politique », on a plutôt parlé de combat politique pour la survie. Car la situation s'est aggravée : dix-sept des maisons de la culture passées de mode — il devait y en avoir trente-cinq, il n'y en aura que quinze —, mais la défaveur budgétaire touche d'autres institutions, et notamment des centres d'animation culturelle (structures qu'on disait plus légères), au total quarante-cinq établissements qui ne savent pas ce qu'ils feront après l'été.

Que réclament les directeurs des maisons de la culture ? Un ajustement des subventions d'Etat (+ 15 %) qui leur permette au moins de suivre la progression des coûts. Et le respect du principe de parité Etat-collectivités locales — le montant des deux subventions doit être équivalent — principe qui semble être question actuellement : lors de la négociation récente d'une charte culturelle, l'administration de la Rue de Valenciennes a proposé de fournir 10 % de la subvention en crédits, le reste en prestations fournies par les organismes centraux chargés de la diffusion, l'Office national de diffusion artistique, en particulier.

C'est le concept même de « décentralisation » qui paraît remis en cause, à travers les maisons de la culture, devant notamment expliquer M. Pierre Gaudibert. Décentraliser, cela peut être diffuser, comme indiquait M. Malraux en 1968 à l'inauguration de la Maison de la culture de Grenoble : « Ce qui se passe d'essentiel à Paris... ». Doctrine qu'on retrouve au Centre Beaubourg, « centrale de la décentralisation ». A l'inverse, pour les tenants de la décentralisation « dramatique », cela signifie enraciner la création parmi des populations autres que celles du « centre ».

Pour le SYNDEAC, il s'agit d'une « liquidation évidente ». M. Vieillecasse lit un texte préliminaire où il confronte les promesses et les initiatives de M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, dont le dernier conseil des ministres a entendu le bilan, et ce qu'il appelle une « triple réalité » : mensonge, démagogie, autoritarisme... Il dénonce, dans un budget qui n'a pas progressé réellement, des détournements de subventions, des promesses qui ne peuvent, financièrement, être tenues, accompagnées de « campagnes de dénigrement » contre les maisons de la

culture, accusées d'être des « repaires rouges ».

Pour M. Pingaud, c'est, en effet, le « reproche politique » qui se trouve derrière les attaques contre les maisons de la culture : « On s'est aperçu qu'elles étaient réellement devenues un lieu de rencontre et d'échange... ». Il pense qu'une petite « raiting » ne suffirait pas : « Il leur faudrait encore renoncer aux actions les plus intéressantes pour devenir des garages à spectacle, au service du marketing culturel de M. Michel Guy ».

Pour M. Chambaz, les liens entre politique culturelle et vie sociale deviennent de plus en plus étroits, sans pour autant se confondre : « Dans une société en crise on assiste à une crise de la culture, des maisons de la culture ». Leur fondation répondait à une politique ambiguë du pouvoir, mais ce n'étaient pas des remèdes miracles. M. Chambaz dénonce en particulier le procès qui leur est fait de ne toucher qu'une frange du public populaire, « ségrégation sur la mesure, sur la ségrégation sociale pour mettre en cause les actions entreprises par l'action culturelle afin de lutter précisément contre cette ségrégation au moment où on lui en retire les moyens ». Il attend des professionnels qu'ils affirment leurs revendications, « sans limiter leurs ambitions au cadre de la crise actuelle ». Au nom de son parti, il a déposé une question écrite au secrétaire d'Etat à la culture pour lui demander quelles mesures il compte prendre « pour en finir avec les aspects les plus intolérables » de la situation de la décentralisation culturelle et pour assurer, dans l'immédiat, « la débauche des crédits inscrits dans la loi de finances de 1976 ».

Car les maisons de la culture, en particulier, ignorent encore le montant exact de la subvention d'Etat qu'elles percevront pour l'exercice en cours. Pour l'Union des maisons de la culture, qui regroupe les présidents des établissements : « La situation est tragique, malgré les promesses, les engagements de M. Michel Guy, qui avait avancé des chiffres d'augmentation de 15 à 20 % selon ce qu'il appelle la vitesse de croisière des maisons ». (M. Chambaz précise alors qu'il redoute non seulement qu'il n'y ait pas de collectif budgétaire mais encore que l'administration ne réduise pas automatiquement les crédits votés pour 1976.)

... ou recentralisation

Cinq directeurs de maisons de la culture soulignent, pour leur part, que l'ensemble des quarante-cinq établissements de la décentralisation coûte moins à l'Etat que Beaubourg seul : 36 millions contre 108. Ils dénoncent une « recentralisation », qu'ils considèrent à une « déperdition de la décentralisation » ou à une « déviation de ses missions ».

Difficile, dans un tel contexte passionnel, de traiter réellement du thème du colloque. M. Tadder souligne qu'à l'avenir — après la défaite de l'ancienne majorité — il faudra plus d'argent bien sûr, mais aussi réfléchir sur les orientations et les méthodes de l'action culturelle décentralisée, tandis que M. Chambaz rappelle que le débat sur la possibilité d'assurer la liberté de création, la diffusion des œuvres, tout en faisant reculer la ségrégation sociale, est loin d'être clos.

L'adversité cependant aura mis en lumière une réalité nouvelle : quinze ans après la création de la première maison de la culture par M. André Malraux, huit ans après les débats de Villeneuve, les responsables de la décentralisation culturelle ont pris la mesure de ce qu'ils ont à défendre. Et ils savent qui est disposé à les soutenir.

Leurs inquiétudes contrastent étrangement avec le communiqué publié à l'issue du dernier conseil des ministres. Selon M. Michel Guy : « La politique de développement culturel décentralisée, menée en liaison étroite avec les collectivités et les associations locales, intéresse les diverses formes d'expression et susceptible d'intéresser tous les publics, doit être poursuivie. Les interventions de l'Office national de diffusion artistique, de création récente, et la signature de chartes culturelles entre l'Etat et les communes, départements et régions traduisent cette orientation, qui sera développée et élargie... ». Mais le secrétaire d'Etat, qui parle de « rendre polyvalentes » les maisons de la culture — qui le sont déjà, s'il n'y a pas malentendu sur les mots — possède-t-il les moyens financiers entre autres, de rassurer ses interlocuteurs culturels ?

MARTIN EVEN.

Formes

Les sœurs du rêve

Inspiré, pour les intéressés (et satisfaction pour notre appétit de justice), des reconnaissances posthumes. On pense à Charbonnet, à Surve... Plus heureux, avec le Grand Prix national des arts, Gérard Schneider a reçu une consécration ou peut-être officielle de son vivant. Vient, qui l'est plus que lui ? Cet homme, qui va fêter son quatre-vingtième anniversaire le 28 avril prochain, en administre la preuve avec ses derniers acryliques sur papier (1). Ils voient, c'est précieux pour jalouer le chemin parcouru, avec des œuvres dont certaines renvoient aux débuts de sa conversion à l'abstraction lyrique, terme de longs tâtonnements. Les étonnantes encres de Chine de 1946 et de 1947 laissent peut-être prévoir une longue caquée sur le bouillonnement intérieur, la douleur ou la joie. Si l'expression d'un vital à un sens quelconque, c'est bien sans doute de Schneider qu'il faut l'appliquer. En voici, par exemple, de 1965, de 1975, plus violentes encore, amples volutes ascendantes que l'âge n'a point assagies. C'est cette seconde ou troisième jeunesse que je me conçois de saisir au passage, et qui, une peinture qui n'a pas manqué d'engager et qui, une fois trouvée et mise en place, les tons justes, s'éclatent qu'ils soient, donne libre cours à l'émotion créatrice.

L'émancipation, on la retrouve chez Papézian, qui étale les richesses d'un baroque oriental, traversé de passion, en face des oboles apparemment bédouins de son ami Denis Rival (2). Pas de fouille pourrante dans ses jardins plus ou moins secrets qui d'ont aucun lien de parenté avec l'abstraction lyrique, dans une luxuriance nature, des intérieurs, des extérieurs (oui, pour Papézian le monde existe) qui ne sont pas de tout repos. Mais si bien peints ! Me tournant maintenant vers Denis Rival, je regrette que ses superbes dessins, qu'on peut voir à Paris, l'un après l'autre, n'aient pu être accrochés près des toiles qui en sont l'aboutissement. On pourrait alors suivre les étapes du travail de re-création, à partir de grands oiseaux fidèlement observés et qui, lâchés dans le ciel pictural, promettent des distorsions formelles, acquiescent une seconde fois. Bénéfiques, si on veut. Pas toujours. Il en est de cruels qui démontrent l'auréole débonnaire déployé en douceur.

D'autres dessins fort différents de facture, et tout aussi admirables, qui sont de la dernière main, et qui, dans des formes plus ou moins abstraites, méritent une attention particulière. Dessins et huiles ont pour auteur un jeune inconnu qui se produit pour la pre-

mière fois : Bruno Fay (3). Fils spirituel (pas du tout imitateur) de Saurat, du moins il y paraît, il ne cesse de pratiquer un pointillisme minutieux. Dans les dessins, exécutés à la plume avec une incroyable patience, émergent, visibles à l'œil nu, des formes parfaites, un rose féminin, des objets divers. Dans les toiles, c'est à la pointe du pinceau qu'un labeur aussi appliqué engendre un univers de rêve et terriblement précis, poétique et sensuel. Nuages, arabesques d'un corps de femme, tout ce qui rend l'existence supportable. Bruno Fay n'a pas besoin de clés pour ouvrir les portes d'un monde inconnu : le rêve.

Que cette série d'appréciations élogieuses n'étonne personne. J'ai décidé de ne parler aujourd'hui que de ce que j'aime. Je ne reprocherai donc pas au Salon des indépendants son très bel hommage à Odilon Redon (qui, à lui seul vaut une visite), bien que je sois tenté de le faire. Les dix-neuf toiles, dessins, estampes, du grand symbolisme éclatent, annihilent à peu près tout le reste. Je préfère m'arrêter près de Karavassio (4). Cet Adonis ne laisse rien dans le flot si dans l'ombre. Il voit tout et donne tout à voir avec une netteté coupante qui parvient tout de même à sauvegarder, que dis-je, à amplifier, le mystère. On rêvera longtemps

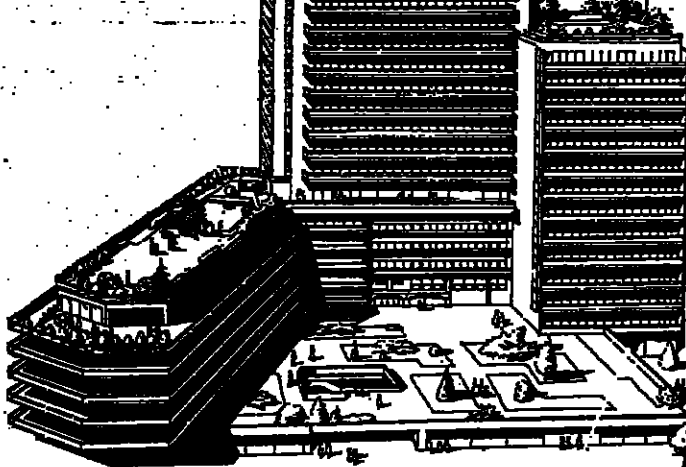
devant cette pierre mutilée, devenue une sorte de pyramide mal équilibrée, porteuse d'un rêve d'inspiration, qui, dans son isolement, vit d'une vie étrange. Et devant ce sombre paysage minéral encadré de deux doigts de colonne pétrifiés : ici le fantasme noir des rapprochements les plus simples. Comme Robert Bresson. Karavassio est hanté par les portes, par la fuite en perspective des pans coupés vers quel inconnu inquiétant. Portes peintes en tous azimuts avec une rigueur sans défaut. On se permet quelques réserves quand les jonctions de l'arcade sont traduits en symboles plus faciles, quand il s'inspire, après tant d'autres, de poupées déarticulées.

Je n'ose plus invoquer de nouvelles résurgences du surréalisme à son sujet. Ce serait justifié peut-être. Ce serait bien tentant en tout cas pour s'arrêter les jolies (trop ?) images de Christine Bachelier, qu'on imaginerait fort bien illustrer des contes de fées (5), pour peindre des scènes personnelles.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Le Dessin, 43, rue de Valenciennes.
(2) Vercamer, 3 bis, rue des Beaux-Arts.
(3) Entremont, 50, rue Mazarine.
(4) Coard, 12, rue Jacques-Callot.
(5) Christiane Collin, 35, quai Bourbon.

OFFENBACH DERNIERE



Il reste quelques rares, beaux et grands appartements avec terrasses dominant tout Paris. Il reste aussi quelques studios et deux pièces.
235.000 F un 2 pièces, cave comprise - 47 m² et 13 m² de loggia.
150.000 F un studio, cave comprise - 32 m² et 8,50 m de loggia.
Prix fermes et définitifs.

Et pour ces prix, des prestations de qualité. Autour de vous, deux parcs à l'anglaise. Sur le toit, une piscine privée plein sud. Du marbre dans les halls d'entrée, de la miquette dans chaque appartement, un équipement de salle de bains soigné, (baignoires repos...). De l'élégance, du calme et, devant votre balcon-terrasse (1,50 m de large), le Bois de Boulogne en panoramique.

Lumière, espace et air pur : les derniers vrais luxes.

Un mot encore. La gare est toute proche, à 3 minutes de la Défense et 17 de Saint-Lazare. Pour l'Etoile, c'est 9 minutes par le R.E.R. L'autobus ? Le 144 est au pied. Le groupe scolaire ? De l'autre côté de la rue. La Faculté de Nanterre ? Voisine.

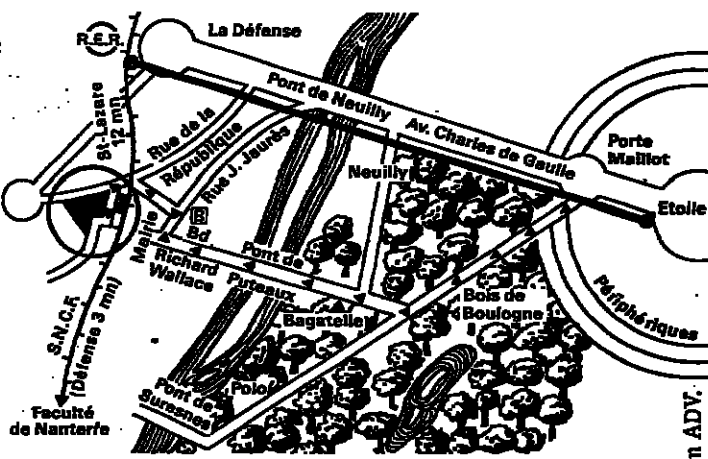
Cette position unique qui crée une forte demande de location, est particulièrement intéressante pour les acheteurs-investisseurs.

Venez nous voir et visiter votre appartement sur place.

LE PARC OFFENBACH 33, RUE CARTAULT, IL COURONNE LA COLLINE DE PUTEAUX.

GEFIC Réalisation **CCI**
Tél. ALM 98-98

Bureau de vente ouvert tous les jours de 14 h à 19 h samedi et dimanche de 10 h à 19 h.



SPECTACLES

cahiers du
CINEMA

J.-M. S. et J.-L. G.
L'OLIVIER — LA CECILIA
Milestones
Petit Journal n° 264 - 10 F

CAMPAGNE D'ABONNEMENT

Nous proposons aux cent prochains abonnés une formule d'abonnement :
Pour 18 numéros : 85 F (France) - 90 F (étranger)
+ 75 F (France) - 80 F (étranger) pour étudiants, libraires et clubs-club.
+ 5 exemplaires gratuits des Cahiers à choisir parmi les vingt dernières parutions.

Nom Prénom

Adresse

désire profiter de votre offre et vous fait parvenir la somme de.....

cet abonnement débutera avec le n°.....

Je désire recevoir gratuitement les 5 numéros suivants

A nous retourner : 9, passage de la Boule-Blanche, 75012 Paris.

ALCANTARA
DEUX FILMS DE GUY DEBORD
LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE
suivi de
REPUTATION DE
TOUS LES JUGEMENTS, TANT ÉLOGIEUX
QU'HOSTILES, QUI ONT ÉTÉ JUSQU'ICI PORTÉS
SUR LE FILM "LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE".

atelier
JEAN-MARC THIBAUT
COLETTE BROSSET
ROBERT DHÉRY
MONSIEUR CHASSE !
GEORGES FEYDEAU
606 49 24 et AGENCES

Seul à Paris - LE RACINE
LA CECILIA
film de JEAN LOUIS COMOLLI
et en Province : NEF Grenoble - CNP Lyon - ABC Toulouse

NAVY CLUB
RESTAURANT de 19 H à l'aube
HUITRES - COQUILLAGES - SPÉCIALITÉS
DISCOTHÈQUE de 22 H à l'aube
SALLES CLIMATISÉES - PARKING ASSURÉ
58 bd de l'Hôpital 13 - 535.91.94/99.86 - Ferme Lundi sauf fêtes

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE - 45, rue d'Ulm - 75005 Paris
20 h. 30 :
« SOUVENIRS D'EN FACE »
OU LES RÉDUCTEURS DE TÊTES
Compagnie Pierre FRILLOUX - Françoise GEDANKEN
dans le cadre des rencontres internationales
du « Réseau alternative à la psychiatrie »
DU 5 AU 20 MARS 1976

UGC MARBEUF (BAL. 47.19)
BONAPARTE (DAN. 12.12)
ROYAL PASSY (JAS. 41.10)
VENDÔME (OPE. 97.52)
son stéréophonique

BERGMAN
MOZART
La Flûte Enchantée
un film d'INGMAR BERGMAN
la merveille des merveilles***

Studio LOGOS
5, rue Champollion PARIS 5
933.26.42
LA MOMIE
de
Shadi ADESSALAM
Prix
Georges SADOUL
COULEUR - V.O. S/T Française

STUDIO DE LA HARPE VO
LE FIGARO
Un des plus beaux
films qu'on
puisse voir.
LE POINT
Film magique
MICHEL SEYDOUX présente
A Safe Place
UN COIN TRANQUILLE
écrit et réalisé par
HENRY JAGLOM
avec TUESDAY WELD
ORSON WELLES
JACK NICHOLSON
et PHILIP PROCTOR
LES PRODUCTIONS
PRODUCTEUR EXÉCUTIF BURT SCHNEIDER
CAMERA ONE DISTRIBUTION

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT OPÉRA - MAXÉVILLE - MONTARNASSE PATHÉ - CLICHY PATHÉ - HAUTEFEUILLE
VÉLIZY 2 - TRICYCLE Asnières - MARLY Enghien - PATHÉ BELLE-ÉPINE - MULTICINÉ Champigny - GAUMONT Evry

BIRKIN
DANS UN FILM DE
GAINSBOURG

JACQUES-ERIC STRAUSS
présente
JANE BIRKIN
JOE DALLE SANDRO
"un film écrit et réalisé par SERGE GAINSBOURG"

je t'aime moi non plus

avec HUGUES QUESTER
RENE KOLDEHOFF / et la participation amicale de
GERARD DEPARDIEU Musique SERGE GAINSBOURG Une co-production
PRESIDENT FILMS-RENN PRODUCTIONS
Distribué par **Snaf**

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

U.G.C. BIARRITZ — HAUTEFEUILLE — DRAGON — GAUMONT-SUD — BIENVENUE MONTARNASSE — ROYAL HAUSSMANN — SAINT-LAZARE - PASQUIER
— CAMBRONNE — LES 3 NATION — TRICYCLE ASIÉRIES — PARLY 2 — FLANADES SARCELLES — CARREFOUR PANTIN — ARTEL NOGENT

on adorera,
on se passionnera
pour
**"la meilleure façon
de marcher"**
c'est le film le plus juste,
le plus ambigu,
le plus émouvant et
le plus drôle du moment

PARISCOP J.M. BESCOS
Interdit aux moins de 13 ans

PATRICK DEWAERE
PATRICK BOUCHITEY
CHRISTINE PASCAL
CLAUDE PIERLU
la meilleure façon
de marcher
film de CLAUDE MILLER

théâtres

Fous à Delier
FILMS GOSTYBELLE

**COMMENT YUKONG
DÉPLAÇA LES MONTAGNES**
l'Aventure de la Chine

ST SEVERIN
CINÉMA DES ARTS ET MÉTIERS
UNE HISTOIRE DE BAILLON - LYCEE N° 17

ST ANDRÉ DES ARTS
CINÉMA DES ARTS ET MÉTIERS
UNE FAMILLE EN FÊTE

LE CŒUR
AUTOUR D'UN CŒUR
LE PROFESSEUR TANG
PASSIONS D'UNE VILLE - SHANGHAI
DISTRIBUTION A L'OPERA DE PERIN

QUINTETTE
QUINTETTE
UN COIN DE PÉCHIEUX 1 H 25 - UNE CAVERNE
D'ENTRAÎNEMENT AU CIRQUE DE PERIN

STANISLAS
CINÉMA DES ARTS ET MÉTIERS
UNE HISTOIRE D'AMOUR
C'est du grand cinéma
à RENÉ CLÉMENT

SPECTACLES

TRIOMPHE
(sous-titré anglais)

Emmanuelle



Interdit aux moins de 16 ans

2 millions de spectateurs à Paris

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - 14 JUILLET

SOUS LES PAVES, LA PLAGE...

NOUVEL OBSERVATEUR
Peut-être le plus beau film sur un certain désarroi contemporain.
M. GRISOLIA

LE MARAIS

L'OLIVIER
"qui sont les Palestiniens"

Un film de
A. ANKA - G. CHAMVILLE - D. BRESOUX
S. LEPRON - J. NARSON - D. VILLAIN

un véritable film populaire

de **SERGUEI MIKHAELIAN** **LA PRIME** avec **EVGUENI LEONOV**

LA CLEF (5) LE STUDIO (Aubervilliers)

"Enfin un film Russe qui pose des questions au lieu de les résoudre" **LE POINT**
"Un des scénarios les plus palpitants que l'on ait vus depuis longtemps" **ELLE**
"Un morceau de bravoure technique sur un thème brûlant, en URSS" **LE MONDE**

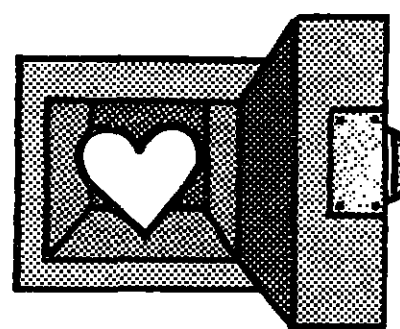
LE PARIS. MAXEVILLE. MONT-PARNASSE 83. CLICHY PATHE. CONVENTION.
GAMBETTA. MADELEINE. DANTON. CALYPSO

Venez rire en famille avec Mandoline qui tombe amoureuse de tous les polyvalents qu'elle rencontre

GAUMONT DISTRIBUTION présente

BERNARD MENEZ
MARIE-HELENE BREILLAT
DANS UN FILM DE
MICHEL WYN

OUBLIE-MOI MANDOLINE



d'après le roman de **JACQUES FAIZANT**
éditions CALMANN LÉVY - musique de **GEORGES DELERUE**
avec **JEAN-PIERRE DARRAS / HENRI GARCIN**
ANDRÉ POUSSE / PIERRE TORNADE
MARION GAME / GINETTE GARCIN / MONIQUE LEJEUNE
avec la participation de **SUZY DELAIR**
EASTMANCOLOR
une réalisation de **PRODUCTION 2000**
Producteur Délégué **ALAIN POIRÉ**



EVRY. BELLE EPINE. ARGENTEUIL. CHAMPIGNY. LE BOURGET. PARIS NORD.
EPINAY. VELISY. PARLY II

UGC MARBEUF v.o. - LE STYX v.o. - 3 HAUSMANN v.t.

PRIX SPÉCIAL DU JURY (ex aequo)
Festival du Film Fantastique - AVORIAZ 76

NAT COHEN présente un film ANGEL D-EM

LES DECIMALES DU FUTUR
(The Final Programme)



avec **JOHN FINCH - JENNY RUNDACRE - STERLING HAYDEN**
HARRY ANDREWS - RICH GRIFFITH - GRAHAM CRADOCK
JULIE EGE - PATRICK MAGEE
d'après le roman de **MICHAEL MOORCOK**
réalisé par **ROBERT FUEST**

UGC BIARRITZ - MONT-PARNASSE BIENVENUE
UGC ODEON - LA CLEF - MADELEINE GAUMONT
CYRANO - VERSAILLES - ARTEL NOGENT - ALPHA ARGENTEUIL

après la femme de jean'
le nouveau film de **YANNICK BELLON**

BULLE OGIER
LOLÉH BELLON
JEAN-MARC BORY
CO-ÉCRIT ET
RÉVISÉ PAR
YANNICK BELLON

JAMAIS PLUS TOUJOURS

"Ne manquez pas ce film -
C'est sublime !"

IL EST EXPRESSEMENT RECOMMANDÉ D'ARRIVER
EN DÉBUT DE SÉANCE

ÉLYSÉES LINCOLN - SAINT-GERMAIN VILLAGE
SAINT-LAZARE PASQUIER - CAMBRONNE
TRICYCLE Asnières


c'est immense
c'est poignant
c'est drôle
c'est sensible
c'est poétique
c'est chaleureux
c'est beau

à voir...
c'est très beau

LES NOUVELLES LITTÉRAIRES / GUY BRUQUOY
LE NOUVEL OBSERVATEUR / MICHEL GRISOLIA

un film de **JEAN-DAVID POLLET**

L'ACROBATE



avec **Claude Melki** et **Laurence Bru** - **Guy Marchand** - **Micheline Dax** - **Marion Game**
Musique de **Antoine Duhamel** (Jean Georges Bosc, Pierre Michel)
Cinéma-Union Reg. Int. en France n° 1545 - coproduction DOLBY - Art et Essai n° 1545

MERCREDI

JEAN PAUL BELMONDO



UN FILM DE
PHILIPPE LABRO

L'ALPAGUEUR
avec **BRUNO CREMER**

صلى الله عليه وآله

OFFRES D'EMPLOI	La ligne La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00 42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00 44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00 9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00 75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

secrétaires

Secrétaires de direction

Importante Société Bâtiment et Ingénierie province (130 km sud de Paris) recherche

SECRÉTAIRE-ASSISTANTE DU DIRECTEUR

Diplômée H.B.C.-J.P. Sciences Po ou similaire. Bonne rédaction. Anglaise, polonaise. Non dévouée. Excellente présentation. Lieu de travail : zone non urbaine, à moins de 30 km d'une ville importante. Poste à initiatives et responsabilités.

Ecr. av. C.V., photo et prétentions à P.Y.C. Publité (n° 11), 91, rue Lecourbe, 75015 PARIS, qui transmet.

Secrétaires

Entrevue 400 personnes recherche SECRÉTAIRE STENOACT. expérimentée pour service administratif et financier. Très bonne connaissance. Libre rapidement.

Cantine, gratification, prime vac. Tél. par rendez-vous à 733-11-00, ESAD, 176, avenue Louis-Roché, 9203 GENNEVILLIERS.

Secrétaires

Industrie Alimentaire Quartier Saint-Sulpice recherche pour service exportation

Secrétaires Bilingues Allemand - Anglais

Téléph. 328-12-00, poste 129, par rendez-vous lundi ou mardi.

B.E.T. recherche 1 Secrétaire bilingue Anglaise parlant et écrit

Sr. réf. : B.E.T. Bâtiment, 10, rue de la République, 92120 Montreuil, av. C.V. et prêt.

Sténodactylos

Importante Société recherche Sténodactylos. Bonnes connaissances anglaises. Libre rapidement. Ecrire Société Lumbard-Lafayette, 10, rue de la République, 92120 Montreuil, av. C.V. et prêt.

Secrétaires Bilingues Allemand - Anglais

Téléph. 328-12-00, poste 129, par rendez-vous lundi ou mardi.

B.E.T. recherche 1 Secrétaire bilingue Anglaise parlant et écrit

Sr. réf. : B.E.T. Bâtiment, 10, rue de la République, 92120 Montreuil, av. C.V. et prêt.

Secrétaires Bilingues Allemand - Anglais

Téléph. 328-12-00, poste 129, par rendez-vous lundi ou mardi.

B.E.T. recherche 1 Secrétaire bilingue Anglaise parlant et écrit

Sr. réf. : B.E.T. Bâtiment, 10, rue de la République, 92120 Montreuil, av. C.V. et prêt.

Secrétaires Bilingues Allemand - Anglais

Téléph. 328-12-00, poste 129, par rendez-vous lundi ou mardi.

B.E.T. recherche 1 Secrétaire bilingue Anglaise parlant et écrit

Sr. réf. : B.E.T. Bâtiment, 10, rue de la République, 92120 Montreuil, av. C.V. et prêt.

Secrétaires Bilingues Allemand - Anglais

Téléph. 328-12-00, poste 129, par rendez-vous lundi ou mardi.

B.E.T. recherche 1 Secrétaire bilingue Anglaise parlant et écrit

Sr. réf. : B.E.T. Bâtiment, 10, rue de la République, 92120 Montreuil, av. C.V. et prêt.

Secrétaires Bilingues Allemand - Anglais

Téléph. 328-12-00, poste 129, par rendez-vous lundi ou mardi.

B.E.T. recherche 1 Secrétaire bilingue Anglaise parlant et écrit

Sr. réf. : B.E.T. Bâtiment, 10, rue de la République, 92120 Montreuil, av. C.V. et prêt.

Secrétaires Bilingues Allemand - Anglais

Téléph. 328-12-00, poste 129, par rendez-vous lundi ou mardi.

B.E.T. recherche 1 Secrétaire bilingue Anglaise parlant et écrit

Sr. réf. : B.E.T. Bâtiment, 10, rue de la République, 92120 Montreuil, av. C.V. et prêt.

Secrétaires Bilingues Allemand - Anglais

Téléph. 328-12-00, poste 129, par rendez-vous lundi ou mardi.

B.E.T. recherche 1 Secrétaire bilingue Anglaise parlant et écrit

Sr. réf. : B.E.T. Bâtiment, 10, rue de la République, 92120 Montreuil, av. C.V. et prêt.

Secrétaires Bilingues Allemand - Anglais

Téléph. 328-12-00, poste 129, par rendez-vous lundi ou mardi.

B.E.T. recherche 1 Secrétaire bilingue Anglaise parlant et écrit

Sr. réf. : B.E.T. Bâtiment, 10, rue de la République, 92120 Montreuil, av. C.V. et prêt.

Secrétaires Bilingues Allemand - Anglais

Téléph. 328-12-00, poste 129, par rendez-vous lundi ou mardi.

B.E.T. recherche 1 Secrétaire bilingue Anglaise parlant et écrit

Sr. réf. : B.E.T. Bâtiment, 10, rue de la République, 92120 Montreuil, av. C.V. et prêt.

Secrétaires Bilingues Allemand - Anglais

Téléph. 328-12-00, poste 129, par rendez-vous lundi ou mardi.

L'immobilier

appartements vente

Paris - Rive droite

WAGRAM

IMM. BOURGEOISE - RAVALLE

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

5 P. ET. ASC. CHIFF. CENTRAL

Paris - Rive gauche

SEVRES-BABYLONE

Dans immeuble de 10 étages

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5 P. entrée, cuisine, 2 salles

5° de VERSAILLES

Haut standing, au milieu d'un

barc, spot 100m, 100m, 100m

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

4 chbres, 2 bns, 1 salle d'eau,

OFFRES D'EMPLOI	La ligne La ligne T.C.	L'IMMOBILIER	La ligne La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00 42,03	Achat-Vente-Location	26,00 30,35
minimum 15 lignes de hauteur	38,00 44,37	EXCLUSIVITES	32,00 37,35
DEMANDES D'EMPLOI	8,00 9,16	L'AGENDA DU MONDE	25,00 29,19
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00 75,89	(chaque mercredi et chaque vendredi)	

ANNONCES CLASSEES

L'immobilier

terrains	villas	maisons de campagne	maisons de campagne	viagers	pavillons	pavillons
20 KM. AX-EN-PROVENCE au PERTHUIS (VAUCLUSE) FRANCE TRES BEAUX TERRAINS E.C. EXPOBAT (13400) CABRIES Tél. (04) 22-13-44 A vendre NICE MONT-BORDON 4 terrains viabilisés 600 m. - Ecrite S.O.C.V.E.T. 18, rue Goussier, 42-Saint-Claude	Au cœur de la Forêt de Fontainebleau Domaine du Bois de la Garenne 60 km de Paris par autoroute Sud (Sud-Est) Maisons de grand standing sur grands terrains INDIVIDUELS BOISÉS de 400.00 F à 600.000 F Venez visiter une villa et CE SITE EXCEPTIONNEL 538-48-72 et 42-30-36	Charmant village du Vexin 80 km de Paris par N 14 ou autoroute Ouest, MAISON PAY- SANNE, parfait état, construct. pierre, poutres appar. 300 av. chaudière, 2 gds ch. cuis. arbor. sal. d'eau + cab. toil. chauff. centr. fuel récent. Puits, grand dépend., garage, terr. 2.000 m. env. arbor. L.B. THIEVAL à VERNON. - Tél. 31-17-25.	A 2 h. PARIS-SUD, exceptionn. MAISON CAMPAGNE dans beau bourg, tous commerces, avec cuis., séjour, salon, 3 ch. + pièce à coucher, avec entrée séparée et aménagement, grenier, cave, gar. L'ensemble clos. 7.000 F. Crédit 90 % PRIX TOTAL : 49.000 F 150 km. sud Paris, MAISON CAMPAGNE, cuis., séjour, ch. terrain entouré de 200 m. Tél. : 16 (80) 54-91-11 et dem. les 105 à CHAMPIGNEUILLES. MAISON près MERU (Oise) 3 p. pl.-plaid + 4 ch. à terminer au 1 ^{er} cour dev. terrain dev. Prix 140.000 F. Etude Immobil. CROISIER. - Tél. 45-28-78.	Casteau départ étranger, ingénieur vend maison campagne en cours rénovation, grds-terrains, hermines 175 km. Paris, 1.200 m ² terrain, région for. rés-de-campagne av. poutres appar., 300 m ² ch. 25 et 18 m ² cuis., wc, lavabo étage : 2 ch. b. arbor. at- tante, 115.000 F. 335-22-04 (soir) 80 km. Paris, St-Cloud, maison 23 pièces confort, ch. centr., cheminée, terrain 4.000 m ² sur place sarrasin. Téléphone : 369-06-61. 20 km. ORLÉANS, calme villa maiz. plain-plaid 115 m ² séjour 2 cheminées, poutres, 2 ch., s. de b. ch. mazon grenier arbor. négociable, dépend. sur 2.500 m ² meublé ou non 155.000 F. Tél. (30) 51-14-41.	1 ^{er} Près BOIS - 3 P.CES. 70 m ² 7 ^{es} et 8 ^{es} BALC. SOLEIL. Occupe 5 p. Px 325.000 F. - 929-27-48. 246-19-00 Vendeurs aux motifs, conditions 30 ans de références FONCIAI Expertise gratuite 19, bd Malesherbes - 75008-35-35. villegiatures LA LOUVESSE Ardèche, alt. 1000 1000 m ² - Prie 400.000 F. Prie 370.000 F net et terr. Tél. 3. Danemark 1976 A louer bord mer, villas 11 et 12 id. id. en vacances familiales. Ecrite : Tourist Bureau Angers. DRACON FREDERICKSBERG	Près PALAISEAU, très bien situé sur 600 m ² de terrain, Pav. 5 p. Px 325.000 F. - 929-27-48. 246-19-00 BOURG LA-REINE "Calme" RESIDENTIEL 2 pavill. moyens à transformer pavillon indépendant, bon état. La tent. en construction possible. Dans très beau jardin 1.000 m ² . Prie 680.000 F. Tél. 806. 36-48. PAVILLON NEUF FRESNES, 120 m ² hab., s/s-sol. Live dble, 3 ch., bur., 11 confort. Terr. 500 m ² - Prie 400.000 F. TVA com. - 455-37-72 77, 1 ^{er} MA LAGNY - 5/6 F. cuis. baign. 150 m ² habit. sur 5/600 m ² av. ch. mazon, terr. 1.800 m ² 250.000 F - Tél. : 420-27-73 COLOMBES Résidentiel PAVILLON excell. état, 7 p., cuis., 2 baign. w.c., jardin, garage. Prie 605.000 F av. 81.000 F - ACL 30, rue A-France, Levallois. 75-15-85.



crédit foncier de france

tous crédits immobiliers

JUSQU'A 80% DU PRIX

— ancien ou neuf
— achat, construction, travaux
— avec ou sans prime

REGION PARISIENNE PARIS 24 14, rue des Capucines Tél. 260-35-30 PARIS 156 8-10, bd de Vaugirard Tél. 273-88-00 CERGY place de la Préfecture Tél. 020-43-48	CRETEIL 5, rue Charles-Gounod (Près Préfecture) Tél. 898-12-80 EVRY face Préfecture Tél. 077-26-97 MEAUX 6, pl. Henri-IV Tél. 433-35-45	MELUN 4, rue de Pontthierry Tél. 437-11-85 VERSAILLES 32, rue du Mal Foch Tél. 950-10-66 EN PROVINCE La Direction Départementale du Crédit Foncier de France la plus proche de votre domicile.
---	---	--

LE MONDE IMMOBILIER BANLIEUE.

GRILLE A/6	2500	2000	90%	CF.	1974	Immeubles	Nombre d'app.	Maisons individuelles	Garages particuliers	Garages en sous-sol ou box	Parcings en surface	Gare	R.E.R. Station	Autoroute périphérique
78	2500	2000	90%	CF.	1974	Immeubles	Nombre d'app.	Maisons individuelles	Garages particuliers	Garages en sous-sol ou box	Parcings en surface	Gare	R.E.R. Station	Autoroute périphérique

TRADITIONS - 86, av. de Paris, Versailles - Après Champ Lagarde, au cœur du Versailles traditionnel, sur une de ses avenues prestigieuses, TRADITIONS associe l'héritage du grand siècle au confort de la techn. contemp. Ouv. lun., jeu., ven., 14 à 20 h, sam.-dim., 10 à 12 h et 14 à 19 h. T. 757-05-75. LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15^e), tél. 567-55-66.

RÉSIDENTE RACINE - 61, bd Bineau, Neuilly-s-Seine - Un immeuble racé au confort raffiné. Sur place tous les jours sf mar. et merc. de 10 à 12 h, de 14 à 19 h. T. 757-05-75. LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15^e), tél. 567-55-66.

FLORILÈGE - Angle rue Marx-Dormoy et av. de Mal-Foch, à Fontenay-aux-Roses - A 10 mn à pied de la ligne de Sceaux, dans un site agréable, élégante et discrète résidence du st. ou s. p. App. primable 1^{er} patron. Bur. vente sur pl. sf mar. et merc., 10 à 12 h. et 14 à 19 h. T. 702-25-41. LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15^e), tél. 567-55-66.

LE 88, AV. JEAN-JAURES - Clamart (centre) - Secteur résidentiel et calme, petit imm. de classe, façade marbre, grand confort. Du mini-studio au 5 p. Bur. de vente sur pl. tous les jours, sauf lundi et vendredi de 13 h. 30 à 19 h. S.I.E.T.R.A., 125, rue du Cherche-Midi, Paris (15^e), SUF. 24-28 - FON. 36-57.

LA HENIN
 crédits immobiliers
 16, rue de la Ville l'Évêque
 75008 Paris - Tél. : 260-95-15

« Le Monde Immobilier »

est une rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs-promoteurs.

Elle est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier.

... et un prêt CDE financera votre achat :

cde
 Comptoir des Entrepreneurs
 6 rue Volney Paris 2^e - Tél. : 260.35.36.
 Tous les financements immobiliers depuis 1848.

LES O...

SECON...

Aucun mandat de...

contre un loca...

... de la Fédération des exploitants agricoles de France...

... la mise en œuvre de mesures nationales...

... en faveur de certaines productions...

... la baisse du revenu...

... des petits et des moyens paysans...

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Le syndicalisme belge devant la crise

II. — La concertation en panne

De notre envoyé spécial JEAN-MARIE DUPONT

La syndicalisation est un phénomène massif en Belgique : près de 85 % des ouvriers et plus de 40 % des employés sont affiliés à une organisation syndicale. Le syndicat chrétien C.S.C. et la F.G.T.B. de tendance socialiste, qui se partagent presque à égalité les quatre cinquièmes des syndiqués, jouent à la fois le rôle de prestataires de services sociaux et auprès de leurs affiliés et de « gestionnaires » d'une politique sociale reposant pour l'essentiel sur la négociation à tous les niveaux (« le Monde » du 12 mars). Mais la crise économique, qui depuis dix-huit mois frappe de plein fust la Belgique, risque de bousculer les équilibres sociaux.

Bruxelles. — « Ce sont les syndicats qui font la politique sociale du pays ». Cette affirmation revient comme un leitmotiv dans la bouche des employeurs belges, qui ne manquent pas d'éléments pour justifier leur propos. En quinze ans, le niveau des salaires en Belgique a tellement progressé qu'il peut, dans certains secteurs, se comparer à celui de l'Allemagne. À l'usine Ford de Genk (dix mille salariés), un O.S. travaillant quarante heures par se-

maine sur les chaînes de montage débute à plus de 3 000 francs français par mois, le salaire moyen est voisin de 3 500 francs, les primes étant comprises. « C'est vrai qu'on gagne assez », note un délégué syndical, « ce que nous réclamons, c'est une réduction des horaires à trente-sept heures trente sans perte de salaire ».

Cette diminution des horaires, les quinze mille employés de la Société générale de banque l'ont déjà obtenue sans rien perdre de leurs avantages salariaux. Un garçon de bureau débute à 2 300 F (1 900 F environ, après déduction des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu, prélevé à la source) ; un guichetier d'agence polyvalent commence à 2 900 F et le plus petit cadre à 4 000 F ; encore faut-il ajouter le treizième mois et des primes représentant en moyenne un supplément de rémunération de 6 %. L'automobile et la banque ont avec le secteur de l'énergie — qui n'est pas nationalisé — les branches professionnelles qui versent les meilleurs salaires. Le dernier grand accord interprofessionnel (10 février 1975) instaurant les quarante heures et la quatrième semaine de congé a entraîné un fort relèvement des bas salaires : le revenu mensuel minimum d'un travailleur est aujourd'hui de l'ordre de 2 000 F.

Chômeurs et retraités

Les prestations sociales également sont dans l'ensemble d'un niveau supérieur à celles qui existent en France. « On gagne plus chez nous en étant au chômage que chez nous en travaillant », les employeurs ne sont pas les seuls à le dire. L'indemnité de base représentée, pour le travailleur privé d'emploi, environ 50 % du salaire antérieur (plafonné à 2 700 F par mois) pendant la première année de chômage, 40 % ensuite sans limitation de durée.

Pour un chef de ménage sans emploi, l'Etat garantit un revenu minimum, sans limitation de durée, de l'ordre de 50 F par jour. Dans la plupart des professions, un « fonds de sécurité et d'existence » complète cette aide publique. Ainsi, selon un délégué du groupe sidérurgique Cockrill, l'indemnité de chômage atteint fréquemment 80 F par jour chez les métallistes, le chômage partiel (pour ceux qui travaillent moins de quarante heures par semaine) étant

indemnisé en Belgique sur les mêmes bases et dans les mêmes conditions que le chômage total. Bien sûr, des commissions paritaires veillent à ce que des travailleurs ne s'installent pas abusivement dans un « chômage doré ». Selon le ministère du travail, douze mille personnes ont été exclues au cours de l'année dernière du bénéfice des indemnités pour « chômage anormallement long ». Cela n'a pas empêché la Belgique d'atteindre, le 31 décembre 1975, le nombre record de deux cent trente mille chômeurs (8,7 % de la population salariée).

Autre exemple d'une politique sociale avancée : le niveau des retraites complémentaires est, ici, moins développé qu'en France (sauf peut-être chez les cadres) ; c'est que le régime de base accorde des garanties importantes aux travailleurs. Un ouvrier qui

prend sa retraite à soixante-cinq ans est assuré de recevoir une pension minimum de 1 100 francs français par mois, et de 1 350 F s'il est marié ; un employé a droit respectivement à 1 400 ou 1 750 F. Les pensions atteignent en général 75 % du salaire moyen plafonné pour un retraité ayant son conjoint à charge, 60 % pour celui qui vit seul.

Un système de « pré-pension » permet, comme en France, aux travailleurs âgés de plus de soixante ans licenciés pour raisons économiques de bénéficier d'une garantie de ressources : leur ancien employeur leur verse la moitié de la différence entre l'allocation-chômage à laquelle ils ont droit et leur salaire antérieur plafonné. Quelques milliers de salariés — entre trois mille et cinq mille, selon le ministère du travail — bénéficient de cette formule qui n'est entrée en vigueur que depuis un an.

L'indexation en cause

Le souci du patronat et du pouvoir d'obtenir une relative « paix sociale », indispensable pour attirer les investisseurs étrangers, le pragmatisme des syndicats, désireux d'apporter toujours plus d'avantages matériels afin d'élargir encore leur audience, expliquent pour une large part que la politique de concertation ait porté en Belgique autant de fruits. L'indexation depuis 1948 de tous les salaires et de toutes les prestations sociales a fait le reste, d'autant que cette indexation a joué à partir d'un indice des prix établi conjointement par le patronat, les syndicats et les pouvoirs publics et dont l'évolution reste soumise au contrôle permanent des partenaires sociaux. A partir de 1974, cependant, l'accélération de l'inflation, puis l'ampleur de la récession ont fait

déraper la machine sociale. Le système d'indexation, qui jusqu'alors n'avait pas eu d'effets inflationnistes, est-il la cause essentielle de l'emballement des salaires, consécuteur à l'accélération de la hausse des prix ? Les employeurs l'affirment : ils soulignent que les salaires ont dû, en raison d'une indexation rigide, être relevés jusqu'à huit fois au cours d'une seule année en 1974 ; ce dérapage s'est accompagné de suppléments divers qui ont fait monter l'addition : la hausse des salaires atteint 25 % pour une augmentation de prix de l'ordre de 15 %. L'an dernier encore, malgré un fort ralentissement de l'inflation, une baisse de la production et une formidable montée du chômage, les travailleurs belges ont vu leur pouvoir d'achat progresser à un rythme exceptionnel

en Europe occidentale (plus de 5 %).

Si l'on ajoute que la suppression progressive du « plafonnement » des salaires pour les cotisations sociales s'est traduite, malgré un abaissement simultané des taux, par une légère hausse de la charge globale pour les entreprises, on comprend la « grogne » des employeurs. « Nos cotés salariaux ont augmenté beaucoup plus rapidement que chez nos concurrents. Nous sommes en train de perdre notre compétitivité », affirment-ils d'une seule voix.

Et pour étayer leurs propos, ils soulignent, chiffres à l'appui, que l'investissement étranger s'est fortement ralenti et que même, dans certains secteurs, on assiste à un « désinvestissement ». Or les capitaux étrangers ont joué un rôle décisif dans l'essor économique de la Belgique au cours des trente dernières années.

Que faire ? Obtenir un abandon de l'indexation automatique et la remplacer par des contrats salariaux à l'année ? Les syndicats, qui considèrent le système actuel comme une des plus grandes conquêtes sociales de l'après-guerre, refusent qu'on y touche. Mettre à la charge de l'Etat une partie des charges sociales ? C'est déjà le cas : les cotisations de chômage (8,7 % de l'ensemble des salaires) ne permettent de financer l'indemnisation que de 5 % du total des salaires ; la proportion des sans-emploi atteignant actuellement 8,7 %, les cotisations de chômage des pouvoirs publics qui combleront le déficit. La participation de l'Etat au financement des prestations sociales a d'ailleurs augmenté de 25,3 % par rapport à l'an dernier et représente plus de 11 % du budget pour 1976 ; les limites, là aussi, sont près

Les desages de M. Tindemans

Le fait que les syndicats chrétiens se soient alliés avec le F.G.T.B., le 23 décembre, pour s'opposer ouvertement à un gouvernement à majorité démocrate chrétienne a bousculé un peu les schémas habituels. Conscient du danger que constituerait un rapprochement durable entre la gauche ouvrière et la démocratie chrétienne et les socialistes, le chef du gouvernement, M. Tindemans, a tenté de prendre les mesures de politique des revenus qui relèvent du patronat mais qui risquaient de le couper d'une grande partie de la C.S.C. Mais sa majorité droite est hostile à toute application, même timide, des mesures que demandent les syndicats : réforme des structures économiques, mise en place d'une puissante société financière d'Etat, de holding public qui, à l'exemple de l'I.R.I. italien, pourrait relancer et contrôler le développement industriel.

Avec une lenteur qui décourage les chefs d'entreprise et une prudence qui ne lève pas tous les inquiétudes des syndicats, M. Tin-

demans a avancé des propositions subtilement dosées : d'une part, pour freiner l'inflation, il a suggéré de supprimer l'indexation au-dessus d'un certain plafond de salaires (4 500 francs par mois ?) et d'imposer les prestations sociales ; d'autre part, afin de réduire le sous-emploi, il voulait obliger les entreprises à embaucher des jeunes chômeurs à raison de 1 % de leurs effectifs.

L'Etat versant à l'employeur l'équivalent de l'indemnité de chômage pendant six mois de stage. Mais l'interminable débat au Parlement a déjà conduit à édulcorer nombre de ces propositions. Il reste que M. Tindemans a, au moins, réussi à ouvrir une brèche dans le front syndical : la C.S.C. a refusé de s'associer à la manifestation nationale du 13 mars « contre la politique antisociale » du gouvernement organisée par la seule F.G.T.B.

Rupture provisoire ? C'est probable, car les dirigeants de la F.G.T.B. savent qu'ils n'ont aucun intérêt à radicaliser leurs positions. Reste à savoir si l'écart entre les comportements des Wallons et des Flamands comme la distance qui sépare le radicalisme des discours de congrès du réformisme des pratiques quotidiennes sont prêts d'être comblés. La droite, qui dénonce depuis quelques mois la « syndicalité », doit bien savoir pourtant que si la F.G.T.B. et la C.S.C. ont un poids suffisant pour obliger les employeurs à consentir des concessions et le gouvernement à passer des compromis, les syndicats n'ont pas les moyens de changer le pouvoir.

Une nouvelle gauche ?

Existe-t-il une autre voie ? « Nous n'avons pas de perspectives de changement fondamental de politique », reconnaissent néanmoins les syndicats wallons, les plus opposés au gouvernement. « L'arrivée de la gauche n'est pas pour demain. Il faut d'abord la créer. » La société politique est trop marquée par la domination d'une démocratie chrétienne qui s'est développée comme un courant antisocialiste pour penser qu'une nouvelle gauche pourrait naître autour du P.S.B., même renoué. Le « rassemblement des progressistes », expression lancée en 1969 par Léo Collard, président du parti socialiste, passe par une évolution de la gauche ouvrière de la démocratie chrétienne vers le socialisme. Or celle-ci peut-

elle le mieux se faire, si ce n'est à l'intérieur du front commun F.G.T.B. - C.S.C. ? Estiment des syndicats wallons qui regardent plus vers l'Italie que vers la France.

Reste à savoir si l'écart entre les comportements des Wallons et des Flamands comme la distance qui sépare le radicalisme des discours de congrès du réformisme des pratiques quotidiennes sont prêts d'être comblés. La droite, qui dénonce depuis quelques mois la « syndicalité », doit bien savoir pourtant que si la F.G.T.B. et la C.S.C. ont un poids suffisant pour obliger les employeurs à consentir des concessions et le gouvernement à passer des compromis, les syndicats n'ont pas les moyens de changer le pouvoir.

(PUBLICITE)

Hi-fi : le sorcier de la rue de la Pompe

L'année dernière il inaugurait son magasin de la rue de la Pompe. Au milieu du scepticisme des amis qui voyaient mal ce technicien « insipide » dans la peau d'un commerçant. Aujourd'hui Philippe Taieb se demande en effet si ce n'était pas la plus grosse erreur qu'il ait jamais commise. Car il n'a plus une seule minute à lui !

Qu'il est loin le temps où cet ingénieur-artisan, électronicien et mélomane, installait en dilettante des chaînes hyper-sophisticées chez telle artiste ou tel médecin de ses amis. Désormais on vient le consulter de partout. Et chaque amateur ou professionnel, lui expose en détail son problème.

Car Philippe Taieb ne fait pas de prêt-à-porter. Chaque installation qu'il livre, « clé en main », est une réalisation unique, conçue, installée, essayée, mise au point et peaufinée chez son utilisateur, dans les conditions réelles où ce dernier l'écouter.

Résultat : les clients de Philippe Taieb ont l'impression d'entendre leurs vieux disques pour la première

fois, découvrant dans les sillons familiers des beautés endormies qu'ils ne soupçonnaient pas. Un sorcier, Philippe Taieb ? On lui dit. Lui se vante plutôt comme un chef d'orchestre, essayant de tirer le maximum de chaque instrument, c'est-à-dire de chaque maillon de la chaîne.

Et quels maillons ! Co sont, par exemple, les enceintes JBL 4350, le nouvel ampli SAE 2x300 watts, l'incomparable platine Empré... Mais on trouve aussi chez Philippe Taieb, à côté de ces « monstres », des appareils plus modestes et non moins remarquables, comme le nouvel ampli Quad 2x100 watts, à 250 F.

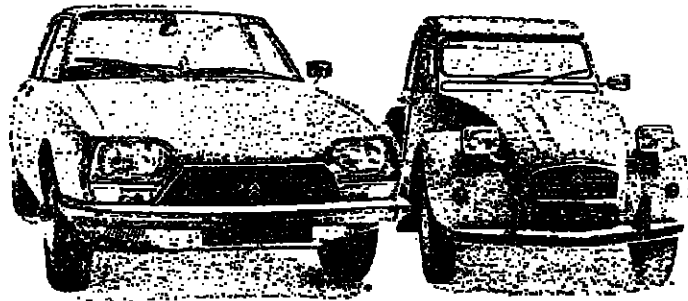
Sans parler de la dernière création de cet infatigable chercheur : un ampli spécialement conçu pour la voiture et qui, pour la première fois, offre à l'automobiliste des performances comparables à celles des meilleurs appareils d'appartement.

Philippe Taieb, conseil en haute-fidélité, 145 rue de la Pompe, 75016 Paris. Téléphone : 553.58.46.



DEPUIS LE 8 MARS, AVEC ECOPLAN* 76, VOUS POUVEZ DISPOSER D'UNE CITROËN NEUVE AVEC SEULEMENT UN MOIS DE LOYER D'AVANCE.

*Location longue durée. Marque déposée.



COUPON-REPONSE 76

à retourner à :
CITROËN ECOPLAN - 75747 Paris Cedex 15.
Je désire des informations complémentaires sur ECOPLAN.

Nom _____
Adresse _____

CITROËN

CITROËN - TOTAL

سكنات الامل

Aux états généraux organisés par la C.G.T.

La détresse des jeunes chômeurs

Lors de la journée pour « le droit au travail », organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T. le 4 octobre dernier, M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., a invité les jeunes à « prendre en main leurs luttes dans des comités de jeunes chômeurs ». Depuis cette date, six cents comités, selon la C.G.T., se sont implantés dans les soixante-douze départements. Ces comités ont tenu, pour la première fois, leurs Eaux Généraux, jeudi 11 mars, à Paris. Les six cents délégués présents ont décidé d'envoyer, dès vendredi 12 mars, une délégation, sous la présidence de Chirac, premier ministre, et M. François Ceyrac, président du C.N.P., pour réclamer des négociations entre la C.G.T., le gouvernement et les patrons sur les mesures à prendre pour résorber le chômage.

A M. Séguyn, qui a critiqué l'insuffisance des mesures envisagées par le gouvernement et le C.N.P.F. à propos des contrats emploi-formation et estimé que la France comptera un million de jeunes chômeurs à l'automne, M. Michel Duraufour, ministre du travail, a répondu de son côté à France-Inter que les mesures gouvernementales étaient des mesures d'incitation et qu'il croyait à leur efficacité.

« Cette journée a été organisée pour que les jeunes puissent épiloguer leur situation, exprimer ce qu'ils ressentent et formuler leurs espoirs... Ces paroles de Mme Jeanine Marex, secrétaire de la C.G.T., prononcées en ouverture des états généraux des comités de jeunes chômeurs, ont été largement entendues. Une soixantaine de jeunes gens et de jeunes filles se sont succédés devant le micro pour raconter comment, aujourd'hui, à moins de vingt-cinq ans, on peut être chômeur. Des récits souvent pathétiques, dus par des jeunes intimidés d'entendre leur voix amplifiée par les haut-parleurs, et parfois angoissés de parler d'eux-mêmes devant un aussi grand public.

« Je ne pouvais pas suivre les cadences »

Debout devant deux M. Chabrais
vidés réduits à zéro, M. Girel
l'autre à M. Ceyrac, Bruno
explique qu'il a fait des études de
sciences naturelles. A la sortie des
études, il a travaillé pendant un
travail. En vain. On lui a dit :
« On verrait après votre service
militaire », puis : « Il n'y a plus
de place pour vous ». Il a donc
quelques mois manutentionnaire.
Et se retrouve chômeur, seul, sans
ressources, Jacques, lui, a vingt et
un ans. Les mots ont dû lui aller
à l'esprit. Il a écrit une lettre à son
au public se désolait. Il a neuf
frères et sœurs. Son salaire serait
le bienvenu dans la famille.
M. Girel a écrit à M. Ceyrac : « Il est
au chômage depuis six ans. Il a
été apprenti charcutier ; il touchait
200 F par mois ; il a quitté
pour aller à la guerre. Il a fait
petits emplois dans des usines :
« Mais je ne pourrais pas suivre
les cadences, alors j'ai été renvoyé.
Je n'arrive n'a que son certificat
d'aptitude à la guerre. Il a
à s'inscrire pour un stage de formation
mais on a trouvé mon
niveau scolaire trop bas. J'en suis
au même point. »

confus...
 chômeurs soient diplômés, chômeurs sans avoir jamais travaillé, non diplômés, victimes de licenciements « économiques » ou de leurs imprudences — démission d'un côté, peur de s'être trompés de l'autre — de s'être trompés de l'autre emploi, leur histoire varie très peu : d'un jour à l'autre, ils se sont trouvés sans travail, face à l'angoisse de la solitude. « Je me sentais isolée, seule, abandonnée », dit une jeune femme maîtresse-auxiliaire. L'entourage ne comprend pas toujours que l'on puisse être jeune et chômeur sans être paresseux : « Ma mère m'a mis le pied au cou, ça m'a fait peur », dit une jeune femme, ténérine, dix-huit ans.

Thérèse, dix-huit ans.

Elle ne touchait pas tous des instruments, mais souvent très faibles. Il faut faire face aux incriminations : l'É.D.F. qui coupe le courant, et bientôt les propriétaires, qui, à la fin de l'hiver, ne pourront pas payer leurs loyers.

Enfin, pratiquement tous ont cherché à suivre des stages de formation, beaucoup sont toujours sur des listes d'attente.

« En septembre dernière, j'ai été admis à un stage de formation professionnelle », explique Jacques, ajusteur-monteur P.3.

Il a choisi trois nouveaux métiers : électronique, électrocinéma et électrosculpture sur matériaux plastiques. On m'a répondu : « Vous avez une convocation d'il y deux mois. Je ne dois plus savoir compter. Vous nous avez dit de ne rien attendre, et je n'ai toujours rien reçu ».

[illegible]

● Grèves à la R.A.T.P. le 15 mars. — Les syndicats C.G.T. et autonome de la R.A.T.P. ont confirmé leur mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures le mardi 15 mars. Ces débrayages ont pour but d'appuyer les revendications des syndicats du réseau ferré, qui seront reçues le 24 mars par la direction.

ÉNERGIE

Selon les experts de l'O.C.D.E. et de l'A.I.E.A.

LE MARCHÉ DE L'URANIUM RISQUE D'ÊTRE DÉSÉQUILIBRÉ À PARTIR DE 1987

D'un nouveau rapport intitulé *Uranium : ressources, production et demande*, établi conjointement par l'Agence de l'O.C.D.E. et l'Agence internationale de l'énergie atomique, il ressort que la demande d'uranium naturel pourrait atteindre 100 000 tonnes par an en 1985. Elle est actuellement de 18 000 tonnes, devrait atteindre 50 000 tonnes par an en 1980, et doubler dans les cinq années suivantes. Ces prévisions sont évaluable à partir des programmes des centrales nucléaires dans les différents pays.

Les producteurs d'uranium seront-ils capables de satisfaire ces besoins ? Cela leur posera « *inévitavelmente* » de « *gros problèmes* », estiment les experts, qui prévoient, à partir des capacités actuelle-

ment projetées, que l'offre équilibrera la demande seulement « jusqu'aux environs de 1982 ». Il faudra donc faire un nouvel effort de production pour assurer l'équilibre au-delà de cette date.

Les experts chiffrent aujourd'hui à 1,1 million de tonnes les réserves « raisonnablement exploitables » à moins de 15 dollars par livre. Si l'on double ce prix, on obtient un chiffre de 1,8 million de tonnes pour les réserves. Le prix de l'uranium est actuellement de l'ordre de 25 dollars la livre, contre 10 à 15 dollars il y a

En matière d'uranium enrichi et de retraitement de combustibles, on observe à terme le même déséquilibre entre l'offre et la demande.

MONNAIES ET CHANGES

Le soutien du franc

(Suite de la première page.)

De tels propos risquent de mettre la puce à l'oreille des spéculateurs. Ils ont en effet fait passer certaines de millions de dollars supplémentaires à la Banque de France. Pourquoi ? Parce qu'étant donné l'ampleur des pressions qui s'exercent sur la devise française, les « mille financiers », comme on dit, estiment, de plus en plus, qu'il est préférable de ne pas tant de savoir si le « taux central » (parité) du franc par rapport au deutschemark sera modifié, mais quelle présentation, destinée à lui sauver la face (si cela est possible) le gouvernement français donnera à une décision jugée par certains comme quasi-inévitable.

Un « grand patron » qui n'avait pas encore entendu les propos de M Jean-Pierre Fourcade diffusés un peu plus tard par Europe 1 nous disait jeudi : « Pour M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a per-

sonnellement décidé au printemps dernier de réintégrer le franc dans la zone, « pour se débarrasser des finances qui à d'âpres objections, associer son nom à cette politique, la seule porte de sortie honorable serait la suivante : à l'occasion d'un élargissement de la zone, faire le lit et à la fois, la calebasse du franc serait rajustée sous le prétexte qu'il serait nécessaire de tenir compte de la baisse de ces deux dernières années. Ce prétexte pour notre part, que le Deutschland n'éprouve pas le besoin, lui, de saisir. La France pourrait alors se joindre à la Belgique, à l'Allemagne, à l'Europe, tous les pays du Marché commun s'étant ralliés aux taux de change fixes. »

L'idée de notre interlocuteur est tellement simple qu'il serait bien étonnant qu'elle ne soit pas venue à l'esprit de ceux qui jouent actuellement sur le marché de la chute du franc. Aussi, quand ils auront entendu M. Fourcade révéler tout haut — à propos d'un éventuel retour de la lire et de la livre dans le « serpent » — ils auront compris que le ministre, peut-être sans le point de vue réel, avait cherché à le plus dénué, cherchait le scénario le plus favorable pour faire passer cette amère nuילה.

En s'exprimant ainsi, M. Fourcade peut rendre la situation du franc plus intenable, sans obtenir la contrepartie politique espérée. Car on ne voit vraiment pas ce qui pourrait déterminer Londres à revenir sur la décision, prise en catastrophe le 23 juin 1972, de faire flotter la livre.

La Grande-Bretagne venait alors de connaître l'une des périodes les plus troubles de son histoire maritime, pour ne pas même dire depuis une dizaine d'années. Elle avait agrégé la livre au « serpent » qui venait de naître. Quelques jours après, M. Anthony Barber, alors chancelier de l'Échiquier, avait déclaré, apparemment en toute innocence, dans son discours de présentation du budget, que désormais le Royaume-Uni ne sacrifierait plus son expansion économique (il était alors ministre de l'Économie) à la sécurité d'approvisionnement dans la terre promise du marché commun) à la défense coûte que coûte de la livre.

Cinq minutes après...

Si, de cette nouvelle profession de foi, M. de Launay tire quelque chose pour son pays du « stop and go » des spectateurs, eux, y vivent l'occasion d'un gain de change à la portée de la main, puisque le franc, qui ne leur avait servi que pour faire la grâce de leur annoncer qu'il ne s'opposerait plus à leurs entreprises, s'envoie une attaque de nerfs. La Banque d'Amérique, qui cotait à la Banque d'Amérique plus du tiers de ses réserves de change (comme c'est le cas de la Banque de France depuis la mi-janvier), a vu ses réserves propres, le cabinet conservateur laisse la victoire aux assaillants en détachant la livre de la Banque d'Amérique, et le dollar, valeur, livre a perdu 24,5 % de sa valeur vis-à-vis du dollar. 39 % par rapport au deutschmark et 40 % par rapport au franc. Tous chiffres, plus significatifs que la moyenne pondérée de 33,3 % vis-à-vis de l'ensemble des devises les plus importantes, qu'on cite dans les journaux. On ne rencontre jamais, sur le marché

Ce qu'on a retenu à Londres de cette malheureuse affaire, ce n'est pas que les facilités du flottement monétaire sont un stimulant supplémentaire pour l'inflation, c'est qu'une fois dans le « serpent » un gouvernement voit ses paroles immédiatement interprétées, ses moindres actes en permanence épiés par un marché des changes qui attend la première occasion de faire sauter le faible verrou que constitue la parité.

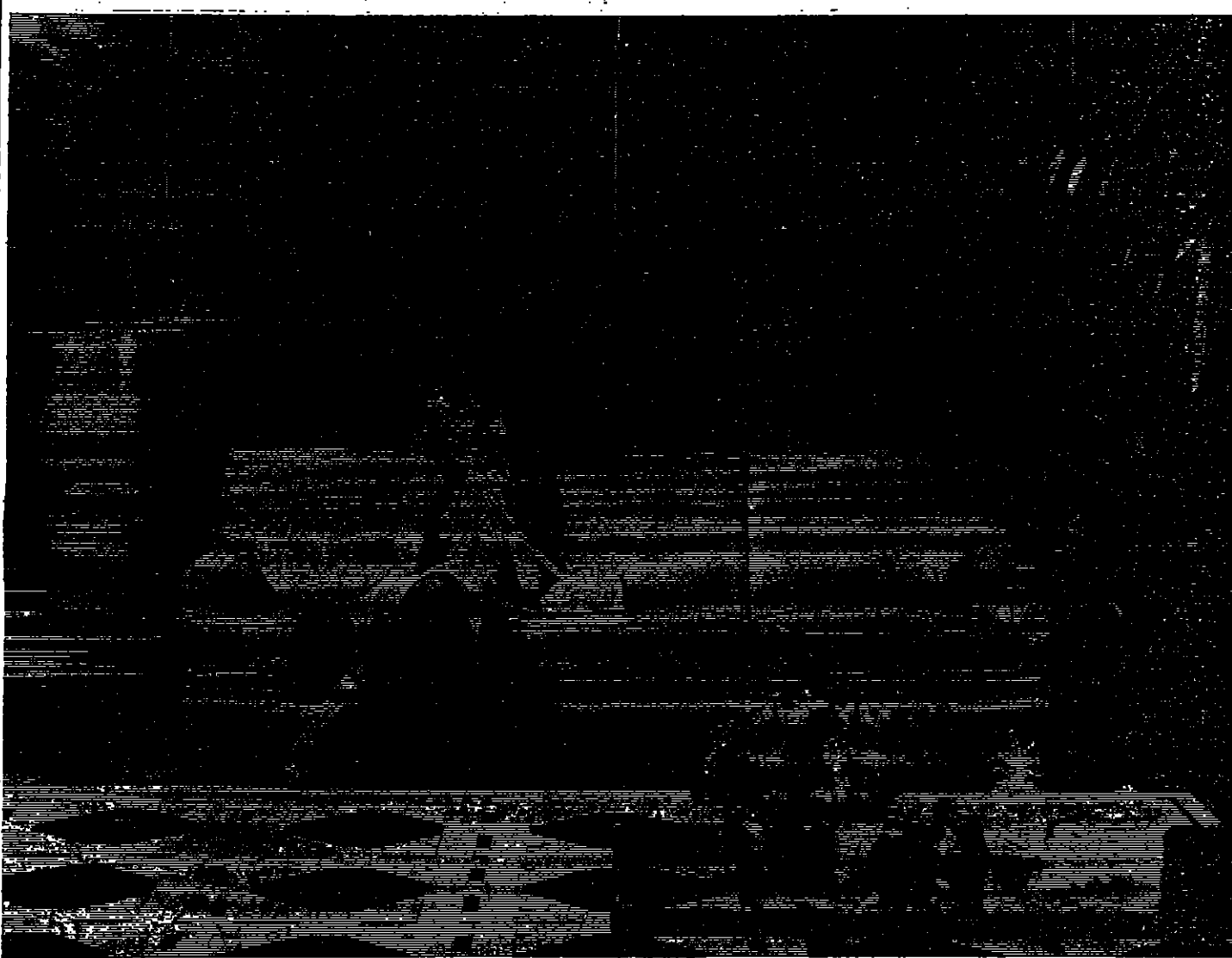
A cela s'ajoutent des circonstances propres à la Grande-Bretagne qui en font le pays le moins apte à se lier les mains dans le "serpent". L'existence de 7 millions de chômeurs, la "dépression" ("sterling") ferait peser une menace perpétuellement supplémentaire sur un cours fixe quelconque (ces bases de la politique monétaire sont tout moment en une autre devise), à moins que le gouvernement n'en fasse une politique plus sage, et de la défense de la livre. Son comportement des jours précédents montre assez qu'il n'en est pas capable. La livre se déprécie de 4 % à 5 % par rapport à la monnaie américaine. Les B.B.C. ont écrit : « la ferme intention de maintenir la valeur sterling extérieure qu'intérieure de la livre ».

En résumé, il n'est pas sans mesure, qu'il donnât raison à son préconisateur, M. Edward Heath.

On avait, pendant un certain temps, caressé l'espoir, à Paris, qu'à défaut de la livre on pourrait ramener la lire dans le « serpent ». On ne voit pas l'Italie prendre un risque pareil dans les circonstances présentes, à moins qu'elle ne veuille jouer son va-tout. « Nous rentrerons dans le « serpent »... cinq minutes après que la lire l'aura fait ! », nous avait dit un responsable italien l'année dernière. Pourquoi aurait-on changé d'avis à Rome ?

PAUL FABRA

L'investissement-cuir



Le traitement de nos cuirs nous permet d'assurer à nos canapés une longévité qu'aucun autre matériau ne peut garantir. Les qualités de souplesse et de solidité du cuir permettent à nos tapissiers de réaliser des doublures surpiquées, des passepoils, et autres finesses réservées à la ganterie, la maroquinerie ou la sellerie. Nos canapés se font en 17 dimensions différentes et contiennent un lit lorsque vous en exprimez le désir. Ci-dessus : l'angle, le canapé ouvert en lit et le panoramique.

ROCHE-BOBOIS

62-30 00 DE DÉPÔT: PARIS 62-77 15 30 PARIS ASSURÉ ET 10 A 12 RUE DE LYON PARIS 62-75 05 35 PARIS ASSURÉ

[illegible]

Bon à découper pour recevoir le catalogue R-B (132 pages couleurs). Participation aux frais d'envoi 7 francs français (remboursés à votre premier achat) en timbres ou tout autre moyen à votre convenance.

nom adresse

Dans tous nos magasins, notre catalogue vous sera remis gratuitement.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

Le gouvernement lance un programme d'action en faveur des petites et moyennes entreprises industrielles

Le programme d'action en faveur des petites et moyennes entreprises adopté par le gouvernement, jeudi 11 mars au cours d'un conseil restreint (« le Monde » du 12 mars), a été présenté le soir même par MM. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, et Raymond Barre, ministre du commerce extérieur. Ce plan est l'aboutissement d'une

action plus vaste en faveur des entreprises qui comporterait la réévaluation des bilans. Jeudi matin, à l'issue du conseil, un communiqué précisait : « M. Giscard d'Estaing a décidé qu'une ampleur nouvelle serait donnée au cours du VII^e Plan à l'action en faveur des petites et moyennes entreprises industrielles, de manière à leur permettre de se développer et d'exporter dans des conditions comparables à celles des grandes. »

gestion d'entreprises seront

1) MESURES DE POLITIQUE INDUSTRIELLE

● L'AIDE À LA CRÉATION D'ENTREPRISES. — Un guichet unique sera ouvert dans chaque chambre de commerce, chargé de renseigner, voire de se substituer aux candidats entrepreneurs pour les formalités à accomplir. Des programmes de formation à la

● L'AIDE À LA GESTION COURANTE DES P.M.I. — Les chambres de commerce développeront leurs fonctions de conseil et de diagnostic assurées par les assistants techniques à la gestion industrielle. Un délégué aux P.M.I. sera prochainement désigné. ● L'AIDE À LA SOUS-TRAITEMENT. — Une commission technique de la sous-traitance sera

BILLET

L'État-providence

Une déclaration de M. Giscard d'Estaing et une conférence de presse tenue par trois ministres, MM. Fourcade, Barre et d'Ornano : le pouvoir a voulu donner à son action en faveur des petites et moyennes entreprises un éclat particulier. La chose ne peut surprendre : la grogne des patrons est réelle ; présenter, dans le cadre de la réforme de l'entreprise tant redoutée, une série de mesures en faveur des petites entreprises industrielles peut constituer un calmant efficace. Cela dit, il serait injuste de ne voir dans ce plan qu'une opération politique. Les mesures annoncées conduisent à une réflexion qui conduit les pouvoirs publics à s'intéresser davantage au sort des petites firmes.

Ces dix dernières années, l'effort essentiel de la puissance publique avait porté sur la constitution de grands groupes susceptibles de prendre place sur le marché mondial et de lutter avec efficacité contre la concurrence étrangère. De puissantes sociétés françaises se sont effectivement constituées qui ont su, souvent avec bonheur, participer à la compétition mondiale. Mais ces géants ont souvent accaparé les marchés publics ou privés, décourageant des entrepreneurs trop souvent considérés comme de simples sous-traitants. Il eût été possible de poursuivre dans cette voie : le Japon a réussi sa révolution industrielle en s'appuyant sur de grands trusts, les petites entreprises — le plus souvent sous-traitantes — servant d'amortisseurs en cas de crise. Mais la France n'est pas le Japon. Les structures sociales des deux pays sont très différentes ; surtout, les Japonais n'ont pas à résoudre le grave problème d'aménagement du territoire qui se pose aux Français.

Quitte à adopter un modèle étranger, il a paru préférable de s'inspirer de celui des États-Unis ou de celui de l'Allemagne, qui tirent leur puissance industrielle de l'existence, aux côtés de mastodontes, d'entreprises petites et moyennes saines et dynamiques. Le souci de l'emploi a poussé dans le même sens. Les grands groupes sortiront plus affaiblis de la crise

que leurs concurrents ; ayant, pour la plupart conservé un personnel en surnombre pendant la période de récession, peu d'entre eux embaucheront dans les mois et même peut-être les quelques années qui viennent. Pour limiter le chômage, il faut développer les entreprises moyennes et faciliter la création de firmes nouvelles.

Il s'agit, a déclaré en substance M. d'Ornano en présentant ce plan, de rétablir l'égalité pour les petites et moyennes entreprises. C'est admettre que cette égalité n'existait pas. Reste à s'interroger sur la portée du dispositif gouvernemental. La satisfaction exprimée par le C.N.P.F. et M. Gaubert, président de l'Union des P.M.I., donne à penser que l'effort n'est pas négligeable. De fait, la réforme des conditions d'accès aux marchés de l'État, l'accélération du paiement des commandes publiques, sont importantes. Mais la mesure la plus spectaculaire est l'accroissement des aides de développement régional (S.D.R.) de primes d'État pour faciliter le développement et la création de petites et moyennes entreprises industrielles.

Lorsque les S.D.R. prendront une participation dans le capital de ces entreprises, elles recevront de l'État une prime substantielle : 50 % de leur participation, dans le cas d'une entreprise naissante ; 25 % lorsqu'il s'agit de développer les fonds d'une société existante. Cela fait de l'État un bailleur de fonds, mieux : un actionnaire indirect... sans qu'il bénéficie pour autant des avantages éventuels de la situation. En cas d'échec, la prime versée aux fonds des contribuables sera perdue, et nul ne peut prévoir le pourcentage d'échec ; en cas de réussite, les dividendes ou les gains et cessions de titres ne reviendront pas à la puissance publique.

Le monde des affaires connaît l'État-préteur, l'État-sauveur d'entreprises en difficultés. Voici maintenant l'État-apporteur de « fonds propres ». Décidément, le socialisme libéral avancé a lui-même beaucoup.

PHILIPPE LABARDE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREUSOT-LOIRE

SIÈGE SOCIAL : 42, RUE D'ANJOU 75006 PARIS



“Leader” en France des aciers spéciaux, des centrales nucléaires, des usines “clés en main”, CREUSOT-LOIRE augmente actuellement son capital par émission à 130 F d'UNE action nouvelle pour QUATRE anciennes.

B.A.L.O. du 1^{er} mars 1976 - Visa C.O.B. N° 76-31 du 25 février 1976

CRÉDITEL

Le conseil d'administration, réuni le 3 mars 1976, sous la présidence de M. Pierre Chastenet, a examiné les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975. Après dotation de 17 887 515,71 francs aux amortissements, le bénéfice net ressort à 23 630 641,65 francs, soit 10,87 francs par action, sur la base du capital moyen pondéré de l'année 1975 de 217 840 000 actions. Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire, convoquée le 4 mai 1976, de fixer le dividende à 9,55 francs par titre, contre 9,10 francs en 1974, pour les 21 millions d'actions anciennes composant le capital au 1^{er} janvier 1975 et à 4,40 francs par titre pour les trois millions d'actions nouvelles créées lousance 31 juillet 1975. La société achève avec l'administration des P.T.T. les discussions sur un nouveau protocole qui portera sur 500 millions de francs de contrats à engager en 1976 et dont le financement sera assuré sur fonds d'emprunt.

CREUSOT-LOIRE

Chiffre d'affaires consolidé de 1975

Le groupe Creusot-Loire a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 8 022 millions de francs en augmentation de 4 % sur celui de 1974, qui était de 7 716 millions de francs. La progression très importante réalisée en 1974 (+ 58 %) par rapport à 1973 se trouve ainsi confirmée.

La composition du groupe consolidé	1973	1974	1975	Progression 1975-1974
Branche Métallurgie... (acier, fonte, forgés et produits dérivés)	2 331	4 594	4 330	- 6 %
Branche Mécanique et Entreprise	2 482	3 122	3 692	+ 18 %
Total	4 813	7 716	8 022	+ 4 %

La part des ventes à l'exportation, directes et indirectes, est de 59 % du chiffre d'affaires consolidé hors taxes, contre 45 % en 1974. On rappelle que, pour la société seule, le chiffre d'affaires hors taxes de 1975 est de 4 631 millions de francs, en augmentation de 12 % sur celui de 1974 (4 128 millions de francs) et que les exportations atteignent 50 % environ du chiffre d'affaires hors taxes.

SOFINEX

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 5 mars 1976, sous la présidence de M. André Loye, pour approuver les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1975. Suivant la proposition du conseil d'administration, le bénéfice net a été arrêté à la somme de 3 829 022 francs, après déduction de 1 005 000 francs à la provision pour dépréciation du portefeuille. L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende net de 16 francs par action, l'impôt déjà payé au Trésor étant de 3 francs. La date de mise en distribution du dividende a été fixée au 28 mai, le paiement ayant lieu sur présentation du coupon n° 6. L'assemblée a renouvelé pour six ans le mandat d'administrateur de M. Henri Lomax.

Au cours de son allocution, le président, après avoir noté les succès de reprise au plan de l'économie générale, a souligné la caractère diversifié du portefeuille de la Sofinex qui constitue pour elle un élément de sécurité dans les périodes de fortes variations conjoncturelles. L'assemblée générale extraordinaire qui a suivi a autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital d'un montant nominal de 20 millions de francs, mais le conseil précise dans son rapport qu'il n'envisage pas actuellement d'utiliser cette autorisation.

GRACE & C^o

Chiffre d'affaires et résultats de l'exercice 1975

Le groupe Grace vient d'annoncer, le 4 mars 1976, que ses chiffres d'affaires, bénéfices nets et bénéfices nets par action, avaient, en 1975, atteint des niveaux sans précédent. En effet, le bénéfice net, 166 078 000 dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 1975, est en augmentation de 40 % (+ 47 568 000 dollars) par rapport au chiffre révisé de l'exercice 1974 (119 110 000 dollars). Dans le même temps, le bénéfice par action ordinaire ou équivalent d'action ordinaire a atteint en 1975 le plus haut historique de 5,31 dollar par action, en augmentation de 38 % sur le chiffre révisé de l'exercice 1974, soit 3,83 dollars par action. Enfin, le chiffre d'affaires a crû de 12 % par rapport au niveau révisé de 1974, passant ainsi de 3 500 397 000 dollars à 3 929 163 000 dollars. La répartition net de l'exercice 1975 inclut une plus-value tout impôt déduit, de 35 632 000 dollars (soit 1,14 dollar par action), provenant de la vente de la plus grande partie de l'unité majeure que Grace détenait dans Jacques Borel International S.A. Si l'on ne tenait pas compte de l'effet de cette plus-value, le bénéfice par action serait encore de 4,17 dollars, soit en augmentation de 9 % par rapport à 1974.

Immobilier btp

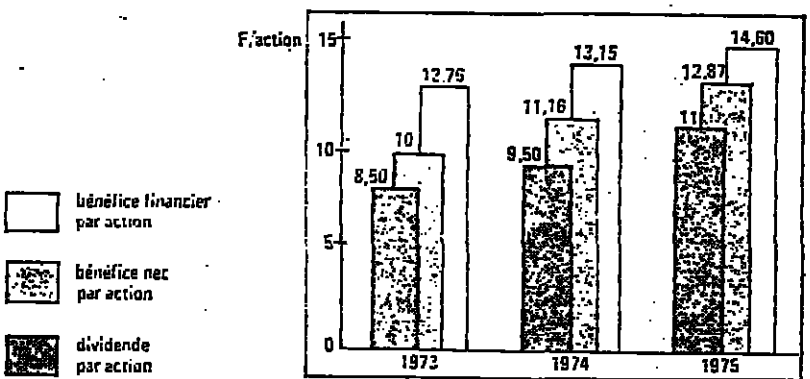
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

entre à la Bourse de Paris le 16 mars 1976

Créée en 1971 Immobilier btp est une Sicom. En tant que telle, elle exerce son activité exclusivement dans le domaine de la location d'immeubles à usage industriel et commercial dans le cadre d'opérations de crédit-bail et de location simple.

Quelques chiffres : Du 1^{er} janvier 1973 au 31 décembre 1975, les engagements d'Immobilier btp se sont accrus de 490 %, et les bénéfices, qui ont été multipliés par 14 en 4 ans, se sont accrus plus vite que le chiffre d'affaires traduisant ainsi une augmentation sensible de la rentabilité.

Le 16 mars 1976 Immobilier btp entre en Bourse 300 000 titres représentant 25 % de la totalité des actions composant le capital social, seront mis à la disposition du marché au prix d'offre minimum de F. 114 par action.

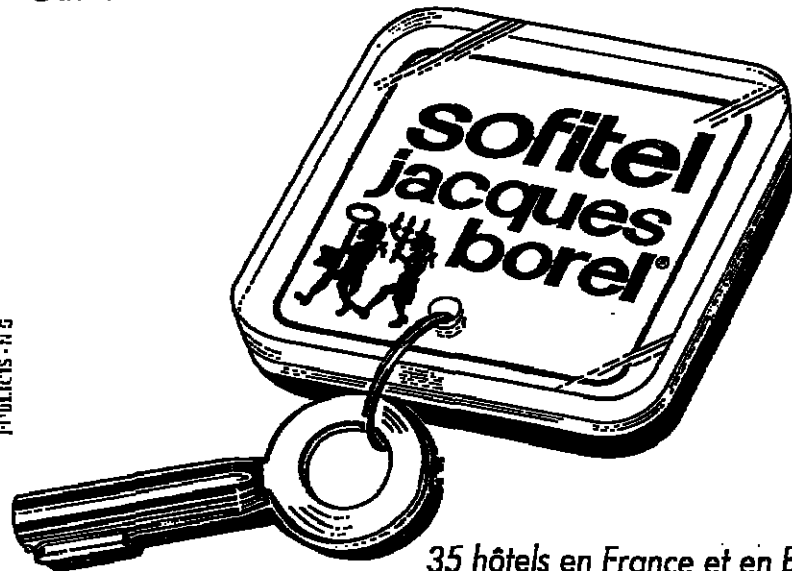


A l'occasion de l'introduction en Bourse de ses actions, la Société Immobilier btp met à la disposition du public une note d'information qui a reçu le visa C.O.B. n° 7629 en date du 17-2-76. BALO du 1^{er} mars 1976.

Immobilier btp, soutenue par la profession du Bâtiment et des Travaux Publics, première industrie française.

Siège social : 128, rue La Boétie - 75008 PARIS
Tél. : 256.64.64 - Télex : Elys btp 29918F - RC Paris 71 84 873

UN HOTEL ★★★★★ C'EST UNE ADRESSE UTILE.



AVIGNON
tél. : (90) 31.16.43
BORDEAUX
tél. : (56) 50.90.14
(56) 50.83.80
GRENOBLE
tél. : (76) 09.54.27
(76) 87.29.11
MULHOUSE
tél. : (89) 44.75.75
NANCY
tél. : (28) 28.01.28
NANTES
tél. : (40) 47.61.03
NÎMES
tél. : (66) 84.40.44

35 hôtels en France et en Belgique.

RESERVATION CENTRALE PARIS 657143 TELEX 200-432

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
2. AFRIQUE
- ALGERIE : l'agence A.P.S. dénonce les « éléments réactionnaires » à l'intérieur du pays.
3. DIPLOMATIE
3. ASIE
- 3 à 5. EUROPE
- Deux témoignages sur le Portugal : la révolution en question ; les entretiens de M. Mario Soares avec Dominique Pouchin.
- 6 à 8. POLITIQUE
- Le second tour des élections cantonales.
8. RELIGION
- La conférence de l'épiscopat a traité de l'éthique sexuelle et du mariage.
- 10-11. EDUCATION
- L'agitation étudiante touche de nouvelles universités.
10. DEFENSE
- 12-13. JUSTICE
13. POLICE
- Les C.R.S. et le maintien de l'ordre public : « Nous vivons tous dans une fausse sécurité », une libre opinion de M. Roger Cousin.
13. SPORTS
14. EQUIPEMENT ET REGIONS
- TRANSPORTS : faut-il créer un ministère de la mer? Concorde interdit à New-York pendant dix mois.

**LE MONDE DU TOURISME
ET DES LOISIRS**

Pages 15 à 20 et 29 à 32

- Souvenirs à petits pas le long des grands boulevards.
- Les cent villages de Mme Tussaud.
- Le Savole ne gâche plus ses villages.
- Dans les vertiges de l'addition.
- Le monde au bout des ailes.
- Plaister de la table : La petite semaine.
- Animaux : Les oiseaux d'un Parisien.
- Mode : Maison : Hippisme ; Jeunes : Jeux ; Philatélie.

34 à 39. ARTS ET SPECTACLES

- FORMES : les scores du révé.
- 43 à 46. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE**
- La syndicalisme belge devant la crise (II), par Jean-Marie Dupont.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (34)

Annuaire classé (40 à 42) ;
Aujourd'hui (91) ; Carnet (33) ;
Le journal officiel (91) ; Météo-
rologie (91) ; Mots croisés (91) ;
Bourse (15).

Au Nigéria

Trente personnes impliquées dans le putsch de février ont été exécutées

Trente des trente-deux personnes condamnées à mort pour avoir participé, en février dernier, à la tentative de coup d'Etat au Nigéria, ont été exécutées, à l'arme automatique et en public, dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 mars. Le général I.D. Bisalla, ancien ministre de la Défense, et un journaliste de la radio, Abubakar Zakari, étaient au nombre des suppliciés. Certaines exécutions ont eu lieu sur une plage de Lagos ; les autres dans la prison de Kiriiri, située dans la banlieue de la capitale.

Un climat permanent de violence

Les exécutions de Lagos témoignent d'abord de la permanence du climat de violence qui n'a cessé de prévaloir au Nigéria depuis que l'ancienne colonie britannique a accédé à l'indépendance. Il y a bientôt seize ans. Elles prouvent, d'autre part, le goût des responsables politiques nigériens pour les mises en scène macabres.

Trois des quatre chefs d'Etat nigériens successifs ont péri de mort violente. En janvier 1966, Alhaji Sir Abubakar Tafawa Balewa, réputé pour sa modération et son sens du dialogue, était abattu par des mutins. Le général Joseph Aguiyi Ironi, qui lui succéda, était à son tour assassiné six mois plus tard. Le général Yakubu Gowon, qui le remplaça à la magistrature suprême, dont il fut écarté le 29 juillet 1975, fut le seul à échapper à la mort : il est actuellement étudiant en sciences politiques à l'université britannique de Warwick. En revanche, le 13 février 1976, le général Murtala Mohammed, auquel le général Gowon avait dû céder le pouvoir, était assassiné par certains des hommes qui venaient d'être exécutés.

Les chefs de l'Etat n'ont pas été les seules victimes de cette violence. Le sang a beaucoup coulé, non seulement à l'occasion de plusieurs coups d'Etat réussis et de plusieurs tentatives de putsch avortés, mais aussi au cours de désordres régionaux ou tribaux, de révoltes de caractère ethnique, de bagarres entre adversaires politiques. Aucune région de l'immense fédération n'a été épargnée par la violence : ni le Nord, où les minorités Ibo se soulevèrent à plusieurs reprises contre le pouvoir central, notamment trois jours avant l'accession du pays à la souveraineté nationale, et où des pogroms provoquèrent le massacre de milliers d'immigrés Ibo ; ni l'Ouest, où l'insécurité n'a cessé et où les factions politiques concurrentes s'affrontent régulièrement en batailles rangées ; ni l'Est, ravagé par la guerre civile nigéro-biafraise, qui, en trente mois, du

27 mai 1967 au 15 janvier 1970, provoqua la mort de centaines de milliers d'innocents, en majorité des enfants victimes de la famine. Même lorsque la situation semble relativement stable, le Nigéria est le théâtre de désordres sporadiques, de heurts entre fonctionnaires et paysans, entre civils et militaires. Un exemple : pendant la nuit de Noël 1975, une quinzaine de personnes trouvèrent la mort et plusieurs centaines d'autres furent blessées, tandis que des incendies laissaient sept mille habitants sans abri, dans le sud-est du pays à la suite de bagarres entre civils et militaires.

Parce qu'ils croient, à tort, à la vertu de l'exemple, les dirigeants de Lagos — quels qu'ils soient — ont multiplié les exécutions publiques. En décrétant la peine de mort pour tout auteur d'attaque à main armée, les militaires ont voulu frapper l'imaginaire de leurs compatriotes. Pour lutter contre le banditisme, convoquent des foules avides de commode pour décourager les notables du coup d'Etat. Ils sensationnent les assistants au châlitement d'hommes condamnés, souvent par des tribunaux d'exception, presque toujours de facto expéditifs. La plupart des grandes villes nigériennes, de Benin à Port-Harcourt, d'Onitsha à Enugu, ont été le théâtre de telles mises en scène spectaculaires et odieuses. Lagos figure en bonne place dans ces nouveaux jeux du cirque : des dizaines de personnes ont été exécutées sur la plage de Victoria.

Philippe Decraene.

Avant le vote au Bundesrat

UNE CONCESSION POLONAISE ASSURE LA RATIFICATION DU TRAITE BONN-VARSOVIE

(De notre correspondant.)

Bonn. — Les gouvernements chrétiens-démocrates de Sarre et de Basse-Saxe ont décidé, ce vendredi 12 mars, de voter au Bundesrat en faveur de la ratification des accords germano-polonais. M. Genscher, ministre fédéral des Affaires étrangères, venait de faire part d'un nouveau geste accompli dans la nuit de jeudi à vendredi par le gouvernement de Varsovie. Les Polonais ont accepté que M. Genscher supplie, dans la lettre adressée à son collègue M. Olszowski, le verbe « pourrions », autour duquel s'était cristallisée mercredi et jeudi la discussion entre l'opposition chrétienne-démocrate et la coalition libérale-socialiste. Dans sa lettre, M. Genscher avait pris acte que, lorsque des citoyens polonais d'origine allemande désiraient émigrer en R.F.A., « des autorisations pourront être accordées ». La nouvelle version indique que « des autorisations seront accordées ».

Le débat au Bundesrat a été reporté de quelques heures, pour laisser le temps à la démocratie chrétienne d'adopter éventuellement une attitude commune, mais la décision de la Basse-Saxe et de la Sarre suffit d'ores et déjà à assurer la ratification des traités.

DANIEL VERNET.

**SÈVRES
"33"**

PULL-OVERS
DE MARQUES
EN SECOND CHOIX

33, rue de Sèvres, Paris
tél. : 648.66.73

Préavis de grève à la S.N.C.F. pour la semaine prochaine

Les agents de conduite autonomes de la S.N.C.F., qui avaient déjà observé un arrêt de travail le jeudi 4 mars, ont déposé un nouveau préavis de grève du mercredi 17 mars, à 0 heure, au vendredi 19 mars, à 14 heures. La Fédération générale autonome des agents de conduite (F.G.A.A.C.), qui a lancé cette consigne, a rencontré, vendredi matin 12 mars, les deux autres syndicats, C.G.T. et C.F.D.T. Ces derniers, qui n'excluent pas de recourir aussi à la grève, ont demandé des éclaircissements sur les revendications de la fédération autonome.

La réunion entre les syndicats et la direction de la S.N.C.F. de jeudi 11 mars a abouti à la rédaction d'un projet d'accord sur l'évolution des salaires en 1976. Les organisations syndicales devront faire connaître leur point de vue au cours d'une ultime rencontre le 22 mars.

Le texte reconduit la plupart des dispositions appliquées en 1975. Outre l'évolution des salaires

en fonction des prix, avec comme prévision 1,40 % le 1^{er} janvier, 1 % le 1^{er} avril et 0,75 % le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre, le projet prévoit trois autres types de majoration : au titre de l'amélioration du pouvoir d'achat, attribution uniforme de deux points d'indices (environ 0,50 % de la masse salariale), crédit supplémentaire en fonction de l'amélioration du trafic (0,50 %), et, au titre de la revalorisation du travail manuel, crédit évalué à environ 0,60 % de la masse salariale.

Alors que la C.G.T. et la C.F.D.T. considèrent ces propositions nettement insuffisantes et que les syndicats signataires de l'accord en 1975 comptent arracher encore quelques concessions, avant de donner leur réponse, les autonomes ont décidé de passer une nouvelle fois à l'action. Ils estiment que les mesures relatives au travail manuel et qui portent surtout sur les filières et démontement de carrières ne rejailliront pas suffisamment sur les catégories.

Le dîner du gouvernement

BELOTE ET AGRICULTURE

M. et Mme Valéry Giscard d'Estaing ont offert un dîner jeudi soir 11 mars aux membres du gouvernement, accompagnés de leurs épouses ou époux. En l'absence de M. Jean Sauvagnargues, ministre des Affaires étrangères, en voyage officiel en Tunisie, la réception réunissait à l'Élysée M. Marigny — résidence officielle des chefs d'Etat étrangers en visite à Paris — soixante-dix-sept convives. Le président de la République a insisté sur la nécessité, pour les membres du gouvernement, de se rencontrer de temps en temps dans une atmosphère détendue (un premier dîner analogue à celui-ci avait eu lieu le 19 février 1975), puis, à l'attention des secrétaires d'Etat, qui n'assistent pas au conseil des ministres, il a demandé à M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, de monter le déroulement d'une réunion à Bruxelles des ministres de l'Agriculture. M. Bonnet, dont les talents d'animateur sont connus, a parodié les chefs de file de chacune des neuf délégations : il a obtenu un vif succès. Après le repas, les invités se sont partagés entre la belote, le bridge, et les conversations particulières.

Nouvelle négociation à la fonction publique

Pour l'ensemble de la fonction publique, les négociations salariales concernant l'année 1976 devaient reprendre ce vendredi à 15 heures.

chez Rodin, de 10f à 175f le mètre, tous les tissus d'ameublement sont des tissus décoration

- Velours et Jacquards contemporains.
- Imprimés exclusifs.
- Lampas et tapisseries de style.
- Tissus importés, américains, anglais, belges, hollandais, italiens, suédois.
- Tweeds, satins, toiles, douppions, chinés.

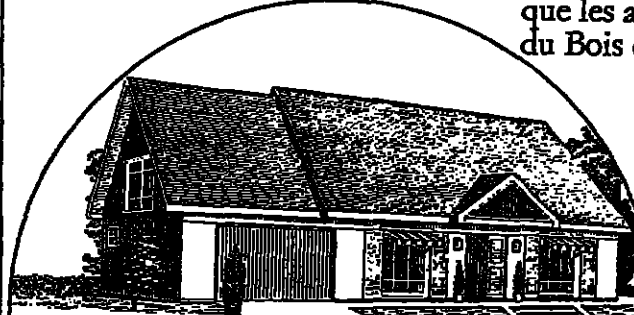
(tous nos articles sont en stock)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

VOTRE MAISON : L'ACHAT LE PLUS IMPORTANT DE VOTRE VIE

L'achat d'une maison n'est pas seulement un acte financièrement important. Il engage votre avenir, celui de vos enfants, la qualité de votre vie future. La situation, l'environnement, la construction, les plans d'une maison digne de ce nom doivent être parfaits. Les maisons réalisées par Breguet Construction dans ces deux Domaines tiennent compte de ces exigences. Demain, ces maisons, si proches de Paris, seront aussi recherchées que les appartements du Bois de Boulogne.



"Oranger", 224 m², 7 pièces, 3 s. de b., garage 2 voitures.

DOMAINE DE MONTMELIAN
95 St. Witz
Tél. 471.56.55
à 25 km de Paris
à 2 km de l'Autoroute du Nord

Près de la prestigieuse forêt d'Ermenonville, le 1^{er} Domaine de grande classe situé au Nord de Paris et desservi par l'Autoroute. Piscine chauffée, tennis, club-house, école, commerces. 4 modèles de maisons, de 136 à 224 m², 5 à 7 pièces, identiquement luxueuses, livrables entièrement terminées. Construction traditionnelle. Chauffage électrique intégré. Garage 1 et 2 voitures. Jardins 700 à 2000 m². CRÉDIT AGRICOLE.



"Chelsea", 120 m², 5 pièces, 2 s. de b., garage.

DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX
77 Pontault-Combault
Tél. : 406.53.56 et 64.63.
à 18 km
du Bd Périphérique.
A 12 mn à pied de la gare.

Le Grand Calme à 18 km de Paris par la Porte de Bercy, l'Autoroute A4 et la N4.
A 12 minutes à pied de la gare (40 trains par jour pour Paris). Tout près d'un centre ville. Parc privé de 18 ha. Tennis, club-house, école. 5 modèles de maisons, de 93 à 155 m², 4 à 7 pièces, livrables entièrement terminées. Construction traditionnelle. Garage. Grands jardins. Crédits LA HENIN. Prix : 250.400 à 400.000 F.

VISITE DES MAISONS MODELES TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.
Téléphonez ou écrivez pour recevoir une documentation gratuite.

Breguet



REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de **8,50 à 11,60%**
taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F.)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
26, bd d'Italie 600 A/B.P. 31
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM 7

Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz



Le numéro du "Monde", daté 12 mars 1976 a été tiré à 576 335 exemplaires.

A B C D F G H

صلى الله عليه وسلم